

ÖT KONTINENS

*Az Új- és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék
közleményei*

*Numéro spécial de la collaboration entre ELTE et l'Université
Bordeaux3
N°2011/2.*



**Eötvös Loránd
Tudományegyetem**



**Université Michel de
Montaigne Bordeaux3**



**BUDAPEST
2012**

ÖT KONTINENS

*Az Új- és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék
közleményei
N° 2011/2.*

*Az ELTE és az Université Bordeaux3
közti együttműködés különszáma*

**EÖTVÖS LORÁND TUDOMÁNYEGYETEM
Bölcsészettudományi Kar**

**BUDAPEST
2012**

CINQ CONTINENTS

*Les cahiers du Département d'Histoire moderne et
contemporaine
N° 2011/2.*

*Numéro spécial de la collaboration
entre ELTE et l'Université Bordeaux3*

**UNIVERSITÉ EÖTVÖS LORÁND
Faculté des lettres**

**BUDAPEST
2012**

Comité de rédaction

Le président

BALOGH, András, professeur à l'Université Eötvös Loránd de Budapest

Les membres du comité:

BODNÁR, Erzsébet (Ph.D.), Université de Debrecen, *BÚR, Gábor* (Ph.D.), Université Eötvös Loránd de Budapest, *CADILHON, François*, professeur, Université Michel de Montaigne Bordeaux 3, *ÇOLAK, Kamil* (Ph.D.), Université de Eskişehir, *FIGEAC, Michel*, professeur, Université Michel de Montaigne Bordeaux 3, *FISCHER, Ferenc*, professeur, Université de Pécs, *FRANK, Tibor*, professeur, Université Eötvös Loránd de Budapest, *GULYÁS, László* (Ph.D.), Université de Szeged, *HOREL, Catherine*, professeur, Université de Paris I, directrice de recherche, CNRS, Paris, *LACHAISE, Bernard*, professeur, Université Michel de Montaigne Bordeaux 3, *LEANCA, Gabriel* (Ph.D.), Université de Iași, *MAJOROS, István* (rédacteur), professeur, Université Eötvös Loránd de Budapest, *MARUZSA, Zoltán* (Ph.D.), Université Eötvös Loránd de Budapest, *J. NAGY, László*, professeur, Université de Szeged, *PIMENTEL, Maria do Rosário*, professeur, Universidade Nova de Lisboa, *RATHKOLB, Oliver*, professeur, Université de Vienne, *Élisabeth du RÉAU*, professeur, Université de Paris III - Sorbonne Nouvelle, *Maria Manuela de Bastos Tavares RIBEIROA*, professeur, Université de Coimbra, *SZÁVAI, Ferenc*, professeur, Université Corvinus de Budapest et Université de Kaposvár, *SZÉKELY, Gábor*, professeur, Université Eötvös Loránd de Budapest, *TÓTH, Andrej* (Ph.D.), Université Charles de Prague

Ce volume a été publié sous la direction de François Cadilhon et István Majoros avec la participation de Zoltán Biás, Zsolt Forgó, Anita Madarász et Christopher Pichonnier

ÖT KONTINENS

*Az Új- és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék
közleményei*

*Az ELTE és az Université Bordeaux3
közti együttműködés különszáma*

N° 2011/2.

EÖTVÖS LORÁND TUDOMÁNYEGYETEM
Bölcsészettudományi Kar



BUDAPEST

2012

CINQ CONTINENTS

Les cahiers du Département d'Histoire moderne et contemporaine
N° 2011/2.
Numéro spécial de la collaboration entre ELTE et l'Université Bordeaux3

UNIVERSITÉ EÖTVÖS LORÁND
Faculté des lettres

BUDAPEST
2012

© auteurs, 2012
© rédacteurs, 2012

Rédacteur de la série:
István Majoros
majorosi49@t-online.hu

ISSN: 1589-3839

Éditeur:

Új- és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék,
ELTE BTK
1088 Budapest, Múzeum krt. 6-8.
Tel.:0036-1-4855204

<http://tortenelemszak.elte.hu/intezet/ujett/otkontinens.html>

Imprimerie: ROBINCO KFT
BUDAPEST

Sommaire

Avant-propos	7
Préface	13
<i>Diversité culturelle et linguistique</i>	15
Kelemen, Éva L'Europe multilingue - enjeux et risques	17
Palágyi, Tivadar Le nouvel ordre des mots : réflexions sur les traductions en euro-hongrois	23
Szabó, Dávid Vers des « <i>langues européennes</i> » Comment traduire les noms de poissons ?	29
Simon, Péter La contribution du Service linguistique du Conseil de l'Union européenne au travail de la présidence hongroise	37
<i>La région du Danube</i>	47
Benkő, Melinda Budapest et le Danube Un point de vue budapestois en 2011	49
<i>Politique de voisinage</i>	61
Majoros, István La Hongrie à la recherche de l'Europe	63
Dubasque, François La Hongrie dans les projets français d'union européenne de l'entre-deux-guerres	71
Treschnevski, Boris L'idée d'Europe en Europe centrale durant la période de l'entre-deux-guerres	83
Réau, Elisabeth du La Hongrie en marche vers l'adhésion à l'Union européenne : un processus graduel d'intégration d'un candidat dynamique. 1989 - 2004	97
Bene, Krisztián Oszkár Jászi et l'idée des États-Unis d'Europe	105
Garadnai, Zoltán La tentative de la politique d'ouverture de la Hongrie aux pays de l'Ouest, 1967 – 1968. Le cas des relations franco hongroises	117

Fejérdy, Gergely	
Les Hongrois ayant rejoint le Mouvement européen en 1948	129
Lachaise, Bernard	
La France et la place de la Hongrie dans l'Europe de François Mitterrand à Jacques Chirac, 1990-2004	141
Études en allemand	151
Höbelt, Lothar	
Der „Ausgleich“ mit Ungarn und mit Böhmen(1861–1871). Determinanten seines Erfolgs und seines Scheiterns	153
Faragó, Gábor	
Dolchstossprozeß im Völkischer Beobachter	169
Les textes du colloque „Show trials, concentration and labour camps and the fate of political refugees before and after World War II“	179
Brasseur, Marianne	
The Polish immigration to Aquitaine from the 1930s to 1945: From discrimination to persecution	181
Chort, Jean-Baptiste	
The military prison of Mauzac: an internment camp in Dordogne during the second World War	187
Kítanov, Nikola	
Peculiarities in the Ideology of Communism, Predetermining the Outcome of the Cold War Conflict between Communism and Capitalism	195
Les auteurs	202

Avant - propos

A partir de ce numéro il y a quelques changements dans la publication de cette revue. Elle paraît en deux volumes et dans ce numéro on publie les textes d'une table ronde, tenue en mai 2011, et les textes d'un colloque, tenu les 10 et 11 juin 2011, à propos de la présidence hongroise de l'Union Européenne. On publie ces textes en français, mais dans les deux volumes on trouve aussi des études qui utilisent librement d'autres langues. L'autre nouveauté du numéro 2011 est le produit de la collaboration fructueuse entre l'Université Michel de Montaigne Bordeaux 3 et l'Université Eötvös Loránd de Budapest.

L'histoire de la collaboration entre les deux universités remonte aux années 1990. Au cours de ces deux décennies on peut présenter plusieurs résultats, tout d'abord dans le cadre du programme Erasmus. Plusieurs étudiants bordelais passaient au moins 5 mois (quelques fois 10 mois) à Budapest et faisaient des études dans le programme de l'Institut d'Histoire de ELTE. Bien sûr la mobilité des étudiants fonctionne dans les deux sens et les étudiants de ELTE pouvaient connaître les résultats des recherches des collègues bordelais dans la capitale de l'Aquitaine. On peut mentionner également les cotutelles entre les deux universités et on ne peut pas oublier les colloques presque indispensables pour soutenir et faire vivre la collaboration scientifique internationale contemporaine.

L'Université Michel de Montaigne Bordeaux 3 organisait plusieurs colloques sur l'Europe centrale. En octobre 2008 les participants devaient examiner: *Le rayonnement de la France en Europe centrale de la fin du Moyen-Âge à nos jours* (les textes étaient publiés en 2009 - *Le rayonnement français en Europe centrale du XVII^e siècle à nos jours*). En novembre 2011 un nouveau colloque pour un nouveau sujet sur l'histoire de l'Europe centrale était à la recherche de: *La correspondance et la construction des identités en Europe centrale 1648-1848*.

On espère que la collaboration se poursuivra entre les deux universités et que dans l'avenir d'autres volumes similaires pourront voir le jour avec Bordeaux mais nous le souhaitons aussi avec d'autres universités européennes. C'est bien l'un des objectifs de la revue !

Budapest, le 30 juin 2012.

Prof. dr. François Cadilhon
Université Bordeaux 3

prof. dr. István Majoros
ELTE

Dans ce deuxième volume on publie tout d'abord les textes du colloque sur la présidence hongroise de l'Union Européenne tenu les 11-12 juin 2011 à l'Université Eötvös Loránd de Budapest organisé par le Centre Interuniversitaire d'Études Françaises. Et bien sûr on publie des textes en d'autres langues aussi sur des sujets différents.

***Présidence hongroise 2011 : regards croisés sur la
place de la Hongrie dans l'Union européenne***

Centre Interuniversitaire d'Etudes Françaises

Université Eötvös Loránd de Budapest

Budapest, les 10-11 juin 2011

Préface

C'est au printemps 2010 que le Centre Interuniversitaire d'Etudes Françaises de l'Université Eötvös Loránd (ELTE) a pris la décision d'organiser, sur l'initiative de son Conseil d'organisation scientifique, un colloque à l'occasion de la présidence hongroise de l'UE au premier semestre 2011. Le thème impliquait un colloque traitant, au moins en partie, des sujets historiques (une nouveauté dans l'histoire du CIEF!), mais dans l'organisation nous avons pu nous appuyer non seulement sur l'historien Boris Trechniewski, alors directeur adjoint de notre centre, mais aussi sur la collaboration de l'Atelier, Centre franco-hongrois en sciences sociales, dirigé par Gábor Sonkoly, et du Département d'Histoire moderne et contemporaine d'ELTE, dirigé par István Majoros.

Les principales thématiques abordées lors du colloque ont été celles qui avaient été fixées comme priorités pour la présidence hongroise de l'UE: la politique de voisinage, la région du Danube et la diversité culturelle et linguistique. Seul un colloque pluridisciplinaire pouvait répondre à une telle diversité thématique, diversité qui semblait constituer non seulement le principal attrait, mais aussi le principal risque du colloque: historiens, architectes, urbanistes, linguistes et traducteurs pourront-ils travailler ensemble de façon efficace et agréable ?

Oui, ils ont bien travaillé ensemble, et dans une ambiance amicale et agréable. Ceux qui ont passé au CIEF ces deux journées de juin 2011 peuvent l'affirmer.

Budapest, le 30 juin 2012.

Dávid Szabó
directeur du CIEF

Diversité culturelle et linguistique

Éva Kelemen

L'Europe multilingue - enjeux et risques

Abstract

Based on the research of Eurobaromètre entitled 'Europeans and their languages' our main objective is to analyse the linguistic tableau of multilingual Europe in the framework of the chances of employment for young Hungarian professionals.

Today the European Union has approximately 500 million inhabitants and recognizes 23 official languages. However, on the continent of Europe, sixty more languages are used besides the above mentioned 23 ones. EU has 23 official languages only because some languages (like French, Greek, and German) are in used in more than one country. 56% of European citizens claim that they know a second language apart from their mother tongue, but almost half of them can speak only their mother tongue.

The picture is darker (from 59 to 70% monolingual people) in the mediterranean countries (Portugal, Spain and Italy) and in English-speaking countries (Great Britain and Ireland) and, unfortunately, in Hungary. We analyse the Hungarian as well as the English specifics, especially the attitude of native English speakers to learning foreign languages. Also, we are going to examine the situation of the countries with neo-Latin languages, and attempt to answer the question: why is it so difficult to learn at least one foreign language in these countries? We shall attempt to survey the effects and contributions of linguistic competence, regarding economy. What kind of relationship exists between the economic competitiveness and the linguistic strategy of a company or a society?

Keywords: multilingualism, language skills, language learning trends, duration, intensity and effectiveness of teaching, motivation

Dans cet article,¹ nous proposons une réflexion sur la question de savoir si l'Europe multilingue représente une opportunité ou plutôt un handicap pour les jeunes diplômés hongrois. Pour y voir plus clair, passons en revue quelques chiffres sur les compétences linguistiques des Européens, publiés dans le rapport de l'Eurobaromètre en 2006².

L'Union européenne (27 pays) compte environ 50 millions d'habitants et 23 langues officielles, et ce nombre augmentera avec l'arrivée de nouveaux pays. Elle

¹ Documents de référence : Le multilinguisme stimule la compétitivité européenne, IP/07/230; Sur la politique de langue de l'Union européenne: <http://europa.eu/languages> ; EUROSTAT – Chiffres clés de l'enseignement des langues à l'école en Europe, Commission européenne, Édition 2008; Multilinguisme et compétitivité des entreprises, MEMO/07/79, Bruxelles, le 23 février 2007.

² „Les Européens et leurs langues” – Eurobaromètre Spécial 243 / février 2006.

compte également plus de soixante langues régionales ou minoritaires, certaines bénéficiant d'une reconnaissance officielle dans leur pays, comme p. ex le basque.

Même si la politique de l'UE en matière de langues vise à protéger la diversité linguistique et à promouvoir la connaissance des langues, le niveau de ses connaissances varie beaucoup d'un pays à l'autre. Dans le rapport cité ci-dessus, 28 694 citoyens européens de plus de 15 ans et représentant tous les pays membres de l'UE ont été sondés sur leurs compétences linguistiques, ainsi que sur leurs attitudes vis-à-vis de l'apprentissage des langues étrangères.

À la question „*Quelles sont les langues que vous parlez suffisamment bien pour participer à une conversation, exception faite de votre langue maternelle?*”, les réponses suivantes ont été obtenues:

Une langue au moins	56%
Deux langues au moins	28%
Trois langues au moins	11%
Aucune	44%

Les compétences de seulement 28% des Européens sont conformes aux objectifs fixés par l'UE, c'est à dire que chacun connaisse au moins deux langues étrangères, en plus de sa langue maternelle. Malheureusement, au bout du classement figure – parmi d'autres mauvais élèves – aussi la Hongrie.

Voici le pourcentage par pays de citoyens se déclarant être incapables de s'exprimer dans une autre langue que leur langue maternelle.

Irlande: 66%
 Royaume-Uni: 62%
 Italie: 59%
 Hongrie: 58% (selon une estimation ultérieure à 2006, 71%!)
 Portugal: 58%
 Espagne: 56%

Svetlana Carsten (University of Leeds) a très bien analysé la situation au Royaume-Uni dans son intervention et article, intitulés „*Language Learning Trends in the UK in the Context of Multilingualism*”.³

La prédominance de l'anglais partout dans le monde (commerce et finances internationaux, show business, sur le web et surtout dans les recherches scientifiques) est à l'origine de l'attitude au Royaume-Uni et en Irlande qui se résume ainsi: « *à quoi bon d'apprendre des langues étrangères si tout le monde parle l'anglais?* ». Et les statistiques semblent prouver cela: sur la palette de l'apprentissage des langues étrangères dans l'UE, l'anglais représente 90%, tandis qu'au Royaume-Uni entre 1996 et 2005, beaucoup de départements linguistiques universitaires ont été fermés (surtout allemand, arabe et russe) et l'apprentissage des langues étrangères n'est obligatoire que dans 34% des écoles britanniques.

³ Intervention prononcée à Bruxelles le 10 mars 2006 à la DG Interpretation-Universities Conference.

Rien d'étonnant donc de constater que pendant les 15-20 dernières années au Royaume Uni, l'intérêt pour le français a baissé de 28%, pour l'allemand de 24%. Seul l'espagnol tient plus ou moins le coup, grâce à l'idée largement répandue comme quoi ce serait une langue très facile à apprendre. Probablement un autre facteur joue également; l'Espagne est la cible touristique numéro un des jeunes britanniques...

En ce qui concerne la France, un Français sur deux (51%) parle suffisamment bien une langue étrangère pour participer à une conversation, ce qui place la France légèrement en dessous de la moyenne européenne (56%). L'anglais (36%), l'espagnol (13%) et l'allemand (8%) restent les langues les plus pratiquées par les Français.

Claude Hagège en 2008 s'explique pour tous les pays européens de langue latine⁴: „*Les Français partagent une certaine difficulté à apprendre l'anglais avec les autres Européens de langue romane comme les Italiens et les Espagnols, dont le lien est beaucoup plus lâche avec l'anglais que les pays scandinaves...Leurs langues sont répandues bien au-delà de la seule Europe, ils éprouvent beaucoup moins l'«urgence» et la nécessité d'apprendre l'anglais qu'un petit pays comme le Danemark dont la langue maternelle n'est parlée...qu'au Danemark.*”

Pour expliquer la situation désastreuse de la Hongrie, nous pouvons insister sur notre isolement linguistique comme le tableau ci-dessous le montre bien: le hongrois se trouvant seul dans l'océan de langues indo-européennes.

A part l'isolement linguistique, on peut se référer à d'autres facteurs et se demander si la durée, l'efficacité et l'intensité de l'enseignement des langues étrangères en Hongrie sont satisfaisantes ou pas? Il y a certainement beaucoup de disparités régionales et la différence entre le niveau des établissements scolaires est un fait, mais que dire et quels prétextes trouver si l'on constate qu'à la fin d'une scolarité qui dure 15-17 ans, 20-25% des étudiants ne peuvent pas obtenir leur diplôme par manque d'un examen d'État de langue, imposé depuis 2004 comme critère de l'obtention d'un diplôme sanctionnant des études supérieures. Pourtant la motivation individuelle, familiale existe. Même s'il est difficile de chiffrer les efforts des parents d'élèves, nous savons qu'ils investissent beaucoup dans la formation linguistique de leurs enfants étant conscients du fait que les acquis à l'école ne suffisent pas et que sans avoir des compétences linguistiques de haut niveau, il est impossible d'entamer une carrière professionnelle prometteuse.

En ce qui concerne la motivation institutionnelle, celle des pouvoirs publics, elle est loin d'être rassurante : tous les décideurs et depuis toujours sont d'accord



⁴ Le Figaro, 3 septembre 2008.

sur les principes, mais la pratique ne suit pas. (Il suffit de citer quelques tristes exemples, comme la fermeture de beaucoup d'instituts de langues dans le supérieur, la suppression de la deuxième langue obligatoire et la suppression prévue de l'année zéro, destinée à l'apprentissage intensif d'une langue étrangère dans le secondaire...)

De considérables dégâts (économiques, culturels, diplomatiques et politiques) peuvent être causés par les insuffisances linguistiques. Évidemment, tout le monde n'a pas besoin du même niveau de compétences en langues, mais pour les personnes dont la communication fait partie intégrante de leur métier (politiciens, hauts-fonctionnaires, artistes, chercheurs, responsables universitaires, intellectuels..) et non seulement dans leur pays, mais aussi sur la scène internationale, c'est différent. S'ils ne sont pas à l'aise dans une situation de communication et s'ils sont gênés d'avoir recours aux services d'un interprète (ce qui n'est pas toujours possible d'ailleurs, surtout lors des occasions informelles), souvent - pour éviter les situations frustrantes - ils préfèrent laisser tomber l'affaire dont ils seraient d'ailleurs responsables et tout ceci à cause de leur mal-être linguistique. Ce dernier est très souvent à l'origine des coopérations manquées et des opportunités perdues. Donc, on ne peut pas suffisamment surestimer l'impact de la maîtrise des langues étrangères dans un pays comme la Hongrie dont la langue nationale est de faible diffusion. (Le tableau ci-dessous illustre la répartition et le pourcentage de l'utilisation des langues dans l'UE).

Il s'avère que la moitié des Européens maîtrise plus ou moins bien l'anglais et à peu près un tiers le français ou l'allemand. L'enquête en question a comparé le changement des principales motivations entre 2001 et 2005. Une période relativement courte et pourtant on peut y observer des modifications significatives : les motivations « utilitaires » vont en augmentant, tandis que la part des motivations moins pratiques descend.

	Langue maternelle	Langue étrangère	Σ
Anglais	13%	38%	51%
Allemand	18%	14%	32%
Français	12%	14%	28%
Italien	13%	3%	16%
Espagnol	9%	6%	15%
Polonais	9%	1%	10%
Russe	1%	6%	7%

La question posée était de savoir « *Quelles seraient vos principales motivations pour apprendre une langue supplémentaire ?* ». Les réponses obtenues - *motivations en hausse*: a) 32% pour l'utiliser au travail, y compris lors de voyages d'affaires à l'étranger (26% seulement en 2001) ; b) 27% pour pouvoir travailler dans un autre pays (18% en 2001) ; 23% pour obtenir un meilleur travail dans son pays (22% en 2001) ; 14% pour pouvoir étudier dans un autre pays (6% en 2001). *Les motivations en baisse*: a) 35% pour l'utiliser en vacances à l'étranger (47% en 2001) ; 27% pour votre satisfaction personnelle (37% en 2001) ; 17% pour pouvoir comprendre les personnes d'autres cultures (21% en 2001).

Les conséquences sur le contenu des formations semblent être évidentes.

Les trois raisons les plus souvent citées qui peuvent décourager les gens d'apprendre une langue sont : le manque de temps (34%), de motivation (30%) et les frais d'apprentissage (22%). Les moyens mentionnés pour encourager les personnes à apprendre une langue corroborent ces résultats: les cours de langue gratuits obtiennent 26% de citation, suivis par les cours qui conviendraient aux horaires de la personne, avec 18%.

Autre élément très important: contrairement à l'idée largement répandue selon laquelle les jeunes d'aujourd'hui – grâce à la mobilité internationale et aux possibilités informatiques – peuvent apprendre des langues étrangère „spontanément” et n'auraient pas ou très peu besoin de cadre scolaire. C'est faux et cela dissimule mal le souhait de faire des économies sur les coûts de la formation linguistique. L'enquête a clairement démontré que parmi les moyens d'apprentissage d'une langue étrangère, c'est l'école et l'université qui figurent en premier lieu (65% des réponses), suivies des cours de langue en groupe avec un professeur (22%). Tous les autres moyens (apprendre par soi-même, à distance, via des séjours dans le pays) ne représentent que quelques %.

Vu les difficultés auxquelles se heurtent le multilinguisme, la Commission européenne a formulé des recommandations pour la promotion de celui-ci. Ces recommandations ont été axées sur les points suivants: a) Développement de stratégies nationales; b) Meilleure formation des enseignants de langues; Promotion de l'apprentissage précoce des langues; c) Promotion de méthodes EMILE aussi bien dans le secondaire que dans le supérieur.

Une autre étude a également été commandée par la DG Éducation et Culture de la Commission sur l'utilisation des compétences linguistiques dans les PME et son incidence sur leurs performances.⁵ Il en découle que des manques de compétences linguistiques, communicationnelles et interculturelles peuvent être à l'origine d'importantes pertes de marché, donc compétence linguistique et compétitivité économique vont de pair. La durabilité des rapports commerciaux dépend du développement et de la gestion des relations. Pour ce faire, la connaissance culturelle et linguistique du pays concerné est essentielle et le « *tout en anglais* » ne résout pas le problème. Ce constat semble être vrai aussi pour les grandes sociétés.

L'étude propose 15 recommandations dont je ne cite que les plus importantes: 1.) Renforcer l'apprentissage des langues (étrangères) à tous les niveaux des systèmes d'éducation et de formation. 2.) Exiger de tous les étudiants de troisième cycle une période de mobilité dans un autre pays européen. 3.) Améliorer l'articulation entre les politiques linguistiques européennes / nationales / régionales / locales et les besoins des entreprises. 4.) Augmenter le nombre d'interprètes et de traducteurs dans les langues plus rarement enseignées.

Nous avons traité jusqu'ici les aléas de l'Europe multilingue, mais que peut-on dire sur l'Européen multilingue? Qui est-il?

⁵ Effects on the European economy of shortages of foreign language skills in enterprise, Bruxelles 2007. MEMO/07/79.

Je cite l'enquête : « *L'Européen multilingue est plutôt jeune, a un bon niveau d'études ou est encore étudiant, est né dans un pays différent du pays où il réside, utilise les langues étrangères pour des raisons professionnelles et est motivé pour les apprendre. Par conséquent, il semble qu'une grande partie de la société européenne ne connaît pas les avantages du multilinguisme.* » Nous ne pouvons que souhaiter que ce portrait robot de l'Européen multilingue ressemble de plus en plus au portrait du jeune diplômé hongrois.

Tivadar Palágyi

Le nouvel ordre des mots : réflexions sur les traductions en euro-hongrois*

Abstract

The article deals with some concrete problems the author experienced while working as a Hungarian translator for the Committee of the Regions of the European Union. The difficulties of these Hungarian translations are generated by terminological rules which sometimes exclude the possibility of translating mirror-words from German, as Hungarian „*euro-language*” was primarily formed using English and French and not German models. An other well-known difficulty is related to extended nominal groups in indo-European languages, to the spelling of compounded words or even to the lack of universally acceptable Hungarian equivalents of such basic words as *Monsieur* and *Madame*.

Keywords: Franco – Hungarian translation, euro-language, transcription of the greek names, jargon of the European instituts, Hungarian equivalents of the basic words

Dans cette communication je me propose de partager quelques expériences que j’ai vécues comme traducteur à Bruxelles en 2010-2011. Après avoir travaillé à plein temps pendant 6 mois, j’ai signé un contrat de travail à mi-temps, ce qui m’a permis de faire la navette entre Budapest et Bruxelles pendant une année, à raison d’un aller-retour par mois. Je porte donc un regard à la fois extérieur et intérieur sur les activités de l’unité de traduction hongroise du Comité des Régions (organe consultatif de l’Union Européenne, constitué par les représentants des assemblées territoriales et des régions européennes). En effet, tous les autres collègues étaient basés à Bruxelles, s’agissant d’expatriés qui avaient le statut de fonctionnaires à vie. A la différence de ce qui se passe pour un traducteur free-lance en Hongrie, les collègues bruxellois peuvent se permettre de n’avoir qu’un seul emploi et de se consacrer pleinement à leur travail de traducteur. Toutes les conditions sont donc réunies à Bruxelles pour que les traducteurs effectuent un travail de qualité : les textes ont certes un degré de technicité assez élevé, mais à force de se ressembler, ils deviennent maîtrisables à terme, les quantités à traduire étant en général raisonnables, entre 5 et 12 pages par jour. Les traducteurs habitent à Bruxelles, ce qui implique dans le cas des traducteurs hongrois par exemple, un éloignement du pays d’origine et donc du milieu linguistique : cela se traduit par un attachement à la langue

* The Project is supported by the European Union and co-financed by the European Social Fund (grant agreement no. TAMOP 4.2.1/B-09/1/KMR-2010-0003).

hongroise et peut-être même par une sorte de sacralisation de cet instrument linguistique que l'on cherche à maintenir intact dans cet exil volontaire.

Chaque traducteur travaille vers une seule langue, langue maternelle ou plus simplement langue A, les langues sources pouvant être les plus variées, sachant que dans les services de traduction conjoints du Comité des Régions et du Comité Economique et Social Européen près de la moitié des textes sources sont en anglais et un tiers en français. Le système des langues dites pivot permet de réduire le nombre des combinaisons linguistiques (impossibles à maîtriser avec 23 langues officielles correspondant théoriquement à 420 combinaisons), dans la mesure où les textes rédigés à l'origine dans une langue autre que l'anglais, le français, l'allemand, l'italien, l'espagnol ou le polonais, sont d'abord traduits dans l'une des trois grandes langues (anglais, français ou allemand) pour être ensuite retraduits à partir de la langue pivot vers les autres langues.

L'allemand a une position particulière dans cette constellation, dans la mesure où il y a relativement peu de textes rédigés directement dans cette langue (3-4%), mais outre son rôle d'intermédiaire en tant que langue pivot, il joue pour beaucoup de traducteurs hongrois aussi un rôle de source d'inspiration et de guide en cas d'incertitude. En effet, malgré l'apparente diversité linguistique, lors des traductions d'une langue romane à l'autre, les traducteurs peuvent souvent se permettre de transposer les éléments d'une phrase mécaniquement, sans vraiment se poser de questions sur le sens des mots. Notons que par son vocabulaire latinisé l'anglais aussi s'insère dans ce groupe. Ainsi, un traducteur hongrois a souvent beau consulter la version italienne d'un texte français, cela ne l'avancera pas beaucoup, dans la mesure où il y retrouvera la même incertitude syntaxique ou lexicale. Par son vocabulaire « *autochtone* » et par sa syntaxe plus contraignante où les informations primaires et secondaires doivent être rigoureusement structurées, l'allemand est dans l'obligation de choisir un sens précis, d'interpréter là où beaucoup d'autres langues peuvent se permettre de rester dans le vague. D'où cette pratique courante chez les traducteurs hongrois que lorsqu'ils traduisent des textes plus difficiles à partir du français, de l'anglais, de l'espagnol ou de l'italien, avant de rendre leur texte définitif, ils consultent aussi en phase finale la traduction allemande (à laquelle on a accès dans toutes ses phases d'élaboration grâce à l'intranet) pour avoir un point d'appui sûr. Paradoxalement, cette présence discrète mais essentielle de l'allemand est parfois occultée quant à la terminologie de l'eurolangue. En effet, lors de la traduction en hongrois de l'acquis communautaire à partir des années 1990, une terminologie d'inspiration française ou anglaise s'était imposée en hongrois, ce qui a constitué une rupture par rapport à notre tradition germanique que le linguiste de l'Université ELTE Ádám Nádasy, dans une brochure bruxelloise consacrée aux particularités du hongrois, a décrite par la métaphore du dauphin et du poisson : « *une source importante de la ressemblance entre le hongrois et l'allemand se trouve dans les calques. Ceux-ci ont rendu le hongrois semblable à l'allemand, de même qu'un dauphin ressemble à un poisson, même si son origine et sa structure*

interne sont très différentes. »¹ Pour certains termes, les Allemands avaient opté pour des variantes qui auraient pu être facilement adaptées en hongrois, mais tel ne fut pas le cas : ainsi le correspondant de *priorité* est en général *Schwerpunkt* en allemand que les Hongrois aurait pu adopter très facilement en utilisant le calque *súlypont*. La formule consacrée est cependant devenue en hongrois *prioritás*.

Ce dauphin germanique ne serait pas-il en train de se métamorphoser en lion de mer anglo-saxon si ce n'est en coq gaulois? Ainsi, en traduisant à partir d'un texte source allemand, le traducteur hongrois doit chercher derrière la langue source immédiate la langue source indirecte (le français ou l'anglais), et il doit se faire violence pour ne pas traduire comme cela pourrait sembler évident (*Schwerpunkt* - *súlypont*). En effet, pour garder la cohérence terminologique avec les autres traductions, il doit obligatoirement opter pour le terme peu élégant de *prioritás*. De même, dans la terminologie propre au Comité des Régions, on parle des *avis* que cette institution émet sur les directives européennes. Or, dans la terminologie européenne, c'est le terme allemand *Stellungnahme* qui correspond au français *avis* et à l'anglais *opinion*. Le traducteur hongrois non averti serait tenté de traduire l'allemand *Stellungnahme* par son calque hongrois *állásfoglalás*, et l'expression « *eine Stellungnahme abgeben* » par « *állásfoglalást tesz közzé* ». Or, là encore, il faut obligatoirement se référer en hongrois au modèle français, et traduire cette expression en passant par la formule française «*élaborer un avis*» (« *kidolgozza véleményét* »). Pour rendre les choses encore plus compliquées, notons que le terme hongrois *állásfoglalás* est lui aussi bel et bien utilisé dans les textes européens, mais dans un tout autre contexte: il sert à traduire le mot français *résolution* qui à son tour n'a pas le même sens à Bruxelles et à New York : les *Résolutions* du Conseil de sécurité sont en effet traduites en hongrois par *Határozatok*. Résumons la situation :

FR <i>priorité</i>	DE <i>Schwerpunkt</i>	HU <i>súlypont</i>	HU <i>prioritás</i>
FR <i>avis</i>	DE <i>Stellungnahme</i>	HU <i>állásfoglalás</i>	HU <i>vélemény</i>
DE « <i>eine Stellungnahme abgeben</i> »		HU <i>állásfoglalást tesz közzé</i>	
		HU « <i>véleményt dolgoz ki</i> »	FR « <i>élaborer un avis</i> »
Conseil de l'Europe : FR <i>résolution</i>			HU <i>állásfoglalás</i>
Conseil de Sécurité : FR <i>résolution</i>			HU <i>határozat</i> .

Un autre défi (pour employer un terme européen à la mode) pour les traducteurs hongrois est de maîtriser la longueur des phrases en hongrois. En effet, pour différentes raisons, syntaxiques mais aussi culturelles, on observe une sorte de prolifération des mots hongrois, ce qui conduit souvent à des textes hongrois plus longs que les originaux français, anglais ou allemands.

¹ « A more important source of similarity are 'mirror translations'. These made Hungarian similar to German, like a dolphin to a fish, even though its origin and internal structure is quite different. » NÁDASDY, Ádám: « *The Hungarian language, the odd one out* », *Demokrata* 2011/15/11.

En voici les principales raisons syntaxiques: a) les extensions prépositionnelles du groupe nominal dans les langues indo-européennes nécessitent en traduction hongroise l'introduction de participes de liaison syntaxique: *történő* ou *való* ; b) les constructions génitives enchaînées des langues indo-européennes sont parfois impossibles à maintenir: d'où l'obligation d'insérer des termes comme *kapcsolatos* ou *vonatkozó*.² Parfois, il semble même impossible de traduire en hongrois un groupe nominal surcomposé du français ou de l'anglais: « *la situation des jeunes chômeurs en Europe* » – « *a fiatal munkanélküliek helyzete Európában* » ; « *l'analyse de la situation des jeunes chômeurs en Europe* » – « *a fiatal munkanélküliek helyzetének elemzése Európában(?)* » ;

« *les résultats de l'analyse de la situation des jeunes chômeurs en Europe* » – « *a fiatal munkanélküliek helyzetéről készült elemzés eredményei Európában(??)* », « *az európai (?) fiatal munkanélküliek helyzetéről készült elemzés eredményei* », « *a fiatal munkanélküliek helyzetéről Európában(??) készült elemzés eredményei* ».

La place du complément de lieu semble ici difficile à déterminer. S'il est en fin de phrase, cela donne en hongrois une impression de relâchement et d'imprécision. S'il est inséré devant le participe *készült*, il acquiert un sens trop précis, car il va se référer uniquement au lieu de production de cette analyse et non pas au lieu où se manifeste le chômage. L'obligation d'insérer le participe *készült* montre bien comment ces phrases tendent à s'allonger. Si l'on opte pour *vonatkozó*, le complément de lieu sera encore plus difficile à placer: « *a fiatal munkanélküliek európai(??) helyzetére vonatkozó elemzés eredményei* »

La situation se complique définitivement, dès qu'il y a une préposition devant le mot *les résultats*: « *parmi les résultats de l'analyse de la situation des jeunes chômeurs en Europe* » – « *a fiatal munkanélküliek helyzetéről készült elemzés eredményei között Európában(??)* », « *a fiatal munkanélküliek helyzetére vonatkozó elemzés eredményei között Európában(??)* », « *a fiatal munkanélküliek európai(?) helyzetéről készült elemzés eredményei között* ».

Le respect scrupuleux de certaines règles d'orthographe³ conduit à la naissance de mots surcomposés ayant l'air plutôt monstrueux, notamment si ces mots composés acquièrent le statut de termes techniques: *alternatív befektetésialapkezelő, üvegházhatású gáz kibocsátás-csökkentési*. Cette tentative aboutit parfois à

² A ce propos, voir l'article de Kinga KLAUDY: « *A kommunikatív szakaszhatárok eltűnése a magyarra fordított európai uniós szövegekben* » (Disparition des limites entre étapes communicatives dans la traduction hongroise de textes émanant de l'Union Européenne), Magyar Nyelvőr 2004/4/405, où il est question de l'accumulation et de l'extension de groupes nominaux dans les textes émanant de l'Union Européenne « *a főnévi csoportok halmozottsága és bővítettsége az európai uniós szövegekben* ».

³ La référence en la matière est l'ouvrage exhaustif de LACZKÓ Krisztina – MÁRTONFI Attila: *Helyesírás*, Osiris Budapest, 2004. Notons que certaines règles énoncées dans ce manuel sont impossibles à respecter sur le terrain. „Ainsi, il a fallu renoncer à la transcription régulière en hongrois de la plupart des noms grecs, car cela aurait supposé une retranscription mentale en caractères grecs des noms grecs latinisés à l'anglaise ou à la française (avec des variantes grecques et chypriotes), pour ensuite opérer une transcription hongroise basée sur la prononciation supposée authentique de ces mêmes noms en grec.”

des périphrases qui à leur tour deviennent des expressions figées: l'*ordonnateur subdélégué* est traduit par *átruházott felhatalmazás által kifizetésre feljogosított tisztviselő*. Lorsque plusieurs périphrases de ce type s'accumulent dans une même phrase, on assiste à une véritable inflation lexicale: « Az 51. cikk második bekezdésének megfelelően átruházott felhatalmazás által engedélyezésre jogosult tisztviselőként eljáró uniós küldöttségvezetők évente kétszer tesznek jelentést felhatalmazás által engedélyezésre jogosult tisztviselőjüknek » dont le modèle français est « *Les chefs des délégations de l'Union qui agissent en tant qu'ordonnateurs subdélégués conformément à l'article 51, deuxième alinéa, présentent un rapport deux fois par an à leur ordonnateur délégué* ». ⁴ Ici, malgré sa concision syntaxique assurée par des constructions participiales (*eljáró*) et à des tours synthétiques (*-ként, uniós*), le hongrois produit une phrase plus longue que l'original, en raison du manque de termes précis pour *ordonnateur* et *subdélégué* qui sont rendus par des périphrases.

La longueur des traductions hongroises peut aussi être motivée par des raisons historiques et sociales: l'absence d'un équivalent neutre et universellement utilisable du français *Monsieur*, et surtout de *Madame*, oblige les traducteurs hongrois à retrouver dans des bases de données les prénoms de toutes les personnes citées dans un texte (s'agissant souvent de listes de plusieurs dizaines de noms), afin d'éviter de produire un texte archaïsant ou doucereux (avec *Hölgyek* et *Urak*).

Au mois de février de cette année, une blague consacrée aux langues et aux nations européennes a circulé au sein des institutions européennes. J'en reproduis ici une version abrégée, mais qui, avec un zeste d'ironie et d'exagération, met bien en relief, entre autres, les particularités de l'euro-hongrois.

« *La blague européenne* »

Le paradis européen :

Vous êtes invité à un déjeuner officiel. Vous êtes accueilli par un Anglais. Un Français prépare la nourriture, un Italien fait l'animation et le tout est organisé par un Allemand.

L'enfer européen :

Vous êtes invité à un déjeuner officiel. Vous êtes accueilli par un Français. Un Anglais est aux fourneaux, un Allemand s'occupe de l'animation mais, pas de panique, le tout est géré et organisé par un Italien.

Cette blague fut proposée par un belge comme la Blague Européenne Officielle, la blague que chaque petit européen serait sensé apprendre à l'école. La blague permettrait de renforcer les liens entre les différentes nations tout en faisant la promotion de notre culture et de notre autodérision. Le Conseil Européen s'est donc réuni pour prendre une décision. La blague devait-elle devenir la Blague Européenne Officielle ou non ? Le représentant britannique annonça, d'un air très sérieux et sans bouger la mâchoire d'un pouce, que la blague était absolument

⁴ http://www.europarl.europa.eu/meetdocs/2009_2014/documents/inta/pa/823/823049/823049hu.pdf

hilarante. Le Français s'indigna que la France soit présentée sous un aussi mauvais jour. Il expliqua qu'une blague ne pouvait être drôle si elle se moquait de la France. La Pologne fit également un scandale et menaça de bloquer toutes les négociations tout simplement car elle n'était pas citée dans la blague. Le Luxembourg demanda à qui appartenait le copyright sur la blague (...). Le Danemark demanda où était la référence sexuelle explicite. Si c'était une blague, il devait bien y en avoir une quelque part, n'est-ce pas ? La Hollande ne comprit pas la blague. Le Portugal, quant à lui, ne comprenait pas ce qu'était une « blague ». Un nouveau concept peut-être ? L'Espagne expliqua que la blague n'était vraiment drôle que si on précisait que le déjeuner se déroulait à 13h, à l'heure du petit-déjeuner. La Grèce se plaignit de n'avoir pas été mise au courant du déjeuner et qu'on ne la mettait jamais au courant quand il y avait de la nourriture gratuite. La Roumanie demanda ce qu'était un « déjeuner ». La Lituanie et la Lettonie s'indignèrent que leurs traductions respectives aient été interverties, que c'était un véritable scandale et qu'en plus ça arrivait tout le temps. La Slovénie rétorqua que leur traduction à eux avait été complètement oubliée et qu'elle n'en faisait pas tout un plat.(...) La Hongrie n'avait tout simplement pas fini de lire les 120 pages de sa traduction.(...)

Serait-ce à dire que les traducteurs hongrois sont surchargés de travail ? La blague suggère en tout cas que ces traductions hongroises, si longues qu'elles soient, trouvent encore des lecteurs, tous les Magyars n'ayant pas encore une maîtrise parfaite des langues « pivot ».

Dávid Szabó

***Vers des « langues européennes »
Comment traduire les noms de poissons ?****

Abstract

How to translate fish names from French into Hungarian? It is obviously not easy to manage the great variety of countries the European Union consist of, and this is particularly true from the point view of linguistic diversity. English as the number one international language can only partially solve this problem. Translating gets especially difficult in the case of domains unequally represented in different languages and civilizations. Fish names are such a domain as far as translating from French (and many other European languages) to Hungarian is concerned: Hungary has no sea, many species that are widely eaten in seaside countries are practically unknown to most Hungarians and the Hungarian language has a tendency to use general terms for different (but usually related) fishes. In this paper I will examine the possibility of translating the recipe of French *Bouillabaisse* into Hungarian comparing current French-Hungarian dictionaries with the official European terminology of fishing.

Keywords: terminology of the fish, european terminology, special language, names of the fishes, translation, lexicography

I est inutile d'insister sur la difficulté de gérer un ensemble de pays comme l'Union européenne, caractérisé par un nombre tellement élevé de langues, officielles ou non. On ne peut ne pas en apercevoir les preuves chaque jour. Et même l'omniprésence de l'anglais comme langue internationale ne peut pas remédier à ce problème. Si l'Europe coûte si cher aux contribuables du vieux continent, c'est en partie à cause de tout ce travail de traduction que son fonctionnement rend nécessaire.

Et le travail des traducteurs peut devenir particulièrement difficile quand il s'agit de domaines qui ne sont pas équitablement représentés dans deux (voire plusieurs) langues. Les poissons constituent justement un tel domaine en ce qui concerne les relations entre le hongrois et le français (et beaucoup d'autres langues européennes). La France est entourée de mers, la Hongrie n'en a pas (et elle n'en a eu que de petits bouts durant son histoire, loin des régions peuplées de hongarophones). Ce fait implique qu'en hongrois, le lexique relatif aux poissons marins est bien plus pauvre qu'en français. Mais cette constatation n'enlève pas

* The Project is supported by the European Union and co-financed by the European Social Fund (grant agreement no. TAMOP 4.2.1./B-09/1/KMR-2010-0003).

pour autant aux traducteurs européens et aux lexicographes la tâche de trouver des noms hongrois à des poissons dont la plupart des gens n'ont jamais entendu parler en Europe centrale. L'Europe est un marché libre où les poissons ainsi que leurs noms ont aussi le droit de circuler librement...

Pour ne donner que quelques exemples : un seul terme hongrois, *tőkehal* (littéralement « poisson au détail ») peut correspondre à des noms français comme *morue*, *lieu*, *cabillaud* ou *colin*.¹ Ou, pour citer une autre espèce très connue, *ton* signifie en hongrois non seulement thon, ce poisson à la chair très estimée, mais, par extension, toute une série de poissons surgelés moins nobles.²

Dans ce travail, nous essaierons de faire le tour du problème en nous penchant sur deux recettes de poisson mondialement connues (la *halászlé* hongroise et la bouillabaisse provençale) en comparant les équivalents proposés par les dictionnaires hongrois-français/français-hongrois les plus courants à ceux contenus dans la base de données terminologique sur la pêche à l'intention de traducteurs européens.³

La soupe du pêcheur à la hongroise ou Halászlé

A priori, ce n'est pas les noms de poisson d'eau douce qui devraient poser problème. Ces derniers, bien qu'actuellement quelque peu négligés par la cuisine française, ont d'importantes traditions dans les deux cultures gastronomiques. Mais étant donné que cette communication s'intègre dans le programme d'un colloque organisé à l'occasion de la présidence hongroise de l'Union européenne, dont une des priorités était la stratégie du Danube, il n'est peut-être pas inintéressant de commencer par un plat dont on retrouve les variantes dans toutes les grandes régions de pêche de Hongrie, du Danube à la Tisza, en passant par le lac Balaton. La *halászlé* ou « soupe du pêcheur » à la hongroise, c'est-à-dire, au paprika.

Il existe des différences importantes entre les recettes caractéristiques des différentes régions, mais aucune d'entre elles ne pourrait se passer de carpe (*ponty* en hongrois), le poisson sans doute le plus important de la cuisine hongroise, dont la traduction ne semble pas poser de problème. Quant aux variantes mixtes à base de plusieurs poissons, *harcsa* (silure) est facile à traduire, mais *törpeharcsa* (poisson-chat selon la base de données terminologique européenne sur la pêche) est absent du dictionnaire de Jean Perrot,⁴ tandis que

¹ PERROT, Jean (főszerk.), SZENDE, Thomas, GINTER Károly, SZABÓ Dávid, MÉSZÁROS László, PHILIPPE, Chantal :, *Magyar-francia kéziszótár* [Dictionnaire hongrois-français], Grimm Kiadó, Szeged, 2005. BÁRDOSI Vilmos, SZABÓ Dávid : *Francia-magyar kéziszótár* [Dictionnaire français-hongrois], Akadémiai Kiadó, Budapest, 2007.

² PUSZTAI Ferenc : *Magyar értelmező kéziszótár* [Dictionnaire de la langue hongroise], Akadémiai Kiadó, Budapest, 2003.

³ Je remercie András Egyedi de m'avoir fait connaître la terminologie utilisée par les traducteurs européens à Bruxelles.

⁴ PERROT (2005).

c'est la liste utilisée à Bruxelles qui ne connaît pas *kecsege* pour lequel Perrot (2005) propose *sterlet*, terme confirmé par Wikipédia⁵ qui ajoute aussi *esturgeon de Sibérie*.

Selon certaines recettes, notamment de la Tisza et du Balaton, la soupe du pêcheur se fait à partir d'un fond constitué de petits poissons d'eau douce, *keszeg* et *kárász* (carassin). La traduction de la seconde espèce ne posant pas de problème, nous allons examiner la première catégorie de plus près. C'est un nom « collectif » regroupant plusieurs espèces de petits poissons de la famille des cyprinidés, ignoré par la base de données européenne, pour lequel le dictionnaire de Perrot ne propose que des espèces individuelles, (lajos) *brème* et (vörösszárnyú) *gardon*. D'après Wikipédia, ces petits poissons appartiendraient au genre *Abramis* (famille des Cyprinidés) qui regroupe en effet les différentes espèces de brèmes mais ne comprend pas le gardon rouge ou rotengle (*Scardinius erythrophthalmus*, un cyprinidé du genre *Scardinius*), nom plus précis du poisson indiqué par le dictionnaire de Perrot (2005). Ajoutons que de ce point de vue, la liste bruxelloise est plus précise que le dictionnaire cité : l'espèce de brème évoquée est en réalité la brème bleue (en hongrois *laposkeszeg*, en latin *Abramis ballerus*). Citons une autre espèce apparentée particulièrement utile pour le fond de poissons en question, la brème commune (*dévérkeszeg*, en latin *Abramis brama*).⁶

La bouillabaisse

Il y a bien des ressemblances entre ce plat mythique du midi de la France et la soupe du pêcheur à la hongroise. La vraie bouillabaisse comme la vraie *halászlé* se prépare tout près de l'endroit où les poissons ont été attrapés et avec des poissons frais, bien entendu ! Les habitants des régions du Danube, de la Tisza et du Balaton sont convaincus respectivement que ce sont eux – et pas ceux des autres régions – qui détiennent le secret de l'authentique soupe du pêcheur. A l'instar des habitants de la cité phocéenne qui sont convaincus, eux aussi, qu'« *il n'est bonne bouillabaisse que de Marseille* ». Ce qui s'explique, du moins en partie, par l'impossibilité de trouver les mêmes poissons ou des poissons de la même qualité

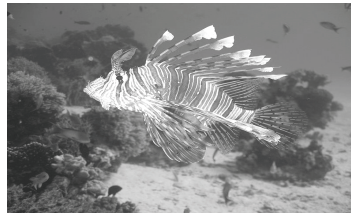


Fig. 1. Rascasse volante
Auteur : Elapied

⁵ http://fr.wikipedia.org/wiki/Acipenser_ruthenus ; <http://hu.wikipedia.org/wiki/Kecsege>.

⁶ Cf. http://hu.wikipedia.org/wiki/V%C3%B6r%C3%B6ssz%C3%A1rny%C3%BA_keszeg ; <http://fr.wikipedia.org/wiki/Rotengle> ; http://fr.wikipedia.org/wiki/Gardon_%28poisson%29 ; <http://hu.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9v%C3%A9rkeszeg> ; http://fr.wikipedia.org/wiki/Br%C3%A8me_commune ; <http://www.horgasz.hu/page/203/art/266/akt/193/html/lapos-keszeg.html> ; http://fr.wikipedia.org/wiki/Abramis_ballerus.

quand on s'éloigne du Vieux-Port. Or, pour faire une bouillabaisse (qui, contrairement à sa sœur hongroise, n'est pas « simplement » une soupe), il faut une grande variété de poissons dont une bonne partie est introuvable même dans les autres régions de France. Certains d'entre eux portent des noms que la plupart des Hongrois francophones n'ont jamais entendus. Rascasse, vive, fiélas (congre), saint-pierre... Mais selon Guy Gedda, auteur du *Grand livre de la cuisine provençale*, la scorpène, le grondin, le rouquier, la lucrèce, la mostelle ou la

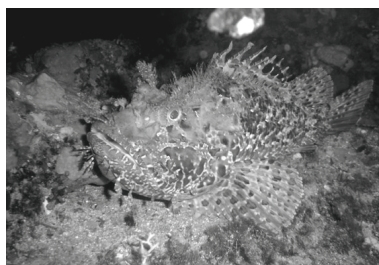


Fig. 2. Rascasse rouge
Auteur: Elapiede

murène figurent aussi parmi les principaux poissons pour bouillabaisse. Et n'oublions surtout pas les poissons de roche pour le fond dont la liste type comprend des poissons qu'on appelle en Provence girelle, rouquier, pétaire, gobie, rascasson, scorpène, bavarelle, perche de mer, cavihon, patacle, serran, galinette, garri, suvereou⁷...

La question que nous allons nous poser par la suite est la suivante : dans quelle mesure un traducteur bruxellois pourrait-il compter sur la base de données terminologique européenne sur la pêche, ainsi que sur les dictionnaires existants, s'il devait traduire la recette de la bouillabaisse du français vers le hongrois, et dans quelle mesure sa tâche serait-elle facilitée par Wikipédia qui vient de nous être fort utile pour la traduction de la recette de la *halászlé* ?

Le dictionnaire de Bárdosi et Szabó (2007) distingue, dans son article consacré à la vedette *rascasse* (fig. 1), *rascasse brune*, en hongrois « *kis sziklahal, tengeri varangy* », et *rascasse rouge* (fig. 2), en hongrois « *nagy sziklahal* », ce qui correspond aux informations proposées par la base de données européenne sur la pêche. C'est-à-dire que ce poisson, en principe, ne semble pas poser de problème.

Au contraire de la vive, absente du dictionnaire de Bárdosi et Szabó (2007), ainsi que de la base de données bruxelloise. Par l'intermédiaire de Wikipédia,⁸ nous apprenons que les vives forment la famille des *Trachinidae* qui compte neuf espèces. Cette piste nous permet d'identifier « *mérges pókhal* » comme équivalent hongrois de la grande vive (*Trachinus draco*), découverte confirmée par le dictionnaire d'Eckhardt

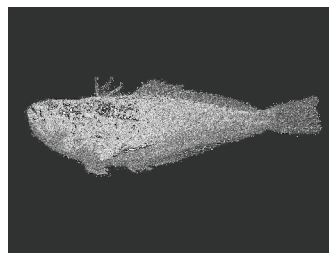


Fig. 3. Petite vive
Auteur : Hans Hillewaert

⁷ GEDDA, Guy : *Le grand livre de la cuisine provençale*, Michel Lafon, Paris, 1997. 205 – 209.

⁸ <http://fr.wikipedia.org/wiki/Trachinidae> ; http://fr.wikipedia.org/wiki/Trachinus_draco.

et Oláh (2001) qui propose « *viperahal, sárkányhal* » pour la petite vive (*Trachinus vipera*; fig. 3),⁹ alors que Pálffy¹⁰ se contente d'un « *tengeri vipera* » moins convaincant.

Pour *fiélas*, terme provençal selon Gedda, l'auteur du *Grand livre de la cuisine provençale* lui-même suggère un équivalent français, *congre*, traduit par Bárdosi et Szabó (2007) comme « *tengeri angolna* ». La base de données européenne sur la pêche, dans laquelle figurent les deux termes *congre* et *fiélas*, arrive à la même conclusion.

Le poisson nommé saint-pierre (fig. 4)¹¹ est déjà plus problématique. Il est absent des dictionnaires, ainsi que de la base de données européenne sur la pêche. En plus, Internet nous propose trois poissons différents avec ce nom : le premier porte le nom latin *Zeus faber*, le second celui de *Neocyttus rhomboidalis*, alors que le troisième est le saint-pierre de Nouvelle-Zélande (*Pseudocyttus maculatus*). C'est Internet,¹² et entre autres Wikipédia, qui nous permet d'identifier le premier comme le poisson de la recette de la bouillabaisse. Un poisson dont le corps porte une tache noire qui serait, selon la légende, une marque laissée par le pouce de saint Pierre. L'autre nom hongrois de l'espèce serait *kakashal*.



Fig.4. Saint-pierre.
Auteur : de:Benutzer:
Kleines. Opossum

Nous venons d'examiner les noms des principaux poissons cités par la recette de Gedda. Mais d'après l'auteur, ces derniers pourraient être remplacés, le cas échéant, par d'autres espèces comme la scorpène, le grondin, le rouquier, la lucrèce, la mostelle ou la murène.

La scorpène, ignorée par la base de données européenne, reçoit les équivalents hongrois de *sziklahal* et *ördöghal* chez Bárdosi et Szabó (2007). Le premier équivalent semble confirmé par le dictionnaire d'Eckhardt et Oláh¹³ où on propose « *kis sziklahal* » pour la scorpène brune (*Scorpaena porcus*) et « *nagy sziklahal* » pour *Scorpaena scrofa*. Mais attention, cette dernière espèce est identifiée par Wikipédia comme *rascasse rouge*, et n'oublions pas que pour rascasse, nous avons aussi trouvé l'équivalent *sziklahal* ! C'est encore Wikipédia qui nous permet d'y voir un peu plus clair : rascasse serait en effet un nom vernaculaire ambigu qui peut désigner

⁹ *Echiichthys vipera* selon http://fr.wikipedia.org/wiki/Trachinus_vipera (?).

¹⁰ PÁLFY Miklós : *Francia-magyar kézisótár* [Dictionnaire français-hongrois], Grimm Kiadó, Szeged, 2001.

¹¹ Sources des illustrations: http://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:Lionfish_in_coral_reef_2004-11-17.jpeg; http://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:Scorpaena_scrofa.jpg; http://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:Echiichthys_vipera.jpg; http://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:Zeus.faber_2.jpg.

¹² <http://mek.niif.hu/00000/00060/html/108/pc010894.html>; <http://hu.wikipedia.org/wiki/Kakashal>.

¹³ ECKHARDT Sándor, OLÁH Tibor : *Francia-magyar nagyszótár* [Grand dictionnaire français-hongrois], Akadémiai Kiadó, Budapest, 2001.

plusieurs espèces différentes.¹⁴ Cette ambiguïté est confirmée par l'explication donnée par Gedda : « *la rascasse et la scorpène se ressemblent comme deux sœurs jumelles, mais elles sont de couleurs différentes. La rascasse est brune, presque noire, tandis que la scorpène est rose-rouge* »¹⁵

Le grondin est traduit comme « *morgóhal* » par la liste bruxelloise comme par le dictionnaire de Bárdosi et Szabó (2007). La murène (« *muréna* »), sans doute, et par sa physionomie particulière et sa réputation de prédateur, est un poisson relativement bien connu en Hongrie. La mostelle est très probablement identique à la motelle qui figure sans équivalent sur la liste européenne de la terminologie de la pêche. Cette hypothèse se trouve confirmée par le dictionnaire d'Eckhardt et Oláh (2001) où motelle (*Motella tricirrata*) est traduit par « *tengeri menyhal* ». Par contre, ni dictionnaires, ni base de données européenne,¹⁶ ni Internet ne nous ont permis de trouver les équivalents hongrois de *rouquier* et *lucrèce*.

Une bouillabaisse digne de ce nom ne peut naturellement pas se passer de ces petits poissons qu'on appelle communément poissons de roche et dont le nom « *collectif* » risque également de poser un problème de traduction, étant donné que *poisson de roche* signifie littéralement « *sziklahal* » en hongrois, terme que se disputent plusieurs espèces de rascasse et de scorpène. D'entre ces poissons, *girelle* (« *szivárványhal* » selon la base de données européenne et Bárdosi, Szabó¹⁷), *gobie* (« *géb* » suivant les deux sources) ne sont pas problématiques. *Perche* égale « *sügér* » selon les dictionnaires comme la liste européenne de la pêche, donc, selon toute probabilité, *perche de mer* devrait correspondre à « *tengeri sügér* », hypothèse confirmée par la *Vie des animaux illustrée* de Brehm et Wikipédia.¹⁸ Si *cavillon* est identique à *cavillon* (*Lepidotrigla aspera*), selon Eckhardt et Oláh (2001), il correspond à « *pikkelyesfejű morgóhal* » en hongrois. Connaissant l'ambiguïté (évoquée plus haut) du terme *rascasse*, *rascasson* signifie sans doute de jeunes poissons issus de plusieurs espèces pouvant être regroupées sous les noms de *rascasse* ou de *scorpène*. Par contre, nous devons avouer que, à l'état actuel de nos recherches, nous n'avons aucune piste quant aux équivalents hongrois de *pétaire*, *bavarelle*, *patacle*, *galinette*, *garri* et *suvereou*... Tandis que *serran* (*Serranus cabrilla*) est certainement une espèce de « *sügér* » (à l'instar de *perche* !), mais nos recherches sur Internet ne nous ont pas permis de trancher sans ambiguïté s'il s'agit de « *fűrészfogú* » (liste européenne de la pêche) ou de « *fűrészkes sügér* »¹⁹ ou d'une autre espèce.

Il existe donc plusieurs poissons parmi ceux utilisés ou utilisables pour la bouillabaisse dont le nom n'a pas pu être traduit, surtout en ce qui concerne les

¹⁴ <http://fr.wikipedia.org/wiki/Rascasse> ; http://fr.wikipedia.org/wiki/Scorpaena_scrofa.

¹⁵ GEDDA (1997) : 206-210.

¹⁶ Base de données « *Terminologie européenne de la pêche (français-anglais-hongrois)* »

¹⁷ BÁRDOSI –SZABÓ (2007)

¹⁸ <http://mek.oszk.hu/03400/03408/html/2262.html> ; http://fr.wikipedia.org/wiki/Perche_de_mer.

¹⁹ BÁRDOSI - SZABÓ (2007)

petits poissons dits poissons de roche, utilisés pour le fond. Mais déjà avec les équivalents dont nous disposons pour le moment, nous aurions de quoi faire une bonne bouillabaisse !

En guise de conclusion

L'intérêt de cette petite analyse de la terminologie de la pêche était de montrer combien il peut être difficile d'aboutir à une terminologie « officielle » européenne voire d'élaborer des dictionnaires dignes de ce nom quand il s'agit de domaines inégalement représentés au sein de plusieurs civilisations. Outre notre intérêt (en partie) gastronomique pour les poissons, le hongrois offre un bon exemple de ces inégalités lexicales en comparaison avec le français.

Nos conclusions sont les suivantes : malgré la délicatesse de la tâche à laquelle ils sont opposés, traducteurs européens et lexicographes s'en tirent plutôt bien. En dépit de toutes nos critiques, et même s'il reste encore beaucoup de travail à faire, les sources que nous venons d'examiner sont, d'un point de vue global, des outils fiables. Naturellement, les manques sur lesquels nous avons attiré l'attention, n'ont pas le même poids dans le cas d'un dictionnaire moyen²⁰ que dans le cas d'une terminologie servant de point de départ pour des traducteurs européens ou d'un grand dictionnaire comme celui d'Eckhardt et Oláh (2001).

Pour terminer, soulignons l'importance d'Internet et plus particulièrement de Wikipédia qui au cours de ces dernières années est devenu une source particulièrement précieuse pour traducteurs et lexicographes. Une source, certes, à manier avec précaution, mais laquelle, surtout grâce aux noms latins, permet de procéder en quelques secondes à des vérifications qui, il y a quelques années encore, auraient nécessité des heures de recherche.

²⁰ BÁRDOSI - SZABÓ(2007), PERROT(2005), PÁLFY (2001).

Péter Simon

La contribution du Service linguistique du Conseil de l'Union européenne au travail de la présidence hongroise¹

Abstract

The aim of this paper is twofold: on the one hand, it gives a short presentation of the working methods in place at the Linguistic Service of the Council of the European Union, on the other hand it describes – on the basis of experiences gained during the Hungarian Presidency from 1st January to 30th June 2011 – the manner in which presidency influences the everyday work of the corresponding translation unit. The first part of the article is devoted to the functioning of the Linguistic Service of the General Secretariat of the Council (GSC) and presents who are the main addressees of the documents produced by the GSC and what kind of texts and how many pages per year are to be translated. In the second part, we clarify how this picture is modified when a given unit has to perform some extra duties for the Presidency in terms of new types of documents, temporary increases in workload and more regular contacts with the national authorities.

Keywords: translation, Language Service of the Council, Hungarian Presidency of the Council of the EU, interinstitutional cooperation, terminological consistency

Assurer la présidence de l'Union européenne est une tâche spéciale et complexe qui revêt une grande importance aux yeux des États membres car elle constitue une excellente opportunité pour eux de se mettre en avant sur la scène européenne et internationale. En effet, même si le traité de Lisbonne a restreint ses compétences à plusieurs égards², la présidence tournante reste un acteur important dans la vie de l'Union et tout particulièrement dans celle du Conseil des ministres (aussi est-il plus approprié de parler de la présidence du Conseil de l'Union européenne et non de la présidence de l'Union européenne). Pendant six mois, la présidence détermine les priorités et le calendrier de travail de l'institution, en outre, elle mène les débats aux réunions du Conseil³ et de ses instances préparatoires et essaie de réconcilier les positions des États membres.

¹ Le contenu de cet article reflète la perception personnelle de son auteur et n'engage que ce dernier. Il ne peut en aucun cas être considéré comme une prise de position officielle du Conseil de l'Union européenne.

² Le rôle de la présidence tournante a été restreint par exemple au plus haut niveau politique car depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne le 1^{er} décembre 2009, les réunions du Conseil européen regroupant les chefs d'État et de gouvernement sont présidées par un président permanent élu pour deux ans et demi.

³ À l'exception du Conseil des affaires étrangères, cette formation étant présidée par le Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.

En collaboration avec le Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et avec le président permanent du Conseil européen, elle participe à la représentation extérieure de l'Union. Bien qu'elle soit en mesure de donner un nouvel élan à certains dossiers, sa marge de manœuvre est relativement limitée et ses priorités doivent s'intégrer dans une large mesure dans le programme de travail général de l'Union. Les présidences sont également responsables du maintien de la continuité des affaires courantes et doivent de ce fait se charger de la gestion des affaires « *héritées* » des présidences précédentes. Cette dernière fonction exige une coopération étroite et efficace avec le Secrétariat général du Conseil dont la mission consiste justement à assister les présidences successives et à assurer l'ininteruption des activités en suivant de près l'évolution des discussions sur les différents textes dès leur présentation jusqu'à leur adoption finale. Comme dans la majorité des cas plusieurs années s'écoulent entre ces deux événements et que le même sujet doit être traité sous l'égide de diverses présidences, le Secrétariat général peut apporter une aide précieuse à ces dernières en matière de l'organisation du travail. Il connaît notamment en détail les dossiers en cours de négociation et est en possession de toutes les informations qui peuvent s'avérer nécessaires pour soutenir les démarches de la présidence.

L'objectif du présent article est de présenter, sur la base des expériences acquises au cours de la présidence hongroise du 1^{er} janvier au 30 juin 2011, l'aspect linguistique de la coopération entre la présidence et le Secrétariat général du Conseil. Dans un premier temps, nous esquisserons le fonctionnement et les méthodes de travail du Service linguistique du Conseil. Dans ce contexte, nous évoquerons la question de savoir pour qui, quelle quantité et quels types de texte on traduit au sein des 23 unités linguistiques. Ensuite, nous analyserons l'impact de la présidence hongroise : de quelle manière et dans quelle mesure ces six mois ont-ils influencé le travail quotidien des traducteurs hongrois du Secrétariat général en termes de l'apparition de nouveaux types de document, de l'augmentation de la charge de travail et de l'approfondissement des relations avec les autorités nationales ?

La mission du Service linguistique du Secrétariat général du Conseil

Le règlement n° 1 du Conseil du 15 avril 1958 portant fixation du régime linguistique de la Communauté Économique Européenne⁴ – c'est-à-dire le premier acte législatif de la Communauté européenne – stipule dans son article 2 que les « *textes adressés aux institutions par un État membre ou par une personne relevant de la juridiction d'un État membre sont rédigés au choix de l'expéditeur dans l'une des langues officielles. La réponse est rédigée dans la même langue* ». L'article 3 du même règlement est rédigé en ces termes : « *Les textes adressés par les institutions à un État*

⁴ JO 17 du 6.10.1958, 385-386.

membre ou à une personne relevant de la juridiction d'un État membre sont rédigés dans la langue de cet État ». Finalement, l'article 4 prévoit que les « *règlements et les autres textes de portée générale sont rédigés dans les quatre langues officielles* ». Ces règles ont été confirmées par le traité sur l'Union européenne (TUE)⁵ et le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)⁶.

Les dispositions du règlement cité ci-dessus ont fixé le régime linguistique commun des institutions de l'Union européenne. Au départ, ce régime ne comprenait que quatre langues, mais au fur et à mesure des élargissements successifs, il a été modifié et compte actuellement 23 langues officielles⁷. Dans ce contexte et afin d'assurer le bon fonctionnement du Conseil européen et du Conseil des ministres en tant qu'institutions multilingues, un Service linguistique a été créé au sein du Secrétariat général du Conseil. La mission confiée au Service linguistique consiste à contribuer au travail des deux institutions mentionnées, ainsi qu'à celui de leurs instances préparatoires en leur fournissant des traductions de qualité dans toutes les langues officielles de l'Union, et ce dans les délais requis.

Pour qui traduit-on ?

Les ministres sectoriels se réunissant dans les différentes formations du Conseil, ainsi que les chefs d'État et de gouvernement qui se rassemblent au sein du Conseil européen délibèrent sur la base de documents qui leur sont soumis dans toutes les langues officielles. Les différentes versions linguistiques sont traduites et mises en pages par les traducteurs et les assistants des 23 unités linguistiques du Secrétariat général. Néanmoins, le Service linguistique ne traduit pas uniquement pour les réunions du plus haut niveau : d'une part, dans certains cas, les instances préparatoires du Conseil utilisent aussi plusieurs versions linguistiques dans la mesure où elles ont besoin des documents dans des langues autres que leur langue de rédaction, d'autre part une bonne partie des textes sont destinés à d'autres utilisateurs internes ou externes, tels que la présidence, les directions politiques du Secrétariat général, les délégations des États membres participant aux travaux du Conseil et, finalement, les citoyens de l'Union qui en tant que destinataires ultimes sont la raison d'être même du multilinguisme.

Que traduit-on ?

La variété des documents à traiter est un facteur décisif dans le travail des linguistes de l'institution. En effet, le Conseil produit plusieurs types de texte, dont

⁵ JO C 83 du 30.3.2010, 13-46.

⁶ JO C 83 du 30.3.2010, 47-200. Voir par exemple l'article 20, paragraphe 2, point d) et l'article 24, quatrième paragraphe du TFUE.

⁷ En 2011, les langues officielles de l'Union européenne sont les suivantes : l'allemand, l'anglais, le bulgare, le danois, l'espagnol, l'estonien, le finnois, le français, le grec, le hongrois, l'irlandais, l'italien, le letton, le lithuanien, le maltais, le néerlandais, le polonais, le portugais, le roumain, le slovaque, le slovène, le suédois et le tchèque.

la plupart sont de nature politique ou normative, mais nous y trouvons aussi des documents destinés plus directement au grand public. La catégorie des textes normatifs comprend principalement des actes législatifs, c'est-à-dire des règlements, des directives, des décisions, des accords et conventions internationaux, ainsi que des traités, tous ayant une valeur juridique contraignante vis-à-vis de leurs destinataires ou de leurs signataires. Le Conseil adopte également des actes juridiques qui n'ont pas de force juridique obligatoire, entre autres des conclusions, des déclarations, des résolutions, des opinions, des recommandations, etc. Certains documents, comme les ordres du jour ou les procès-verbaux sont destinés à l'usage interne. Finalement, les communiqués de presse, les articles publiés sur le site internet du Conseil⁸ ou même les sous-titres de certaines vidéos mises en ligne sur ce site sont préparés à l'attention du grand public.

Le plus souvent, la langue originale de ces textes est l'anglais, qui apparaît en tant que langue source dans à peu près 72% des cas. Le français est utilisé comme langue de départ dans plus ou moins 14% des cas, les autres langues officielles (toutes confondues) représentant à peu près le même pourcentage⁹.

La majorité des documents à traduire – ou tout au moins les actes législatifs – ne sont pas des textes autonomes au sens où ils font partie du processus législatif impliquant différentes institutions européennes et ont ainsi des antécédents et souvent des versions ultérieures aussi. La coopération interinstitutionnelle est donc indispensable pour assurer la cohérence et la consistance entre les différentes versions successives des textes¹⁰.

Combien traduit-on ?

Selon les statistiques¹¹, approximativement 32.000 documents sont produits annuellement au sein du Secrétariat Général dont plus ou moins 40%, c'est-à-dire 13.000 documents doivent être traduits vers toutes les langues officielles de l'Union. Cette quantité de travail représente à peu près un million de pages physiques, soit 500.000 pages nettes de 1.500 caractères. Les délais de traduction – impartis en tenant compte de l'urgence des textes et de la date des réunions auxquelles les documents sont destinés – sont généralement courts ou même très courts : 60% des textes doivent être disponibles dans les langues demandées en moins de trois jours, voire en quelques heures. Au cours des réunions du Conseil européen, le Service linguistique fournit une assistance plus directe en assurant la traduction immédiate des documents de séance, même pendant la nuit.

⁸ <http://www.consilium.europa.eu>

⁹ Données de 2010, basées sur un rapport interne du SGC.

¹⁰ Voir la section 2.3.

¹¹ Statistiques concernant les années 2008, 2009 et 2010 ; documents internes du SGC.

Quelques aspects du travail au Service linguistique

Organisation

fin de remplir les tâches de traduction décrites dans la section précédente, 23 unités linguistiques, correspondant aux 23 langues officielles de l'UE, ont été créées au SGC, chacune d'entre elles se composant d'un chef d'unité, d'un contrôleur de qualité, de 26 traducteurs¹² et de 14 assistants.

La technicité d'une grande partie des textes à traduire rend nécessaire une connaissance spécifique des dossiers : il est en effet impossible de fournir des traductions de qualité sans avoir certaines notions de base du sujet et du contexte. Cette nécessité a amené l'institution à introduire la spécialisation des traducteurs tout en maintenant la polyvalence indispensable et à mettre en place une structure d'associations fonctionnelles. Les associations fonctionnelles sont des groupes spécialisés qui correspondent aux grands domaines politiques qui font l'objet des documents du Conseil : justice et affaires intérieures, politique étrangère et de sécurité commune, questions économiques et financières, environnement, etc. Les membres des associations fonctionnelles participent à des formations afin d'approfondir leur connaissances dans le domaine donné, ils établissent des contacts avec différents acteurs (experts nationaux, délégations, représentations permanentes, universités, etc.) et font des recherches terminologiques.

Outils de travail

De nos jours, aucun service de traduction soucieux de la qualité et de la cohérence de ses textes ne peut exister sans outils de traduction assistés par l'ordinateur, surtout si sa production doit atteindre le niveau décrit sous le point 1.3. Les traducteurs du Secrétariat général utilisent donc un grand éventail d'outils informatiques dont les plus importants sont les suivants :

Le Translator's Workbench (TWB) de Trados qui est une mémoire de traduction enregistrant les phrases et les segments traduits (c'est-à-dire la phrase originale et son équivalent en langue cible) au fur et à mesure que le traducteur progresse dans son travail. Il permet ainsi de sauvegarder des paires de phrases et de les réutiliser ultérieurement, ce qui évite d'avoir à traduire de nouveau les segments déjà traduits, réduit considérablement le temps consacré à la traduction d'un document et contribue à la cohérence terminologique.

Euramis (*European Advanced Multilingual Information System*) est un logiciel de gestion de mémoires de traduction, qui permet aux institutions de l'Union de mettre en commun leurs mémoires de traduction et d'assurer ainsi une meilleure cohérence entre leurs textes dans les différentes versions linguistiques.

¹² C'est l'effectif cible que chaque unité devra atteindre à terme. Actuellement, le nombre des traducteurs dépasse 26 dans certaines unités.

ELISE (*European Institutions Linguistic Information Storage and Exchange*) est une base de données interinstitutionnelle créée pour permettre aux traducteurs d'échanger des informations sur tous les textes traités au Parlement européen, à la Commission et au Conseil, notamment dans le cadre de la procédure législative ordinaire¹³ (l'ancienne « *codécision* »).

IATE (*InterActive Terminology for Europe*)¹⁴ est une base de données terminologique interinstitutionnelle alimentée par les traducteurs-terminologues des différentes institutions européennes. Elle constitue une contribution majeure à l'exactitude, la cohérence et la stabilité des termes utilisés dans les documents fournis par les services linguistiques de l'Union.

Coopération interinstitutionnelle

Le fait que dans le cadre de la procédure législative ordinaire les textes sont transmis entre les services de la Commission, du Parlement européen et du Conseil donne à l'activité des traducteurs une dimension interinstitutionnelle. L'exigence de la cohérence terminologique, linguistique et stylistique des actes législatifs de l'UE a donné naissance à des réseaux thématiques avec la participation des linguistes de chaque institution. Les membres du réseau terminologique – peut-être le plus sollicité de tous les réseaux thématiques – se réunissent à des intervalles réguliers pour débattre les questions stratégiques de la coopération dans ce domaine, ainsi que des problèmes plus concrets de terminologie. Dans d'autres formations, les traducteurs du Conseil et leurs collègues dans les unités homologues des autres institutions discutent des questions d'orthographe, de grammaire et de stylistique, toujours dans un souci d'unification. La coopération interinstitutionnelle est en outre soutenue par plusieurs des outils informatiques mentionnés ci-dessus, notamment Euramis, ELISE et IATE.

L'impact de la présidence sur le travail des traducteurs

Comme nous l'avons souligné dans l'introduction, la présidence tournante du Conseil joue un rôle de coordinateur dans la vie de l'institution. Il lui appartient notamment de déterminer les priorités et le calendrier de travail pour les six mois de son mandat, d'établir l'ordre du jour des sessions du Conseil, de préparer les réunions, de conduire la négociation des dossiers et d'animer les débats. Dans sa qualité de coordinateur, la présidence rédige un nombre important de documents, et peut-être un encore plus grand nombre de textes sont préparés spécialement pour elle. En effet, certains types de documents ne sont nécessaires que dans leur version originale (généralement l'anglais) et dans la langue de la présidence. Les textes réservés à la présidence ne sont donc traduits que vers la langue que cette

¹³ Voir l'article 294 du TFUE.

¹⁴ La version publique de IATE est accessible via le site <http://iate.europa.eu>.

dernière utilise, ce qui exerce sur le travail quotidien de l'unité linguistique correspondante une influence déterminante à plusieurs égards. L'impact de la présidence se fait sentir essentiellement sur trois niveaux : apparition de nouveaux types de document, augmentation de la charge de travail, instauration de nouvelles relations avec les utilisateurs, c'est-à-dire avec les autorités nationales.

Nouveaux types de document

Il existe quelques catégories de document que les traducteurs du Conseil ne rencontrent que lorsqu'ils travaillent directement pour la présidence. Le trait commun de ces textes est qu'ils sont tous – au moins en partie – destinés à être lus devant un public : il s'agit donc d'un genre essentiellement oral incluant des discours, des réponses, des éléments d'intervention, etc. La traduction de ce genre de document représente un travail plutôt spécial dans la vie du Conseil où l'on est généralement habitué à des textes normatifs, légaux ou politiques dont le but n'est pas d'être produits oralement. Dans le cas des textes normatifs, le plus important est de rester aussi fidèle à l'original que possible, par exemple ce qui est une phrase dans l'original doit être une phrase dans les traductions (c'est primordial à cause des futures références). En revanche, lorsqu'on traduit des discours, on doit prendre en considération le point de vue de l'orateur et celui des auditeurs aussi : les phrases longues peuvent être coupées en deux ou trois pour segmenter le texte et le rendre ainsi plus intelligible, le choix des termes est également plus libre. En outre, on doit garder en tête que les interprètes devront interpréter simultanément ces textes.

Notes au président de la réunion du Conseil

La qualité des décisions du Conseil dépend fortement de la préparation des débats et de l'aptitude de la présidence à mener les discussions d'une façon efficace. La présidence n'est pas seule à réaliser tout le travail de préparation. Elle s'appuie sur le Secrétariat général qui est associé étroitement à l'organisation et à la coordination des travaux du Conseil, ainsi qu'au contrôle de la cohérence de ses démarches. En effet, comme son rôle consiste justement à assister les présidences successives et assurer la continuité des affaires courantes, le Secrétariat général connaît très bien les différents dossiers en cours de négociation et est assez bien placé pour contribuer au travail préparatoire. Après l'établissement de l'ordre du jour du Conseil, il fournit donc aux présidents des différentes formations les informations essentielles sur les sujets à débattre en leur rédigeant des notes sur chaque point de l'ordre du jour (ce qui fait une vingtaine de notes pour chaque réunion du Conseil). Ces notes reprennent les dernières informations dont dispose le Secrétariat général sur le point à aborder : elles décrivent les enjeux, désignent la procédure législative à suivre (ordinaire ou spéciale), déterminent s'il faut atteindre le consensus ou la majorité qualifiée, fournissent des éléments de fond

et de tactique en vue de la résolution des problèmes subsistants, bref, mettent à la disposition de la présidence toute information utile pour la conduite des travaux. Elles contiennent des schémas d'intervention aussi qui fournissent une aide précieuse au président pour introduire et conclure le point en question, ainsi que pour mener et animer le débat. Les schémas d'intervention sont toujours à traduire tandis que la traduction du reste du document dépend fortement des connaissances linguistiques du ministre qui préside la réunion. Les notes à l'attention du président sont des documents confidentiels, réservés exclusivement à la présidence.

Discours et exposés devant le Parlement européen

Le rôle législatif du Parlement européen a considérablement augmenté avec l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, ce qui exige que la présidence entretienne une coopération étroite avec le Parlement afin d'assurer la cohérence du processus législatif. Le règlement intérieur du Conseil¹⁵ prévoit en outre que la représentation du Conseil devant le Parlement européen doit être assurée par la présidence tournante. Au cours des six mois de leur mandat, les ministres du pays assurant la présidence du Conseil apparaissent plusieurs fois devant le Parlement européen. En début d'exercice, le chef d'État ou de gouvernement présente devant les députés européens le programme et les priorités politiques de la présidence. En cours de mandat, les ministres sectoriels prennent régulièrement la parole aux sessions plénières ou dans les comités pour développer plus en détail les buts de telle ou telle mesure ou pour exposer la position du Conseil. Finalement, à la fin des six mois, le chef d'État ou de gouvernement revient dans l'Hémicycle afin de faire rapport sur les progrès réalisés et dresser le bilan de la présidence. Même si les discours politiques des chefs d'État ou de gouvernement ne relèvent pas de sa compétence, le Secrétariat général apporte une contribution essentielle à la rédaction des discours et exposés plutôt techniques des ministres sectoriels. Ces textes sont généralement rédigés en anglais et ensuite traduits vers la langue de la présidence. Ils comportent des schémas d'intervention (le texte proposé du discours), la liste des questions susceptibles d'être posées par les parlementaires, des éléments de réponse à ces questions et une présentation générale du dossier traité. Comme le ministre s'exprime devant le grand public (les sessions plénières sont toujours retransmises en direct sur Internet), il faut assurer la clarté du texte, adopter un style souple et utiliser, de préférence, des phrases simples.

Réponses aux questions des membres du Parlement européen

Pendant l'heure des questions, les membres du Parlement européen de tous les partis peuvent adresser des questions orales au président du Conseil sur un

¹⁵ Décision 2009/937/UE du Conseil du 1^{er} décembre 2009 portant adoption de son règlement intérieur (JO L 325 du 11.12.2009, 36). Voir l'article 26.

sujet de leur choix. L'heure des questions se déroule le mardi après-midi pendant la séance plénière du Parlement européen à Strasbourg. Généralement, il faut compter avec 30-40 questions par session plénière. Les questions mêmes sont traduites par le Service de traduction du Parlement européen, les traducteurs du Conseil doivent donc tout mettre en œuvre afin d'assurer la consistance avec la terminologie utilisée dans le texte de la question. Il est important de noter que le ministre se présentant devant les députés répond aux questions au nom du Conseil et non au nom de la présidence. La bonne qualité linguistique et stylistique du texte est cruciale et il faut apporter un grand soin au choix des termes.

Charge de travail

Le relativement grand nombre des documents préparés spécifiquement à l'attention de la présidence mène naturellement à une augmentation importante des demandes de traduction vers la langue que cette dernière utilise. Le nombre des pages nettes à traiter augmente généralement de 30%. En plus, les documents destinés à la présidence arrivent souvent à la coordination locale bien après les heures de travail normales, ce qui nécessite l'extension des horaires de service quotidien et demande une plus grande flexibilité de la part des collègues impliqués dans la préparation des textes en question. En cas d'événements exceptionnels et inattendus (comme le flux migratoire considérable qui a suivi les événements survenus en Afrique du Nord ou le tremblement de terre et le tsunami au Japon au printemps de 2011), il se produit encore plus souvent que l'unité linguistique traduisant vers la langue de la présidence doit travailler en dehors des horaires de travail habituels. Outre l'augmentation de la charge de travail, les délais de traduction deviennent plus courts dans de nombreux cas.

Relations avec les autorités nationales

Le troisième domaine où la présidence tournante exerce une influence manifeste sur le travail de l'unité linguistique correspondante est celui des relations avec les organes publics nationaux, y compris la Représentation Permanente auprès de l'Union européenne, les différents ministères dans la capitale et d'autres autorités publiques. Naturellement, ces relations ne se nouent pas au moment de l'entrée en fonction de la présidence, mais afin de pouvoir fournir des traductions de qualité dans des délais souvent extrêmement brefs, il est indispensable que la collaboration entre les traducteurs et les agents publics des instances nationales devienne encore plus étroite pour la durée du mandat de la présidence. Finalement, les prises de contact beaucoup plus régulières et beaucoup plus personnalisées de ces six mois permettent de resserrer les liens afin que les textes produits au sein des unités de traduction répondent au mieux aux attentes et aux besoins de leurs destinataires principaux qui sont souvent les fonctionnaires des autorités nationales.

En guise de conclusion

Le Service linguistique du Conseil assure la traduction et la mise en page des documents reçus ou établis par le Secrétariat général, dans la mesure où le Conseil européen ou le Conseil de l'Union européenne ont besoin de ces documents dans plusieurs langues. Sa raison d'être découle des principes du multilinguisme définis par les traités, et sa mission principale est double : répondre de manière efficace à l'exigence continue de qualité et le faire sous les contraintes de temps imposées par les calendriers des présidences. Les six mois au cours desquels un État membre donné assure la présidence tournante de l'Union européenne imposent des exigences importantes à l'unité linguistique correspondante, mais ils recèlent également une très bonne opportunité aux traducteurs de mieux comprendre le fonctionnement de l'institution, l'interaction des différents acteurs et le processus de négociation. On dit que les pays de l'UE deviennent des États membres à part entière au moment où ils prennent la direction des affaires en tant que président de l'Union européenne. Cela est peut-être valable pour les traducteurs aussi : ils ne deviennent de vrais acteurs du système que lorsqu'ils arrivent à relever les défis que ces six mois représentent.

Bibliographie

- DEGRYSE, Christophe, *Dictionnaire de l'Union européenne*, De Boeck, Bruxelles, 2007.
- ELOLA CALDERÓN, Teresa et VAN DEN ABEELE, Eric, « *La présidence belge de l'Union européenne : organisation et priorités* », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 2010/27 n° 2072, 5-42.
- Rapports d'activité de la DGA 3 du Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne, documents internes, Conseil de l'Union européenne, 2008, 2009, 2010

Références

- Décision 2009/937/UE du Conseil du 1er décembre 2009 portant adoption de son règlement intérieur (JO L 325 du 11.12.2009. 36); <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CONSLEG:2009D0937:20110101:FR:PDF>
- Règlement No 1 portant fixation du régime linguistique de la Communauté Économique Européenne (JO L 17 du 6.10.1958. 385); <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CONSLEG:1958R0001:20070101:FR:PDF>
- Versions consolidées du traité sur l'Union européenne et du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne; <http://eur-lex.europa.eu/JOHtml.do?uri=OJ:C:2010:083:SOM:FR:HTML>

La région du Danube

Melinda Benkó

Budapest et le Danube
Un point de vue budapestois en 2011*

Abstract

Budapest's riverside development projects in recent years require a professional reflexion. This essay presents Budapest's urban history in relation to the Danube divided into four stages by the changing relationship between city and river: barrier, opening, crossing and metamorphosis. After a brief historical overview, the paper focuses on contemporary challenges and summarizes the investments planned for different sites simultaneously without coordination. However, the economic crisis moderated the implementation of these projects, so it is possible to predict some visions of the future.

Keywords: urban design, urban history, riverside development, contemporary investment, Budapest



Un premier contact avec un lieu se fait au travers de la pensée. Et dans la construction de l'image mentale de Budapest le Danube occupe le rôle central. Le Danube passe au cœur de la capitale hongroise symbolisant l'ouverture de la ville, lui procurant force, grandeur et dimension paysagère. En même temps il matérialise son flux vital en lui procurant fluidité et mouvement; mais aussi une odeur âpre, une brise. De fait, la ville, et ses habitants, sont profondément marqués par le fleuve.

Cet article replace l'évolution de l'occupation des berges dans l'histoire des liens qui unissent Budapest au Danube. Il met en scène le processus contemporain présentant les aménagements réalisés au cours de ces dernières années et expose les projets en cours qui cherchent à utiliser l'exceptionnel potentiel du fleuve. Le point de vue de l'architecte urbaniste et budapestois reste cependant professionnel.

* This paper was supported by the János Bolyai Research Scholarship of the Hungarian Academy of Sciences

Brève histoire de Budapest par rapport au Danube

Le destin de Budapest est nettement lisible dans les potentialités du site. Le site est le substrat sur lequel la ville se fonde, se développe, et le lieu qui lui offre son identité première. La dimension paysagère permet d'entrevoir ce qui est existentiel, ce qui est donné à un lieu avant les transformations de l'Homme. Budapest tire son origine du Danube, source de son développement. Le fleuve perce les montagnes dans son orientation Nord-Sud. Le Danube est varié dans sa forme, plus au moins calme, et concentré. C'est la frontière des monts boisés et des plaines lointaines; le fleuve est la ligne de jonction entre la partie Est et Ouest de la ville, c'est à dire la ligne de jonction entre Pest et Buda.

La présentation qui suit divise en quatre phases l'histoire de Budapest en se focalisant sur les différents rôles du Danube au sein de la ville. Le fleuve y fonctionne d'abord comme un barrage. Ensuite les villes s'ouvrent dans sa direction et on y construit des passages, puis les berges sont occupées. Enfin, on attend la métamorphose des friches à proximité.

Barrage

Budapest est occupée dans toute sa superficie depuis environ 4.000 ans. Les premiers habitants surveillaient le passage temporaire existant au nord du pied du Mont Gellert. C'est au cours de la première décennie après J.C. que le Danube devient la limite orientale de l'Empire Romain, et que les romains s'installent le long de la rive droite du fleuve. Dans l'actuelle Óbuda, sur une partie divisée par les petites îles de sable, ils construisent d'abord le *castrum* et, après, mitoyen à celui-ci, la cité. La colonie nommée Aquincum – « *Ak-ink* », grande eau, nom issu de l'ancien village celtique- devient le chef-lieu de la province de Pannonie. Les romains occupent les îles du Danube, et tentent la construction d'un pont permanent pour conquérir l'Est. C'est au centre de la Pest actuelle, sur la rive opposée, qu'est fondé un petit *castrum* nommé Contraaquincum au cours du 4^e siècle. Il contribue d'ailleurs à la défense des limites de l'Empire Romain, en partie constituées par le Danube.

Après la conquête du bassin des Carpates par les tribus magyares (hongroises) en 896, au cours de la période médiévale, on compte déjà trois agglomérations importantes situées sur les rives du Danube dans la région actuelle de Budapest. Óbuda est le prolongement de l'ancienne ville romaine d'Aquincum; Pest qui est construite autour des restes de Contraaquincum au 11^e siècle, sur la rive gauche du Danube, se définit avant tout comme une ville marchande ; et Buda, le nouveau centre royal du pays, qui n'est fondée qu'après l'invasion des Mongols en 1241-42 et qui utilise l'élévation topographique, la colline du château devenue forteresse, comme moyen de défense. Les villes sont géographiquement proches l'une de l'autre mais le Danube représente alors une forte frontière entre elles. A l'époque gothique, et au cours de la Renaissance, Buda est un des centres florissants de

l'Europe, peuplée de 24.000 habitants, alors même que Pest n'en compte que 4.000. Les 150 années qui suivent, sous domination turque, se caractérisent par une stagnation de la ville en termes de développement. Après la défaite et le départ des Turcs, à la fin du 17^e siècle, Buda et Pest, les villes abandonnées, détruites, et encore complètement séparées par le fleuve, commencent une nouvelle vie.

Ainsi, lors de cette longue période historique le Danube, barrage naturel, est toujours présent, à la fois comme limitation des paysages et des pouvoirs, mais aussi comme régulateur des flux et contrôleur des passages.

Ouverture vers le Danube

Avec l'entrée dans l'ère des réformes nationales et des combats pour l'indépendance naît la volonté de créer une grande ville hongroise. Les changements politiques et économiques du début du 19^e siècle, lorsque Pest et Buda acquièrent un rôle important dans l'Empire habsbourgeois, stimulent la croissance urbaine de la ville. La base de la structure urbaine est alors donnée par le noyau ancien. Cependant, avec la densification du bâti, l'apparition de nouvelles constructions et fonctions (commerces, églises, universités, théâtres, etc.), et avec l'utilisation d'un nouveau style architectural, le néoclassicisme, l'image de la ville commence à changer de manière radicale. Buda et Pest ne se situent pas symétriquement par rapport au Danube, il existe entre leur centre historique un décalage physique et visuel: la traversée, le ponton traditionnel est entre la limite sud de Buda et la limite nord de Pest. Le premier plan d'aménagement de Pest, conçu par János Hild en 1805¹, conduit au réaménagement du centre et à l'extension de la ville avec la découverte du potentiel des rives du Danube. De fait, le développement de Pest, qui trouve face à elle la colline de Buda, prend la direction du nord. Les nouvelles constructions de la rive gauche possèdent une unité de hauteur et d'esthétique où l'architecture de style néoclassique s'impose. Au cours de la première moitié du 19^e siècle naît une ville horizontale avec une façade principale qui s'oriente déjà vers le fleuve. Mais en même temps, Buda et Pest conservent encore une distance de sécurité par rapport au fleuve sauvage. La force du Danube, souvent impénétrable, et qui fait peur, décide pendant longtemps de la vie le long du rivage. On ne peut traverser le fleuve qu'avec des barques ou via des pontons ; et la traversée se révèle toujours aventureuse. Les territoires situés le long des rives sont ravagés chaque année par les inondations. L'une des plus grandes détruit, en 1838, la majorité des bâtiments d'habitation coté Pest alors que celle-ci n'est pas encore protégée par des quais.

Le Danube constitue en réalité un obstacle naturel à l'unification des colonies, et ce malgré les rapports étroits qui existent entre les villes de Buda, Pest, et

¹ PREISICH, Gábor (1960): *Budapest városépítésének története - Buda visszavételétől a II. világháború végéig* (Histoire des travaux d'urbains à Budapest de la reconquête de Buda à la Deuxième Guerre mondiale), Terc Kiadó, Budapest 2004. 51-65.

Óbuda. L'idée de la construction d'un pont permanent apparait en 1786. Toutefois la réalisation du *Lánchíd* n'aboutit qu'entre 1839-48, grâce au projet d'Adam Clark qui bénéficie du soutien de István Széchenyi, le « *plus grand hongrois* », un des fers de lance de l'esprit moderne du pays.

Ce fut toujours le Danube qui fit vivre la ville. Sa richesse, sa culture, ainsi qu'une importante part de sa spectaculaire métamorphose se firent grâce au fleuve. L'eau était l'un des trajets commerciaux les plus importants, et sur les rives du fleuve s'étaient les plus grands marchés de la ville. La force hydraulique mettait en marche des centaines de moulins, puis au cours de la deuxième moitié du 19e siècle l'industrie implantée dans la ville, chercha toujours la proximité du fleuve. L'explosion du développement de la ville après 1867, l'année de la naissance de la double monarchie austro-hongroise, fut basée sur l'approvisionnement du Danube.² On construisit les quais, de nouvelles rangées de maisons, les monuments sur les rives (l'Académie Hongroise des Sciences, le Parlement, les hôtels, l'office Principal de Douanes, Casinos, etc.), et les nouvelles places de la ville restructurée ouvrirent le centre de Budapest vers le Danube.³ Le fleuve ne fut plus concentré uniquement comme l'élément principal du paysage, mais devint le plus important axe urbain du centre de la ville. En 1873 enfin, Buda, Pest, et Óbuda furent officiellement unies. La capitale hongroise sur les rives du Danube prit l'envergure d'une véritable métropole européenne.

Passage

Beaucoup de villes se situent sur les rives d'un fleuve, mais peu présentent une telle symbiose avec celui-ci : chacune des deux composantes s'affirment de par leurs caractères propres mais témoignent aussi d'une harmonie sincère. Le Danube a, malgré la ville, gardé sa force, sa monumentalité, et les quais ont sensiblement avancé sur sa largeur. Budapest fonctionne comme un ensemble, elle n'est pas divisée, comme cela pourrait être le cas, en deux parties indépendantes. En réalité, un rapport équilibré d'échelle existe entre la ville et le fleuve. Le flux des eaux n'est pas contrarié par des méandres forts et soudains. Sa beauté s'exprime dans un cadre uni, calme; sa forme en « S » et ses îles réservent des surprises. La grandeur et la largeur du Danube sont conformes à l'échelle d'une métropole. Un fleuve d'une largeur de 300 mètres permet encore une bonne lecture de la rive opposée : l'architecture du quai apparaît très nettement, les bruits également; on distingue encore les silhouettes, la vie, la mouvance urbaine. L'effet monumental de la ville fonctionne sur la largeur du cours d'eau. Mais au-delà d'environ 500 mètres, le fleuve crée une véritable rupture entre les deux berges, nous sommes alors sur la rive d'un fleuve immense et fascinant, et ce fleuve devient pour la ville une limite entre deux espaces opposés. L'effet

² KOLUNDZSIA, Gábor: *A rakodópart kövei – A budapesti dunai rakpartok* (Les pierres du quai d'embarquement. Les quais du Danube à Budapest), Budapest folyóirat, 2007/6. 21-27.

³ DÉRY, Attila: *Pest története és művészete* (Histoire de Pest et son art), Terc Kiadó, Budapest 2005.

esthétique le plus favorable est un compromis entre 300 et 500 mètres de largeur. Dans le centre de Budapest, la largeur du Danube est dans cet intervalle: il n'y a qu'à ouvrir les yeux ou se donner la peine de le traverser⁴.

Les ponts sur le Danube constituent un point de vue intéressant sur la ville. Leur échelonnement et leur distance donnent le rythme des sections des quais. La distance entre les ponts est fonction de la largeur du fleuve. A Budapest, par exemple, il n'y a que sept ponts dans la partie centrale, tandis qu'à Paris il y en a plus de vingt. Cependant le rapport de proportion entre la dimension des ponts et leur écartement reste le même pour les deux villes. Elles présentent une « mesure » musicale identique, mais jouée sur un rythme différent. De nos jours, les rives de Budapest sont liées par neuf ponts routiers. Le cœur historique de la ville se situe entre le pont Marguerite et le pont Petőfi. Ces deux ponts sont parties intégrantes des grands boulevards de Pest et de Buda et procurent à la ville une assise marquée par une forte horizontalité. Du point de vue de la circulation ils revêtent une importance essentielle, formant les vecteurs de la centralité. De plus, le pont Marguerite permet également la desserte de l'île homonyme (Ile Marguerite). Cette île est dotée d'un passé historique important: îlot de verdure dans la ville, zone de promenade, de loisir, équipée d'un complexe sportif, d'un théâtre, d'un cinéma en plein air; en somme une zone d'oxygénation. Les trois ponts du centre, le pont de Chaîne, le pont Elisabeth, et le pont de la Liberté, sont des éléments marquant du paysage urbain: élégants, élancés, robustes et de structure de type suspendu. Le pont de Chaîne et le pont de la Liberté sont le prolongement de petits boulevards créés à l'endroit de l'enceinte médiévale de Pest. Ces ponts montrent « fièrement » leur structure reconstruite à l'identique à la suite de leur destruction lors de la deuxième guerre mondiale. Leurs formes dynamiques présentent une stabilité physique et temporaire au-dessus des eaux mouvantes du Danube. Le pont Elisabeth, lui, a été remplacé par une nouvelle blanche d'édifice en acier en 1964, ce qui lui confère une impression de légèreté. Il prolonge le grand axe moderne du centre de Pest et débouche sur les énormes rochers du mont Gellért parvenus jusqu'au fleuve à Buda.

Buda et Pest communiquent physiquement par ces passages construits. Il existe de superbes points de vue depuis ces ponts, offrant des panoramas opposés et toujours variés sur les deux rives du Danube. Pour profiter de ce spectacle exceptionnel il ne suffit que de quelques minutes et quand on mesure la durée des différents types de traversée (voiture, tram, vélo, à pied), le Danube en chiffre s'exprime.⁵

Métamorphose

Le Danube est le plus grand fleuve d'Europe centrale et Budapest la plus grande ville du Danube.⁶ Le Danube tient sa grandeur de son paysage, du fait qu' il

⁴ BUZA, Péter: *Buda Duna Pest*, Officina Nova Könyv- és Lapkiadó Kft., Budapest 1990.

⁵ Recherches d'une étudiante en architecture, KIS Alexandra, BME Urbanisztika Tanszék, 2011.

⁶ *Budapest krónikája* (La Chronique de Budapest), Corvina Kiadó, Budapest 2007.

partage Budapest en deux parties, qu'il traverse le centre, longe le Parlement, la colline du château, le mont Gellért ... Dans le centre-ville, sur les rives du Danube - où du point de vue du bâti, les choses majeures ont été achevées lors des deux derniers siècles - on trouve des signes de changements attendus, espérés ou craints: réhabilitation des bâtiments, renouvellement des façades, quelques constructions nouvelles. Mais la vraie métamorphose visuelle et physique nous attend encore sur les rives du Danube: il s'agira de la reconquête des quais encore occupés par les voitures, du réaménagement des espaces publics ouverts au fleuve et de la revitalisation des friches industrielles. Un projet complexe dédié à la beauté et à l'âme de Budapest peut redonner son rôle multiple au Danube, en transformant l'espace pour l'embellir et en réinventer ses usages.

Les rives du Danube à Budapest aujourd'hui

Quittons maintenant le centre historique de Budapest, où la nécessité première est le réaménagement des espaces publics le long du Danube, et attachons nous à voir ce qui s'est passé sur les rives du fleuve et les presque 1.000 hectares en friche, libérés de l'activité industrielle à partir des années 1980, et privatisés après le changement du régime politique de 1990. Si l'on regarde uniquement le chiffre des terrains officiellement disponibles le long du Danube, les valeurs sont surprenantes. Budapest, est l'une des villes d'Europe disposant de la plus grande superficie aménageable, 52.500 hectares dont 2.000 hectares pour le seul centre historique. Si on réalise une estimation par rapport aux friches industrielles qui se trouve à Budapest sur les rives du Danube, on observe qu'approximativement 1.000 hectares de terrain sont à réinventer. Une dimension et un potentiel incroyables!

Pour mieux comprendre ces chiffres, regardons et comparons les à ceux de grands projets d'aménagement bien connus de quelques villes européennes: la *City of Tomorrow* à Malmö – 160 ha, *Ijburg* à Amsterdam – 150 ha, Paris Rive Gauche (Masséna, Tolbiac, Austerlitz au bord de la Seine) - 130 ha, *Hafen City* à Hambourg – 100 ha, *In der Wiesen* à Vienne – 63 ha, *Theresienhöhe* à Munich – 45 ha, etc.⁷

De multiples projets à Budapest reposent sur le potentiel offert par le Danube.⁸ La première décision importante pour la sauvegarde du paysage urbain historique, du centre et des rives du fleuve, est prise avant même le changement de régime, en 1987, lorsque « *Budapest avec les rives du Danube, le quartier du château de Buda et l'avenue Andrassy* » deviennent patrimoine mondial de l'Unesco. En 1990, le programme du maire prévoit l'extension de ce noyau central exceptionnel en

⁷ BENKŐ, Melinda et FONYÓDI, Mariann: *Glocal city – kortárs európai városépítészet* (Projet urbain contemporain d'Europe), Terc Kiadó, Budapest 2009.

⁸ SCHNELLER, István: *A Duna Budapest városfejlesztési koncepcióiban* (Le Danube dans les conceptions de développement urbain de Budapest), Régi-Új Magyar Építőművészet, Utóirat, 2004/6. 25-27.

l'allongeant dans la direction Nord-Sud en bord de fleuve. Le Plan Directeur de Budapest de 1994 définit cinq zones caractéristiques de la ville. Il différencie la zone intérieure – le centre, la zone montagnaise – les collines de Buda, la zone de transition – l'ancien terrain industriel autour du centre, la zone extérieure – les zones pavillonnaires et la zone du Danube comme une unité autonome. C'est la naissance de l'idée que les rives du Danube forment et doivent former un paysage urbain continu. Le Plan cadre de la réglementation de la capitale, réalisé en 1997, concrétise quelques principes pour les aménagements futurs: il évoque la transparence du bâti tout au long de la vallée du Danube en souhaitant que les nouvelles constructions ne séparent pas la ville de son fleuve. Il désigne également une bande large de 30 mètres non constructible le long des berges qui fonctionne comme un espace vert, public et continu. La Stratégie de Développement de Budapest, acceptée en 2003, prévoit des zones d'action dans le développement de la ville afin de concentrer les investissements. Les plus grands et les plus importants de ces terrains se trouvent, naturellement, au bord du Danube: le secteur Buda-Nord (le site de l'ancienne ville romaine, Aquincum) et le secteur Budapest – Sud (le site au Sud du centre de la ville, sur les deux rives du Danube et sur l'île de Csepel). En 2005, le Plan Structurel de Budapest définit les lieux exacts de développement de l'infrastructure urbaine. Tout le monde sait, depuis longtemps, que la ville se doit d'investir. Budapest a besoin de nouveaux ponts routiers (Aquincum, Galvani, Albertfalva), du développement de sa voirie, du renouvellement et de l'expansion des transports en commun, de l'amélioration de la qualité de l'eau, de la construction d'une station d'épuration aux normes modernes, du réaménagement des espaces publics de la ville, etc. Le Programme Podmaniczky, un programme stratégique à moyen terme, paru en 2005, identifie Budapest comme « *la Ville du Danube* », où c'est clairement ce dernier qui offre la base conceptuelle de développement de la ville. En 2009, la Stratégie de développement de Budapest, montre les secteurs à revitaliser en bord de fleuve et parle même de nouveau des rives comme unité urbaine.

Au-delà de ces projets municipaux, dans tous les grands concepts ou compétitions internationales, Budapest a basé son identité sur le Danube et ses rives : pour l'Exposition universelle prévue en 1996 –mais annulée en 1994- pour la Capitale Européenne de la Culture 2010 –c'est Pécs qui sera finalement choisie - pour les Jeux Olympiques auxquelles la ville a souvent candidaté.

Le Danube n'est pas seulement une voie essentielle pour la ville, c'est aussi un organe de passage international qui relie dix États européens. Ainsi, le nouveau programme de développement régional de l'Union Européenne, la Stratégie du Danube 2011, ouvre-t-il des perspectives futures pour la « *capitale* » du fleuve, Budapest.

Aménagements contemporains – idées réalisées et celles qui restent en projet

Pour comprendre les investissements des dernières années, il faut connaître le contexte de la politique urbaine établie après le changement du régime. La loi des

collectivités locales de 1990 a décentralisé le pouvoir et, dans ce nouveau système, les conseils municipaux ont établi deux niveaux égaux à Budapest: la ville de Budapest d'une part et ses 23 arrondissements d'autre part. La loi offre ainsi aux municipalités de réels pouvoirs politiques et économiques ainsi qu'une grande autonomie.⁹ Budapest devient de fait une ville divisée, et, ce n'est non plus la ville qui développe ces 1.000 hectares en friche sur les rives du Danube, mais 12 des 23 arrondissements que compte la capitale hongroise –ceux qui touchent le fleuve-. Ces collectivités locales fixent les règles d'urbanisme et de construction, attribuent les permis de construire et possèdent des compétences indépendantes en matière de gestion budgétaire. On assiste alors à une période de compétition entre les mairies d'arrondissements et à un manque total de coordination.

C'est aux alentours de l'an 2000 que les grandes sociétés immobilières internationales commencent à découvrir le potentiel inhérent aux quartiers situés en bord de fleuve. Naturellement, le phénomène est également à mettre en relation avec la forte croissance de l'économie globale de l'époque et avec le rôle changeant de Budapest dans la géopolitique de l'Europe.¹⁰ Au fur et à mesure –et ce dès après 1990- les friches industrielles qui appartenaient à l'État ou aux municipalités d'arrondissements sont privatisées, et deviennent propriété espagnole, israélienne, irlandaise, anglaise, portugaise, hollandaise, allemande ou encore hongroise.

Plusieurs facteurs jouent dans le choix des sites à développer en priorité sur les rives du Danube. Le plus important est toujours la position de la friche par rapport au centre historique et le panorama qu'il propose (surtout Ferencváros - le 9^e arr. et Újbuda - le 11^e arr.). La bonne situation dans la structure urbaine, l'accessibilité (voirie, transport public), l'investissement vert (c'est-à-dire le fait que les terrains ne possèdent pas de bâtiments à conserver ou de monuments classés), la forme des berges, l'état de la nature, etc. représentent aussi des composantes essentielles dans la prise de décision. Par ailleurs, la stratégie des arrondissements joue également un rôle dans l'attraction d'investisseurs à travers le règlement local de la construction –ce qu'il est possible ou non de faire- et notamment des éléments comme la superficie du site à réaménager, la densité, le coefficient d'occupation des sols, la hauteur du bâti, etc. (surtout Angyalföld – le 13^e arr., Ferencváros – le 9^e arr., Újbuda – le 11^e arr. et Csepel - le 21^e arr.). Les quartiers situés plus loin du centre, et qui possèdent, eux aussi, des sites à développer sur leurs rives (Újpest – le 4^e arr., Pesterzsébet – le 20^e arr., Budafok-Nagytétény - le 22^e arr. et Soroksár – le 23^e arr.) ne restent pas sans intérêts pour les promoteurs mais bénéficient d'une certaine manière d'investissements plus modestes et provinciaux.

On projetait de vendre plusieurs millions de mètres carrés sur les nouvelles rives du Danube à Budapest avant la crise économique de 2008. Ces « villes dans

⁹ Synthèse du rapport sur la ville de Budapest en Hongrie - étude de l'ANAH (Agence nationale de l'habitat) en collaboration avec MTA-VITA, Paris 2009.

¹⁰ NOISSETTE, Patrice et VALLÉRUGO, Franck: *Un monde de villes – Le marketing des territoires durables*, Éditions de l'Aube, La Tour d'Aiguës 2010

la ville » étaient déjà imaginées. Dans ce gigantesque rassemblement d'investisseurs et d'arrondissements les premiers pouvaient construire tandis que les seconds se contentaient d'attendre.

Observons maintenant, en suivant le cours du Danube à travers la ville, quelques exemples de projets déjà réalisés ou encore en cours.¹¹

Coté Buda, rive droite:

Óbuda - le 3^e arr.: Rive Romaine, Nánási kert, Római Wellness Otthon¹², l'ancienne Usine á Gaz – 27 ha¹³, Graphisoft Parc¹⁴, friche de Buszesz, Ile des rêves (*Álomsziget*) - 32 ha¹⁵, Sun Palace¹⁶, etc.

Buda - le 2^e et le 1^{er} arr.: ces arrondissements centraux ne disposent pas d'importantes superficies à développer sur la rive du Danube mais possèdent une façade urbaine continue (les quelques parcelles à construire sont occupées par les investisseur hôtelier¹⁷), des monuments historiques, des institutions, des bains (la plupart sont encore en mauvais état – Rudas, Király, Lukács), d'autres lieux touristiques près du fleuve. Ce qui manque encore c'est le réaménagement des espaces publics le long du Danube, la rénovation de plusieurs bâtiments, la transformation des berges, une approche du Danube...

Újbuda - le 11^e arr.: Campus Lágymányos¹⁸, Öböl XI avec la baie Kopaszi – 56 ha¹⁹, les friches d'Albertfalva²⁰, etc.

Budafok-Nagytétény - le 22^e arr.: Usines Furnér, la caserne militaire²¹, Duna Spirit²², etc.

Coté Pest, rive gauche:

Újpest – le 4^e arr.: A Újpest se trouve la plupart des puits qui alimentent Budapest en eau potable. Le paysage sur les rives de la banlieue s'affirme, lui aussi,

¹¹ Il est normal que la plupart de ces projets utilisent des mots en relation avec le fleuve pour leur marketing: Duna, Danubio, Rive, île (Sziget), baie (Öböl), Marina, etc.

¹² 250 appartements construits malgré le problème d'inondation qui n'est pas résolu.

¹³ Parmi les problèmes importants qui empêchent le développement : la présence de monuments industriels classés, la pollution du sol, la manque de développement de l'infrastructure urbaine, et notamment le fait que Budapest ne réalise pas le pont Aquincum projeté depuis déjà longtemps.

¹⁴ Un promoteur hongrois, le Graphisoft SE, réalise ici un développement exemplaire depuis 1996: www.graphisoftpark.hu

¹⁵ Sur un tiers de l'île Hajógyár, à l'endroit de la friche d'une ancienne usine navale on projette des centres de conférences, des hôtels, un parc de loisirs.

¹⁶ 550 appartements construits dans la rue Nagyszombat.

¹⁷ Par exemple Hôtel Lánchíd19, Art Hôtel.

¹⁸ Site désigné pour l'Exposition Universelle de 1996 et développé depuis comme campus universitaire et pôle d'excellence avec Info Parc.

¹⁹ Le site fut propriété de la municipalité avant d'être privatisé et acheté par un investisseur hongrois qui réaménagea les espaces publics au bord du Danube en 2007 (baie Kopaszi). Il fit notamment changer les règles de construction puis vendit le terrain à un investisseur espagnol, qui revendit lui-même à un Portugais.

²⁰ Un projet d'un pont d'habitation de 7 étages et d'un grand cercle paru en 2010 comme des éléments attractifs d'un investissement international projeté sur les rives et sur l'eau!

²¹ Grandes friches entre la route nationale N° 6 et le Danube juste à côté de l'île de Háros, l'île protégée du Danube comme site naturel.

²² Zone verte qui n'a pas encore été urbanisée mais qui se trouve près du nouveau pont routier M0.

par sa forte identité: là, le Danube est plus proche, plus tactile, accessible. Là, les berges sont moins bâties, elles voient apparaître de façon ponctuelle des établissements sportifs, des maisons de repos, et, en arrière-plan, la silhouette des friches des zones industrielles.

Angyalföld, Újlipótváros - le 13^e arrondissement: grands investissements projetés l'un à côté de l'autre sur la rive de l'arrondissement: 360° Budapest - 13 ha²³, Prestige City²⁴, Marina Part,²⁵ Parc Danubio²⁶, deux tours de bureaux de 65 mètres de haut construits près de la tête du pont Árpád²⁷, Riverloft / Riverside²⁸, etc.

Belváros – 5^e arr.: Dans le centre de Pest le quai bas demeure réduit à l'état d'autoroute urbaine. La relation physique entre le Danube et la ville manque, le fleuve est encore presque inaccessible aux piétons. Néanmoins un espace piéton construit au début du 20^e siècle et longeant la rive sur le quai haut de Belváros permet depuis Pest une ouverture exceptionnelle vers le fleuve et plus loin vers Buda. A l'aide du programme de réaménagement des espaces publics du « *Cœur de Budapest* », débuté en 2007, les places se renouvellent au bord du Danube.²⁹

Ferencváros – 9^e arr.: Centre Millenium: Résidence Duna-Pest, Maison Castrum, Théâtre National, Palais des Arts, Centre des Congrès, bureaux, hôtels³⁰, ponts commerciaux piéton³¹, Duna City – 33 ha³², Dépôts publics³³, etc.

Pesterzsébet - le 20^e arr.: Logement « *méditerranéen* »³⁴, Dunagyöngye, etc.

Soroksár – le 23^e arr.: partout des terrains sous-utilisés en bord de fleuve.

L'île de Csepel, située au milieu du Danube:

Csepel – le 21^e arr.: Une partie de Budapest se situe sur la pointe nord de l'île de Csepel. Csepel, de par sa taille, sa proximité du centre et sa très faible urbanisation, est un terrain clef dans le futur développement de Budapest. Terrain en friche, le site compte environ 200 hectares. Les projets pour ce lieu sont

²³ Un investisseur israélien prépara la construction de 2000 appartements en 2007 mais la crise économique arrêta définitivement le projet.

²⁴ Tours d'habitations et port de yachts réalisés en 2006.

²⁵ 1.500 nouveaux appartements sur les rives réaménagées.

²⁶ 2.000 appartements projetés autour de la baie Foka mais qui ne sont pas encore réalisés.

²⁷ Depuis les changements politiques, il y a une discussion permanente par rapport à la hauteur permis du bâti à Budapest. La ville historique est horizontale avec un tissu homogène mais la pression politique et économique est très forte pour laisser construire des gratte-ciels, naturellement sur les meilleurs sites de Budapest.

²⁸ Riverloft, la transformation d'un monument industriel en bâtiment d'habitation luxueux et Riverside, le nouveau complexe de dix étages et de 175 appartements.

²⁹ Fővám tér 2010, Március 15-e tér, 2011.

³⁰ C'est ici que le centre-ville de Pest s'allonge vers le Sud depuis 2000.

³¹ Les ponts piétons avec fonctions commerciales cherchent leur place idéale à travers le Danube.

³² Ce projet grandiose fut présenté à l'exposition MIPIM à Cannes en 2007. Tours, densité, urbanité, mixité, aménagement des berges prévus, mais la crise économique arrêta complètement cet investissement hollandais.

³³ Énorme friche industrielle entre le Danube et la route Soroksári où les anciens bâtiments sont déjà démolis, et qui attend son futur.

³⁴ 650 appartements construits.

nombreux: quartier de tours - la Défense budapestoise- site pour l'Européen 7, nouveau centre de la ville entouré par le Danube, parc urbain, etc. « *Immensité. Le premier mot qui nous vient à l'esprit quand nous nous retrouvons au nord-est de Csepel... Le Danube a disparu, caché lui aussi. Et derrière ces façades, sortant comme des cheminées, les ailes de la Liberté de Buda, une cheminée d'usine à Pest et le sommet des barres HLM de Csepel. La ville au loin nous entoure.* »³⁵

Le futur des rives

Si quelqu'un se demande quelle est la plus belle avenue de Budapest, il n'existe qu'une seule réponse: le Danube. La ville s'oriente vers lui, comme séduite par ce miroir.

Le Danube attire le regard de Budapest qui en vient parfois à oublier ses propres qualités, préférant se projeter dans un futur formé par ses rêves. Pour la ville, pour les arrondissements situés en bord de fleuve et pour les investisseurs, tout semble mieux, presque idéal, le long du Danube. Là, les sites à développer promettent beauté, bonheur et profits. C'est la raison pour laquelle la plupart des projets de ces dernières années exagéraient la réalité budapestoise. Mais avec l'apparition de la crise du marché à partir de 2008, les rives de la ville ont, d'une certaine manière, gagné un peu de temps. Peut-être faut-il désormais que la démarche stratégique évolue dans son rapport à l'espace et au temps. Il s'agit de changer les valeurs de l'occupation des espaces encore en friche et de transformer le temps des projets. La nécessité de prendre en compte la complexité de ces lieux exceptionnels en coordonnant matériel, immatériel et interactions humaines doit apparaître. La forme des villes et leur organisation générale diffèrent selon le pouvoir (politique et économique), et la culture (société, architecture, niveau technique, etc.). Le futur des sites à réaménager en bord de Danube à Budapest peut être imaginé à travers plusieurs scénarios extrêmes.

A) Budapest se transforme en une ville linéaire longue de 25 km avec une urbanisation incroyable de ses rives. De nouveaux quartiers denses apparaissent au nord et au sud. Une petite section historique au milieu, des façades continues sur le Danube, des aménagements piétons sur les berges, de nouveaux ponts, un grand trajet sur la route fluviale définissent alors la ville. Dans ce cas le Danube joue le rôle principal du paysage urbain et organise la vie dynamique.

B) Budapest se calme. On ne construit rien le long du fleuve, la nature reconquiert les rives et entoure le centre historique. Budapest devient plus petite et plus compacte, les banlieues sont séparées par la couronne verte. La présence du Danube, élément paysager très fort, désigne la ville sereine.

C) Les rives restent fragmentées. Condominiums luxueux et terrains en friche sont voisins, tours d'habitation et bureaux se trouvent à côté de cabanes

³⁵ Cité par BISIAUX Alexis et GALLOO, Aurélien: *Contrastes et relations, intervention dans un quartier pericentral de Budapest: Csepel*, Mémoire de projet diplôme, Lille-Budapest, 2003.

insalubres. Les parcs urbains deviennent très populaires en bord de fleuve et les voitures utilisent l'autoroute des berges... La ville continue sa vie d'aujourd'hui, elle reste hétérogène, diffuse et instable.

Conclusion

Du développement des rives du Danube à Budapest il devrait rester la recherche infinie de l'équilibre entre ville et nature, entre exigences économiques et sociales et exigences environnementales. Budapest ne doit pas être un ensemble de districts où chaque volonté s'exprime seule, aveuglément, mais peut et doit être un tout, un seul corps qui se pense comme un système. La ville change, les rives se transforment, mais le Danube est toujours présent. C'est le destin d'un fleuve investi d'une métropole où le temps s'écoule selon le rythme des flots ...

Politique de voisinage

István Majoros

*La Hongrie à la recherche de l'Europe**

Abstract

The study tries to present the Hungarians' efforts to find their place in Europe in the 19th-20th centuries. This challenge was not an easy one for Hungary because the country belonged to an empire - the Habsburg Monarchy- until 1918 and was part of the soviet system after 1945 which meant that the country was not independent. In spite of this, it is possible to observe the hungarian efforts to start the modernization of the country in the first part of the 19th century, to become independent in 1848-1849 and to learn how to make a foreign policy in the interwar period. The study presents Hungary mostly during the 19th century.

Keywords: Europe, Hungary, Széchenyi, Kossuth, revolutions, World War I, peace treaties, interwar period, communism, European Union.

En 2004, lorsque la Hongrie devint un des pays membres de l'Union européenne on a dit, et écrit, que les Hongrois « *retrouvaient* » l'Europe alors même que notre pays avait toujours appartenu à ce continent, et en premier lieu culturellement. Son appartenance politique, elle, posait davantage de problèmes. Aux 19^e et 20^e siècles, notre continent n'était pas homogène d'un point de vue politique, culturel ou économique. Au 19^e siècle, il existait deux blocs en Europe: la partie occidentale, qui devint libérale à partir des années 1930, et l'Europe de l'Est qui resta conservatrice. Au 20^e siècle la coupure en deux blocs fut également observable après la Seconde Guerre mondiale, pendant la Guerre froide: l'URSS et ses pays satellites formaient des régimes totalitaires alors que l'Occident représentait le pluralisme et la démocratie. Il semble que la coupure en deux parties soit une des caractéristiques de notre continent, du moins au cours des deux siècles passés. En l'état des choses que signifie l'appartenance à l'Europe? Qu'est-ce que l'Europe au 19^e et au 20^e siècle? Et pourquoi ces questions furent-elles si importantes en Europe centrale et orientale – et donc en Hongrie- au cours des deux derniers siècles ?¹

* The Project is supported by the European Union and co-financed by the European Social Fund (grant agreement no. TAMOP 4.2.1/B-09/1/KMR-2010-0003).

¹ Oeuvres à consulter: RÉAU, Élisabeth du: *L'Idée d'Europe au XX^e siècle. Des mythes aux réalités*, Éditions Complexe, Bruxelles 2008 (1996, 2001). GIRAULT, René: *Diplomatie européenne. Nations et impérialismes 1871 – 1914*, Payot, Paris, 2004. (A. Colin 1997.). GIRAULT, René: *Peuples et nations d'Europe au XIX^e siècle*, Hachette, Paris, 1996. ALLAIN, Jean-Claude – GUILLEN, Pierre – SOUTOU, Georges-Henri – THEIS, Laurent – VAÏSSE, Maurice: *Histoire diplomatique française II. De 1815 à nos jours*, Perrin, Paris, 2005. VAÏSSE, Maurice: *Les relations internationales depuis 1945*, A. Colin, Paris, 1996. GIRAULT, René-FRANK, Robert: *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941*, Paris 1998. BAGBY, Wesley M.: *America's international relations since World War I*, Oxford University Press, New

Pour la Hongrie actuelle, ce fut toujours la partie occidentale du continent qui représentait l'Europe, celle personnalisant la liberté politique, la constitution, l'indépendance, le parlementarisme, le pluripartisme, l'économie de marché, le bien-être et de nombreux autres éléments que l'on pourrait énumérer à envie. Mais, surtout au 19^e siècle, l'Europe était avant tout une notion abstraite, englobant les traits des pays développés du continent. Cette Europe abstraite n'existait donc pas dans la réalité, mais elle existait sous les figures de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, de la Belgique, des Pays-Bas ou de la Suisse. Ces pays offrirent toujours, au cours des siècles, des modèles et des voies de développement pour les pays sous-développés, pour les pays situés dans la partie orientale du vieux continent. C'est pourquoi « appartenir à l'Europe » cela signifiait se moderniser politiquement et économiquement. Mais la modernisation est toujours une question politique. Or, la Hongrie faisait à l'époque partie d'un empire, celui des Habsbourg et de la Double Monarchie, et ce jusqu'à la fin de la première guerre mondiale. Après 1945, elle fut l'un des pays satellites du système soviétique, une situation qui ne facilita pas ses possibilités de modernisation. L'un des premiers pas de la Hongrie vers ce processus fut la connaissance de l'Europe développée. Au cours de la première partie du 19^e siècle cette connaissance se fit notamment par l'intermédiaire du voyage, très à la mode parmi la noblesse et l'aristocratie hongroise. L'histoire du comte Széchenyi, le grand modernisateur de la Hongrie, faisant un tour d'Europe avec son ami le baron Wesselényi est bien connue.² Toutefois, la mise en pratique par la Hongrie des connaissances obtenues au cours de ces voyages dans les pays occidentaux laissa beaucoup à désirer et ce malgré les résultats obtenus durant la période des réformes. La raison est en simple : la Hongrie n'était pas indépendante.³

York-Oxford, 1999. KENNEDY Paul: *The Rise and Fall of the Great Power. Economic Change and Military Conflict from 1500 to 2000*, Fontana Press, 1989. HOREL, Catherine: *Cette Europe qu'on dit centrale. Des Habsbourg à l'intégration européenne 1815 – 2004*. Beauchesne, Paris, 2009. HARPER, John Lamberton: *American vision of Europe. Franklin D. Roosevelt, George F. Kennan and Dean G. Acheson*, Cambridge University Press, 2006. BLANNING, T.C.W.: *The Nineteenth Century. Europe 1789-1914*, Oxford University Press, 2003. GILDEA, Robert: *Barricades and Borders. Europe 1800-1914*, Oxford University Press, Oxford 2003. HUNTZINGER, Jacques: *Introduction aux relations internationales*, Éditions du Seuil, Paris 1987. WANDICZ, Piotr S.: *The Price of Freedom. A history of East Central Europe from the Middle Ages to the present*, Routledge, London and New York, 1992 (1993). CARON, Jean-Claude - VERNUS, Michel: *L'Europe au XIX^e siècle. Des nations aux nationalismes 1815 - 1914*. Armand Colin, Paris 1996.

² *Gróf Széchenyi István Munkái* (Les Oeuvres du comte István Széchenyi), I. sorozat, 5. *Külföldi útirajzai és főljegyzései* (Ses impression de voyage à l'étranger et ses notes), kiadja ZICHY Antal, Budapest, 1890. GERGELY András: *Széchenyi István (1791 – 1860)*, Pozsony, 2006.

³ Pour se guider à travers la vaste littérature sur la période des réformes en Hongrie on peut consulter: FÓNAGY, Zoltán – DOBSZAY, Tamás: *Széchenyi és Kossuth*, Budapest, 2003. GERGELY, András (red.): *Magyarország története a 19. században* (Histoire de la Hongrie au XIX^e siècle), Osiris, Budapest, 2003. BÉRENGER, Jean: *Histoire de l'empire des Habsbourg, 1273 – 1918*, Fayard, Paris, 1990. BÉRENGER, Jean: *L'Autriche-Hongrie 1815 – 1918*, Armand Colin, Paris, 1994. KECSKEMÉTI, Károly: *Magyar liberalizmus 1790 – 1848* (Le libéralisme hongrois 1790 – 1848), Argumentum, Bibó István Szellemi Műhely, Budapest, 2008.

Avec la troisième vague révolutionnaire de 1848 – 1849, la Hongrie reçut une nouvelle chance d'améliorer sa position dans le cadre de l'empire et de trouver sa place en Europe. Cependant aucun des deux phénomènes –la révolution et la recherche de sa place européenne– ne fut évident pour la Hongrie. La cour de Vienne n'accepta la victoire de la révolution hongroise que provisoirement, en attendant le moment propice pour la renverser. Durant cette période le gouvernement hongrois tenta d'entrer en relations avec d'autres pays révolutionnaires. Mais le fait que la Hongrie ne possédait pas d'expérience dans le domaine de la politique extérieure – le centre de la diplomatie des Habsbourg se situait à Vienne et non pas à Pest-Buda – causa des difficultés. Malgré tout il y existait des diplomates d'origines hongroises au service de la dynastie. La famille Esterházy, par exemple, offrit plusieurs diplomates à Vienne dont parmi eux le plus connu fut sûrement Paul Esterházy ambassadeur de l'Empire à Londres entre 1816 et 1842. A la tête de l'ambassade de Paris entre 1825 et 1848 on retrouva Antoine Apponyi. Quant à Károly Zichy, il fut nommé ambassadeur à Saint-Pétersbourg en 1826. On peut donc dire que les postes diplomatiques les plus importants furent dirigés par des diplomates d'origines hongroises dans la première partie du 19^e siècle. Et ceux-ci firent tout ce qui était en leurs pouvoirs pour travailler dans l'intérêt de la Hongrie. Le prince Esterházy appuya ainsi Széchenyi au cours de ses voyages en Grande-Bretagne via des lettres de recommandation.⁴ Il fit également tout pour le développement du commerce entre l'Angleterre et la Hongrie. Il appuya enfin le projet d'établir un consulat anglais à Pest, mais Metternich s'opposa à cet effort.⁵

Après la victoire de la révolution à Pest les buts du gouvernement hongrois se profilèrent :

1.) Renforcer la position de la Hongrie au sein de l'empire. Profitant en cela des révolutions en Europe et surtout en Allemagne le gouvernement s'efforça de déplacer le centre de l'empire en Hongrie. La dynastie déménagea ainsi à Buda, capitale nouvelle de l'empire. Les hommes politiques hongrois estimaient qu'après l'unité allemande, on ne pourrait garantir la stabilité de l'Europe centrale que par une puissance dont la Hongrie prendrait la tête, puisque les provinces de langue allemande de l'empire feraient alors partie d'une Allemagne unifiée. Ce projet n'était pas une nouveauté, puisqu'il avait déjà été évoqué par Eugène de Savoie,

⁴ Le premier voyage de Széchenyi en Angleterre date de 1815 (octobre – décembre). Le deuxième de 1816 (octobre – novembre). En 1822 Széchenyi accomplit un tour d'Europe occidentale, et passe ainsi une nouvelle fois par l'Angleterre en compagnie de son ami, le baron Wesselényi. Il se rend de nouveau outre Manche avec György Andrassy en août – novembre 1832, puis à la fin de l'année suivante (décembre 1833 – avril 1834).

⁵ ORMOS, Mária-MAJOROS, István: *Európa a nemzetközi küzdőtéren. Felemelkedés és hanyatlás 1814 – 1945* (L'Europe dans l'arène internationale. Essor et décadence), Osiris, Budapest, 1998. (2003.). 98-99. *Joseph Andrew Blackwell magyarországi küldetései 1843 – 1851* (Les missions de Joseph Andrew Blackwell en Hongrie), sajtó alá rendezte és az utószót írta: HARASZTI-TAYLOR Éva, Európa, Budapest, 1989. 19-20. 358-360. *Le prince Metternich et lord Palmerston. Les débuts de la rivalité anglo-russe dans l'Europe centrale.* Correspondance du gouvernement de Vienne avec l'ambassade de Londres, ayant trait à la révolution en France et en Italie, 26 février - 18 mars 1848. Documents tirés des archives de Vienne et publiés par Horváth Eugène, Éditions de la Revue de Hongrie, Budapest 1926.

Talleyrand et Friedrich von Gentz, puis, plus tard, au temps de la guerre austro-prussienne de 1866.⁶ Mais en 1848 tout dépendait des événements en Allemagne.

2.) L'autre but du gouvernement hongrois était de trouver sa place au sein de l'Europe révolutionnaire. Pour réaliser ce dessein, le gouvernement essaya d'organiser sa politique extérieure. Cela représenta un grand défi pour lui puisque la Hongrie était alors non pas indépendante, mais simplement autonome, et qu'institutionnellement le gouvernement n'était pas doté d'un ministère des Affaires étrangères. Ce qui existait en revanche, c'était un ministère s'occupant des relations entre la Hongrie et la dynastie. Cependant le ministre représentant la Hongrie auprès du roi n'avait pas le droit d'entrer officiellement en relation diplomatique avec les autres pays, ou seulement par l'intermédiaire du gouvernement autrichien. Il est vrai, qu'à ce poste on retrouva le prince Esterházy, ex-ambassadeur de l'empire à Londres, personnage ô combien expérimenté de la diplomatie. Cependant il ne s'occupa pas des affaires diplomatiques qui furent confiées à François Pulszky, secrétaire d'État et ami de Kossuth. Malgré cette situation Esterházy fut finalement nommé ministre des Affaires étrangères et le gouvernement commença à développer et à transformer ce portefeuille en véritable ministère des Affaires étrangères. Jusqu'au mois d'août 1848, le gouvernement hongrois ne fut pas empêché dans ses activités par Vienne.⁷

Quelles furent les directions de la politique extérieure hongroise en 1848 et 1849? Il faut d'abord mentionner Francfort-sur-Main, puisque l'avenir de la Hongrie dépendait de la révolution en Allemagne. La révolution hongroise fut populaire à Francfort. Il semblait donc que l'Allemagne reconnaîtrait la Hongrie. Mais Francfort avait, elle aussi, des problèmes de reconnaissance. Au début du mois de septembre elle n'avait été reconnue que par les États-Unis, Bruxelles, les Pays-Bas, le Piémont et la Suisse c'est-à-dire par aucune des grandes puissances européennes. À partir de l'été 1848 les positions de Vienne s'améliorèrent et la diplomatie autrichienne empêche le représentant hongrois, M. Szalay⁸, de prendre ses quartiers à Francfort arguant que Pest n'était pas autorisée à envoyer des ministres à l'étranger. Szalay se retrouva forcé de quitter Francfort dès le mois d'octobre suivant. Il se rendit à Paris où une politique de grande envergure se profilait sous la houlette de László Teleki lui-même arrivé le 8 septembre dans la capitale française. Kossuth estimait que Paris était le meilleur endroit en Europe pour organiser les actions diplomatiques en faveur de la Hongrie. Teleki tenta donc de jouer le rôle du ministre des Affaires étrangères de Hongrie. Une situation assez étrange, puisque le gouvernement était à Pest et que c'est donc depuis Paris que Teleki organisait le ministère des Affaires étrangères. Teleki fut très actif. Il

⁶ KOSÁRY, Domokos: *Magyarország és a nemzetközi politika 1848-1849-ben* (La Hongrie et la politique internationale), História, Budapest, 1999. 18-21.

⁷ HERCZEGH, Géza: *Magyarország külpolitikája 896 – 1919* (La politique extérieure de la Hongrie), Kossuth, Budapest, 1987. 244-249. ORMOS-MAJOROS: 99-102. KOSÁRY: 10-12. GERGELY, András (red.): *Magyarország története a 19. században* (Histoire de la Hongrie au 19^e siècle), Osiris, Budapest, 2003. 250-251.

⁸ Il fut nommé par le gouvernement et ce document fut signé par le palatin exerçant les droits royaux en Hongrie jusqu'au 14 août 1848. KOSÁRY: 58-72.

s'installa dans un appartement du 66 avenue des Champs-Élysées et noua de bonnes relations avec les milieux politiques français (Lamartine, Ledru-Rollin, Blanqui, Raspail) et avec la presse.⁹ Mais Teleki ne fut pas officiellement reconnu par le gouvernement français comme ministre de Hongrie à Paris – ce qui aurait nécessairement engendré les protestations de Vienne-. Malgré cela la révolution hongroise retrouva toute l'Europe à Paris où elle retrouva aussi la question du voisinage c'est-à-dire le problème des minorités, un point qui demeure, aujourd'hui encore, d'actualité. Teleki rencontra le prince Czartoryski, le chef de l'émigration polonaise qui voulait transformer l'Europe de l'Est en faveur de la Pologne. Le but du prince était de remplacer la Monarchie des Habsbourg par une confédération en Europe orientale avec la participation des Hongrois, des Slaves et des Roumains. Sous l'influence de l'émigration polonaise Teleki proposa à Kossuth que le gouvernement hongrois fit des concessions aux minorités nationales vivant en Hongrie. On connaît le résultat: le 14 juillet 1849 Lajos Kossuth signa le projet de pacification avec Nicolae Bălcescu, ex-ministre des Affaires extérieures du gouvernement provisoire de Bucarest de 1848. Ce projet reconnaissait les exigences les plus importantes des minorités tout en maintenant l'intégrité de la Hongrie historique. Mais peu de temps après cet événement la révolution hongroise fut réprimée.¹⁰

La troisième direction dans laquelle la diplomatie hongroise se tourna fut Londres. Mais ses efforts n'y furent pas couronnés de succès, et ce bien que François Pulszky, envoyé à Londres par Teleki, organisa un centre de propagande en faveur de la Hongrie. Grâce à lui, Richard Cobden devint le partisan de l'affaire hongroise. *Le Globe*, le journal préféré de Palmerston, publia presque chaque jour des articles magyarophiles, et ce fut également le cas de nombreux autres journaux exception faite du *Times* et du *Morning Chronicle*. A cela il faut ajouter le fait que Pulszky fut reçu personnellement par Palmerston - mais pas de manière officielle. Le chef de la diplomatie anglaise n'appuya pas la Hongrie. La proclamation de l'indépendance à Debrecen en avril 1849 constituait un premier pas à la désintégration de la Monarchie des Habsbourg et cela représentait une menace pour l'équilibre européen.¹¹

Après les révolutions, et ce jusqu'à la fin de la première guerre mondiale, la Hongrie ne mena pas une politique étrangère indépendante. Une des conséquences de cela résida dans le fait que l'opinion publique hongroise fut rarement au fait des changements de la politique européenne. « *Les Hongrois, en général, sont indifférents à l'égard des questions internationales et de la situation de la Monarchie en Europe* » – remarquait le consul général de Grande-Bretagne en 1905.¹² Malgré cela la Hongrie et l'Europe se rencontrèrent aussi durant cette période, surtout à la Belle Époque grâce aux voyages, au tourisme, aux expositions internationales, à la littérature, aux arts... Toutefois, la Hongrie ne s'enrichit pas

⁹ KOSÁRY: 45-57. ORMOS-MAJOROS: 100-101. HERCZEGH: 256.

¹⁰ HERCZEGH: 274. GERGELY (red.): 270. KOSÁRY: 208-209.

¹¹ ORMOS-MAJOROS: 102.

¹² HERCZEGH: 308.

des expériences en diplomatie au cours de ces décennies. Vinrent ensuite la Grande Guerre et les traités de paix signés à Versailles, et à Trianon. L'élite politique de la Hongrie se retrouva devant des changements importants sans avoir ni expérience, ni pratique de la diplomatie ou de la vie internationale. Après la Grande Guerre, l'élite politique dut commencer de presque zéro avec un pays orphelin des deux tiers de son territoire et auquel il incombait toujours de trouver sa place dans la nouvelle Europe de Versailles. Le pays se retrouva dans le camp des pays mécontents du système versaillais et, malheureusement, cette situation fut déterminante pour toute la période d'entre-deux-guerres ; la Hongrie ne pouvant alors trouver qu'une partie de l'Europe. Parce que l'Europe nouvelle d'après-guerre fut incapable de résoudre les différends parmi les pays européens et surtout en Europe centrale, notre continent fut, de nouveau, coupé en deux. Malgré cela, beaucoup d'efforts furent consentis pour trouver les valeurs européennes, pour construire une nouvelle Europe incluant tout à chacun. On peut ainsi mentionner le mouvement paneuropéen de Coudenhove Kalergi, le projet d'Aristide Briand, la coopération entre Briand et Stresemann et les projets pour résoudre les problèmes de l'Europe centrale balkanisée.¹³ Hélas, de nouveau, vint une guerre qui mena, après 1945, la Hongrie dans la partie « soviétisée » de l'Europe. Il semblait que cette situation allait s'éterniser et que l'Armée rouge allait rester en Hongrie à jamais. Mais « *tout empire périra, même l'empire soviétique* » – écrivait Jean-Baptiste Duroselle et il avait raison.¹⁴ On connaît bien cette histoire, celle de la fin des années 1980 et des changements politiques en Hongrie et en Europe centre-orientale. Nous avons retrouvé l'Europe, et, en 2004, nous sommes arrivés à l'Union. Mais à propos « d'arrivée » une anecdote du temps du socialisme triomphant me revient en mémoire.

Le « *train du socialisme* » roule à grande vitesse, sans arrêt, en direction du communisme. Les voyageurs sont ravis, espérant arriver au paradis terrestre. Le

¹³ Voir pour la période d'entre-deux-guerres: RÉAU, Elisabeth du: *L'ordre mondial, de Versailles à San Francisco, juin 1919 – juin 1945*, Thémis Histoire. P.U.F. Paris, 2007. MAJOROS, István: *Vereségtől a győzelemig. Franciaország a nemzetközi kapcsolatok rendszerében 1871-1920* (De la défaite à la victoire. La France dans le système des relations internationales), ELTE Eötvös Kiadó, Budapest, 2004. BAECHLER, Christian: *Gustave Stresemann (1878-1929). De l'impérialisme à la sécurité collective*, Presses Universitaires de Strasbourg, 1996. ALTER, Peter: *The German Question and Europe*, Arnold, London 2000 (Co-published in the United States by Oxford University Press). ADAMS, R.J.Q.: *British Politics and Foreign Policy in the Age of Appeasement, 1935-39*, Stanford University Press, Stanford, California 1993. BOGDAN, Henry: *Histoire des pays de l'Est. Des origines à nos jours*, Perrin, Paris 1991. ELISHA, Achille: *Aristide Briand. La paix mondiale et l'union européenne*, Academia Bruylant, Louvain-la-Neuve 2000. JUHÁSZ Gyula: *Magyarország külpolitikája 1919-1945* (La politique étrangère de la Hongrie), Kossuth Könyvkiadó, Budapest 1988. ROMSICS, Ignác: *Bethlen István. Politikai életrajz* (Bethlen István. Biographie politique), Osiris, Budapest 1999. *Magyarország helye a 20. századi Európában* (La place de la Hongrie au 20^e siècle), szerkesztette SIPOS Balázs és ZEIDLER Miklós közreműködésével PRITZ Pál (sous la direction de Pál PRITZ avec la collaboration de Balázs Sipos et Miklós Zeidler) Budapest, 2002. PRITZ, Pál: *Az objektivitás mítosza? Hazánk és a nagyvilág. 20. századi metszetek* (Le mythe de l'objectivité? La Hongrie et le monde. Planches de 20^e siècle), Budapest, 2011.

¹⁴ DUROSELLE, Jean-Baptiste: *Tout empire périra. Une vision théorique des relations internationales*, Paris 1981.

train roule, roule mais soudain s'arrête. *Que se passe-t-il ?* – murmurent les voyageurs. Il n'y a plus de chemin de fer devant nous et nous ne sommes pas encore au communisme. *Pas de problème* – dit le conducteur du train, on commence à construire un chemin de fer devant nous. Lorsque celui-ci est prêt, le train se remet à rouler, de nouveau à grande vitesse, vers le communisme. Mais, le train s'arrête une nouvelle fois parce qu'il n'y a plus ni charbon, ni bois pour chauffer la locomotive. *Que faire?* Il faut ramasser les traverses et couper les arbres de la forêt pour pouvoir chauffer la locomotive et ça sera suffisant pour arriver au communisme. Voilà qui est fait et le train roule de nouveau à grande vitesse en direction du communisme, puis, après une longue période, s'arrête, cette fois définitivement. Le train est au milieu d'un désert où il n'y a rien, ni chemin de fer, ni traverse, ni bois, ni forêt, le néant ! Mais les voyageurs ne sont pas au courant de la situation et le chef du train de s'écrier: « *Camarades nous sommes arrivés. C'est déjà le communisme !* ».

Observant les difficultés de l'Union Européenne, presque partout en Europe, depuis le début des années 2010, il est à espérer que cette anecdote ne devienne jamais réalité.

François Dubasque

La Hongrie dans les projets français d'union européenne de l'entre-deux-guerres*

Abstract

Influenced in the end of WWI by the concepts of international solidarity, some French reforming projects support the thesis of a peaceful world based on the federalism. Projects for the establishment of a federal League of Nations to those of a European federation, the federalist idea takes various channels. At the initial objective to promote a democratic League of Nations, is added that to favor within in the emergence of primary federations, including Union of Danube area, Mitteleuropa, Panslavism competes.

This article aims to shed light on the role of Hungary as it is conveyed in some newspapers of opinion like *L'Europe nouvelle* by Louise Weiss, we examined the activities of the International Union of associations for the League of Nations, meeting place between French and Hungarian activists, most of which adhere to the Hungarian Association of the Foreign Affairs and for LON. We compared the projects supported by this movement to those the other europeist movements such Paneuropa, The European Cooperation and the European Customs Union. Finally, we attempted to determine the impact of these projects in a diplomatic context which is not favorable to them.

Keywords: Federalism, regionalism, League of Nations, Hungary, union of Danube, networks

Influencés à la fin de la Première Guerre mondiale par le concept en vogue de solidarité internationale, de nombreux projets réformateurs voient le jour en France. Ils soutiennent la thèse d'un monde pacifié fondé sur l'entente européenne. Ce courant a suscité une floraison d'associations et structures de propagande – européistes ou plus largement internationalistes – émanant des cercles politiques, économiques et intellectuels du pays. Chez certains d'entre eux, on se préoccupe plus particulièrement du sort d'une Europe centrale désorganisée par la guerre puis fragmentée suite à la disparition de l'empire d'Autriche-Hongrie. Pour stabiliser cette région, les plans alors imaginés revêtent souvent la forme d'une fédération danubienne.

Cette communication a pour objet d'apporter un éclairage sur la place de la Hongrie essentiellement dans les projets à caractère privé, dont il conviendra toutefois de mesurer le degré d'influence sur les décisions politiques. Il s'agit

* The Project is supported by the European Union and co-financed by the European Social Fund (grant agreement no. TAMOP 4.2.1./B-09/1/KMR-2010-0003).

d'une étude exploratoire basée sur des sources volontairement restreintes. L'image du pays telle qu'elle est véhiculée dans les milieux pro-européens, à l'issue de la Grande Guerre, sera ainsi appréhendée à travers la revue d'opinion *L'Europe nouvelle*, dirigée par Louise Weiss. C'est à partir de l'exemple de l'Union internationale des associations pour la Société des Nations que sera ensuite analysée la nature des relations nouées dans les années 1920, autour de l'idée européenne, entre militants français et hongrois. Il conviendra enfin de dégager, en lien avec un contexte qui ne leur est plus favorable, les évolutions affectant, dans les années 1930, le contenu des projets européens français relatifs à la région danubienne, et ce jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, et d'en mesurer également l'impact.

Une image ternie de la Hongrie à l'issue de la Grande Guerre

En 1918, la population française porte essentiellement son attention sur la situation en Allemagne. Aux yeux de l'opinion, la Hongrie paraît bien lointaine et difficile à comprendre¹ ; ce qui se passe dans cette région n'est souvent évoqué qu'à la lumière du paramètre germanique. Les débats qui en résultent sont donc surtout le fait de spécialistes, parmi lesquels de nombreux universitaires. Dans ce cénacle, deux tendances se distinguent. L'une est soutenue en particulier par le géographe Jean Brunhes et l'historien Jacques Bainville ; elle voit dans la réalisation d'un système fédéral la solution au problème austro-hongrois. Victor Bashi, philosophe et universitaire français d'origine hongroise, cofondateur de la Ligue des droits de l'homme, appartient à ce courant. Il milite pour l'adoption par les pays danubiens de structures fédérales destinées à favoriser leur rapprochement économique. Cette voie constitue, selon lui, un bon moyen d'assurer la viabilité d'une Hongrie privée par le nouveau découpage territorial de Fiume, seul port qu'elle possédait, et d'une partie de ses ressources agricoles et minières. Autre avantage présumé de cette fédération, ayant vocation à terme à s'associer, dans le cadre de la Société des Nations (SDN), à d'autres fédérations du même type, balkanique ou slave, celui d'éloigner le spectre d'une Mitteleuropa, dirigée contre la France, qui réunirait Allemagne, Autriche et Hongrie². La réflexion porte donc ici sur la reconstitution, dans l'ancien espace habsbourgeois, d'une entité clairement distincte de l'espace germanique.

À cette conception, s'opposent les tenants d'une reconstruction sur des bases plus exclusives, faisant la part belle au sort des armes et aux États vainqueurs dans le respect de leur souveraineté nationale³. *L'Europe nouvelle*, revue d'idées créée en 1918 à l'adresse d'une élite dirigeante internationale, s'inscrit dans cette ligne de pensée. Louise Weiss, sa directrice, est proche des milieux genevois de la gauche radicale française dont elle soutient les idées en matière de politique

¹ *L'Europe nouvelle*, 26 janvier 1918.

² Victor BASHI, « *La structure des États après la guerre mondiale* », *L'Europe nouvelle*, 31 mai 1919.

³ Voir Catherine HOREL, *Cette Europe qu'on dit centrale, des Habsbourg à l'intégration européenne (1815-2004)*, Beauchesne, Paris, 2009. 301.

étrangère. Elle fait ainsi la promotion d'une politique de pacification et de reconstruction européenne sur la base des traités de paix⁴. À partir de mai 1920, le traitement de la question danubienne est confié à Louis Eisenmann⁵. Né à Haguenau en 1869, issu, tout comme Louise Weiss, d'une famille d'optants alsaciens, Eisenmann appartient à la mouvance démocrate et socialisante. Professeur à la Sorbonne, il a soutenu en 1903 une thèse sur *Le compromis austro-hongrois*⁶ et publié, en 1921, un livre consacré à *La Hongrie contemporaine (1867-1918)*⁷. Ses études font de lui un spécialiste reconnu de l'Europe centrale. Le regard qu'il porte sur la Hongrie a sensiblement évolué au cours du temps. Après la guerre, la vision romantique attachée à la mémoire du soulèvement hongrois de 1848 disparaît derrière la critique d'une société archaïque. Dans les nombreux articles qu'il rédige pour la revue dans les années 1920, sa description du pays est en effet celle d'une société profondément inégalitaire, militariste, dominée par de grands propriétaires fonciers et des officiers antisémites. Il dénonce le régime de l'amiral Horthy considéré comme « *le masque derrière lequel se cache la Hongrie aristocratique et féodale* ».⁸

À cette condamnation, s'ajoutent de fréquentes mises en garde contre la duplicité d'un État où le révisionnisme et le sentiment de revanche sont devenus une véritable raison d'être. Selon lui, « *cet état d'esprit, qui fait litière des traités, peut mettre en péril la paix en Europe centrale* ».⁹ L'adhésion de la Hongrie à la SDN, en 1922, ne le rassure pas pour autant. Il met au contraire en doute la sincérité de son engagement à respecter le Pacte, et chaque nouvelle affaire révélée par la presse – faux monnayage en 1925-1926, trafic d'armes en 1928 – le conforte dans cette opinion. Sa conception de l'organisation de la nouvelle Europe s'appuie sur deux critères : tout d'abord la prise en compte de l'intérêt des peuples qui rend caduc l'argument historique sur lequel reposent les revendications territoriales hongroises. La « *débalkanisation* » de l'Europe centrale passe donc obligatoirement par la transformation de la Hongrie en un État démocratique. Ce n'est, selon lui, qu'à cette condition que la Hongrie vivra en paix avec ses voisins et qu'un véritable rapprochement pourra alors s'opérer. Le second critère, lié au premier, est le respect des traités et le soutien de la France à ses alliés. Dans son esprit, cet aspect fait de la Petite Entente, et plus particulièrement de la Tchécoslovaquie, le noyau dur obligé d'un futur groupement danubien où la

⁴ Louise WEISS, « *Quelques faits nouveaux en Europe centrale* », L'Europe nouvelle, 9 juillet 1921.

⁵ Louis EISENMANN, « *Le traité avec la Hongrie* », L'Europe nouvelle, 16 mai 1920. Pour une analyse plus détaillée du parcours de Louis Eisenmann, voir Antoine MARES, « *La vision française de l'Europe centrale du XIX^e au XX^e siècle* », Les Cahiers du Centre de recherches historiques, 7, 1991.

⁶ *Idem*, *Le compromis austro-hongrois de 1867 : étude sur le dualisme*, Thèse de droit, faculté de Dijon, 1903. Publiée une première fois en 1904, cette thèse a fait l'objet d'une réédition, aux éditions Cujas, en 1968.

⁷ *Id.*, *La Hongrie contemporaine (1867-1918)*, librairie Delagrave, Paris, 1921.

⁸ *Id.*, « *La petite Entente et l'affaire hongroise* », L'Europe nouvelle, 5 novembre 1921.

⁹ L'Europe nouvelle, 24 septembre 1921.

Hongrie ne représente alors qu'un élément secondaire¹⁰. « *C'est la seule politique qui ne soit ni négative, ni égoïste, c'est la seule qui soit européenne* », écrit-il dans *L'Europe nouvelle* du 8 octobre 1921. Ce point de vue correspond par ailleurs à celui défendu par le Premier ministre tchèque Edouard Bénès dont Louise Weiss et Eisenmann sont les amis.

Ces débats entre intellectuels mettent donc en lumière plusieurs facteurs qui influencent les perceptions françaises de la Hongrie : les sympathies nationales d'une part, les traités et la responsabilité des vaincus d'autre part, enfin la menace allemande ou soviétique. Or, les mêmes considérations déterminent les grands axes de la politique étrangère française, ce qui explique la proximité de celle-ci avec chacune des opinions exprimées par les spécialistes dans les sphères non officielles.

Entre 1919 et 1921, la France oscille en effet entre volonté de ne pas écraser les vaincus pour éviter qu'ils ne basculent dans le camp allemand de la revanche et nécessité de satisfaire les petits vainqueurs¹¹. Inquiets de la viabilité des nouveaux États, les négociateurs avaient déjà envisagé, lors de la Conférence de la Paix, la création d'une fédération danubienne composée de l'Autriche, de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie. Afin de contenir l'Allemagne et la Russie bolchevique, le président du Conseil Alexandre Millerand reprend à son compte en 1920 une proposition de création d'une entité économique capable de perdurer, favorable aux intérêts de la France, associant vainqueurs et vaincus dans l'espace laissé vacant par la destruction de l'empire d'Autriche-Hongrie, à charge pour le secrétaire général du Quai d'Orsay, Maurice Paléologue, d'en dessiner les contours. Des pourparlers secrets sont engagés à cet effet entre la France et la Hongrie. Mais suite aux deux tentatives de retour des Habsbourg sur le trône de Hongrie, l'action diplomatique française s'oriente vers la Petite Entente mise en place en 1920-1921¹². Ce redéploiement accrédite, à partir de ce moment-là, les thèses de Louis Eisenmann dont l'influence ne se dément pas jusqu'à sa disparition en 1937, et dont on peut dire qu'il a véritablement marqué de son empreinte la compréhension française de l'Europe centrale.

L'intégration dans les réseaux européistes: la Hongrie, un partenaire comme les autres?

La victoire du Cartel des gauches, en 1924, marque un tournant dans la politique étrangère de la France. Sous l'impulsion d'Aristide Briand, ministre des Affaires étrangères de 1925 à 1932, la sécurité de la France passe désormais par

¹⁰ L'Europe nouvelle ouvre par ailleurs ses colonnes aux anciens membres en exil du cabinet Károlyi (1918-1919), notamment Paul Szende, ancien ministre des Finances, ainsi que le colonel Béla Linder, éphémère ministre de la Guerre, qui plaide lui aussi pour un rattachement de la Hongrie à la Petite Entente. Cf. *L'Europe nouvelle*, 21 mai 1921 et 18 novembre 1922.

¹¹ À ce sujet, voir Traian SANDU, « *La présence française en Europe centrale dans l'entre-deux-guerres* », Revue d'Europe centrale, t. III, n° 2, 2^e semestre 1995. 147-160.

¹² Jean-Philippe NAMONT, « *La Petite Entente, un moyen d'intégration de l'Europe centrale ?* », Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin, n° 30, octobre 2009.

une politique de réconciliation avec les anciens vaincus dans le cadre de la SDN. Un tel climat de détente favorise l'émergence d'un courant européen, au-delà du cercle étroit des auteurs prestigieux, même si l'europhisme reste un militantisme des élites. Si les hommes politiques, hauts fonctionnaires, hommes d'affaires ou de lettres ont des motivations différentes, ils ont aussi une triple source d'inspiration commune : le désir de paix et de sécurité, la volonté de prospérité, le souhait de restaurer l'hégémonie de l'Europe en luttant contre le déclin économique et la crise morale. Ils se côtoient dans des mouvements dont certains ont une architecture transnationale. C'est le cas de l'Union paneuropéenne du comte de Coudenhove-Kalergi, de l'Union douanière européenne (UDE), ou encore du Comité fédéral de coopération européenne, fondé par le mathématicien Émile Borel, dont les comités français sont tous trois créés en 1927.

Le milieu associatif de soutien à la SDN rassemble également de nombreux porteurs de projets européens, surtout après l'échec du Protocole de Genève, en 1924. Celui-ci a en effet joué un rôle déterminant dans « l'europhisation » du principe d'universalité de la SDN telle que la concevaient au départ de nombreux pacifistes et internationalistes français. Une union internationale des associations pour la SDN (UIASDN) est fondée en 1920 dans le but de coordonner les efforts des associations nationales à promouvoir l'esprit et les activités de la SDN et d'œuvrer à l'amélioration de son fonctionnement. Son action se développe dans trois directions : les gouvernements, les opinions publiques, l'institution internationale. Ses statuts sont calqués sur l'organisation de la SDN. Une assemblée plénière se réunit chaque année dans le pays d'origine de l'une des associations membres. Elle étudie les questions internationales d'actualité et adopte des résolutions transmises aux divers organes de la SDN. Ses décisions sont collégiales et chaque association nationale a le même poids, quelle que soit son importance ou son ancienneté.¹³

Au-delà de son rôle de groupe de pression et d'influence, ce mouvement international crée un véritable espace de rencontre et d'échanges. Contribue-t-il à familiariser ses membres à une approche internationale des problèmes ? Son intégration dans ce type de réseau fait-elle ainsi de la Hongrie un partenaire comme les autres ? Comment s'y déroulent les relations entre représentants français et hongrois ?

L'Union compte au départ dix-sept membres. Ils représentent essentiellement les États alliés et neutres d'Europe auxquels se joignent le Japon et la Chine. L'admission d'une association originaire d'un État non membre de la SDN doit être soumise à l'accord préalable de l'assemblée. C'est chose faite dès 1921 pour l'Association hongroise des affaires étrangères et de la SDN. À cette époque, le fait

¹³ Pour une étude plus détaillée de ce mouvement, on se reportera à François DUBASQUE, « L'Union internationale des associations pour la Société des Nations, fer de lance d'un courant supranational dans l'entre-deux-guerres ? », dans *Le phénomène ligueur en Europe et aux Amériques*, textes réunis par Olivier DARD et Nathalie SEVILLA, Centre de recherche universitaire lorrain d'histoire, Metz, n° 42, 2011. 15-28.

national régit sans conteste les relations entre associations de soutien à la SDN. L'ambiguïté des statuts de l'association hongroise, présidée par le comte Apponyi, ancien représentant de la Hongrie à la Conférence de la Paix, illustre ce paradoxe. Son objectif est d'abord, selon ses dirigeants, de « *mettre dans leur vraie lumière les questions internationales* », et d'œuvrer dans un second temps à une coopération de bonne volonté dans le cadre de la SDN¹⁴. La réunion du conseil de l'Union, à Budapest, en octobre 1922, est l'occasion pour l'historien Alphonse Aulard d'évoquer « *l'espoir prochain des États-Unis d'Europe* ». Mais après avoir réservé le meilleur accueil à la délégation française, les Hongrois n'en n'ont pas moins l'intention de se servir de ce mouvement comme d'un levier dans une stratégie plus générale de révision des traités, ce dont les propagandistes français sont pleinement conscients¹⁵.

Au cours de cette réunion, l'Union internationale met en place trois grandes commissions permanentes ; elles sont relatives aux minorités nationales, aux questions économiques et sociales et au désarmement. Avec la commission des minorités, l'Union se dote en particulier d'un outil de réflexion sur la question épineuse du devenir des populations européennes touchées par les modifications territoriales induites par les traités de paix. Les membres de la Société hongroise des affaires étrangères et pour la SDN en deviennent rapidement les principaux animateurs. Ils présentent en 1925 un rapport relatif au statut juridique de protection des minorités. La résolution votée sur cette question recommande à la SDN d'agir en vue d'une codification du droit des minorités. En 1931, une seconde résolution appelle l'attention de la SDN sur le sort des anciens ressortissants austro-hongrois, désormais apatrides. Elle réclame la délivrance aux intéressés de documents d'identité sur le modèle des passeports Nansen attribués aux réfugiés russes. L'implication hongroise dans cette commission s'explique par la spécificité de ce pays scindé en trois à l'issue du traité de Trianon. Les travaux produits par l'association préconisent, comme le demande de manière officielle la Hongrie, la reconnaissance par la SDN des plaintes et revendications des minorités hongroises. Néanmoins, toutes les associations de l'Union n'accordent pas la même importance à ce problème. La faible audience du *Bulletin des minorités* réalisé par la commission en atteste : ce périodique compte moins de deux cents abonnés.

Les associations sont toutefois progressivement animées de l'esprit de compromis. Cette évolution vient de ce que la plupart des délégations sont dirigées, à la fin des années 1920, par des hommes habitués à représenter leur gouvernement. C'est le cas du comte Apponyi, délégué quasi-inamovible de la Hongrie à la SDN, de 1924 à sa mort en 1933. L'organisation par la Société

¹⁴ Bibliothèque de documentation internationale contemporaine de Nanterre (BDIC), F Δ rés. 719 (1) : *Rapport annuel des associations pour 1933*. 42.

¹⁵ Archives du ministère français des Affaires étrangères (AMAE), SDN, IO, 1921-1923 : UIASDN. Rapport de Jean de Robien, conseiller d'ambassade à Budapest, à Raymond Poincaré, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, 25 octobre 1922. Voir également la lettre adressée par Théodore Ruysen, secrétaire général de l'UIASDN, à la princesse Radziwill, le 28 octobre 1922, citée dans Christian BIREBENT, *Militants de la paix et de la SDN : les mouvements de soutien à la Société des nations en France et au Royaume-Uni, 1918-1925*, L'Harmattan, Paris, 2007. 325.

hongroise des affaires étrangères et pour la SDN, à Budapest, de la quinzième assemblée de l'UIASDN, en mai 1931, en est l'expression. Peu de temps avant, son président a rappelé la menace brandie par la Hongrie de son éventuelle sortie de la SDN si certaines de ses revendications politiques sur des litiges territoriaux avec ses voisins n'étaient pas satisfaites. Pour calmer les inquiétudes que cela suscite et prouver sa bonne foi, le bureau de l'association invite le Comité fédéral de coopération européenne à précéder l'UIASDN, pour la tenue de son assemblée générale dans la capitale hongroise. Il envisage ensuite, avant de se raviser, de retirer de l'ordre du jour la question des minorités susceptibles de créer des difficultés. C'est en définitive la discussion sur le désarmement qui va provoquer des heurts entre les délégués des associations étrangères et leurs hôtes hongrois. Ceux-ci dénoncent la contradiction entre le principe d'égalité inscrit dans le Pacte et les clauses militaires du traité de Trianon qui privent la Hongrie d'une force armée. Toutefois, en optant finalement pour l'abstention, ils rendent possible l'adoption à l'unanimité d'une résolution en faveur du désarmement général.

Théodore Ruysen, secrétaire général de l'Union, dresse donc au final un bilan largement positif de cette session. Malgré la faible mobilisation du public, il se félicite que les inquiétudes aient pu être dissipées : « *La convocation avait soulevé, dans certains milieux, diverses appréciations. On s'était demandé s'il était opportun de choisir pour siège des assises annuelles de l'Union la capitale d'un pays dont l'opinion publique est demeurée extrêmement sensible aux répercussions de la guerre mondiale et où sont fréquemment débattues, aussi bien dans la presse qu'au Parlement, des questions internationales d'un caractère particulièrement délicat. Or, à aucun moment, les débats n'ont ressenti la moindre gêne sous l'effet de la pression du milieu ambiant* ». ¹⁶

Cet extrait de rapport met en relief à la fois une limite et l'originalité du mouvement. En dépit de son échec à capter l'opinion, ce dernier a favorisé les rencontres d'une élite cosmopolite, sensibilisée à une approche internationale des problèmes. En instaurant un système de représentations qui intègre les idéaux genevois, il a par ailleurs servi d'organe de réflexion et de centre de diffusion de thèmes de propagande dans le but de promouvoir une vision modérée de la construction européenne, fondée sur la paix, la coopération et le droit.

Peu fréquentable dans l'immédiat après-guerre, la Hongrie devient, au tournant des années 1930, un partenaire convenable pour les milieux européens français. Le concours du meilleur projet de fédération européenne lancé en 1929 par *La Revue des Vivants*, dirigée par une figure du milieu genevois, le sénateur radical Henry de Jouvenel, ancien délégué de la France à la SDN, et président du Comité d'actions pour la SDN, témoigne même d'une certaine compréhension pour ses revendications ¹⁷. Le premier prix du concours est en effet attribué à un

¹⁶ BDIC, Z 22 : UIASDN, supplément au bulletin n° IV, juillet-septembre 1931, XV^e assemblée plénière à Budapest, 5.

¹⁷ *La Fédération européenne : les meilleurs des 500 projets soumis au concours de La Revue des Vivants*, édition de La Revue des Vivants, Paris, 1930.

enseignant, Robert Mangin, futur président de la section française de l'Union Jeune Europe, qui, dans son étude, consacre de larges développements à la Hongrie. Face à l'échec de la SDN à résoudre la question hongroise, source potentielle de futurs conflits, la seule garantie de paix réside, selon lui, dans les États fédérés d'Europe. « *Les frontières politiques ayant perdu leur valeur mystique, on accepterait plus facilement des rectifications de leur tracé* », ¹⁸ affirme-t-il. Dans le cas où il serait décidé de créer de toutes pièces une capitale fédérale de l'union européenne, il suggère d'ailleurs d'opter pour Budapest. La position géographique centrale de cette ville, au croisement de grands axes de communication, plaide en sa faveur. Mais l'intérêt qu'il voit d'une telle décision est surtout d'ordre politique : ce choix, sorte de compensation aux pertes territoriales subies, serait de nature à restaurer la fierté hongroise. De même, pour redonner force au sentiment national humilié des Hongrois, il préconise d'appuyer toute campagne de propagande en faveur de l'engagement européen sur l'itinéraire du héros national et patriote Kossuth.

À la même époque, par son discours du 5 septembre 1929 à la tribune de la SDN, Aristide Briand, ministre des Affaires étrangères et président du Conseil, tente de faire passer l'idée européenne du stade de la propagande à celui des négociations étatiques. De nouvelles tensions dans les relations internationales vont toutefois précipiter son échec.

La Hongrie dans les projets français d'ententes régionales intra-européennes des années 1930 : une vision à géométrie variable

Le *Mémoire sur l'organisation d'un régime d'union fédérale*, rédigé par le Quai d'Orsay, et transmis aux capitales européennes le 17 mai 1930, est accueilli avec perplexité, notamment par le camp des révisionnistes : Allemagne, Italie, Hongrie. Le temps n'est plus aux grands projets d'envergure. Ce sont désormais des plans d'union économique dans un cadre régional et des ententes sectorielles qui s'imposent comme solutions à la crise économique qui frappe l'Europe, après les États-Unis. Depuis la mort de Gustav Stresemann et l'entrée d'une centaine de députés nazis au Reichstag, les Français éprouvent une grande méfiance dans un contexte politique marqué par des tensions de plus en plus vives avec l'Allemagne. Ils font ainsi échec au plan d'union douanière germano-autrichien présenté en 1931, qu'ils assimilent à une première étape vers l'Anschluss et la réalisation de la Mitteleuropa sous domination allemande.

Le Plan constructif qu'ils présentent en mai 1931 à la Commission d'étude pour l'union européenne, instaurée au sein de la SDN, est une contre-proposition immédiate à ce projet. Il établit des relations entre pays exportateurs de céréales et pays exportateurs de produits industriels. Cette idée est reprise dans le Plan Tardieu de mars-avril 1932 qui préconise une union douanière progressive de l'Autriche, de la Hongrie et des pays de la Petite Entente, assortie d'un fonds de stabilisation monétaire alimenté par les pays riches. Au-delà des mesures

¹⁸ *Ibidem*, 99. « *Première étude : les États fédérés d'Europe* », par Robert Mangin.

économiques, le souci majeur de la France reste de préserver en Europe centrale un bloc indépendant de l'Allemagne.

L'évolution de la diplomatie française vers des schémas régionalistes révèle par ailleurs sa perméabilité aux thèses défendues par l'Union douanière européenne. Le 18 mars 1932, le comité français de l'UDE émet le vœu de la réunion d'une conférence en vue d'établir les bases d'une entente économique et douanière entre l'Autriche, la Hongrie, la Petite Entente, pays auxquels il recommande d'associer la Pologne. Cette résolution vise à soutenir l'initiative officielle de la France, mais elle s'inscrit en fait dans un projet plus global d'ententes régionales intra-européennes dont le mouvement s'est fait l'apôtre depuis la fin des années 1920. Ce projet trouve son inspiration dans les travaux menés en amont par deux économistes : le Hongrois Elemér Hantos et le Français Francis Delaisi. Le premier a publié quelques dizaines d'articles, en différentes langues, sur la question danubienne. Favorable à un système de préférence économique, il envisage la mise en place d'un grand marché libre-échangiste regroupant les États recomposés dans les fragments de l'Autriche-Hongrie. Dans son ouvrage *Les deux Europe*, publié en 1929, le second prône la construction d'une union douanière par paliers. Il s'agit de créer en premier lieu deux unions économiques intra-européennes : celle de l'Europe occidentale industrielle – l'Europe « A » ou Europe « du cheval vapeur » d'un côté – celle de l'Europe centrale et danubienne agricole – l'Europe « B » ou Europe « du cheval de trait » – de l'autre. À terme, le rapprochement entre ces deux ensembles doit aboutir à la réalisation d'un vaste marché européen.

Le rôle croissant joué au début des années 1930 par les économistes et techniciens dans les mouvements pro-européens témoigne de ces nouvelles orientations. On s'attache désormais, dans les milieux français, à produire des projets d'union concrets et inscrits dans la réalité économique contemporaine. Situé au croisement de plusieurs réseaux, Étienne Fougère, industriel de la soie, président de la commission des Douanes à la Chambre des députés, et directeur politique des *Cahiers de l'union européenne*, publie ainsi, en juin 1932, un article intitulé « *Les unions régionales : la confédération danubienne* ». Selon lui, trouver des solutions à la crise implique avant tout de ne pas se soucier des arrière-pensées politiques de chacun, mais d'accompagner au contraire les phénomènes économiques en gestation. La constitution du bloc agraire, tout comme les discussions autour d'une union balkanique, confortent ainsi la pertinence d'une méthode reposant sur les ententes régionales. Or, Fougère se dit convaincu que de la réussite d'un bloc danubien associant Autriche, Hongrie, Petite Entente, et Bulgarie, dépend le succès futur de l'union européenne.

Cette évolution des mentalités coïncide en outre avec l'émergence d'une nouvelle génération qui associe plus volontiers intégration européenne et modernisation économique. La revue *Notre Temps*, lancée en 1927 par Jean Luchaire, est le carrefour de pensée de ces jeunes européistes dont la motivation est essentiellement dictée par le réalisme économique. Bon connaisseur de la

Hongrie, Philippe Lamour, fondateur en 1931 de la revue d'avant-garde *Plan*, n'entrevoit ainsi les chances de succès d'une union danubienne que dans « *une fédération constructive* » basée, non pas sur des critères ethniques et linguistiques, mais uniquement économiques et géographiques.¹⁹

À la lecture de l'ouvrage d'Henry de Jouvenel publié en 1932, *La paix française, témoignage d'une génération*, on mesure l'écart qui sépare cette jeune génération de celle des briandistes qui l'a précédée. Ambassadeur de France en Italie, celui-ci fait de l'entente danubienne et de la collaboration franco-allemande deux conditions nécessaires à la réalisation d'une fédération européenne. La première implique un accord de coopération entre banques nationales. De la seconde dépend la mise en place, sous la responsabilité du conseil de la SDN, d'un système d'arbitrage « *sur le principe d'un Locarno oriental* ». ²⁰ L'esprit de Genève empreigne toujours sa vision de l'Europe unie, à l'heure où l'échec de la Conférence du désarmement semble pourtant disqualifier l'organisation internationale comme instrument efficace de maintien de la paix.

L'échec du Plan Tardieu marque les limites de l'influence française sur le devenir de l'Europe centrale. De plus, les coups de force d'Hitler vont provoquer l'effondrement de son système d'alliance dans la région. Face à la montée des périls, on assiste en France à un recul du courant européiste. Les principaux mouvements s'essoufflent. L'entrée en guerre va faire ressurgir avec force le principe fédéraliste et l'idée européenne mis en sommeil depuis 1933. Sous le triple effet des circonstances, de la politique nazie et des débats sur l'organisation de l'après-guerre, on peut distinguer deux approches antagonistes. Les accords économiques de novembre 1939 entre la France et la Grande-Bretagne ont un impact important chez ceux pour qui fédération européenne et démocratie sont deux valeurs indissociables. Les échos d'une union franco-britannique de temps de guerre, alimentés par le projet de fusion des souverainetés de 1940 dont Jean Monnet est l'un des initiateurs, laissent à penser que cette entente pourrait devenir, dès le temps de paix, la pierre angulaire d'un nouveau système fédéral européen. La Hongrie, classée dans le camp des adversaires de la démocratie, occupe une place très marginale dans ces projets.

Mais parmi les déçus du briandisme et les réalistes des années 1930, sensibles à l'incantation « *ni droite, ni gauche* », nombreux sont ceux qui ne partagent pas l'objectif de faire de l'axe Londres-Paris le socle du mouvement d'unité européenne. Leurs doutes sur la solidité d'un lien avec l'Angleterre les incitent à tourner plutôt leur regard vers l'Europe continentale dont ils n'excluent aucun pays, quel que soit son régime. Durant la drôle de guerre, cette tendance trouve une tribune au Collège libre des sciences sociales. Un cycle de conférences sur le fédéralisme européen y est en effet organisé en décembre 1939 par Jean Hennessy et Jean Charles-Brun, tous deux anciens animateurs de la Fédération

¹⁹ Henri de MONTETY, « *Années Trente : regard français sur la Hongrie* », Revue des Deux Mondes, janvier 2011. 106.

²⁰ Henry de JOUVENEL, *La paix française, témoignage d'une génération*, éditions des Portiques, Paris, 1932. 236.

française des associations pour la SDN. La thèse principale, d'inspiration proudhonienne, développée par ces deux orateurs, repose sur le principe des fédérations primaires. Pour parvenir à une union européenne globale, il s'agit dans un premier temps de mettre en place des fédérations régionales, entités identifiables par leur patrimoine géographique, économique et culturel commun. Après avoir analysé diverses unions possibles : panceltisme, pannéerlandisme ou encore fédération des peuples latins, Charles-Brun consacre, le 18 décembre 1939, la septième leçon au cas de l'Europe centrale et orientale. Il plaide à son tour pour la constitution d'une confédération danubienne même s'il rend la Petite Entente responsable de l'échec des tentatives précédentes. En cherchant à se protéger, précise-t-il, elle a de ce fait constamment veillé à maintenir la Hongrie et la Bulgarie sous sa dépendance²¹.

Le triomphe nazi de l'été 1940 entretient chez ces partisans de l'Europe fédérale l'illusion que l'Allemagne peut, en dépit de sa brutalité, jouer un rôle salutaire à la formation d'un espace plus large que l'État-nation jugé obsolète. Commentant l'arrimage de plus en plus étroit des pays danubiens au Reich, au cours du premier semestre 1941, les chroniqueurs de *La Vie industrielle* mettent ainsi l'accent sur les mérites de l'établissement d'un ordre en Europe de l'Est, grâce à une « *autorité supérieure arbitrant les égoïsmes nationaux* ». ²² Jean Luchaire, Paul Marion, ou Francis Delaisi, qui ont penché vers la collaboration, célèbrent cette « *révolution européenne* », titre d'un ouvrage publié par ce dernier en 1942. Révolution, ou plus exactement nouvel ordre européen, donnent une nouvelle actualité à sa thèse sur les *Deux Europe*. Dans *Après la défaite*, publié en 1941, Bertrand de Jouvenel s'en inspire largement : il souhaite voir émerger un équivalent européen des États-Unis fondé sur l'association d'un bloc industriel et d'une vaste colonie, au sein de laquelle figurerait la Hongrie, pourvoyeuse de produits alimentaires et de matières premières.²³

Leur foi en une Europe unie occulte complètement, chez les Européistes français, la question de l'idéologie nazie et les berce d'illusion sur la place de la France. En réalité, elle ne constitue, dans cet ensemble, au même titre que la Hongrie, qu'un satellite du III^e Reich allemand.

Conclusion

Malgré une évidente indifférence de l'opinion publique, l'existence et la place de la Hongrie ne sont pas ignorées des milieux internationalistes français. En effet, dans l'entre-deux-guerres, de nombreux échanges économiques et culturels ont lieu entre les deux pays. Les européens des deux nationalités se côtoient par ailleurs dans les groupements transnationaux et à la SDN. Les militants français

²¹ Jean HENNESSY et Jean Charles-BRUN, *Le principe fédératif*, Alcan, Paris, 1940. 203.

²² Cité par Bernard BRUNETEAU, « *L'Europe nouvelle* » de Hitler, *une illusion des intellectuels de Vichy*, éditions du Rocher, Paris, 2003. 100.

²³ *Ibid.*, 106.

sont donc dans l'ensemble assez bien informés des enjeux de la question hongroise même si leur perception du rôle que doit jouer ce pays dans les projets d'union européenne n'en demeure pas moins fluctuante. Ils oscillent entre une conception modérée, dérivant des traités de paix et encore très fortement marquée par l'empreinte nationale, et une vision plus intégrée. Europe binaire Ouest-Est, fédérations primaires, confédération danubienne ? La plupart des projets restent flous et problématiques, notamment dans les domaines politique et juridique. Quoi qu'il en soit, la Hongrie est souvent perçue comme l'une des clés de l'entente régionale danubienne, et au-delà de l'unité européenne puisque les plans d'union danubienne sont toujours considérés comme une étape transitoire vers un élargissement.

En revanche, la position des propagandistes français de la cause européenne sur le devenir de ce pays tient davantage compte de choix stratégiques ou de politique extérieure de la France que d'une véritable réflexion sur le rôle susceptible d'être tenu par la Hongrie dans le processus de construction européenne. La forte interaction des mouvements pro-européens et des services du Quai d'Orsay durant la période, ainsi que leur faible ancrage dans la société française, ont finalement abouti à confiner les représentations de la Hongrie dans le cercle étroit des élites dirigeantes. Il n'est donc pas étonnant que la diversité des positions exprimées soit un reflet plus ou moins fidèle de l'état des relations diplomatiques franco-hongroises d'une guerre mondiale à l'autre.

Boris Treschnevski

L'idée d'Europe en Europe centrale durant la période de l'entre-deux-guerres*

Abstract

This article is about a project of research concerning the idea of Europe in Central Europe between the two world wars. The issue of the peace making let it create a new European map, with new states, new borders, but also new recriminations between these new actors in the European relations. In order to avoid a new conflict in the Danubian area, some thinkers decided to imagine new ways to make cooperate these states, economically and politically, as they did under the Habsburg period. The modele of French-German efforts to unify themselves could desserve some Central Europeans thinkers when they exposed their plans. In this article, I choosed to briefly present four of them : Oszkár Jászi's project of „*United States of Danube*”, Diner-Dénes' proposition for an economical Danubian cooperation, a project of Danubian confederation under French rule, proposed by Dr Halmos, and an original plan of a Hungarian writer, Dezsó Szabó. I sciently insist on Hungarian plans, excluding other important projects, which would be study furthier, after more efficient researches. The objective of this study is about to show the pregnance of the idea of Europe in the Danubian region and in the same way, to show that these ideas were not just discussed in West Europe during the interwar period, but were a part of a really global move of think in the whole continent.

Keywords : Europe, European Construction, Europe of Danube, József Diner-Dénes, Oszkár Jászi.

Cet article a pour objectif premier de présenter un projet de recherche, plutôt qu'une étude complète sur la question. Ce projet s'est esquissé aux cours de mes recherches qui concernaient alors l'étude des relations internationales en Europe centrale durant la période de l'entre-deux-guerres, la question européenne apparaissant en filigrane à de multiples reprises dans les débats qui ne manquèrent pas de voir le jour au lendemain de la Première Guerre mondiale. En effet, la carte européenne fut profondément bouleversée suite à la chute des Empires centraux. De nombreux États firent donc leur apparition, ou réapparition, sur un échiquier européen remodelé. L'acuité des questions frontalières, avec le lot de litiges et de rancœurs qu'elles suscitèrent, permit une réflexion de voir progressivement le jour, afin d'en atténuer les effets désastreux

* The Project is supported by the European Union and co-financed by the European Social Fund (grant agreement no. TAMOP 4.2.1./B-09/1/KMR-2010-0003).

qui pouvaient s'avérer nuisibles au relèvement de la région.

À l'image de la volonté de réconciliation franco-allemande qui passerait par une unité d'intérêt entre les deux pays, la réflexion s'oriente sur la mise en place d'une coopération régionale entre les États centre européens. Une coopération économique semble même plus logique, dans le sens où ces États formaient au préalable un ensemble cohérent regroupé au sein de l'empire austro-hongrois, que nulle frontière ne venait entraver. La Hongrie, dans ses nouvelles frontières de 1920, correspond alors parfaitement à ce schéma, puisque le démantèlement de son territoire nuit grandement à son développement économique, les centres industriels du pays se trouvant désormais coupés de leurs lieux d'approvisionnement en matières premières.

L'approche économique est ici privilégiée, par rapport au politique, puisque ce premier aspect est souvent vu comme un préalable à toute vision politique ultérieure. Dans ce cadre, j'ai choisi d'évoquer quatre projets, dans lesquels la Hongrie joue un rôle central. Si les noms d'Oszkar Jászi et Elemer Hantos sont plus connus, d'autres personnages ont aussi contribué à l'élaboration de projets qui méritent d'être présentés ici. C'est pourquoi j'ai aussi décidé de mentionner les plans de József Diner-Dénes, ainsi que le Dr Halmos, ou bien encore l'écrivain Dezső Szabó. Ce dernier m'intéresse plus particulièrement, car il permet de montrer ainsi que la question européenne n'est pas l'apanage de décideurs économiques ou politiques, mais que cette réflexion engage aussi des acteurs venus de multiples horizons.

La vision d'Oszkár Jászi : les „États-Unis danubiens”

Les armes ne se sont pas encore définitivement tues, et l'Empire vit ses dernières convulsions, quand un premier projet fait son apparition sous la plume d'Oszkar Jászi dans son essai *A Monarchia jövője, a dualizmus bukása és a dunai egyesült államok* (*L'avenir de la Monarchie, la chute du dualisme et les États-Unis danubiens*), qui propose une confédération unissant cinq entités : la Hongrie, l'Autriche, les Pays tchèques, la Pologne et l'Illyrie croate, avec une option pour la Roumanie. La première remarque concerne la Hongrie que Jászi envisage sans l'élément croate, puisqu'il le préconise comme État indépendant. Une seconde remarque porte sur la forme même de cette confédération, dont il avoue s'inspirer des modèles américain et suisse¹. La Suisse, d'ailleurs, inspire beaucoup les futurs dirigeants d'Europe centrale, puisque Masaryk et Beneš ne cachent pas non plus qu'ils envisagent la Tchécoslovaquie comme « *une sorte de Suisse* »². Le plan de Jászi repose sur trois points : 1) des États nationaux viables dans un ensemble unifié ; 2) le droit des minorités assuré ; 3) favoriser la coopération des États entre eux. Il allait même plus loin en préconisant une politique étrangère et de défense

¹ Cf. István IHASZ, « *A dunai megbékélés apostola : Jászi Oszkár nemzetiségpolitikai gondolatai* », *Európai utas*, n° 41, Budapest, printemps 2000.

² Cf. István BORSODY, *Beneš*, Athenaeum Kiadó, Budapest, 2001, 78.

commune au sein de cette confédération. Mais le préalable à une telle construction résidait dans l'établissement d'une union douanière complète.

Appelé le 31 octobre 1918 au ministère des Minorités nationales par Mihály Károlyi, Jászi n'a pas l'heur de mettre sa politique en application, constatant le morcellement de la Hongrie. Dans l'impuissance de réaliser une quelconque politique, Jászi démissionne de son poste en janvier 1919, et fuit pour Vienne au début de la République des Conseils³.

Ainsi présenté, son projet ne suscite pas d'engouement, victime qu'il est, aussi, des événements. Les Croates n'y accordent aucun intérêt, préférant unir leur destin à celui des Serbes, les Polonais de leur côté s'affairent à réunifier et reconstruire leur État, tandis que la Hongrie assiste au partage de ses territoires entre ses voisins. Masaryk rejette, pour sa part, toute idée de confédération danubienne préconisée par les Hongrois ou les Austro-Allemands, comme il l'écrit dans sa lettre à Lansing du 16 mars 1919, lui préférant un rapprochement avec les Yougoslaves et les Roumains⁴. Les Polonais non plus ne manifestent pas d'enthousiasme particulier, Dmowski par exemple, s'interrogeant dans le même temps sur les modalités d'une fédération polono-tchèque⁵.

Le projet d'Oszkar Jászi présente donc un double inconvénient. D'une part, il est assimilé par les États successeurs à une reconstitution de l'Empire danubien sous une autre forme. D'autre part, avec le recul, son idée s'avère trop précoce ou visionnaire en son temps, pour susciter la moindre considération de ses contemporains. Cependant, Jászi ne se résigne pas, et continue ses travaux sur le concept d'États-Unis danubiens tout au long de sa vie, alimentant les réflexions qu'il a initiées par de nombreux articles et ouvrages, comme *A Habsburg monarchia felbomlása (La dissolution de la monarchie des Habsbourg)*, et inspirant même d'autres idéologues sur ces questions de confédération. D'après Oszkar Jászi, le fond du problème danubien réside en ce que « *quelques peuples vainqueurs n'ont tiré aucune leçon du sort tragique de l'Empire des Habsbourg, et la plupart des anciennes méthodes sont toujours en vigueur. [...] Les exagérations les plus criantes de la fièvre nationaliste empoisonnent l'atmosphère* »⁶.

Une Confédération économique danubienne

Ce projet fait l'objet d'un long exposé de József Diner-Dénes, conservé dans les archives françaises du Ministère des Affaires Étrangères, et auquel nous nous

³ Cf. Gábor RICHLY & Balázs ABLONCZY, « *Jászi Oszkár* », *Trianon és a magyar politikai gondolkodás, 1920-1953*, Osiris Kiadó, Budapest, 1998, 139.

⁴ Lettre de Masaryk pour Lansing du 16 mars 1919 ; Jindřich DEJMEK– František KOLÁŘ, *Dokumenty československé zahraniční politiky*, Praha, 2001 – 2004, n° 152.

⁵ Note du 12 décembre 1918 ; Archives du Ministère des Affaires étrangères – Paris (AMAE), Europe 1918-40, Roumanie, vol. 32, 27.

⁶ Cf. Gábor RICHLY & Balázs ABLONCZY, « *Jászi Oszkár* », op. cit., 142 ; « *néhány győztes nép nem tanult a Habsburg-birodalom tragikus sorsáról, és a régi módszerek nagy része tovább él (...) a nacionalista láz legkirívóbb túlzásai mérgezik a légkört* ».

réfèrerons maintenant⁷. Il part du principe que les États successeurs, s'ils ne s'unissent pas, menacent de balkaniser la région. Pour éviter une telle dégradation, il est nécessaire de créer « *une sorte d'homogénéité nouvelle entre les États nationaux, à savoir entre la Tchéco-Slovaquie, l'Autriche-Allemande, la Hongrie, la Yougoslavie et la Roumanie, et cela sous n'importe quelle forme* ». Il exclut d'emblée toute forme politique à cette construction, estimant qu'elle rappellerait trop la défunte monarchie austro-hongroise. Il faudrait alors lui chercher une vocation essentiellement économique. Diner-Dénes s'oppose, à ce propos, à la théorie qui veut qu'une union économique précède forcément une union politique, l'échec de la monarchie bicéphale lui paraissant édifiant sur cette erreur, mais sans entrer plus dans les détails de cet échec. Cependant, cet espace économique ne doit pas prendre la forme d'une union douanière, car les conditions des cinq pays le constituant sont trop différentes, ce qui pourrait raviver les tensions. Il faut donc trouver les conditions nécessaires pour que cette confédération veille à ne porter nulle atteinte à la souveraineté de ses membres, et à éviter que son aspect économique ne soit source de différends. Le réseau de communication, fluvial et ferroviaire, ne peut être ignoré, vu l'intérêt qu'il présente de relier tous les pays danubiens les uns aux autres. Il garantit des débouchés pour les entreprises tchèques et autres vers le bassin danubien et au-delà, de même qu'il permet en sens inverse, d'approvisionner ces industries en matières premières provenant de Roumanie, Hongrie, ou Yougoslavie. Ensemble, ces cinq pays formeraient donc un bloc cohérent, dont la puissance économique pourrait même profiter à l'Entente, par le contrepoids viable qu'il représenterait face à l'influence allemande dans la région, écartant par là-même tout danger ultérieur d'Anschluss austro-allemand. En outre, cette « *fédération économique danubienne* » – notons au passage l'utilisation indistincte des deux termes „*fédération*” et „*confédération*” – assurerait à la France des débouchés pour ses propres industries, la production locale ne permettant pas à la région de subvenir à tous ses besoins.

Pour qu'un tel projet voie le jour, il est urgent cependant de le réaliser avant la conclusion de la paix, car tous les litiges résultant de son application trouveraient leur solution dans les traités, qui donneraient ainsi une base saine et solide à cette confédération. De sorte que si un litige territorial devait surgir, il serait immédiatement atténué par les avantages économiques dont tirerait profit chaque État. Autrement dit, Diener-Dénes sous-entend que les traités, une fois signés, n'autoriseraient plus d'ajustement territorial, et que les compensations seraient d'ordre économique.

Il exclut provisoirement la participation d'autres États à cette confédération, cantonnant la Bulgarie dans son rôle de barrière vis-à-vis de la Turquie, et écartant la Grèce pour ne pas donner une dimension méditerranéenne à l'ensemble.

⁷ Exposé de M. Diner-Dénes, ex-Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères du Gouvernement hongrois (sans date) ; AMAE, Europe 1918-40, Hongrie, vol. 45, 93-101, Documents diplomatiques français sur l'histoire du bassin des Carpates (DDFHBC), vol. I, n° 401.

L'Albanie demeurerait hors de la confédération, pour ne pas froisser l'Italie. Quant à la Pologne, et l'Ukraine, elles ne peuvent appartenir à l'espace danubien, car elles en sont séparées par la chaîne des Carpates.

Le diplomate hongrois termine son exposé en suggérant que la base légale de son projet prenne la forme d'un traité de confédération signé par les cinq États membres, dans lequel on veillerait à préserver la souveraineté de chacun. Du point de vue législatif, une commission de contrôle serait nommée, avec un représentant de chaque État, pour les questions touchant aux moyens de transport, au commerce, et à l'industrie. Toutes les lois proposées par cette commission seraient ensuite soumises à chaque parlement national en vue de leur adoption. Par ailleurs, aucune décision de la commission ne devrait avoir de valeur contraignante, chaque État étant libre de déroger à la règle si des « *circonstances particulières* » l'exigent. Il suggère aussi que les États membres soient liés entre eux par un traité d'entente cordiale, à l'image du traité A.B.C.⁸ en Amérique du Sud, En cas de litige entre États membres, l'affaire serait portée devant un tribunal international – qui pourrait être une commission de la SDN – au sein duquel ne siègerait aucun membre de la confédération, pour s'assurer de l'impartialité du jugement rendu. Les cinq États de la confédération devraient être admis en bloc à la SDN. Il est évident enfin, que cet ensemble serait très attaché aux principes de l'Entente.

Quelles conclusions pouvons-nous tirer à la lecture de ce projet ? Plusieurs commentaires viennent immédiatement à l'esprit. Concernant l'auteur, tout d'abord. Diner-Dénes est publiciste, historien de l'Art – il écrit un ouvrage sur Léonard de Vinci, dont il nous livre une vision marxiste de l'œuvre – , auteur également d'une biographie de Karl Marx en français, préfacée par Léon Blum avec qui il s'était lié d'amitié. Il est aussi secrétaire d'État aux Affaires Étrangères dans le premier gouvernement de Mihály Károlyi. Sous la République des Conseils, il est envoyé à Paris, où il demeure jusqu'à sa mort en 1937. Il est très proche des idées démocrate-sociales, collaborant à plusieurs journaux socialistes en Hongrie, puis en France⁹. Une connaissance plus serrée de son personnage permet d'en appréhender une vision essentiellement centrée sur l'aspect économique des choses. Il exclut, en effet, tout projet politique, estimant qu'il rappellerait trop la monarchie défunte, dont il juge la chute responsable de la situation hongroise. Cependant, il reste fidèle au principe d'unité de son pays, lorsqu'il suggère que les litiges territoriaux peuvent être résolus par des compensations économiques. Malgré son engagement politique, on peut difficilement affirmer que Diener-Dénes défend une conception bolchévique, se montrant plutôt proche des Alliés dans leurs attentes. Il ménage la France en lui garantissant des débouchés dans le Bassin danubien, il flatte l'Italie en lui laissant le champ libre en Albanie, et rassure les Britanniques en insistant sur l'absence de toute ambition méditerranéenne de

⁸ Traité signé en 1915 entre l'Argentine, le Brésil et le Chili

⁹ La notice biographique de ce diplomate est consultable sur Internet à l'adresse suivante : <http://mek.oszk.hu/00300/00355/html/index.html>

cette confédération. Une seule fois, ses sympathies politiques transparaissent, quand il souligne le danger que représentent les junkers en Autriche et en Hongrie : « *Mais si on crée une confédération économique avec la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et la Roumanie, on mettra ainsi un frein à la domination du junkérisme en Hongrie et en Autriche-Allemande, et on excluera [sic] une nouvelle résurrection de l'ancienne union, car les éléments bourgeois et prolétaires internes à la confédération économique seront toujours assez forts pour empêcher la résurrection d'une politique si fatale* » .

Il est évident qu'un tel projet ne connaît aucune suite dans l'immédiat, mais il est représentatif des efforts consentis par la Hongrie, même sous le régime de Béla Kun, pour éviter un isolement total, inéluctable si la paix était signée en l'état. Par ailleurs, lorsqu'il écrit que l'Autriche incline naturellement à s'unir avec l'Allemagne pour parer à un tel isolement, on pourrait ajouter que la Hongrie recherche la coopération régionale pour les mêmes raisons.

Une Confédération danubienne sous influence française ?

Les origines du projet

Le projet fait l'objet des discussions entre le D^r Halmos et Paléologue, au cours du printemps 1920, et témoigne de l'intérêt croissant de la France pour la région danubienne. En favorisant l'émergence d'un bloc économique unifié, qu'elle patronnerait, la France cherche à concurrencer les influences tant allemandes que russes dans le Bassin des Carpates, en leur opposant une entité viable et puissante. Paris commence à se lasser des querelles incessantes de ses alliés pour leurs revendications, et craint de voir l'Angleterre et l'Italie profiter de la situation pour s'imposer auprès des États vaincus. En outre, la position centrale de la Hongrie attise les convoitises des milieux industriels, à l'image de l'entreprise Schneider qui s'intéresse au potentiel de la Hongrie comme débouché pour ses produits. De plus, Schneider possède déjà de nombreux intérêts en Tchécoslovaquie, que ce soit Škoda ou les bassins miniers en Silésie, et voit tout l'intérêt qu'elle retirerait d'une présence en Hongrie¹⁰.

Au-delà du mythe de l'accord révisionniste, il est vrai que Paléologue envisage, à un moment, d'œuvrer pour la constitution d'une confédération danubienne à vocation économique et politique. Deux projets se présentent à lui : le premier incluant l'Autriche, la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Roumanie ; le second réunissant seulement la Hongrie, la Pologne et la Roumanie. On le constate, le premier projet rejoint quelque peu celui de Diener-Dénes, à la différence cependant que Paléologue lui donne une dimension politique, et estime nécessaire l'instauration d'une union économique totale entre ses États membres. De même, le

¹⁰ Cf. Philippe HAUSER, *Les usines Škoda françaises, la réussite exceptionnelle de Schneider en Tchécoslovaquie durant l'entre-deux-guerres (1919-1938)*, Vécu contemporain, Paris, 1996.

projet franco-hongrois revêt un caractère plus officiel, donnant lieu à des négociations entre diplomates, milieux d'affaires et dirigeants, à l'inverse des projets présentés plus haut, qui n'étaient que le résultat de réflexions, sans réelle portée politique. Ici, le plan Paléologue suscite de nombreuses réactions chez les partenaires français, tenus au courant de l'avancement des travaux, ainsi que de multiples commentaires de la part des Hongrois, sous forme de contre-proposition.

La contre-proposition hongroise

On touche ici au cœur d'un problème qui va provoquer finalement l'incompréhension franco-hongroise, et amènera les Hongrois à imaginer que la France est prête à les soutenir dans leurs revendications territoriales. Dans une lettre du 23 avril 1920, que Halmos adresse à Paléologue, il demande au secrétaire général du Quai d'Orsay, dans quelle mesure la France est prête à soutenir la Hongrie dans ses discussions avec ses voisins, sachant que dépendent de cet appui les accords économiques en prévision entre le gouvernement hongrois et des entreprises françaises. Le D^r Halmos insiste sur l'urgence de la réponse française, de même qu'il signale à l'attention de Paléologue, le jeu dangereux des alliés français dans la région, qui cherchent à éloigner la France de la voie qu'elle devrait suivre¹¹. Reformulé plus clairement, Halmos met en garde Paléologue contre le fait qu'un soutien français aux voisins de la Hongrie menacerait l'issue des négociations avec « *un grand groupe français* », c'est à dire Schneider. En annexe de sa lettre, il joint deux autres documents résumant point par point les revendications hongroises qui doivent être satisfaites pour permettre toute évolution future des négociations, requérant pour cela l'appui de la France, afin que s'installe un dialogue régional constructif.

Ces revendications sont de deux ordres, d'abord politique et national, ensuite économique. Les revendications politiques concernent : 1.) modification des frontières de sorte qu'aucun territoire peuplé majoritairement de Magyars ne demeure hors du pays. 2.) autonomie pour les Sicules et les Souabes en Transylvanie roumaine. 3.) respect des droits des minorités hongroises dans les territoires roumain, slovaque et yougoslave. 4.) règlement, par voie de plébiscite, du sort des populations magyares, souabes et ruthènes vivant aux confins.

Sur un plan économique, la Hongrie revendique : 1.) restitution du matériel réquisitionné par la Roumanie lors de son occupation. 2.) conclusion d'accords relatifs à la liberté de communication et de transit, au régime des eaux, à la facilité des opérations bancaires transnationales, à la concession pour l'exploitation de matières premières comme les salines de Marmaros, sur la frontière ruthénienne.

La Hongrie s'engage évidemment à payer les réparations dues aux Alliés, le matériel confisqué par les Roumains pouvant servir de monnaie dans ce cas-là. De

¹¹ Lettre de Halmos pour Paléologue du 23 avril 1920 ; Magyar Országos Levéltár – Archives nationales de Hongrie (MOL), K64 – 1920, 2 cs., Lengyelország, 17t., 76-81

même, elle s'engage à n'entreprendre aucune action agressive contre l'Entente et ses alliés dans la région, envisageant même de conclure à terme des alliances, voire des conventions militaires avec ces États. Cet ensemble de revendications est en fait un condensé de ce que réclame la Hongrie qui refuse, au printemps 1920, de signer le traité de paix tel qu'il se présente.

L'attitude de la Hongrie peut aussi être confortée par l'oreille attentive que lui porte Maurice Fouchet, conseiller d'ambassade, chargé du Haut-Commissariat de France, lorsqu'il rapporte « *le désir de rapprochement d'autant moins à négliger que nous nous efforçons depuis quelques jours de remonter ici le courant anti-français* », sentiment qu'il est urgent d'exploiter afin de « *ne pas les décevoir si nous voulons éviter qu'ils se retournent contre nous* »¹². Fouchet se laisse-t-il influencer par la vigueur des plaidoyers du Comte Apponyi, quand ce dernier affirme que « *la Hongrie n'acceptera le traité tel quel que contrainte et forcée, qu'elle en appellera à la SDN pour le réviser* » ?¹³ Et le chef de la délégation hongroise d'énumérer de nouveau ses revendications. Toutefois Apponyi saisit parfaitement les intérêts français, quand il propose à la France de parrainer un bloc Hongrie – Pologne – Serbie pour faire obstacle aux intrigues italiennes, ou quand il évoque son entretien avec le Haut-Commissaire britannique qui déclare « *se désolidariser des termes du traité imposé à la Hongrie* »¹⁴. Sans cautionner une telle extrémité, le Quai d'Orsay appuie cependant les négociations entre le gouvernement hongrois et l'entreprise Schneider, dont l'aboutissement se révélerait être une base solide en vue de futurs accords visant à mettre en œuvre les plans français dans le Bassin danubien¹⁵. Pourtant, malgré de bonnes dispositions des deux côtés, aucune conclusion n'intervient, ce qui donne l'impression, comme le souligne Jacques Bariéty, que la France fait traîner les discussions en longueur¹⁶, obtenant ainsi de la Hongrie qu'elle signe le traité de Trianon. Paléologue a effectivement insisté pour que tout arrangement futur soit « *naturellement subordonné à la signature du traité de paix* »¹⁷. Parallèlement à cette condition posée par la France, la Hongrie s'inquiète aussi des pressions exercées par ses voisins qui menacent d'agir militairement si Budapest refuse de signer¹⁸.

Mais, malgré la signature de Trianon, le Quai d'Orsay continue ses tergiversations, repoussant sans cesse son accord de soutien, puis finalement, en automne 1920, change radicalement d'attitude pour appuyer les États de la Petite-Entente qui s'affirme de plus en plus, revenant ainsi à sa politique de 1919. Le

¹² Dépêche n° 7 de Fouchet pour Millerand du 9 avril 1920 ; AMAEF, Europe 1918-40, Hongrie, vol. 58, 67-71.

¹³ *ibid.*

¹⁴ Dépêche n° 12 de Fouchet pour Millerand du 15 avril 1920 ; AMAE, Paix, Hongrie, vol. 139, 80-85.

¹⁵ Télégramme n° 230 (secret) de Paléologue pour Fouchet du 13 mai 1920 ; AMAE, Europe 1918-40, Hongrie, vol. 58, 128-129.

¹⁶ Cf. Jacques BARIÉTY, « *L'accord „révisionniste”...* », IN : *Les conséquences des traités de paix de 1919-1920 en Europe centrale et sud-orientale*, Strasbourg, 1987 (actes du colloque du 24-26 mai 1984), 81.

¹⁷ Télégramme de Paléologue à Fouchet du 13 mai 1920, *document déjà cité*.

¹⁸ Dépêche n° 42 de Fouchet pour Millerand du 15 mai 1920 ; AMAE, Europe 1918-40, Hongrie, vol. 46, 170-173.

remplacement de Paléologue par Berthelot au Secrétariat Général du Quai d'Orsay a certes joué un rôle majeur dans ce revirement, mais les réactions tchécoslovaques et roumaines à un éventuel accord franco-hongrois ont aussi grandement influencé cette reconsidération de la position française vis-à-vis de la Hongrie.

Réactions tchèque et roumaine

À Prague, comme à Bucarest, les négociations franco-hongroises sont évidemment suivies de près, les promesses françaises rencontrant une hostilité certaine. En effet, la perspective d'une éventuelle rectification frontalière accordée à la Hongrie, inquiète beaucoup ses voisins qui, bien entendu, y sont formellement opposés. Les Tchèques partagent d'ailleurs cette crainte avec l'Autriche, comme le rapporte Flieder, ministre tchèque à Vienne, à Beneš dans une dépêche du 8 juillet. Flieder ne fait nulle mention de la Confédération danubienne, telle qu'on l'imagine dans ces discussions, mais fait plutôt allusion à un « *bloc militaire roumain, polonais, hongrois et sud-allemand, lequel se monterait sous influence française* »¹⁹. Il évoque aussi les démarches françaises au niveau économique, parlant d'un canal Danube-Tisza qui serait concédé par les Hongrois au terme d'un accord emphytéotique. En outre, aussi bien les Autrichiens que les Tchèques craignent qu'une frontière polono-hongroise ne vienne menacer la paix régionale, étant donné que ni la Pologne, ni la Hongrie, ne serait capable de défendre la Ruthénie face à une offensive bolchévique. Le chancelier autrichien, au cours de son entretien avec Flieder, signale la manœuvre conjointe des envoyés anglais et italiens auprès du gouvernement de Budapest, pour protester contre l'évolution des rapports franco-hongrois. Flieder rappelle au passage que la politique étrangère hongroise hésite encore sur son positionnement en faveur des Britanniques ou des Français. Ces deux dernières remarques sont d'ailleurs corroborées, d'une part par un télégramme de Athelstan-Johnson, le Haut-Commissaire anglais à Budapest, à Curzon au Foreign Office, où il demande des instructions quant à une possible action conjointe avec l'Italie, pour dénoncer les visées économiques françaises²⁰; d'autre part, Fouchet souligne déjà l'anglophobie dominante du gouvernement hongrois, et les efforts de Halmos pour défendre la position de la France²¹.

De son côté, la Roumanie reste aussi très attentive à cette situation, Paléologue évoquant souvent l'affaire devant le ministre roumain à Paris pour le tenir informé. Dimitrie Ghica rapporte ainsi régulièrement ces entretiens au cours

¹⁹ Télégramme de Flieder pour Beneš du 8 juillet 1920 ; DČZP vol. II, n° 23 ; « ... *vojenského bloku Rumunská, Polska, Maďarska, a Jihoněmecka, který by stál pod vlivem Francie* ».

²⁰ Télégramme n° 408 de Athelstan-Johnson pour Curzon du 4 juillet 1920 ; DBFP, 1^{ère} série, vol. XII, n° 184.

²¹ Dépêche de Fouchet pour Millerand du 30 mai 1920 ; AMAE, Europe 1918-40, Hongrie, vol. 58, pp. 154-162, DDFHBC vol. II, n° 263.

desquels Paléologue parle de « *son œuvre toute personnelle* », ce que Ghica considère surtout comme « *le désir français de glaner encore quelques profits de nature économique après la razzia anglaise* », mettant bien l'accent sur la grande rivalité franco-britannique pour le contrôle de la Hongrie. Il estime cependant que le soutien français aux revendications hongroises, tel qu'il lui apparaît, serait plutôt alarmant, et présenterait de grands risques²², même si face à Paléologue, il réitère les intentions roumaines de vivre en bonne intelligence avec son voisin hongrois, et l'aider à se relever car « *un foyer de désordre [aux portes de la Roumanie] est peu souhaitable* »²³.

En résumé, les Roumains envisagent effectivement que la Hongrie puisse devenir un partenaire dans la région, à condition que les termes du traité soient respectés²⁴. Grâce aux accords franco-hongrois, il serait envisageable que la Roumanie ou la Tchécoslovaquie puisse influencer sur Paris pour brider les prétentions révisionnistes de Budapest. Le point de vue de Take Ionescu est cependant peu partagé par son allié tchèque, qui cherche au contraire à isoler totalement la Hongrie dans un réseau d'alliances que Prague échafaude parallèlement à ces discussions franco-hongroises.

Le dernier facteur conduisant à l'échec des négociations entre Paris et Budapest réside dans les événements en Pologne, la victoire polonaise devant Varsovie et la contre-offensive réduisant ainsi la menace bolchévique en Europe centrale. De ce fait, la Hongrie tient un rôle moins central aux yeux de Paris, qui préfère miser de nouveau sur son système d'alliances et le rapprochement polono-tchèque. Le ressentiment hongrois à l'égard de la France n'en est que plus grand, Budapest estimant avoir été floué par la diplomatie française. Il est vrai que la Hongrie avait placé beaucoup d'espoir dans l'appui français, les Britanniques ne s'intéressant qu'aux avantages économiques qu'ils retireraient de leur présence, tandis que les Américains se désintéressent des affaires européennes en général²⁵. Seule l'Italie saura profiter de la place laissée vacante par la France pour rechercher l'amitié hongroise, une politique qu'elle suit avec constance depuis les négociations de paix. Enfin, la Hongrie ne s'est-elle pas un peu illusionnée sur le projet de Paléologue, lui donnant une trop grande importance ? Quand le Secrétaire Général du Quai d'Orsay parlait de coopération économique entre les États de la région, avait-il la même vision de confédération que les Hongrois, qui rêvaient d'une telle construction au sein de laquelle ils auraient pu revoir les frontières ? Il est certain qu'après cet épisode des relations franco-hongroises, les dirigeants de Budapest adoptent un autre regard vis-à-vis des projets d'union qui pourraient émaner de l'Entente, y voyant alors un moyen de garantir le statu quo des traités²⁶.

²² Lettre n° 1846 de Ghica pour Ionescu du 10 juin 1920 ; AMAE, Fd Paris 56.

²³ Lettre n° 2434 de Ghica pour Ionescu du 30 juin 1920 ; AMAE, Fd Paris 22.

²⁴ Télégramme n° 683 de Ionescu pour Ghica du 2 juillet 1920 ; AMAE, Fd Paris 48.

²⁵ Dépêche de Fouchet pour Millerand du 9 avril 1920, *document déjà cité*.

²⁶ Cf. Magda ÁDAM, « *Les projets d'union...* », IN : *Les conséquences des traités de paix, op. cit.* 59

Un projet politique original ? : la conception de Dezső Szabó

Les deux Europes

C'est sous le titre de « *La confédération est-européenne : une alternative au révisionnisme* » que Gábor Péterfi consacre un article dans *Európai utas* à un écrivain hongrois d'origine transylvaine, qui imagine une telle confédération en réponse à Trianon, et à la politique que le traité inspire à la Hongrie et au régime de Horthy²⁷. D'après Dezső Szabó, la voie de l'irréductibilisme conduit invariablement à l'impasse, et contribue d'autant plus à l'isolement de son pays. Il est indéniable que les tentatives carlistes de l'année 1921 ont encore plus desservi la Hongrie, en l'isolant davantage, alors qu'il aurait mieux valu dresser un bilan de la domination des Habsbourg qui, selon lui, n'a apporté que souffrances à la population hongroise, en plus de la lier trop intimement au germanisme. En tant que Transylvain, il estime qu'un rapprochement avec la Roumanie est nécessaire, rejoignant en cela des idées précédemment formulées. Une union entre les deux pays leur permettrait de faire face aussi bien au danger du pangermanisme qu'à celui du panslavisme, compris ici sous son aspect panrusse. Par la suite, cette union pourrait être élargie à la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie, la Pologne puis aux États de la Baltique. Mais là où réside l'originalité du projet de Szabó, c'est dans sa justification, par des arguments plutôt historiques et culturels. En effet, selon lui, il faut admettre le principe qu'il existe deux Europes, l'une de l'Ouest, l'autre de l'Est, laquelle est dominée par deux puissances moyennes, la Pologne et la Turquie. Cette conception, du reste, semble en annoncer une autre que l'on doit à Jenő Szűcs, qui distingue même trois Europes, une occidentale, une du centre-est, et une „turco-bizantine”, les lignes de fracture se situant ici aussi au niveau de l'Histoire et des civilisations²⁸. La vision de Szabó assimile donc encore l'Europe du centre-est à un seul et même ensemble, admettant cependant que l'on peut y distinguer deux sous-ensembles, l'un marqué par l'influence du catholicisme occidental, et l'autre par celle de la domination turque. Le point commun entre eux étant que cette Europe centre-orientale qu'ils constituent, sert de terrain de confrontation aux grandes puissances occidentales. Pour garantir leurs propres intérêts, les États de l'Europe du centre-est doivent donc s'unir, à l'initiative de la Hongrie qui symbolise au mieux la synthèse entre tous ces ensembles et sous-ensembles.

La distinction entre Ouest et Est se retrouve aussi, dans la conception de Dezső Szabó, au niveau de ses habitants. Autant l'Européen occidental se caractérise par son environnement industriel, autant celui de l'Europe orientale peut être assimilé

²⁷ Cf. Gábor PETERFI, « *Kelet-európai konföderáció mint a revízió alternatívája, Szabó Dezső válasza Trianonra* », *Európai utas* n° 42, Budapest, été 2000.

²⁸ Cf. Jenő SZÜCS, *Les trois Europes*, L'Harmattan, Paris, 1980. La réédition de 1985 est préfacée par Fernand BRAUDEL.

au monde paysan. Il souligne par ailleurs que le phénomène urbain s'explique principalement par la présence d'éléments germaniques et juifs, qui forment les classes moyennes de la société centre-européenne. Cette analyse raciale est somme toute couramment partagée par les penseurs de l'époque. Dmowski par exemple, défend une position semblable lorsqu'il évoque la société polonaise dans son ouvrage de 1902, *Myśli nowoczesnego Polaka (Pensées d'un Polonais moderne)*²⁹. Szabó est finalement représentatif du mouvement de pensée et littéraire auquel il appartient et que Clara Royer appellent les *népi*. Ils véhiculent une vision de la société d'Europe centrale dominée par l'élément paysan, qui renferme toutes les valeurs de la nation. En même temps, ils cherchent à sensibiliser leurs contemporains sur la nécessité d'une réforme agraire³⁰.

Le projet de confédération est-européenne

Partant donc du principe que l'Europe du centre est doit affronter les mêmes dangers, qu'elle partage une Histoire ainsi qu'un environnement social et économique similaires, Szabó propose d'unir les États la constituant. L'union doit évidemment passer par une mise en place d'un marché commun et d'une levée de toutes les entraves aux échanges économiques. À un autre niveau, il envisage un Conseil des ministres des Affaires Étrangères commun, pour traiter de toutes les affaires extérieures et militaires relatives aux États membres. L'autre originalité de cette organisation réside dans sa dimension culturelle, qui doit être une fin en soi. Dans cette optique, il est nécessaire que les peuples prennent conscience de la communauté qu'ils forment, qu'ils connaissent l'Histoire, la Littérature, l'Art, tout ce qui constitue finalement le „trésor culturel” des nations voisines. Les échanges scolaires et universitaires sont notamment un bon moyen de parvenir à l'éducation des populations. Dans ce même esprit toujours, il est aussi nécessaire de faire connaître aux nations occidentales la richesse de l'Europe du centre est, afin de changer leur approche dans les relations qu'elles peuvent entretenir avec ces États³¹.

Toute cette conception tourne en fait autour du rôle central que doit tenir la Hongrie, la pièce maîtresse de cette confédération. Dezsó Szabó s'est certainement inspiré du modèle paneuropéen pour structurer son projet qui met neuf ans à aboutir. Entre une première lettre qu'il envoie à une amie, Irén Gulácsy, le 13 octobre 1926, et la publication de son essai sur la place de la Hongrie en Europe centrale, en 1935, neuf années s'écoulent, au cours desquelles il a pu affiner sa vision, et tirer les enseignements de l'échec d'autres projets, que l'on songe au plan Maniu de 1929, ou celui de Briand l'année suivante. C'est pour cette raison que peut dominer finalement cette impression que les idées de Szabó

²⁹ Cf. Krzysztof KAWALEC, *Roman Dmowski, 1864-1939*, Ossolineum, Wrocław, 2002, 52-60.

³⁰ Cf. Clara ROYER, « *L'engagement des écrivains hongrois en Hongrie (1928-1937)* », Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin n° 19, Paris, juillet 2004.

³¹ Cf. Gábor PETERFI, « *Kelet-európai konföderáció...* », op. cit.

n'apportent aucune nouveauté concrète, ressemblant plutôt à une compilation des projets antérieurs auxquels cette dimension culturelle lui paraissait minorée. Il présente enfin la particularité d'être l'un des derniers projets structurés proposés avant que l'Europe ne sombre dans la guerre, qui par certains côtés, pourrait être assimilée à l'expression née d'une interprétation déformée du pangermanisme. La Seconde Guerre mondiale verra cependant la naissance d'autres projets à l'échelle de l'Europe du centre-est, que l'on songe au projet, émis par les généraux Sikorski et Sosnkowski de fédération polono-tchécoslovaque élargie à l'ensemble du bassin danubien³², ainsi qu'aux idées de Milan Hodža³³.

L'évocation de ces différents projets permet ainsi de prendre la mesure d'un phénomène conséquent, ne se limitant pas uniquement à de vagues utopies énoncées par des idéologues nostalgiques de l'Empire défunt des Habsbourg. Au contraire, ils témoignent de la vitalité de l'idée européenne au sein de sociétés conscientes de la précarité de l'ordre instauré par les traités et de la nécessité de dépasser les tensions qui en découlent. Mais le foisonnement de projet ne peut masquer une autre réalité, celle de la vigueur du sentiment nationaliste qui règne en maître dans les relations entre États de l'Europe du centre-est. Malgré l'intérêt que portent certains dirigeants à ces projets, leur audience paraît limitée à un cercle restreint qui peine à se faire entendre. Il faut attendre la seconde moitié des années vingt pour assister à un réel développement de ces projets à une échelle plus conséquente, quand des dirigeants prennent eux-mêmes l'initiative de proposer la mise en œuvre de ces idées. Il faut aussi rajouter que dans le présent article, certains projets d'envergure n'ont sciemment pas été mentionnés, si l'on songe ainsi au projet paneuropéen de Richard Coudenhove-Kalergi ou aux projets émanant de penseurs polonais, roumains ou tchécoslovaques. Ces autres projets requièrent encore une certaine attention et demandent surtout de plus amples recherches afin de les évoquer plus en détail.

³² Cf. Wojciech WRZESIŃSKI, « *Problem integracji europejskiej w polskiej myśli politycznej okresu II wojny światowej* », *Polska wobec idei integracji europejskiej w latach 1918-1945*, Wydawnictwo Uniwersytetu Mikołaja Kopernika, Toruń, 2000, 220-224. L'idée, d'abord acceptée par Beneš est ensuite rejetée à la suite de pressions soviétiques et de la persistance du litige de Teschen.

³³ Cf. Milan HODŽA, *Szövetség Közép-Európában, gondolatok és visszaemlékezések*, Kalligram, Pozsony, 2004. (il s'agit de l'édition hongroise de l'ouvrage paru initialement en 1942, à Londres chez Jarrolds Publishers Ltd., sous le titre *Federation in Central Europe. Reflections and reminiscences.*). L'essai de Hodža peut apparaître comme une réponse à *La Nouvelle Europe* de Masaryk un quart de siècle plus tard, intégrant l'histoire récente de l'Europe du centre-est pour proposer un projet d'union centre-européenne afin d'éviter de reproduire les dérives de l'entre-deux-guerres.

Elisabeth du Réau

La Hongrie en marche vers l'adhésion à l'Union européenne : un processus graduel d'intégration d'un candidat dynamique. 1989 - 2004*

Abstract

The study presents the process of the joining of Hungary to the European Union from 1989 to 2004. The first step of this process was the entry of Hungary to the European Council. The author analyses the political, economical and international conditions of the joining of Hungary to the Union and she presents the activity of the Hungarian governments of this period.

Keywords : Hungary, Grósz, Németh, Horn, Orbán, Medgyessy, referendum.

Le 1^{er} mai 2004, l'adoption définitive par les Hongrois du traité d'Athènes (signé le 16 avril 2003) était célébrée à Budapest avec beaucoup de faste. Les Hongrois avaient ratifié à une très large majorité de 83,76% d'opinions favorables. Le traité d'adhésion, confirmant un processus qui plaçait la Hongrie parmi les Etats pionniers considérés comme les « *bons élèves* » parmi les candidats à l'entrée dans l'Union. A l'heure où la situation de la Hongrie paraît moins favorable sur la scène européenne il est important d'évoquer son passé récent et son rôle, souvent qualifié de pionnier, dans le processus d'intégration.

Nous évoquerons successivement : le dynamisme initial dès l'entrée au Conseil de l'Europe et les premières étapes du processus (1989-1993) pris le processus d'adhésion (1994-2004).

De l'entrée au Conseil de l'Europe (novembre 1990) au Conseil européen de Copenhague (22 juin 1993)

le dynamisme hongrois.

Les premières ouvertures (1987-89)

L'entrée au Conseil de l'Europe est la première étape de l'entrée de la Hongrie dans le système institutionnel européen mais elle a été précédée par un processus de rapprochement entre la Hongrie membre du Conseil d'Assistance économique mutuelle (CAEM) et les Communautés économiques européennes (CEE) en juin 1988.

* The Project is supported by the European Union and co-financed by the European Social Fund (grant agreement no. TAMOP 4.2.1./B-09/1/KMR-2010-0003).

Dès l'automne 1986, des conversations exploratoires avaient eu lieu à Genève entre le secrétariat à Genève et la commission présidée par Jacques Delors. Elle avait été favorisée par la politique d'ouverture initiée par le nouveau Secrétaire Général à Moscou Mikhaïl Gorbatchev le 25 juin 1988 ; la déclaration conjointe sur l'établissement de relations officielles entre la CEE et le CAEM ouvrait la voie d'une ouverture à une coopération sur le plan commercial entre certains Etats du CAEM et la CEE.

La situation économique de la Hongrie qui avait commencé à s'améliorer sous Kadar avait encore progressé sous Károly Grósz : d'où les premiers accords de coopération commerciale. CEE. Hongrie (1987-88).¹ Pendant cette première étape, le commissaire aux relations extérieures Franz Andriessen joue un rôle important, il était en relations directes avec le nouveau Premier Ministre Miklós Németh. Dès l'automne 1989, à l'époque où la question des réfugiés de RDA devient une question politique très sensible.²

L'adhésion de la Hongrie au Conseil de l'Europe (été 1989 – automne 1990)

L'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe envisageait précocement la création d'un statut d'invité spécial pour les Etats en transition démocratique. La base du rapprochement était fondée sur l'acceptation par ces Etats de l'Acte final d'Helsinki du 1^{er} août 1975 et les pactes internationaux de l'O.N.U relatifs aux droits civils politiques économiques sociaux et culturels. La Hongrie, la Pologne et la Yougoslavie furent les premières bénéficiaires de ce statut dès juin 1989.

Des la session parlementaire de juillet 1989, elle jouissait du statut d'invitée spéciale et devait participer, à ce titre, aux travaux de la Communication des Migrations et de la démographie de l'Assemblée du Conseil de l'Europe.³

Le 16 novembre 1989, la demande d'adhésion de plein droit au Conseil de l'Europe était présentée par Gyula Horn, Ministre des Affaires étrangères. La Hongrie s'engageait alors à respecter les principes énoncés à l'article 3 du statut du Conseil soit : l'acceptation du principe de la prééminence du droit, du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.⁴

Le 6 novembre 1990, un an plus tard le Conseil de l'Europe ayant accepté la demande d'adhésion déposée par la Hongrie, dont le chef de l'Etat Árpád Göncz avait été brillamment élu par le Parlement hongrois en août 1990. L'Etat hongrois intégrait de plein droit le Conseil de l'Europe dont il devenait le 25^e membre. La

¹ Jean Christophe ROMER : « *Un bilan de la décennie 1980* » IN : Dominique COLAS (sous la direction) : *L'Europe post-communiste*, PUF, Paris, 2002, 545-549. Voir aussi Elisabeth du REAU : *L'idée d'Europe au XXe siècle*, Complexe, Bruxelles, 2008 (3^e ed) 278-279.

² Témoignage de Franz ANDRIESSEN à une journée d'études organisée par nous au Centre d'histoire de Sciences Po le 10 janvier 2006.

³ Mihaly FÜLÖP : « *L'adhésion de la Hongrie au Conseil de l'Europe* » IN : MT. BITSCH (dir.) : *À l'assaut pour une histoire du Conseil de l'Europe*, Peterlang, Berne, 1997, 177-189.

⁴ J.C. GAUTRON : « *Le Conseil de l'Europe, matrice de la coopération européenne* » IN : *Les relations Communauté européenne. Europe de l'Est*, Economica, Paris, 1991, 683.

Hongrie qui était le premier membre du Conseil, issu de l'ancien bloc soviétique, était bien ici une nation pionnière.

Par ailleurs elle développait précocement des initiatives en vue d'une association à la Communauté économique européenne avec en perspective une adhésion future à l'Union européenne en formation sur la base de la mise en œuvre du traité de Maastricht.

Des accords d'association aux perspectives d'adhésion à l'Union européenne

(Automne 1991 – automne 1993). *La Hongrie dans le « peloton de tête » des candidats.*

Vers les accords d'association

Les prémices du processus.

Dès la fin du conflit Est Ouest de la chute du mur (9 novembre 1989) et des premières initiatives du Chancelier Kohl en faveur de la réunification de l'Allemagne, la Communauté européennes et le Conseil de l'Europe se sont engagés à participer à l'effort de redressement des Pays d'Europe centrale et orientale au sein de l'espace libéré de la tutelle soviétique.

Dès l'automne 1991, tandis que les Etats de la Communauté européenne se réunissaient à Maastricht pour élaborer le traité créant l'Union européenne (signé en février 1992 par les 12 dont la nouvelle Allemagne intégrant les anciens länder de l'Est), la situation de l'Union Soviétique se dégradait. L'implosion de l'URSS consommée à la fin de décembre 1991 créait une situation nouvelle, celle de l'ère de « *post guerre froide* ». Dès lors la perspective du rapprochement des Etats de l'Ouest et de l'Est de l'Europe conduisait à de nouvelles initiatives.⁵

Selon les experts de Bruxelles, il était souhaitable de procéder par étapes pour ces Etats en transition en s'inspirant des méthodes pratiquées pour l'élargissement au sud mais en étudiant également la question de la conditionnalité politique et économique.

Les accords d'association étaient proposés comme une première étape à partir de décembre 1991. la Communauté signait dès le 16 décembre 1991 les premiers accords avec la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Pologne (déjà concernés par des accords commerciaux nous l'avons vu) ; c'est en 1993 en février et mars que Roumanie et Bulgarie signaient des accords du même type avec la nouvelle Union européenne. Mais dès 1993, le Conseil européen des douze, à la demande des Etats membres souhaitait examiner la question des conditions d'adhésion.

Le Conseil européen de Copenhague (21-22 juin 1993)

Avant même l'entrée en vigueur du traité de Maastricht, les Etats membres s'interrogeaient sur la perspective d'adhésion d'Etats en transition puisque la grande majorité d'entre eux étaient des Etats qui avaient succédé aux démocraties

⁵ Elisabeth du REAU (2008): 298-295. et George-Henri SOUTOU : *La guerre de cinquante ans. Les relations Est-Ouest 1943-90*, Fayard, Paris, 2001, 727-732.

populaires membres du CAEM et du Pacte de Varsovie.⁶

C'est la question de la conditionnalité politique qui retiendra plus particulièrement notre attention. Jusqu'en 1977 la question politique n'avait pas été posée puisque les 9 premiers membres étaient tous des Etats démocratiques. La candidature de la Grèce fut l'occasion d'un premier examen de la « *conditionnalité politique* ». Dans son avis sur la demande d'adhésion de la Grèce, la Commission fit référence au retour de la démocratie et au fait que « *cette demande est appuyée par presque toutes les tendances de l'opinion politique* ». Après l'annonce des candidatures espagnoles et portugaises elle précisera que « *politiquement cet élargissement contribue à la stabilité et au renforcement de la démocratie dans l'Europe du Sud et de ce fait contribue en même temps à la consolidation du système démocratique dans toutes l'Europe.* » ce furent là les premiers pas dans la voie de références de plus en plus explicites à la conditionnalité politique.

A partir de l'élaboration des accords d'associations de deuxième génération les experts montrent que sont insérées des dispositions précises. Ainsi le 11 mai 1992 date des accords de Commerce et de coopération passée entre la Communauté et les trois Etats baltes nouvellement indépendants, cette conditionnalité est intégrée en tant que clause particulière et obligatoire éventuellement sanctionnée en cas de non-respect. Une clause faisant partie intégrante de l'accord définit les principes démocratiques et les droits de l'Homme tels que définis dans l'Acte final d'Helsinki et la Charte de Paris comme élément essentiel de l'accord. L'article premier des trois accords stipule : « *le respect des principes démocratiques et des droits de l'Homme tels que définis dans l'acte final d'Helsinki et la Charte de Paris pour une nouvelle Europe inspire les politiques internes et internationales de la Communauté et des pays tiers et constitue un élément essentiel du présent accord* ». Il en sera de même dans l'accord d'association conclue entre la Communauté et la Roumanie.

Les 21 et 22 juin 1993, il précise en effet que l'adhésion pourra avoir lieu dès que le pays associé sera en mesure d'assumer les obligations qui en découlent en remplissant les conditions économiques et politiques requises telles qu'elles sont énoncées dans les conclusions de la réunion. Ces conclusions sont les suivantes : l'adhésion requiert des candidats : a) qu'ils aient des institutions stables garantissant la démocratie, la primauté du droit, les droits de l'homme et le respect des minorités ; b) l'existence d'une économie de marché viable ainsi que la capacité de faire face aux forces du marché à l'intérieur de l'Union ; c) la capacité d'assumer l'acquis communautaire qu'il s'agisse des implications du droit communautaire à des objectifs de l'Union.

Les chefs d'Etat ont évoqué, dès 1993, la possibilité d'un contrôle des progrès réalisés par les PECO⁷ dans le domaine politique et économique. Pour Budapest ce

⁶ Maurice GUYADER : « *La politique économique de l'Union européenne en direction des pays en transition* » IN : Elisabeth du Réau (dir) : *L'élargissement de l'Union européenne*, P.S.N. Paris, 2001, 17-26.

⁷ Edwige TUCNY : *L'élargissement de l'Union européenne aux pays de l'Europe centrale et orientale. La conditionnalité politique*. L'Harmattan, Paris, 2000, 95-111.

n'était pas un souci majeur. Désormais le cap de l'adhésion à l'Union européenne, officiellement instituée le 1^e novembre 1993 est la priorité pour la Hongrie.

La Hongrie sur la voie de l'adhésion 1994-2004

La décennie de 1994 à 2004 est marquée en Europe par deux élargissements : celui de 1995 (avec trois nouveaux partenaires) et celui de 2004 (avec dix partenaires dont 8 issus de l'Europe centrale et orientale.) Pendant ces années capitales à la périphérie, en Europe du Sud-est, les conflits balkaniques ont connu de nouveaux soubresauts et la crise du Kosovo marque un tournant avec une importante intervention militaire où l'OTAN et l'UEO jouent un rôle important. L'élargissement de l'OTAN qui accueille en 1999 la Hongrie, la Pologne et la République tchèque précède l'élargissement de l'Union européenne. La question de la défense européenne surgit à nouveau. Désormais les États de l'Est européen sont directement concernés.

La préparation de la Hongrie à l'adhésion : les années de transition (1994-2000)

D'Essen à Dublin la mise en route du processus d'élargissement (décembre 1994 – décembre 1996). Le Conseil européen d'*ESSEN* en décembre 1994 avait convié les représentants de la Pologne, de la Hongrie, des Républiques tchèques et slovaques, de la Bulgarie et de la Roumanie. Il devait adopter un rapport sur la stratégie de préparation des PECO à l'adhésion à l'Union européenne le programme PHARE devait constituer le principal instrument financier de cette stratégie. Le Conseil d'*ESSEN* chargeait la commission de rédiger un *livre blanc* sur les conséquences de l'élargissement sur le marché intérieur. Ce rapport devait être publié dès mai 1995. il préconise une étude du budget à prévoir, des réformes à envisager sur la politique agricole commune et demandant la préparation d'une longueur intergouvernementale chargée d'envisager des réformes institutionnelles.

Le Conseil européen de *Madrid*, en décembre 1995 a considéré que « *L'élargissement était une nécessité et une chance historique pour l'Europe* » et a obtenu un accord sur le processus devant conduire au début du siècle prochain à l'élargissement à l'Est sans fixer encore de calendrier.⁸ Ici encore la Hongrie a joué un rôle important et fait partie du peloton de tête des candidats à l'adhésion qui ont déjà progressé dans le domaine de la transition politique et économique.

En décembre 1996 le Conseil de Dublin confirmait ces orientations. En Hongrie le Gouvernement Horn qualifié de « *Social libéral* » achève les privatisations et impose une cure d'austérité, il s'inscrit dès cette période dans la perspective d'une future adhésion à l'Union qui vient de s'élargir à l'Autriche à la Finlande et à la Suède.⁹

⁸ Marc DUSAUTOY : « *L'Europe orientale : quelles transitions pour quel élargissements ?* » IN : *L'élargissement de l'Union européenne*. op. cit. 27 à 43.

⁹ Pierre KENDE : *Le défi hongrois de Trianon à Bruxelles*, Buchet – Chastel, 2004, 172 à 175.

Le tournant du Conseil de *Luxembourg* (décembre 1997). Ce sommet suivait la conférence d'Amsterdam qui, en octobre 1997, avait impulsé au sein de l'Union des quinze de nouvelles normes et introduit notamment des références précises au respect des droits de l'homme dans l'espace intérieur européen afin d'être en cohérence avec l'esprit des critères de Copenhague, dans la perspective de l'élargissement à l'Est. Le sommet de Luxembourg donne le coup d'envoi au nouvel élargissement de l'Union européenne en fixant au 30 mars 1998 le lancement du processus d'adhésion des dix pays d'Europe centrale et orientale et de Malte et Chypre. Mais à ce stade la Commission va établir une différenciation. Le Conseil européen propose une adhésion des PECO, par étapes. Dans le premier groupe figurent trois Etats d'Europe centrale et orientale puis la Slovénie une candidate récente et Chypre (non encore réunifiée). Les autres pays devront attendre (Bulgarie, Lettonie, Lituanie, Roumanie et Slovaquie).

De l'Agenda 2000 au traité d'Athènes (avril 2003) vers l'adhésion officielle de la Hongrie à l'Union européenne. 1^{er} mai 2004.

Cette période est la mieux connue ; nous présenterons ici les tournants majeurs ainsi que l'évolution de l'opinion publique hongroise où les mûles de résistance apparaissent déjà annonçant de futures tensions.

L'agenda 2000

C'est à Bruxelles en mars 1998 qu'une conférence réunit les candidats) d'adhésion qui reçoit chacun leur feuille de route. Le partenariat pour l'adhésion recense de manière précise les priorités à court et à moyen pour remplir les exigences présentées sous forme de chapitres. Le document programmatique intitulé « *Agenda 2000* » précise les grandes orientations pour les principales politiques communes européennes.

Il s'agit notamment de la politique agricole commune, les politiques structurelles, et du budget européen. A la veille de l'introduction de l'euro et alors que se prépare l'élargissement à l'Est de l'union européenne ces orientations constituent la base de négociations qui s'annonçaient difficiles en raison des enjeux financiers et sectoriels qu'elles présentent. Des fonds sont prévus pour l'aide à la préadhésion (environ 3 milliard d'euro par an répartis entre le programme PHARE recentré sur l'aide à l'assimilation de l'acquis communautaire, l'aide à la modernisation des filières agricoles et agro-alimentaires et l'instrument structurel de préadhésion). Cette aide pourrait monter en puissance en fonction des résultats obtenus.¹⁰

La mise en œuvre de l'agenda dans un contexte interne et externe instable.

Un document intéressant émanant de la commission, le document de stratégie 2001 sur l'élargissement, élaboré à la fin de 2001 rend bien compte des

¹⁰ Jean Paul FITOUSSI (sous la direction de) : *Rapport sur l'état de l'Union européenne 1999. 117 à 2002.*

préoccupations majeures à Bruxelles et dans les Etats européens, à la fin d'une année marquée par les événements de septembre 2001 aux USA et de l'hypothèque terroriste qui touche aussi l'Europe.

Ce document rappelle aussi le bilan du Conseil européen de Nice où étaient présents les Etats candidats à l'adhésion, issus d'Europe centrale et orientale. On doit noter qu'à la suite de la Conférence d'Helsinki de décembre 1999 une nouvelle étape a été franchie puisque désormais il n'y a plus de distinction de principe entre les Etats candidats. Ce document rétablissait un bilan des progrès réalisés par les pays candidats au regard des critères d'adhésion.¹¹

Le contexte interne. Nous examinerons plus spécialement le cas de *la Hongrie*.

En 2001, la Hongrie était dirigée par le jeune Viktor Orbán qui avait été le vainqueur des élections de mai 1998 favorables à la coalition FIDESZ – MSZP.¹²

Le rapport établissait pour 2001 les progrès accomplis dans le domaine économique en direction des exigences de l'Union visant à créer une économie de marché viable « *La Hongrie continue à avancer dans le domaine de la transposition et mise en œuvre de l'acquis communautaire* ». Cependant des progrès restaient à accomplir dans le domaine du contrôle financier une question posait problème : la loi sur les communautés hongroises des pays voisins comprenait des « dispositions en contradiction des minorités prévalant en Europe.¹³

Dès cette époque, en effet le discours nationalistes d'Orbán qui évoquait en particulier le sort des minorités hongroises en Roumanie, (notamment dans la région de Transylvanie), avait inquiété les autorités de Bruxelles et celles de Bucarest.

En avril 2002 de nouvelles élections paraissaient sanctionner certains aspects de la politique d'Orbán. Le retour de la gauche au pouvoir et l'arrivée à la tête du gouvernement de Péter Medgyessy devait rassurer Bruxelles, un an avant le traité d'Athènes sur l'élargissement de l'Union européenne aux dix candidats dont 8 avaient appartenu au Conseil d'Assistance économique mutuelle dans le système contrôlé par l'URSS.

Le traité d'Athènes et l'adhésion de la Hongrie à l'Union européenne (avril 2003 – mai 2004)

En décembre 2002 après la clôture du sommet de Copenhague, la presse européenne soulignait l'importance du nouvel élargissement. « *A Copenhague, écrivait George Valance s'est achevé le XX^e siècle qui avait commencé à Sarajevo en juillet 1914. En donnant leur feu vert à l'élargissement de l'Union à dix nouveaux pays dont huit issus de l'ancien bloc communiste ; le sommet européen a tourné le dos à un siècle qui a plongé le vieux continent dans « la barbarie » et*

¹¹ *Document de stratégie 2001.* Rapport sur les progrès réalisés par Chacun des candidats sur la voie de l'adhésion. Publications de la Communication européenne.

¹² Voir Pierre KENDE : 170 à 173).

¹³ Document de stratégie, po. cit. page 51.

enterré définitivement la fracture de la guerre froide ». ¹⁴ Après la signature du traité, le 16 avril 2003, les procédures de ratification devaient intervenir.

En Hongrie, le referendum était un beau succès puisque l'adhésion était approuvée par 83,8% des Hongrois qui s'étaient exprimés alors que les Polonais et Tchèques approuvaient à 77,4% et 77,3%. En revanche le taux de participation était avec 45,6% du corps électoral le plus faible des anciens PECO. Ce taux d'abstention était un fait non négligeable.

Le traité d'Athènes entrait en vigueur le 1^e mai 2004. D'importantes manifestations saluaient l'évènement, notamment à Budapest où, lors des festivités nocturnes, les monuments de la ville scintillaient dans la lumière. C'est ainsi que la façade embrasée du Parlement au bord du Danube émergeait brillamment, symbole de la démocratie en terre magyare. Des nouveaux témoignages que nous avons recueillis lors de nombreux séjours budapestois et l'arrivée à l'automne 2004 à la Sorbonne nouvelle de très nombreux étudiants issus des universités partenaires hongroises paraissaient sceller un enracinement de la Hongrie dans l'union européenne élargie. ¹⁵

Ainsi au terme de cette étude se confirme le rôle émergent de la Hongrie dans le processus d'intégration européenne. De nouvelles recherches sont en cours pour interpréter l'évolution ultérieure de cet état considéré comme « *le meilleur élève* » par ses partenaires occidentaux.

¹⁴ *L'expansion*, décembre 2002

¹⁵ La Sorbonne nouvelle a signé de nombreuses conventions en Hongrie avec des universités partenaires ; à Budapest : Université ELTE et CORVINUS ; dans le Sud de la Hongrie : Université de PECS. L'Institut de France à Budapest a été dans ce processus un important acteur ainsi que deux institutions spécifiques. Le Centre interuniversitaire d'études hongroises à Paris (CIEH). Le centre interuniversitaire d'études françaises à Budapest (CIEF).

Krisztián Bene

*Oszkár Jászi et l'idée des États-Unis d'Europe**

Abstract

Oszkár Jászi was a Hungarian social scientist, historian and politician. His ideas and his work were a part of the antecedents of the European Union's construction started twenty-three years after the birth of his most important books written about this topic. After his high-school graduation in his hometown, Nagykároly, he studied political science in the University of Budapest. He was graduated in 1896 then entered the Ministry of Agriculture as a drafting clerk. At the same time, he wrote several articles of the problems of Hungary and founded a new periodical, the *Husadik Század* (Twentieth Century), in 1900. He founded also the Sociological Society one year later and started a political career in the Országos Polgári Radikális Párt (National Civic Radical Party) founded by him in 1914. He participated in the government of Mihály Károlyi after the October Revolution of 1918 as Minister of Nationalities. He tried to establish of a Danube Confederation of nationalities called also Oriental Swiss model. He quitted the country in 1919 and from 1925 was living in the United States of America as teacher at Oberlin College (Ohio) where he died in 1957. A manuscript hardly known of Jászi is the *United States of Europe* written in the 1920's and published in 2006. In this work, he has a prophetic image of the evolution of Europe which can be considered very precise in present-day. This study presents his career and analyses his works.

Keywords : Oszkár Jászi, United States of Europe, Twentieth Century, Sociological Society, sociology, (National) Civic Radical Party, federalism, Oriental Swiss

En parlant de la construction européenne réalisée sur notre continent, il est indispensable de s'intéresser aux antécédents historiques de ce processus incomparable dans l'histoire de l'humanité. Dans le rang des philosophes, écrivains et politiciens évoquant l'idée d'union des pays de l'Europe, nous devons mentionner Oszkár Jászi dont la contribution pour l'idée européenne est considérable en tant que théoricien et que politicien.

Dans le cas de Jászi, la situation est complexe car il faut parler d'une part de ses ouvrages théoriques de grande importance, et d'autre part de sa carrière politique pendant laquelle il a essayé de réaliser ses théories dans la pratique en restant fidèle à ses principes. Étant donné que son activité et, surtout, son œuvre liée à la construction d'une confédération européenne sont relativement mal connues, nous essaierons de présenter les éléments les plus importants de sa carrière et de son travail dans le cadre de cette étude.

* The Project is supported by the European Union and co-financed by the European Social Fund (grant agreement no. TAMOP 4.2.1./B-09/1/KMR-2010-0003).

Le théoricien

Oszkár Jászi est né le 2 mars 1875 à Nagykároly (aujourd'hui en Roumanie) dans une famille d'origine juive qui se convertit au calvinisme en 1881. Son père, Ferenc Jakubovits (1838-1910), est médecin. Sa mère, Róza Liebermann (1853-1931), est issue d'une famille de médecins et devient la deuxième femme du père de Jászi après qu'il ait perdu sa première femme. Le chef de famille demande aux autorités la magyarisation du nom de famille en 1881, qui devient ainsi Jászi selon la décision de celles-ci (et non pas Jászy comme il en a été fait la demande). N'étant pas pratiquant, son origine juive et son appartenance au calvinisme ne sont pas d'une influence considérable sur la vie de Jászi.¹

Après l'école primaire, il continue ses études dans le lycée piariste de Nagykároly où il reçoit une formation assurant une culture classique (Jászi est très bon élève, surtout en latin) et obtient son baccalauréat en 1892, à l'âge de 17 ans. Il s'oriente vers les études de droit, et opte ainsi pour la Faculté de Droit de l'Université de Péter Pázmány à Budapest. Grâce au travail de professeurs de grande envergure, comme Ágoston Pulszky et Gyula Pikler, les années universitaires ont une influence décisive sur son évolution intellectuelle. Titulaire de son diplôme en 1896, il devient fonctionnaire au sein du Ministère de l'Agriculture où il travaille jusqu'en 1906 pour gagner sa vie. En même temps, il n'abandonne pas le milieu intellectuel, se tourne vers les sciences sociales abordées lors de ses études universitaires et publie plusieurs articles sur les problèmes actuels de la société hongroise, même si plusieurs de ses œuvres sont écrites sous un pseudonyme à cause de sa fonction publique dans le ministère. Parmi d'autres, il faut mentionner un livre peu connu apparu en 1896 sous le nom de Oszkár Elemér, portant le titre *Görgey Arthur 1848-49-ben. A történelmi kritika eredményeinek rövid összefoglalása* (Arthur Görgey en 1848-1849. Brève synthèse des résultats de la critique historique), qui montre bien son attitude critique vis-à-vis des stéréotypes et de la mentalité de l'époque. En même temps, il écrit plusieurs articles dans le journal *Budapesti Szemle*.²

Cependant, malgré ces possibilités, il a l'intention de lancer un propre organe de presse permettant une meilleure élaboration de ses idées, ainsi, après un long travail de préparations, il fonde *Husadik Század* (Vingtième Siècle), une revue mensuelle, dont le premier numéro apparaît en janvier 1900. La revue consacrée à la propagation des idées de la sociologie et des sciences sociales est fondée par un groupe d'intellectuels partageant les idées de Jászi : Bódog Somló, Gusztáv Gratz, etc.³

¹ LITVÁN, György: *Jászi Oszkár*, Osiris, Budapest, 2003. 17-19.

² Ibid. 22-29.

³ PÓK, Attila: *A magyarországi radikális demokrata ideológia kialakulása : A "Husadik század" társadalomszemlélete 1900-1907* (La formation de l'idéologie démocrate radicale. L'aspect sociale du Vingtième Siècle), Akadémiai Kiadó, Budapest, 1907. HANÁK, Péter: *Jászi Oszkár dunai patriotizmusa* (Le patriotisme danubien de Jászi Oszkár), Magvető, Budapest, 1985. 16-18.

Malgré le fait que le poste de rédacteur en chef ne lui est pas attribué au début et que les fondateurs participent tous à la rédaction, la revue est sous l'influence intellectuelle de Jászi qui en devient le rédacteur en chef à partir de 1906. L'activité du journal est supportée par celui de la Société des Sciences sociales fondée en janvier 1901 par le même groupe intellectuel, qui s'occupe de l'adaptation de résultats scientifiques de sociologie à la réalité hongroise et de l'évolution de la même science en Hongrie. Par conséquent, la première partie de l'existence de la revue est caractérisée par un travail purement scientifique qui ne se mêle pas à la politique.⁴

Cette position change en 1906 quand Jászi, après un séjour de six mois passé à Paris grâce à un voyage officiel aidé par une bourse du Ministère de l'Éducation Nationale, change le caractère de la revue pour le transformer organe de presse au profit d'un nouveau courant politique auparavant inconnu en Hongrie, celui du radicalisme, entraînant une division au sein du journal. Ce pas franchi, le groupe devient une opposition intellectuelle, et certains membres loyaux au gouvernement (Lóránt Hegedüs, Gusztáv Gratz, Pál Wolfner) essayent de prendre le pouvoir au sein de la Société des Sciences sociales pour réorienter le mouvement jugé trop radical. Ce « *putsch* » est maté par le groupe de Jászi, ainsi un certain nombre des membres quittent la Société, qui devient l'organe principal du radicalisme bourgeois : une association scientifique faisant en même temps de la politique.⁵

Le programme de cette association, et donc finalement de Jászi, est très moderne. Il le publie dans un essai intitulé *Az új Magyarország felé* (Vers la nouvelle Hongrie) en janvier 1907. Selon ses idées, la Hongrie doit adopter un socialisme national pour rattraper son retard considérable par rapport à l'Occident. Il prend pour exemple le *Parti socialiste français* de Jean Jaurès et décrit une politique nationale hongroise basée sur les principes suivants : l'indépendance économique (par rapport à la Monarchie austro-hongroise), l'autonomie douanière, le suffrage universel et direct, la libre utilisation des langues nationales dans l'administration et l'éducation, la sécularisation des domaines ecclésiastiques, la liberté d'opinion, d'expression et de la presse. Il est convaincu que le nationalisme (qui est celui de tous les citoyens de la Hongrie et pas seulement celui des Hongrois) et le socialisme ne sont pas des idées contradictoires, qu'ils peuvent même se compléter pour contribuer à la survie de l'État hongrois dans le cadre d'une démocratie solide.⁶

Le politicien

Selon cette logique, un parti radical bourgeois est indispensable pour réaliser les réformes nécessaires à la transformation démocratique de la Hongrie. Cependant la fondation de ce parti n'a lieu qu'en juin 1914, à la veille de la Première Guerre mondiale, dans un moment mal choisi et peu propice à la

⁴ LITVÁN: ibid.

⁵ BAKA, András: *Eötvös Józseftől Jászi Oszkárig*, Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó, Budapest, 1990. 170.

⁶ HANÁK: 24-25.

réalisation du programme promulgué. Étant donné l'ouverture des hostilités en 1914, il n'y a plus d'élections dans la Monarchie à cause de la guerre, et le parti récemment fondé n'a pas la possibilité de participer à la vie politique. Malgré le fait qu'un certain nombre d'intellectuels illustres (comme Endre Ady et Károly Polányi) y participent, le parti regroupant des libéraux et des socialistes n'a pratiquement aucune activité valable, c'est pourquoi Jászi juge lui-même plus tard que la fondation du Parti (national) radical bourgeois était la plus grande faute commise pendant sa carrière, car le parti était voué à l'échec en raison des conditions de l'époque.⁷

Une participation active à la vie politique est aussi freinée par le fait que plusieurs membres du parti doivent servir dans l'armée, de même Jászi est obligé de revêtir l'uniforme comme correspondant de guerre.⁸ En achevant ses missions militaires sans engouement, car il était pacifiste par conviction, il participe à la fondation du Bloc du suffrage établi par le Parti de l'indépendance de Károlyi, le Parti social-démocrate, le Parti radical démocrate et le Parti (national) radical bourgeois en juin 1917 qui n'existe que jusqu'au début de l'année 1918. Cependant cette coopération est reprise le 23 octobre 1918 avec la création du Conseil national hongrois (la proclamation officielle de celui-ci n'a lieu que le 25) dans lequel les sociaux-démocrates, le parti de Károlyi et celui de Jászi établissent les fondements d'un nouveau gouvernement.⁹

Cette formation prend le pouvoir après la « révolution des chrysanthèmes » du 31 octobre 1918 et forme un gouvernement de coalition avec la présence des partis mentionnés ci-dessus. Au sein du cabinet, Jászi reçoit le poste de ministre sans portefeuille des nationalités, étant donné que grâce à ses ouvrages (qui seront traités plus tard), il est considéré comme un expert de cette question.¹⁰ En même temps, la situation est extrêmement délicate car les mouvements nationaux des peuples de la Monarchie espèrent obtenir leur indépendance nationale par rapport à leur ancien État, soit en rejoignant des pays voisins (comme les Serbes et les Roumains), soit en créant une nouvelle formation politique (comme p. e. les Tchèques). Jászi présente ses propositions de confédération voulant préserver la Monarchie et l'intégrité territoriale de la Hongrie dans le cadre d'une structure appelée la « Suisse orientale » parmi de telles conditions peu favorables.¹¹ De plus, les puissances de l'Entente favorisent la création d'États nationaux indépendants à la conservation de la Monarchie, ainsi tous les efforts de Jászi, malgré quelques résultats partiels encourageants, sont vains.¹²

⁷ LITVÁN: 98-99.

⁸ LITVÁN, György - VARGA, F. János (sous la direction de): *Jászi Oszkár válogatott levelei* (Lettres choisies de Jászi Oszkár), Magvető, Budapest, 1991. 216-219.

⁹ USLU Ateş: *L'éclatement de la révolution hongroise de 1918 et la politique française* IN: *Öt kontinens, az Új- és Jelenkori Egyetemes történeti tanszék közleményei*, N° 2010, ELTE, Budapest, 2011. 62-65.

¹⁰ PILISI Paul: *La France et le bassin des Carpathes après la Première Guerre mondiale*, Hungarian Studies Review, Vol. XXII, N° 2, 1995. 92.

¹¹ BAKA: 185-190.

¹² MÉREI, Gyula: *Les projets d'Oszkár Jászi sur la transformation de la Monarchie des Habsbourg en*

En regardant cette situation désespérée, il démissionne de ses fonctions en janvier 1919 et quitte le pays après l'installation de la République des Conseils pour s'installer à Vienne à partir d'avril. Il critique sévèrement le régime communiste ainsi que celui de Horthy, ainsi il ne veut pas rentrer et opte pour l'émigration passée aux États-Unis où il devient professeur d'histoire et de politologue à l'université d'Oberlin (Ohio) à partir de 1925.¹³

Le professeur

Le théoricien et politicien désenchanté est motivé par les événements européens et par sa situation financière modeste quand il décide de quitter l'Europe et de s'installer aux États-Unis.¹⁴ Il arrive à New York le 7 septembre 1925 d'où il part directement à Oberlin pour occuper son poste de professeur à l'université de la ville (Oberlin College). Dans le cadre de ses cours historiques et politologiques, il y enseigne trois sujets pendant ses premières années : les théories politiques, les questions de la paix et les problèmes des systèmes étatiques européens.¹⁵ En même temps, il entame l'écriture d'un livre de grande envergure par lequel il tente d'expliquer les causes de la dissolution de la Monarchie des Habsbourg. Son ouvrage portant le même titre, *The Dissolution of the Habsburg Monarchy* (La dissolution de la Monarchie des Habsbourg) apparaît en 1929 à Chicago et prouve les compétences intellectuelles et les connaissances particulières de son auteur, car il a été réédité trois fois et est utilisé aujourd'hui encore dans certaines universités américaines.¹⁶

Malgré le fait qu'il rentre souvent en Europe pour réaliser des recherches et entretenir ses relations familiales et amicales (il a même de bonnes relations avec plusieurs politiciens des nouveaux États issus de la Monarchie), il ne revient en Hongrie qu'une seule fois, en 1947. Grâce aux informations fournies par ses amis, il connaît bien la situation hongroise et espère trouver un État démocratique après le règne du régime de l'amiral Horthy, qui sera capable de coopérer avec les autres pays de la région dans le cadre d'une coopération danubienne ; mais ses expériences personnelles le convainquent que le pays, ainsi que ses voisins, est en train de devenir une dictature communiste, c'est ainsi son dernier séjour en Hongrie.¹⁷ Il cesse même son amitié avec Károlyi Mihály qui coopère avec le nouveau régime comme ambassadeur de la Hongrie à Paris. Ensuite, il consacre ses énergies à l'enseignement et aux recherches scientifiques jusqu'à sa mort le 13 février 1957. Ses cendres, selon son vœu, seront ramenées et enterrées en Hongrie

une confédération in Russes, Slaves et Soviétiques. Pages d'histoire offertes à Roger Portal, Institut d'Études slaves, Publications de la Sorbonne, Paris, 1992. 393-401.

¹³ LE RIDER, Jacques: *Visions hongroises de la « Mitteleuropa »*, Revue germanique internationale, N°4, 1995. 254.

¹⁴ LITVÁN: 274.

¹⁵ HANÁK : 112-113.

¹⁶ LE RIDER : 254-255.

¹⁷ LITVÁN : 431-440.

après la chute du régime communiste, en 1991.¹⁸

Son œuvre littéraire et scientifique

Étant donné que l'œuvre de Jászi est particulièrement riche grâce à ses nombreux écrits abondants tout au long de sa vie, nous sommes dans l'impossibilité de présenter l'ensemble de ses ouvrages qui comptent plusieurs milliers d'éléments.¹⁹ Par conséquent, dans cette partie, nous nous limitons à la présentation des grandes catégories de ses travaux et nous tenterons de donner les idées fondamentales de ses ouvrages principaux, en marquant les points les plus importants de son idéologie.

En première position, il faut mentionner ses articles et études apparus dans différents journaux de plusieurs pays en Europe et aux États-Unis, à partir des années 1890 jusqu'à la fin de sa vie en langues hongroise, allemande et anglaise. Le nombre dépasse le millier. Jászi diffuse ses idées à travers cet ensemble très abondant avec un succès considérable, car ses écrits apparaissent partout, de la Hongrie jusqu'aux États-Unis, même souvent dans des revues de grand prestige. Cependant une partie de ses articles, surtout ceux publiés aux États-Unis, sont inconnus encore aujourd'hui car leur grand nombre a rendu difficile leur découverte et leur analyse.²⁰

En dehors de ces travaux « officiels » écrits pour le grand public, c'est la correspondance extrêmement abondante de Jászi qu'on mentionne en deuxième position. Pendant toute sa vie, il a mené une correspondance riche avec les membres de sa famille, ses amis et ses connaissances. Les personnages les plus connus parmi ses correspondants sont Ervin Szabó, Mihály Károlyi, Endre Ady et Lajos Hatvany. La majorité de ces lettres se trouvent dans différentes archives en Hongrie et aux États-Unis, mais certains éléments ont été publiés dans un volume sous la rédaction de György Litván et János F. Varga, qui donne un avant-goût de cette activité littéraire moins connue.²¹

Une source d'informations très importante sur sa vie est son journal, écrit entre 1919 et 1956 en langues hongroise et anglaise, et qui remplit trente-neuf carnets. Apparemment, il aurait rédigé un journal avant 1919, mais ce document laissé en Hongrie lors de son émigration a été détruit plus tard, lors d'un incendie durant la Seconde Guerre mondiale. Seule une moindre partie, plutôt volumineuse (d'environ 400 pages) a été publiée, qui présente la période entre 1919 et 1923 quand Jászi a déjà quitté le pays, mais vivait toujours en Europe.²²

¹⁸ LITVÁN, György (sous la direction): *Jászi Oszkár hazatérése* (Le retour de Jászi Oszkár), Társadalomtudományi Társaság, Budapest, 1996. 7-9.

¹⁹ Voir GYURGYÁK, János – LITVÁN, György (sous la direction): *Jászi Oszkár bibliográfia*, Századvég, Budapest, 1991.

²⁰ Idem.

²¹ LITVÁN – VARGA, F : 581.584.

²² LITVÁN, György (sous la direction): *Jászi Oszkár naplója 1919-1923* (Le journal de Jászi Oszkár), MTA Történettudományi Intézet, Budapest, 2001. 7-11.

En marge de ces écrits, ses œuvres de grande envergure méritent une attention particulière de la part du public professionnel. Trois de ses livres ayant une influence considérable sur l'époque sont intéressants encore aujourd'hui : *A nemzeti államok kialakulása és a nemzetiségi kérdés* (La formation des États nationaux et la question de nationalité), *A Monarchia jövője. A dualizmus bukása és a Dunai Egyesült Államok* (L'avenir de la Monarchie. L'échec du dualisme et les États-Unis du Danube), *A Habsburg Monarchia felbomlása* (La dissolution de la Monarchie des Habsbourg).

Son livre intitulé *La formation des États nationaux et la question de nationalité* est apparu en 1912 après cinq ans de recherches approfondies consacrées à une meilleure connaissance des nationalités en Hongrie. Jászi les effectue non seulement dans les bibliothèques, mais aussi sur le terrain pour recueillir les données les plus viables possible.²³ Au-delà de ces informations, il utilise des résultats statistiques pour essayer de reconstituer l'évolution de la situation ethnique en Hongrie, afin d'avoir une image réelle sur le nombre des peuples ethniques. En analysant les étapes de l'évolution étatique et nationale, il abandonne l'idée d'une politique d'assimilation adoptée par les autorités hongroises, comme une méthode vouée à l'échec selon les expériences anglaises, allemandes et russes. Selon lui, cette politique de magyarisation entraîne l'exclusion de la vie officielle et se révèle une impasse, les minorités représentant cinquante pour cent de la population.²⁴ Pour éviter un effondrement éventuel de la Monarchie et la création de plusieurs petits États unilingues difficilement viables, il soumet deux propositions pour résoudre ce problème : 1. il faut assurer l'enseignement, l'administration et une jurisprudence de qualité en langues nationales, 2. il faut permettre aux nationalités de développer librement leur langue et leur culture. Enfin, il propose une autonomie culturelle pour les nationalités vivant au sein de la Monarchie pour le maintien d'un État fort et moderne.²⁵ Malheureusement, ce livre important et novateur ne contribuera pas à l'évolution de la politique hongroise, et ce malgré les critiques positives reçues de la part des porte-parole des nationalités.²⁶

L'avenir de la Monarchie. L'échec du dualisme et les États-Unis du Danube a été édité en octobre 1918, à la veille de la révolution. Le manuscrit avait été déjà achevé au printemps, mais les conditions (matérielles et politiques) n'ont permis son édition qu'en octobre. Le livre est dédié (sans nom, mais de façon suggestive) à Mihály Károlyi, comme le seul politicien qui pourrait réaliser les projets décrits dans le volume.²⁷ Dans cette œuvre, en présentant les problèmes de la Monarchie,

²³ JÁSZI, Oszkár: *A nemzeti államok kialakulása és a nemzetiségi kérdés*, Válogatás, Goondolat, Budapest, 1986.

²⁴ Ibid. 233-241.

²⁵ Ibid. 245-250. BAKA : 175-177.

²⁶ HANÁK : 52-54. LITVÁN : 84-85.

²⁷ JÁSZI, Oszkár: *A Monarchia jövője. A dualizmus bukása és a Dunai Egyesült Államok*, UI Magyarország Részvénytársaság, Budapest, 1918. 3-13.

déjà traités plusieurs fois par lui-même dans ses écrits, il cherche les solutions qui permettent d'éviter la dissolution définitive de l'État austro-hongrois. Il reprend la conception de Kossuth en proposant la transformation de cet État et des peuples du bassin du Danube en une confédération danubienne démocratique. Cette nouvelle formation serait une sorte d'États-Unis du Danube, formant une « *Pentarchie* » de cinq composantes : une Hongrie privée de la Croatie, une Autriche composée des territoires germanophones, une Tchéquie, une Pologne réunissant la Galicie et la Pologne russe, et une Illiryie regroupant les nationalités sud-slaves.²⁸ Au sein de chaque pays, la question des nationalités doit être réglée selon les principes du libéralisme. Le fonctionnement démocratique de ces nouveaux États serait garantie par l'union appelée Confédération ou États-Unis du Danube, qui réglerait les affaires douanières, extérieures et de la défense. Selon Jászi, cette transformation qui est loin de la restauration de la Monarchie des Habsbourg pourrait contribuer à la démocratisation des cinq États concernés.²⁹ Cependant ce projet ne pouvait être réalisé, car les groupes d'émigrés des minorités nationales et les puissances de l'Entente sont tombés d'accord sur le démembrement de la Monarchie Austro-Hongroise, ainsi l'idée de Jászi a été avortée avant même sa naissance.³⁰

La première édition de son œuvre intitulée *La dissolution de la Monarchie des Habsbourg* a été publiée aux États-Unis en 1929. Dans ce livre, il présente l'histoire de la Monarchie des Habsbourg et les causes de sa dissolution. La particularité de cet ouvrage est qu'il est basé non seulement sur des sources écrites, mais aussi sur les expériences personnelles de l'auteur qui a été capable de garder son objectivité et de présenter les fautes de la Monarchie avec lucidité. Selon lui, ce sont les fautes commises par les différents acteurs représentant les éléments hétérogènes de la Monarchie qui ont causé la chute de l'État, ainsi le problème de nationalité non résolu a été le facteur le plus important de son échec.³¹ En même temps, il constate que les nouveaux États de l'Europe centrale sont menacés par les mêmes dangers que leur prédécesseur : la centralisation abusive et l'assimilation forcée. S'ils ne sont pas capables de les éviter, ils devront subir le même destin que la Monarchie.³² En connaissant l'histoire de la région entre les deux guerres, on peut dire que la constatation de Jászi était prophétique.

Un manuscrit oublié : les États-Unis d'Europe

Il y a un élément très intéressant de l'œuvre de Jászi qui est resté pratiquement inconnu pendant très longtemps. Notamment un manuscrit inédit intitulé *États-Unis d'Europe* trouvé dans l'héritage américain de Jászi à l'Université Columbia par

²⁸ Ibid. 37-39.

²⁹ Ibid. 44-59. LE RIDER : 254.

³⁰ MÉREI : 400-401.

³¹ JÁSZI, Oszkár: *A Habsburg Monarchia felbomlása*, Gondolat, Budapest, 1982. 556.

³² Ibid. 559-561.

son biographe, l'historien György Litván en 1982. Malgré le fait que le document ne soit pas daté, on peut supposer grâce à certaines caractéristiques qu'il a été produit en 1927 afin d'être exposé lors d'un colloque, mais finalement qu'il n'a jamais été présenté pour le public. Le manuscrit fait partie intégrante de l'œuvre de Jászi et son contenu n'est connu du public que depuis sa publication en 2006 en Hongrie.³³

Cette étude divisée en quatre parties reprend l'idée du fédéralisme danubien qu'elle élève à un niveau européen en basant son argumentation sur les expériences vécues en Europe pendant les années 1920.

Au début de son manuscrit, Jászi décrit la situation européenne qui lui semble sinistre. Selon lui, l'Europe s'approche d'une anarchie économique et politique à cause de l'exagération de la souveraineté nationale au détriment de la coopération économique et culturelle internationale. Ce manque de coopération contribue à la dissolution des entités économiques auparavant fonctionnant correctement, qui entraîne la radicalisation des systèmes politiques, ainsi plusieurs États optent pour un régime bolchevique ou pour un régime autoritaire. À cause de l'apparition de ces systèmes adoptant l'utilisation de la violence comme moyen adéquat, c'est le particularisme qui domine au lieu de l'intégration. Cette situation est aggravée par le fait que les pays vaincus veulent récupérer leurs territoires perdus tandis que les vainqueurs veulent défendre leurs propriétés acquises à la fin de la Première Guerre mondiale. Comme l'exemple de la Hongrie le prouve, le désir de la libération de 5,5 millions d'hommes entraîne l'assujettissement de 4,5 millions. Ce phénomène paradoxal existe aussi dans les relations de plusieurs autres peuples comme par exemple entre les Allemands et les Tchèques, les Grecs et les Turcs, les Roumains et les Russes, les Ukrainiens et les Polonais, les Albanais et les Yougoslaves, les Italiens et les Serbes, les Arméniens et les Turcs, etc. Par conséquent, une nouvelle guerre semble pratiquement inévitable, qui menace de détruire la civilisation européenne.³⁴

Dans la deuxième partie, Jászi essaye de proposer une solution pour ces problèmes qui sont aggravés par la rivalité impérialiste des grandes puissances. Étant donné que cette crise économique, politique et morale doit aboutir à une guerre, il propose comme seule solution le refus de la souveraineté nationale et l'établissement des États-Unis d'Europe basée sur les principes du libre échange (dans les domaines de l'économie et de la culture), de l'autonomie des minorités nationales (le même traitement pour toutes les minorités dans tous les pays européens) et de la représentation commune (l'établissement d'une sorte de Parlement impérial). Si les pays européens manquent la réalisation de ces réformes nécessaires, c'est toute l'Europe qui souffrira, car elle devra subir la perte de son rôle dominant dans le concours économique mondial.³⁵

La troisième partie est consacrée à la présentation des causes du manque de la

³³ JÁSZI, Oszkár: *Európai Egyesült Államok* Magyarországi Európa Társaság, Budapest, 2006. 5.

³⁴ Ibid. 11-17.

³⁵ Ibid. 18-22.

représentation politique de cette idée « *européenne* » dans les pays européens. D'une manière étrange, il n'y a aucun groupe d'intérêt, association ou classe sociale qui soutient cette idée commune, même la classe ouvrière qui revendique un caractère international reste indifférente à cette initiative. La cause réelle de cette indifférence est très simple selon Jászi : l'Europe unie serait tellement utile pour toute la population européenne qu'elle ne pourrait pas assurer des avantages particuliers aux politiciens nationaux qui perdraient de leur importance à cause d'une coopération internationale fructueuse. Par conséquent, malgré leur pouvoir, ils ne sont pas du tout intéressés dans le succès de ce projet.³⁶

Dans la dernière partie, Jászi pose la question de savoir si cette union est réalisable ou si elle appartient à un monde utopique irréalisable. Étant donné que la réalisation de cette coopération est indispensable pour l'Europe, ce projet sera certainement concrétisé tôt ou tard. La seule question est la méthode à adopter. Selon Jászi, il y a trois voies différentes qui peuvent nous conduire à une coopération européenne : celle de la guerre, celle de l'évolution démocratique et celle du bolchevisme. Dans le premier cas, un État réussit à dominer les autres et à construire une entité européenne selon le modèle des grands empires de l'histoire européenne. Cependant ces empires ont toujours été démolis par la même évolution européenne qui les avait construits, ainsi ces États n'étaient pas durables. De plus, la Grande Guerre a prouvé qu'il n'y a aucune puissance en Europe qui pourrait revendiquer ce rôle pour elle-même, ainsi cette possibilité semble improbable. Dans le deuxième cas, les pays européens connaissent une telle évolution démocratique qu'elle permettra une coopération à un niveau européen, selon le modèle des États-Unis d'Amérique. Cette coopération serait éventuellement réalisée par plusieurs confédérations (allemande, russe, danubienne), mais le principe serait le même : une coopération démocratique européenne dans le domaine de l'économie et de la politique excluant la rivalité et les guerres. De même, il faut voir que pour une telle tentative, nous aurions besoin d'un courage et d'une confiance jamais vus auparavant, ainsi il faut compter avec la troisième voie. Le bolchevisme a un immense potentiel qui peut entraîner la naissance d'un nouveau système paneuropéen basé sur la coopération du prolétariat des différents pays européens. Cependant, cette dernière possibilité coûterait chère en vie humaine et en valeurs morales, ainsi elle représenterait une victoire à la Pyrrhus pour l'Europe.³⁷

L'étude de Jászi reste ouverte, il ne formule pas de conclusion (il ne pouvait pas la faire sans la connaissance de l'avenir), mais nous pouvons la faire aujourd'hui. On peut dire que la clairvoyance de Jászi est stupéfiante. L'union de l'Europe a été réalisée avec un retard important par rapport à ses idées, mais finalement l'ensemble des trois scénarios évoqués dans son étude ont eu un rôle important dans ce processus. Nous avons assisté à une guerre mondiale dévastatrice qui peut

³⁶ Ibid. 22-26.

³⁷ Ibid. 27-30.

être considérée comme une tentative d'unification de l'Europe – sous un joug allemand nazi. Cette guerre a entraîné une augmentation du pouvoir bolchevique-communiste en Europe centrale et orientale qui a essayé de créer une autre union dépourvue de plusieurs valeurs humaines et culturelles. Et finalement, tous ces événements ont contribué à la réconciliation franco-allemande et à l'évolution démocratique de l'Europe occidentale qui a permis la naissance d'une union européenne – de manière pacifique.

Malgré le fait que la théorie de Jászi soit arrivée prématurément et qu'elle n'ait pas été publiée, sa validité a été prouvée par l'évolution historique, qui montre la grandeur de Jászi comme penseur et expert des sciences sociales.

Zoltán Garadnai

La tentative de la politique d'ouverture de la Hongrie aux pays de l'Ouest, 1967 - 1968

Le cas des relations franco hongroises¹

Abstract

The development of Franco-Hungarian relations was subordinate to „the Soviet connection” and to France’s traditional relations with the Eastern-Central European countries. The bilateral development with Paris can be evaluated through the changes in their perception of the „national communist” regime coming to power after 1956 as well as their judgement of János Kádár. The nadir of 1956-1959 was followed by the slow rapprochement of 1960-1963 then a rise in 1964-66. The year of 1967 showed fall due to the relapse of Hungarian overture to the West followed by another rise from the beginning of 1968 to August of this year. The Hungarian participation in the Czechoslovakian intervention ruined primarily the public reputation of Hungary and reduced cooperation between the two countries in the sphere of political relations as de Gaulle’s diplomacy considered this participation as a failure. The other great „loser” for participating in the intervention was Poland, and resulted in cancelling first secretary Gomulka’s invitation to France, and de Gaulle’s visit to Hungary was also cancelled. A greater problem was that no significant progress was made in the sphere of economic and trade relations between the two countries. On the whole, Hungary played only a secondary role in de Gaulle’s policy of eastern overture.

Keywords: Hungary, France, Charles de Gaulle, detent, East-West relations, Jenő Fock, János Kádár, diplomacy, Franco-Hungarian relations.

Le but principal de cette étude est d’analyser les grandes lignes de la politique étrangère hongroise entre 1967 et 1968, ainsi que celui d’approfondir nos connaissances concernant la politique d’ouverture de la Hongrie.² Pour la Hongrie de János Kádár, le but principal fut la continuité du processus de normalisation du régime Kádárien, et le maintien de la stabilité interne du régime tout autant liés à la consolidation internationale du pays.³ Pour

¹ L’élaboration de cette étude a été possible grâce à la bourse de recherche de János Bolyai de l’Académie hongroise des Sciences.

² Zoltán GARADNAI: *La place des pays d’Europe centrale et orientale dans la politique européenne de Charles de Gaulle (1963-1968), le cas hongrois*. IN: *Ouest-Est: Dynamiques centre-périphérie entre les deux moitiés du continent. Des regards interdisciplinaires*. Travaux de l’Université d’été de Pécs, 24-29 août 2009. Sous la direction de Patrick RENAUD, Judit MAÁR et Traian SANDU. Cahiers de la Nouvelle Europe. N°14/2011. L’Harmattan. 69-76.

³ Les publications les plus importantes à propos du sujet: GARADNAI Zoltán: *Nyitási kísérlet a magyar-francia kapcsolatokban*, (La tentation d’ouverture dans les relations hungaro-françaises), IN: GAZDAg Ferenc-KISS J. László (szerk.): *Magyar külpolitika a 20. században*, Zrínyi Kiadó, Budapest, 2004. 173-192. Zoltán

mieux comprendre l'histoire de la politique d'ouverture hongroise envers l'Europe occidentale, il nous faut analyser les documents originaux et essayer de comprendre les motifs psychologiques des décisions prises par les leaders communistes hongrois. Il est vrai que c'est une question difficile ; nous devons consulter la majorité des documents trouvés, et tenter de se figurer les circonstances des relations internationales de l'époque. Heureusement, nous pouvons avoir accès aux archives hongroises et françaises.⁴

Limites intérieures et extérieures de la politique hongroise

En Hongrie la détente intérieure joua un rôle majeur dans les buts diplomatiques hongrois de l'époque, qui fut complétée parallèlement par la réintégration générale du pays dans le système international, puisque la Hongrie se trouva politiquement et géographiquement dans la périphérie de l'Europe, en marge des relations internationales⁵ qu'elle eut perdu ses contacts traditionnels (p.e. Allemagne, Italie, Royaume-Uni), et qu'elle eut été totalement incorporée dans le système communiste, devenant un petit pays sans importance dans les affaires internationales.⁶ Pendant ces années, la société hongroise eut peur de la marginalisation et la périphérisation du pays, et se félicita de n'importe quel signe d'ouverture vers les pays de l'Europe occidentale.

Ces pays eut été évalués comme le centre, tandis que l'URSS symbolisa le monde de l'Est comme la périphérie.⁷ Cette pensée s'accorda avec les désirs de la population, formant ainsi un compromis pour la vie commune intérieure; l'acceptation de la politique intérieure du régime, qui accentua «*la sensibilité de détente*»⁸, exprime bien la situation politique en Hongrie, ainsi que l'importance de la détente internationale pour le régime Kádárien.⁹

Les événements des années 1967-1968 montrèrent d'une part les vraies limites (extérieure et intérieure) de la politique d'ouverture des leaders communistes

GARADNAI: *La Hongrie de Janos Kadar et le processus d'Helsinki*, IN: *Vers la réunification de l'Europe. Apports et limites du processus d'Helsinki de 1975 à nos jours*, Sous la direction de Elisabeth du RÉAU et Christine MANIGAND, L'Harmattan, 2005. 123-139. KECSKÉS Gusztáv: *Franciaország Közép-Kelet-Európa politikája 1918-tól napjainkig*, (La politique orientale de la France de 1918 jusqu'à nos jours) MTA TTI, Budapest, Kézirat (manuscrit), 2004. Grotius. A Budapesti Corvinus Egyetem Nemzetközi Tanulmányi Intézetének tudományos folyóirata. www.grotius.hu/ Európa/Tanulmány. 117-126. GAZDAG Ferenc: *Franciaország története 1919-1995* (Histoire de la France), Kossuth, Budapest, 2011. 239.

⁴ Grace aux bourses de Kuno Klébersberg obtenues entre 2002-2007, l'auteur faisait des recherches aux archives françaises.

⁵ Zoltán GARADNAI: *Les relations franco-hongroises (1963-1968)*, ÖT KONTINENS, az Új- és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék közleményei, N° 2010, ELTE, Budapest, 2011. 121-140.

⁶ *Ibid.* 121.

⁷ Nicolas BADALASSI: *Pôle, centre, périphérie et réseau: permanences et évolution*. IN: *Ouest-Est: Dynamiques centre-périphérie entre les deux moitiés du continent. Des regards interdisciplinaires*. Travaux de l'Université d'été de Pécs, 24-29 août 2009. Sous la direction de Patrick RENAUD, Judit MAÁR et Traian SANDU, Cahiers de la Nouvelle Europe. N°14/2011. L'Harmattan. 21-25.

⁸ Georges-Henri SOUTOU: *La guerre de cinquante ans. Les relations Est-Ouest*. Fayard, Paris, 2001. 497.

⁹ GARADNAI (2005): 125-126. et GARADNAI (2011): 121-122.

hongrois, d'autre part tout espoir relatif à l'idée de détente-entente-coopération s'est envolé pour la France et les partisans de la détente en Europe à la suite de l'intervention des pays membres du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie.¹⁰

A l'occasion de la conférence des pays socialistes de Karlovy Vary (26 avril 1967) et sa déclaration, les limites de l'ouverture des pays socialistes furent montrées (sauf pour la Roumanie). En ce qui concerne ce premier obstacle de la politique d'ouverture hongroise, des leaders communistes hongrois furent prudents dans la question de la normalisation des relations avec l'Allemagne fédérale.¹¹ En 1967, le ministre des Affaires étrangères hongroises – János Péter - projetait une activité plus courageuse envers les pays de l'ouest, mais les importantes décisions politiques avaient été prises dans le cadre du parti communiste, alors que le gouvernement les mettait en pratique. János Kádár et ses proches n'avaient qu'étudié la question des possibilités de la normalisation des relations avec la R.F.A, et les Hongrois proposèrent (sans obtenir de réponse) aux Roumains et aux Bulgares d'harmoniser leurs politiques envers la R.F.A.¹² Selon quelques interprétations, cette décision orthodoxe de la part des dirigeants hongrois corresponda à la réalité des circonstances internationales de l'époque, mais pour la diplomatie française cela montra les limites réelles de la politique étrangère hongroise, et que la Hongrie ne put pas surmonter la situation périphérique du pays.¹³

Budapest, bien entendu, n'exclut pas officiellement l'établissement de relations diplomatiques avec Bonn, mais la décision finale fut déterminée par les importants facteurs suivants: a) Le problème principal fut toujours la doctrine Hallstein, et les dirigeants hongrois respectaient plutôt la sécurité et la stabilité dans le cadre des réalités du bloc que celle de choisir la voie d'ouverture à la roumaine.¹⁴ b) La deuxième barrière concernant la politique d'ouverture hongroise envers la France fut devenue claire par la visite du Secrétaire d'État à l'Économie, M. Nungesser, (27-28 mai 1967) lorsque les partenaires établirent que le niveau des échanges économiques entre les deux pays restaient toujours modestes.¹⁵ c) En même temps, les diplomates français

¹⁰ Nicolas BADALASSI: *Être un centre ou ne pas être. L'exemple de la France du général De Gaulle. IN: Ouest-Est: Dynamiques centre-périphérie entre les deux moitiés du continent. Des regards interdisciplinaires*, Travaux de l'Université d'été de Pécs, 24-29 août 2009. Sous la direction de Patrick RENAUD, Judit MAÁR et Traian SANDU, Cahiers de la Nouvelle Europe. N°14/2011. L'Harmattan. 56-68.

¹¹ GARADNAI (2011): 132-133.

¹² Magyar Országos Levéltár (MOL) (*Archives nationales de Hongrie, Archives du Ministère des Affaires étrangères*) XIX-J-1-u-/PJ/1967. *Erdélyi Károly iratai* (Documents de Karoly Erdélyi) 16. dob. A magyar-NSZK tárgyalások és a varsói külügyminiszteri értekezlet. (Les entretiens hungaro-allemands et la réunion des ministres des Affaires étrangères à Varsovie.)

¹³ KISS J. László: *A Magyar Népköztársaság és a Német Szövetségi Köztársaság kapcsolatainak fejlődése (1963-1975)*, (Le développement des relations de la République populaire de Hongrie et la RFA.) Magyar Külügyi Intézet. Kézirat (manuscrit), 1976.

¹⁴ Archives du Ministère des Affaires Étrangères, Paris (AMAE) Europe-Hongrie Dossier 204. *Note. Entretiens de M. Szilagyi: Vice-Ministre des Affaires étrangères de Hongrie avec le Directeur des Affaires politiques.*

¹⁵ MOL-288f. 47.cs. 798.ő.e. 330. *Kádár János hozzászólása a magyar diplomaták előtt.* (L'intervention de Janos Kadar devant les diplomates hongrois.) À l'occasion de la visite de Pierre Messmer (le 18-20 juillet 1973) à Budapest, Kadar déclarait devant le Premier Ministre français: « Notre intérêt national est que nos relations

respectaient le fait que la réforme hongroise se rapprochait plutôt du modèle yougoslave que du soviétique, mais les deux pays ne pouvaient pas trouver des intérêts communs sur le domaine économique.¹⁶ d) Le troisième obstacle fut divulgué par l'intervention des pays socialistes contre la Tchécoslovaquie. Au début de 1968, la politique hongroise essaya encore de renforcer la position internationale du pays, de même que celle des relations franco-hongroises, mais la Hongrie n'avait pas les moyens (en hommes et en ressources) d'une politique extérieure ambitieuse.

En même temps, la diplomatie gaullienne motiva indirectement la politique de Kádár. Ce dernier avait dit aux diplomates hongrois - le 24 août 1964 - lors la réunion des ambassadeurs, à propos du Président de la République Française: «...je dirais sur De Gaulle, en perspective „A la porte”, mais pour hier et pour demain je dis: „Vivat”. Mais c'est seulement pour cette raison que je ne peux pas dire à un gouvernement communiste „Vivat”. Pour l'instant, il donne autant de souci pour ses alliés qu'il peut faire du mal aux monde socialiste. Il existe, fait de la politique, et nous devons faire de la politique avec lui aussi.»¹⁷

Cependant les dirigeants communistes n'avaient jamais perdu le souvenir de la révolution de 1956, et essayèrent de confirmer la réhabilitation internationale du régime devant l'opinion publique mondiale, et afin de stabiliser le régime de l'intérieur, la question du développement économique resta toujours le but principal des dirigeants hongrois.¹⁸ L'apogée de cette politique de normalisation se passa en 1968 avec la visite de Jenő Fock en France (25-30 mars 1968), quand les hongrois restèrent circonspects à l'égard de Bonn, malgré les propos rassurants de De Gaulle et des diplomates français.

Ces derniers essayaient de les convaincre de créer de nouvelles relations avec les Allemands. La Hongrie suggéra la conclusion d'un traité d'amitié et de coopération avec la France, ce qui fut accueilli avec réserve du côté français. Au cours des conversations, la discussion des questions politiques européennes porta surtout sur l'Europe, la question allemande et la visite de De Gaulle en Roumanie. Jenő Fock évoqua l'héritage de la Petite Entente et le traité de Trianon, mais De Gaulle proposa finalement à son homologue de surmonter les mauvais souvenirs du passé.¹⁹

Les principales questions des relations franco-hongroises en 1967

Au Ministère des Affaires étrangères, lors de la réunion régionale des ambassadeurs (12-14 décembre 1966), il y eut un échange de points de vue au

économiques avec l'Ouest ne se résumeraient pas à un monopole allemand. C'est la raison pour laquelle nous insistons sur le développement des relations économiques avec l'Italie et la France. »

¹⁶ AMAE Europe-Hongrie Dossier 204. *Compte rendu de la mission de Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances, à Budapest, les 27 et 28 Mai 1967.*

¹⁷ GARADNAI (2005): 136.

¹⁸ MOL-XIX-J-1-j-France-002670/1967. 38. dob., MOL-XIX-J-1-j-France-00745/1968. 36. dob., et MOL-XIX-J-1-j-France-00745/21/1968. 36. dob. et voir aussi: AMAE Europe-Hongrie Dossier 204. *Note. Visite à Paris de M. Jenő Fock. (2 avril 1968.)*

¹⁹ AMAE Europe-Hongrie Dossier 204. *Note. Visite à Paris de M. Jenő Fock. (2 avril 1968.)*

sujet des relations franco-hongroises. Le ministre, János Péter déclarait devant les diplomates hongrois: « ...Il y a beaucoup de surprise chez nous, quand les politiciens hongrois parlent de la vallée du Danube. Camarades! Nous ne pouvons pas parler de nous-mêmes sur les Balkans! Seulement, de cette région géographique où nous sommes! » (...) « ...en regardant notre situation géographique et notre expérience historique, et en parlant courageusement de ces affaires, mais naturellement, en faisant attention à la sensibilité des pays voisins. » (...) « ...Il faut trouver d'autres méthodes avec lesquelles il est possible de réaliser des conférences européennes différentes ». ²⁰

Le ministre déclara dans son rapport devant le Collège du Ministère en 1966 : « S'il n'y avait pas les États-Unis, l'Allemagne de l'Ouest et l'Angleterre, il serait possible que De Gaulle soit l'ennemi capital. Pourtant notre ennemi principal reste l'impérialisme américain... » (...) « ...il nous faut profiter des possibilités actuelles pour notre direction indépendante... » (...) « L'attitude des pays socialistes envers la France, mot pour mot, est un jeu tactique ». ²¹

Devant le Comité central du parti, le 12 avril 1967, János Kádár exprima son opinion sur l'attitude de la diplomatie hongroise relative à l'idée européenne: « Nous nous rappelons cette visite à Paris, nous nous sommes mis d'accord sur son discours, et il disait ce que nous avions voulu dire. Il a dit que la Hongrie est un pays européen par sa position géographique, et nous nous intéressons à la conception de l'Europe. » ²²

Dans l'année 1967 en général on constate un développement constant; en ce qui concerne les relations bilatérales, le but principal était l'organisation de visites de haut niveau, notamment ministérielles, ²³ ainsi que le développement de la coopération économique et culturelle. Ils soulignèrent également l'importance des relations technologiques et des possibilités de propagande. Indépendamment des plans élaborés à Budapest, il n'y eut pas en 1967 un développement significatif des relations entre les deux pays. ²⁴ Dans le courant de l'année, Nungesser, le secrétaire d'État responsable des questions économiques et financières, se rendit en Hongrie les 27-28 mai 1967. ²⁵ Lors des entretiens, on y discuta des relations économiques bilatérales, des questions relatives aux réformes économiques hongroises, ainsi que des questions politiques, vu que en cas de fiasco, Budapest ne pouvait pas s'attendre à une aide de Moscou, ce qui aurait mis en péril la position de la classe politique au pouvoir, et aurait mené à l'échec le nouveau mécanisme économique. ²⁶ L'attention des français ne manqua pas d'être attirée

²⁰ MOL-XIX-j-1-j-France-005935/1966. 47. dob., MOL-XIX-j-1-j-France-004429/29/1966. 47. dob.

²¹ MOL-XIX-J-1-j-France-001106/1966. 47. dob.

²² MOL-288.f. 4.cs. 87.ő.e./1. (1967) p. 48.

²³ GARADNAI Zoltán: *Kelet-Közép-Európa helye és Magyarország szerepe De Gaulle tábornok Európa-politikájában (1958-1969)*. (La place de l'Europe Centre-Orientale et le rôle de la Hongrie dans la politique européenne du Général de Gaulle) Thèse de doctorat soutenue à l'Université Corvinus à Budapest. 2005. 167-181. AMAE Europe-Hongrie Dossier 204. *Note. Visite à Paris de M. Jenő Fock. (2 avril 1968.)*.

²⁴ MOL -XIX-J-1-j-France-005935/1966. 47. dob. et XIX-J-1-j-France-004429/29/1966. 47. dob.

²⁵ GARADNAI (2011): 132-135.

²⁶ GARADNAI (2005): 127-128.

sur le fait que pour les hongrois, le développement de leurs relations commerciales était hautement important.

Les marges de manoeuvre en politique étrangère furent restreintes, vu que la Hongrie ne pouvait compter sur l'aide des soviétiques que de façon minime, qu'elle n'était pas membre du Fonds Monétaire (les soviétiques ne permettaient pas d'y adhérer), et qu'elle fut confrontée à de graves problèmes d'équilibre budgétaire, voyant ainsi une solution dans le développement des relations commerciales bilatérales.²⁷

La Hongrie occupa une place très modeste dans le commerce extérieur de la France (la 50^{ème} place) et le marché français ne représenta que 2% de ses importations, se situant complètement à la périphérie, comparativement à la R.F.A. Cela fut renforcé par le fait que la Hongrie, comparée à la Pologne et à la Roumanie, ne possédait pas de ressources naturelles, et que les relations de la France avec la Hongrie furent soumises à la dominance allemande avant 1945. Mais après cette date, il n'y eut pour autant jamais de possibilité de créer des relations valables entre la France et la Hongrie dans le domaine économique-commercial. Ce ne fut que l'accord commercial de 1966 qui marqua un changement sur la base duquel une coopération commença à s'amorcer entre de grandes entreprises françaises et hongroises. C'était la viande et le bétail hongrois (bovins) qui représentaient les 2/3 des importations françaises, tandis que leurs produits industriels étaient complètement inconnus en France; c'est pourquoi les produits agricoles furent dominants dans l'exportation hongroise. En 1966, un équilibre s'établit dans le commerce entre les deux pays, occasionné par une exportation importante de la viande hongroise, mais les restrictions douanières du Marché Commun menèrent à de graves problèmes. Le développement de l'économie hongroise nécessitait plus de crédits, et la France en profita.

Grâce à la visite de Nungesser en Hongrie, les relations économiques bilatérales étaient au point mort. La Hongrie devait déployer tous ses efforts dans toutes les directions et dans tous les sens. Les communistes hongrois voulaient maintenir le niveau des échanges avec la R.F.A, mais ils voulaient diversifier leurs contacts avec les autres pays de l'Occident.²⁸

En ce qui concerne la politique et la diplomatie, les Français furent conscients que les hongrois ne pouvaient pas - et ne voulaient pas - prendre le chemin de l'indépendance, et il n'y avait pas de sens à continuer le chemin roumain.²⁹

Après la conférence de Karlovy Vary, les Hongrois renforcèrent leurs relations avec la R.D.A et la Pologne, et en ce qui concerne les soviétiques, leur relation confiante formée au temps de Khrouchtchev fonctionna sous Brejnev également. Il s'avéra de manière claire que les Hongrois commençaient à s'intéresser à la

²⁷ GARADNAI Zoltán: *Iratok a magyar-francia kapcsolatok történetéhez (1963-1968)*. (Documents pour l'histoire des relations hungaro-françaises, 1963-1968). Magyarország és a világ. Diplomáciatörténet. Gondolat-MOL, Budapest, 2008. Documents N° 101-104. 346-357.

²⁸ GARADNAI (2011): 132-135.

²⁹ Centre des Archives Diplomatiques de Nantes (CADN), Ambassade de Budapest. Carton 102. N° 420/Eu.

conférence sur la sécurité européenne. Les Français accordèrent plus d'attention aux déclarations hongroises relatives à la coopération des pays du bassin danubien. La conversation d'un diplomate hongrois – György Misur - à Paris avec le responsable des questions hongroises – Jacques Rambal – confirma la chose, et souligna que l'Ambassade de France à Budapest analysait régulièrement les déclarations hongroises relatives à la coopération des pays du Bassin du Danube. Ainsi le rapport de l'Ambassadeur de la Hongrie, Marton Valko, à Paris: „*La conversation réalisée avec Rambal fonde notre opinion sur le fait qu'au sein du département politique du Quai d'Orsay il y a un travail d'analyse complexe concernant la Hongrie et celui des relations franco-hongroises.*”³⁰

La première consultation politique entre les deux ministères des Affaires étrangères se déroula entre les 14-16 novembre 1967, qui fut une étape importante dans les relations diplomatiques des deux pays.³¹ Béla Szilágyi donna une appréciation positive des relations bilatérales et mentionna l'éventuelle possibilité d'une visite du premier ministre, et M. Couve de Murville n'exclua pas cette possibilité.³²

En conclusion, les relations franco-hongroises à la fin de 1967 – à l'exception des relations économiques – prirent un nouveau tournant, ce qui signifia en premier chef une coopération correcte, mais en maintenant les distances. Cela est également caractérisé par le fait que lors des consultations à Paris, il fut entendu d'avoir une réunion diplomatique à Budapest le 27 février 1968, relative à la coopération franco-hongroise dans les organisations internationales. L'actualité de la question découla directement du fait que la Hongrie devint membre du Conseil de Sécurité de l'O.N.U à partir du 1^{er} janvier 1968.³³

Vers un tournant décisif?

L'année 1968 marqua un tournant dans l'histoire de la guerre froide, et les limites de la politique de détente-entente-coopération furent aussi visibles pour le public. De Gaulle devait s'attendre à l'isolement de la France dans sa politique relative à la réforme du système de l'alliance atlantique, vu qu'aucun des États alliés ne la suivait sur le chemin de l'indépendance. En Occident, la peur des soviétiques se confirma être plus forte que l'espérance d'un processus de détente, basée sur la coopération entre l'Est et l'Ouest. Le rapport Harmel relatif à la réforme de l'O.T.A.N et le signal Reijkjavik désiraient élargir et ouvrir des perspectives plus larges au processus de détente est-ouest, qui contrecarra la politique de détente-entente-coopération du général de Gaulle et aboutit en général à l'affaiblissement des positions de la France en Europe. A partir de cette époque, la politique de détente ne fut plus le privilège des Français et Allemands, mais devint la principale base des relations entre l'Est et l'Ouest.³⁴

³⁰ GARADNAI (2008): N° 99. 340.

³¹ *Ibid.* N°106-108. 358-381.

³² MOL-XIX-J-1-j-France-002727/5/1967. 38. dob.

³³ MOL-XIX-J-1-j-France-001909/1967. 35. dob.

³⁴ SOUTOU (2001): 478-481.

Tout espoir relatif à l'idée de détente-entente-coopération s'envola à la suite de l'intervention en août 1968 des pays membres du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie.³⁵ La discipline de bloc en Europe de l'Est fut de nouveau draconienne.

Les illusions d'une „gaullisation” de la région devait se heurter aux faits cruels de la souveraineté limitée, et l'idée hongroise sur la coopération régionale des nations danubiennes (qui fut un vrai espoir pour les leaders hongrois)³⁶ avait aussi perdu son peu de crédibilité avec l'intervention des pays socialistes contre la Tchécoslovaquie en 1968.³⁷ En raison de la participation de la Hongrie, ces initiatives hongroises se heurtèrent aux préjugés des pays voisins, et la renaissance des relations amicales entre la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie donnait motif à de sérieuses appréhensions au ministère de Budapest.³⁸

En 1969, un plan de perspective fut élaboré sur les relations franco-hongroises, soulignant que la diplomatie hongroise aurait besoin d'arrêter ces actions avec la diplomatie française: „...avec une attention particulière envers ces événements ramenant au jour dans le cadre de la Petite-Entente”.³⁹

D'un point de vue hongrois, si nous faisons un rapport objectif des faits, il ne restait pas d'autre choix que de renoncer définitivement aux initiatives indépendantes et d'accepter la direction soviétique. Parmi les pays de l'Europe centrale et orientale, dans la diplomatie française, outre la Pologne, le rôle de la Roumanie se renforça progressivement, et la diplomatie parisienne voulut initier la nouvelle étape des relations entre les deux pays par la visite de Charles de Gaulle (les 14-18 mai 1968).

Ce voyage eut une répercussion politique et sentimentale, tout comme celui en Pologne; en premier lieu, il eut une importance particulière, avec une documentation très riche concernant les questions des relations franco-roumaine. Les Français attachèrent une attention pratique à tous les aspects, on prépara des

³⁵ *Discours et Messages* (DM), Conférence de presse du 9 septembre 1968. T. V. 332-335.

³⁶ MOL-XIX-J-1-j-Europe-00751/16/1970. 92. dob. Et sur la question de la coopération danubienne voir: MOL-XIX-J-1-j-Europe-001643/1965. 112. dob. A Budapest un diplomate hongrois, Antal Talaber, élaborait les plans suivants: „A” incluait un plan d'accord pour la coopération des pays de l'Europe Centrale, entre la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et l'Autriche. „B” incluait un plan d'accord sur la coopération des pays danubiens (l'URSS, la Roumanie, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, l'Autriche et l'Allemagne de l'Ouest). „C” était un plan sur les principes concernant une zone de paix européenne entre l'Allemagne de l'Ouest, l'Autriche, l'Italie, la Grèce, l'Allemagne de l'Est, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la Hongrie, l'Albanie et la Bulgarie. „D” était élaboré par les propositions de János Péter sur les principes de la coopération entre la Hongrie et l'Autriche.

³⁷ FÜLÖP Mihály - SÍPOS Péter: *Magyarország külpolitikája a XX. században* (La politique étrangère de la Hongrie) Aula, Budapest, 1998. 435-439. Mihály FÜLÖP: *La Hongrie entre l'Est et l'Ouest (1945-1995)*. Le Bulletin de la S.H.M.C. Supplément à la Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine, 43-1996/3-4. 66-75.

³⁸ GARADNAI (2011): 138-139.

³⁹ *Ibid.*

notes et comptes-rendu sur la Roumanie, on mit sous microscope tous les moindres détails du pays et ces sources confirment l'importance attribuée à la visite présidentielle.⁴⁰

La visite de Jenő Fock en France et la fin d'une période de rapprochement

Début 1968, la politique hongroise essaya encore de renforcer la position internationale du pays,⁴¹ de même que les relations franco-hongroises, mais n'avait pas assez de moyens (en hommes et en ressources) pour mener une politique extérieure ambitieuse.⁴² Cependant les dirigeants communistes n'avaient pas perdu le souvenir de la révolution de 1956, et essayèrent de confirmer la réhabilitation du régime devant l'opinion publique mondiale afin de stabiliser le régime à l'intérieur; la question du développement économique resta le but principal des dirigeants hongrois.⁴³ Le zénith de cette politique de normalisation fut atteint en 1968 avec la visite de Jenő Fock en France. Les Hongrois restaient circonspects à l'égard de Bonn, malgré les propos rassurants du général de Gaulle et des diplomates français, qui essayaient de les convaincre de créer de nouvelles relations avec les Allemands. La discussion des questions politiques européennes porta surtout sur l'Europe, sur la question allemande et la visite de de Gaulle en Roumanie. Jenő Fock évoqua l'héritage de la Petite Entente et le traité de Trianon, mais de Gaulle finalement proposa à son homologue de surmonter les mauvais souvenirs du passé.⁴⁴

La visite à Paris de M. Jenő Fock, Président du Conseil des Ministres de Hongrie s'est déroulée dans une bonne atmosphère et le chef du gouvernement hongrois paraît en avoir été satisfait. Pour la Hongrie, cette visite, la première faite à un haut niveau dans un pays occidental, devait confirmer la réhabilitation du régime devant l'opinion publique mondiale. Du côté hongrois, on craignait que le souvenir des événements de 1956 n'apporte encore une ombre légère sur le voyage, et on se réjouit de constater que celui-ci se déroulait sans que rien ne vienne leur rappeler.⁴⁵

Les relations économiques occupaient la place principale dans les entretiens.⁴⁶ D'une part les critiques des pays occidentaux concernant la capacité de l'économie hongroise, les limites économiques dans le C.O.M.E.C.O.M et dans les relations

⁴⁰ Voir CADN Ambassade de Bucarest. Carton 466.

⁴¹ GARADNAI (2008): N° 111. 386-389.

⁴² GARADNAI (2011): 135-138.

⁴³ MOL-XIX-J-1-j-Fr.-002670/1967. 38.dob., MOL-XIX-J-1-j-Fr.-00745/1968. 36.d., et MOL-XIX-J-1-j-Fr.-00745/21/1968. 36.dob. et voir aussi: AMAE Europe-Hongrie Carton 2417. Note. Visite à Paris de M. Jenő Fock. (2 avril 1968.), voir aussi les documents: GARADNAI (2008): N° 112-113. 390-396.

⁴⁴ AMAE Europe-Hongrie Dossier 204. Notes. *Visite à Paris de M. Jenő Fock, La situation intérieure de la Hongrie et la réforme économique, Relations politiques franco-hongroises, La Hongrie et le monde communiste.* La Hongrie suggéra la conclusion d'un traité d'amitié et de coopération avec la France, qui fut accueilli avec réserve du côté français. AMAE Secrétariat Général-Entretien et messages Vol. 33. *Entretien du Général de Gaulle et M.Fock.* 231-237.

⁴⁵ AMAE Europe-Hongrie. Dossier 204. *La politique extérieure de la Hongrie.*

⁴⁶ GARADNAI (2008): N° 116. 399-400.

avec les pays de l'Ouest. D'autre part la nécessité du développement économique augmentait aussi „*la sensibilité de détente*” du régime Kádár, mais en raison de ses limites idéologiques intérieures, ceci aboutissait à une diplomatie d'endettement, et le surendettement finalement détruisit la stabilité du régime.⁴⁷

Jenő Fock souhaitait exposer les désirs hongrois en matière de commerce international et bilatéral. Le Premier Ministre fut accompagné de spécialistes de l'industrie du développement technique et du commerce extérieur, qui avaient pris de nombreux contacts avec les milieux dirigeants officiels et privés de l'économie française. Le bilan de ces entretiens fut tiré le dernier jour de la visite au cours d'une réunion générale chez Georges Pompidou, Premier Ministre.⁴⁸ Les Hongrois souhaitaient que le gouvernement français prenne des mesures pour corriger le déséquilibre des échanges, ce qui avait été accepté par les Français.⁴⁹ Ces derniers soulignaient l'importance du développement du commerce sur des bases réciproques, ainsi qu'une tendance à l'équilibre se manifestant depuis quelques années dans les échanges.⁵⁰ Au cours des négociations les Hongrois insistèrent sur la nécessité d'orienter davantage les échanges entre les deux pays vers la coopération industrielle, en déplorant le problème essentiel d'un pays périphérique concernant les entraves apportées par le Marché Commun au développement des échanges.⁵¹ Les Français reconnurent que l'existence du Marché Commun posait certains problèmes pour les pays de l'Europe orientale, et donc concernait les relations économiques avec la Hongrie, et déclarèrent que rien ne serait fait par la C.E.E. sinon en accord avec la France.⁵² Les diplomates français acceptèrent une proposition de M. Fock tendant à l'institution d'une Commission mixte franco-hongroise chargée de la coopération industrielle, technique et scientifique.

Au cours des entretiens, une discussion ouverte s'est tenue sur les problèmes de politiques bilatérales et internationales. Ces conversations portaient surtout sur l'Europe et sur les relations franco-hongroises. Les Hongrois suggéraient la conclusion d'un traité d'amitié et de coopération,⁵³ ce qui fut accueilli avec réserve par les Français.⁵⁴ Les Hongrois exprimaient l'importance des projets généraux concernant la sécurité européenne, le système général de sécurité, ainsi que la conférence européenne sur la sécurité.⁵⁵ En ce qui concerne la question

⁴⁷ GARADNAI (2005): 127-128.

⁴⁸ AMAE Secrétariat Général-Entretien et messages Vol. 33. *Entretien élargi franco-hongrois*. 238-248.

⁴⁹ Documents Diplomatiques Français (DDF) 1968. T. II. Peter Lang. Bruxelles, 2010. N°64. (Budapest, le 31 juillet 1968.) 138-139.

⁵⁰ AMAE Secrétariat Général-Entretien et messages Vol. 33. *Entretien élargi franco-hongrois*. 238-248.

⁵¹ AMAE Secrétariat Général-Entretien et messages Vol. 33. *Entretien du Général de Gaulle et M.Fock*. 231-237.

⁵² *Ibid.*

⁵³ *Ibid.*

⁵⁴ Elle n'est pas mentionnée dans le communiqué, mais M. Fock en a parlé à la presse tant à Paris qu'à son retour à Budapest.

⁵⁵ AMAE Secrétariat Général-Entretien et messages Vol. 33. *Entretien du Général de Gaulle et M.Fock*. 231-237.

allemande, les Hongrois ne changeaient pas de position, et ils subordonnaient toujours l'amélioration de leurs relations avec la R.F.A. à la reconnaissance par celle-ci de la frontière Oder-Neisse et de l'existence de la R.D.A.

János Péter parlait de la politique allemande qui avait eu un commencement d'évolution, pendant que Jenő Fock devant la presse s'abstenait de toute polémique contre Bonn. „M. Fock a été l'hôte de la presse diplomatique à laquelle il a fait une excellente impression en répondant aux questions avec une grande intelligence, une remarquable liberté de ton et non sans humour. L'attention des journalistes était centrée sur les événements de Prague.”⁵⁶

Le Président du Conseil hongrois exprimait une position ouvertement en faveur du mouvement de démocratisation en Tchécoslovaquie, non seulement à Paris, mais aussi à l'occasion de la presse de Budapest, qui fut dans l'ensemble favorable à l'expérience Dubtchek,⁵⁷ malgré le souvenir des événements de 1956, la présence des troupes soviétiques, ainsi que la nécessité pour les communistes hongrois de ne pas prendre de risques avec la politique hongroise.⁵⁸

Bilan et conclusions

Les événements eurent comme résultats la „*stagnation*” de la diplomatie française vers l'Europe de l'Est et la força à repousser sa ligne de conduite en politique étrangère. Les Français voyaient la course de la crise, pour l'essentiel, dans la trop grande activité en politique étrangère de la R.F.A, et ils s'efforcèrent de contrecarrer les accusations contre la personnalité et la diplomatie du Général Charles de Gaulle.

Après 1968, la situation politique de la Hongrie avait été modifiée et l'importance de la présence de l'armée russe progressait, afin d'assurer le maintien non seulement de la stabilisation intérieure du régime mais aussi de la région.⁵⁹

D'un point de vue hongrois, si nous faisons un rapport objectif des faits, il n'y eu jamais d'autre choix, et il ne restait pas d'autre choix que celui de ne pas accentuer les initiatives indépendantes et d'accepter la direction soviétique, en devenant un pays fidèle au communisme. Il est nécessaire de constater qu'entre la Hongrie et l'U.R.S.S se développait aussi une détente particulière, sur la base d'intérêts politiques communs. C'est la raison pour laquelle les diplomates hongrois ne comprenaient pas bien la critique de leurs collègues occidentaux sur la diplomatie orthodoxe hongroise.⁶⁰

⁵⁶ AMAE Europe Hongrie, Dossier 205. Note. Visite à Paris de M. Jenő Fock.

⁵⁷ AMAE Secrétariat Général-Entretien et messages Vol. 33. Entretien du Général de Gaulle et M. Fock. p. 231-237.

⁵⁸ AMAE Europe Hongrie, Dossier 205. Note. Visite à Paris de M. Jenő Fock.. On peut lire les négociations: voir Garadnai (2008). N° 117-120. 401-425.

⁵⁹ Voir aussi: *Le Printemps tchécoslovaque 1968*. Sous la direction de François FEJTŐ et Jacques RUPNIK. III. chapitre, *La dimension internationale* Éditions Complexe, Paris, 1999. 137-280.

⁶⁰ *Ibid.*

Les éléments de la position hongroise furent les suivants: 1.) Périphérisation par rapport aux pays voisins, leurs préjugés existant toujours envers la Hongrie. 2.) L'idée de l'Europe danubienne et les conséquences de 1968, la rivalité entre la Hongrie et la Roumanie, la peur de la renaissance de la Petite Entente. 3.) La modification qualitative des relations hungaro-soviétiques avec un compromis dans la politique internationale et dans le monde communiste. 4.) L'importance des relations économiques et le développement du niveau de vie de la population et ses conséquences.

En conclusion la Hongrie ne fut pas un pays important, ni par rapport aux grandes puissances, ni par rapports aux autres pays de l'Est entre 1967 et 1968; mais grâce aux changements induits par le développement de la politique de détente, le régime hongrois deviendra de plus en plus populaire à la fin des années soixante. Les intérêts des leaders et ceux du peuple hongrois pouvaient se rejoindre,⁶¹ et le pays de János Kádár pouvait s'intégrer au cadre des relations internationales. Les Hongrois admettaient en privé que « *...l'intervention armées du mois d'août a compromis les efforts accomplis pour l'unité du continent, mais ils se disent désireux de les reprendre* ». ⁶²

⁶¹ GARADNAI (2005): 138-139.

⁶² Voir DDF T. II. N° 441. (Paris, le 9 décembre 1968). 957-958.

Gergely Fejérdy

Les Hongrois ayant rejoint le Mouvement européen en 1948*

Abstract

At the beginning of the Cold war, a large part of the Hungarian elite constrained to emigrate chose to join the Hungarian Committee of European movement. This Committee, which was created in 1948 following the Congress of Hague, was also one of the national councils of the Organization set up and chaired by Duncan Sandys. Without an exhaustive list of its members, it suffices to mention only a few illustrative names: Pál Auer, Gábor Apor, Gyula Dessewffy, Sándor Márai, Károly Peyser, György Bakach-Bessenyei etc.

Most of these personalities joined this European platform because they saw it as an effective instrument of international publicity and mobilisation in the struggle against the Soviet occupation of the Hungary. These prominent representatives of Hungarian literary and political traditions also considered their participation in the activities of that Committee an opportunity for the demonstration of Hungarian interests in European construction. From 1950 the enthusiasm subsided and the Hungarian Committee of the European movement became less active, it nevertheless maintained its considerable intellectual strength up to the end of the 1950s. Through the European movement, especially the Commission of Central and Eastern Europe in connection with the Council of Europe, and by his Vice-President Pál Auer, Hungarian ideas on European unity could be disseminated, though discretely, within influential Western circles despite the existence of the Iron Curtain.

Keywords: refugees, European Movement, European Unity, European Construction, Hungarian Federalists, Congress of Hague, Hungary, Iron Curtain, Cold War.

Aux 19^e et 20^e siècles, les idées concernant la promotion de l'unité européenne n'étaient pas inconnues dans l'élite politique et culturelle hongroise. Plusieurs membres de celle-ci soulignaient régulièrement l'importance de l'héritage commun et l'interdépendance évidente des pays sur le Vieux Continent. Si la Hongrie n'a pas pu officiellement participer au processus de construction européenne lancé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, jusqu'au changement de régime de 1989-1990, cela ne signifie pas pour autant que les Hongrois ne s'intéressaient absolument pas à la question.

L'occupation allemande puis soviétique de l'Europe centrale et orientale ont rendu impossible l'exercice d'une politique étrangère réelle et indépendante. Il est

* The Project is supported by the European Union and co-financed by the European Social Fund (grant agreement no. TAMOP 4.2.1/B-09/1/KMR-2010-0003).

vrai qu'en Hongrie, entre 1945 et 1947, beaucoup espéraient que la signature des traités de paix donnerait au gouvernement de Budapest une nouvelle marge de manœuvre dans les questions diplomatiques. Mais nous savons que cela ne s'est pas fait ainsi. Il faut noter par ailleurs qu'après la Seconde Guerre mondiale, il y avait peu d'experts en relations internationales et européistes ouverts et dans une position influente en Hongrie. Certains hommes politiques toutefois, s'appuyant sur les idées de l'entre deux guerres comme la création d'une Confédération Danubienne, considéraient comme indispensables de nouvelles coopérations en Europe.¹ Mais sans l'autorisation de Moscou, de tels objectifs ne pouvaient être évoqués sérieusement, et aucun pas concret n'a pu être réalisé dans cette direction. Parallèlement, beaucoup de facteurs tels que la dictature communiste de plus en plus ancrée en Hongrie, ou encore les fortes tensions avec les pays voisins, n'ont pas privilégié le soutien de la réalisation, d'une manière ou d'une autre, de l'unité européenne.

Les émigrés hongrois aux réunions européistes après la Seconde Guerre mondiale

Après la Seconde Guerre mondiale, nombreux étaient les émigrés hongrois disposant d'un réseau important, et qui s'intéressaient aux initiatives naissantes et de plus en plus variées pour réfléchir à l'avenir de l'Europe. Ces personnalités voyaient en effet essentiellement une sorte d'outil pour lutter contre l'idéologie communiste ainsi que l'emprise russe sur leur pays et ils espéraient faire obstacle à la descente définitive du rideau de fer coupant en deux le Vieux continent. Il n'est donc pas surprenant de voir que les Hongrois étaient présents dès le début dans les mouvements et rencontres dont l'objectif était de réfléchir et d'élaborer des projets d'une unité européenne censée garantir la paix et la prospérité.

C'était ainsi par exemple qu'on trouve au moins un Hongrois à plusieurs rencontres, essentiellement fédéralistes. Si ce n'était pas encore le cas à Genève au printemps 1944, lors des rencontres du Comité provisoire pour la Fédération Européenne, en septembre 1946 à Hertenstein nous trouvons un participant magyar², et de même en avril 1947 à Amsterdam³. En août de la même année à Montreux, lors du premier congrès de l'Union européenne des fédéralistes, le bureau exécutif mentionne le souhait que des fédéralistes émigrés des pays de l'Est puissent se joindre au mouvement. C'est le président Hendrik Brugmans qui s'est chargé personnellement

¹ Par exemple : Pál Auer (1885-1978), juriste international, européiste hongrois, président de la commission des affaires étrangères du Parlement de Budapest entre 1945-1946, puis chef de la légation hongroise à Paris jusqu'en juin 1947, souligne en novembre 1945 dans un article de Kis Újság l'importance de l'Unité Européenne. Cf.: AUER, P., „A Kiszgazda párt külpolitikája” [La politique étrangère du Parti des petits propriétaires], Kis Újság [Petit Journal], le 11 novembre 1945. 1.

² Concernant les participants: LIPGENS, W., *A History of European Integration*, Oxford University Press, London, 1982. 304.

³ VAYSSIERE, B., *L'Europe aux Européens: les tentatives fédéralistes de s'implanter à l'Est dans l'après-guerre, 1945-1948*. IN : FLERY, A., et JILEK, L., (éds.), *Une Europe malgré tout, 1945-1990: contacts et réseaux culturels*, P.I.E. Peter Lang, Bruxelles, 2009. 213.

d'entretenir les relations avec les personnalités concernées des pays européens sous orbite soviétique.⁴

Suite à la démission forcée du premier ministre hongrois Ferenc Nagy à la fin du mois de mai 1947, de nombreux diplomates magyars en poste à l'étranger ont démissionné. Par ailleurs, la fuite des hommes politiques hongrois anticommunistes est devenue un événement quasi quotidien en Hongrie. En été et à l'automne 1947 une nouvelle vague d'émigrés est arrivée en Europe occidentale. Parmi ces personnalités hongroises, plusieurs, s'appuyant sur le réseau d'entre deux guerres, se sont retrouvés rapidement dans les rangs des divers mouvements européens. C'est ainsi qu'en septembre 1947, au congrès organisé pour l'Union parlementaire européenne à Gstaad sur l'initiative du comte Richard Coudenhove-Kalergi⁵, fondateur du mouvement Paneuropéen, était présent Pál Auer, ancien chef de la légation hongroise à Paris qui avait démissionné trois mois auparavant. Il est l'une des personnalités hongroises très engagée entre les deux guerres pour promouvoir la construction de l'unité européenne et en particulier une confédération danubienne.⁶ A Gstaad, on trouve Duncan Sandys⁷ qui représentait à ce congrès le United Europe Movement, fondé et présidé par son beau-père, Winston Churchill. Il avait demandé à Pál Auer, connu également comme ancien président de la section hongroise du mouvement Paneurope⁸, de lui conseiller cinq noms parmi ses compatriotes pour être délégués au comité exécutif de ce mouvement européen, créé à Londres en janvier 1947, et qu'il représentait à Gstaad. Auer était connu dans les cercles politiques britanniques, il avait en effet eu l'occasion de rendre visite à Churchill notamment en 1939⁹, et était en relation avec plusieurs personnalités de grande influence. Il n'est donc pas surprenant que Duncan Sandys se soit adressé à lui. L'ex-diplomate hongrois, après avoir consulté quelques hommes politiques contraints à l'émigration, a répondu le 1^{er} octobre

⁴ Ibid. 219-220.

⁵ Richard Coudenhove-Kalergi (1894-1972), philosophe et homme politique d'origine austro-japonaise. Il était un promoteur de l'idée de l'unité européenne et fondateur du mouvement Paneuropéen suite à son livre *PanEuropa* paru en 1923.

⁶ Par rapport aux activités de Auer de l'entre deux guerres, voir notamment: BÓKA, É., *Auer Pál európai föderalizmusa*, [Le fédéralisme européen de Pál Auer]. IN : EGRY, G., et FEITL I., (éd.), *A Kárpát-medence népeinek együttélése a 19-20. században*, [La cohabitation des peuples du bassin des Carpates aux 19^e et 20^e siècles], Napvilág, Budapest, 2005. 387-412. FEJÉRDY G., *La vision européenne de Pál Auer* IN: SCHIRMANN, S., (dir.), *Quelles architectures pour quelle Europe? Des projets d'une Europe unie à l'Union européenne (1945-1992)*, P.I.E. Peter Lang, Bruxelles, 2011. 43-53.

⁷ Duncan Sandys (1908-1987), homme politique, diplomate, député, ministre britannique, gendre de Winston Churchill. Il était notamment animateur de l'United European Movement. A partir du mois de décembre 1947, il a dirigé le Comité international de coordination des mouvements pour l'unité européenne qui a assuré la préparation du Congrès de la Haye. Cf. LOVEL, M. S., *The Chruchills, A Family of Heart of History – from duke of Marlborough to Winston Chruchill*, Little Brown, London, 2011.

⁸ Cf. KISS, H., *Páneurópa-szekció Magyarországon, (1926-1932)*[La section du Mouvement Paneurope en Hongrie, 1926-1932], *Valóság*, 2003/4-5, n° 46.

⁹ AUER, P., *Fél évszázad. Események, emberek*, [Demi siècle. Événements, gens] Occidental Press, Washington, 1971. 199.

1947 et a donné les noms suivants, en plus du sien : Mgr Béla Varga¹⁰, ancien président de l'assemblée nationale hongroise ; Ferenc Nagy¹¹, ancien premier ministre ; le baron Gábor Apor, ancien ambassadeur hongrois auprès du Saint-Siège qui avait démissionné en 1944¹² ; et Dezső Sulyok¹³, député fondateur et président du parti Liberté Hongroise, contraint à l'émigration.¹⁴

Auer, sans réponse à sa lettre, a renvoyé un nouveau courrier, le 5 novembre 1947, avec la même liste à laquelle il avait ajouté le nom du comte Gyula Dessewffy¹⁵, aristocrate, ex-député du Parti des petits propriétaires indépendants. Sandys n'a reçu que cette dernière lettre, à laquelle il a immédiatement répondu. Le député britannique, nommé trois jours plus tard président du Comité international de coordination des mouvements pour l'unité européenne (CICMUE), a informé Auer de l'organisation d'un congrès à la Haye, au printemps 1948. En novembre 1947, la participation des représentants des nations originaires des pays de l'autre côté du rideau de fer n'était pas encore décidée. Ce n'est qu'en avril 1948 qu'il a été convenu de les inviter. Suite à cette décision, les organisateurs se sont efforcés d'entrer en contact le plus rapidement possible avec les exilés éminents de ces pays, pour que les délégations de ces nations soient représentées.

C'est ainsi que Georges-Louis Rebattet¹⁶, secrétaire général adjoint du Comité international de coordination des mouvements pour l'unité européenne, a envoyé de Paris des invitations aux personnes suivantes : le baron György Bakách-Besseney¹⁷, diplomate hongrois qui avait démissionné en 1944 et résidant à cette

¹⁰ Mgr. Béla Varga (1903-1995), prêtre catholique, député, président de l'Assemblée nationale hongroise entre février 1946 et juillet 1947. Entré en exil en été 1947, il s'installe aux Etats-Unis.

¹¹ Ferenc Nagy (1903-1979), député, président du Parti des petits propriétaires indépendants, premier ministre de la Hongrie entre février 1946 et juin 1947. Entré en exil en été 1947, il s'installe aux Etats-Unis.

¹² Baron Gábor Apor (1889-1969) diplomate, vice-ministre des affaires étrangères hongrois, grand chancelier de l'Ordre souverain de Malte, membre de l'organisme démocrate-chrétien: Nouvelles Équipes Internationales. Il réside à Rome à partir de 1944.

¹³ Dezső Sulyok (1897-1965), député entre 1931-1947. Contraint de quitter le Parti des petits propriétaires indépendants en été 1946, il fonde le Parti de la liberté. Il doit dissoudre ce dernier en été 1947, puis fuir la Hongrie. Il s'installe également aux Etats-Unis.

¹⁴ Archives historiques de l'Union européenne, Florence, (AHUE), Villa Il Poggiolo. Dépôts, DEP, Fond Mouvement européen, ME 851.

¹⁵ Le comte Gyula Dessewffy (1909-2000), propriétaire du journal du Parti des petits propriétaires indépendants, le *Kis Újság*. A partir de 1945 il devient membre de ce parti et député, mais il est contraint en 1947 de quitter la Hongrie. Entre 1947-1950 il s'installe à Paris où il dirige la rédaction de l'émission hongroise de la Radio en diffusion française. Entre 1951-1954, il est rédacteur en chef de l'émission hongroise de la Radio Europe Libre à Munich. Il s'est retiré de la vie publique de l'émigration hongroise en 1958 et s'est installé au Brésil en 1961 où il fonde notamment une entreprise de produits en plastique.

¹⁶ Georges-Louis Rebattet (1907-1976), directeur d'une société de commerce entre les deux guerres, résistant durant la Seconde Guerre mondiale. À partir de 1947, il est membre actif du Mouvement Européen. Il est secrétaire général du Mouvement Européen entre 1952 et 1955. En 1948, il est le délégué du Comité de coordination des mouvements pour l'unité européenne à Paris. http://www.ordredelaliberation.fr/fr_compagnon/828.html (03. 05. 2011.)

¹⁷ György Bakách-Besseney (1892-1959), diplomate. Il est au service du ministère des affaires étrangères hongrois depuis 1920. Il démissionne en mars 1944, devant l'occupation de la Hongrie

époque à Paris; le comte György Apponyi¹⁸, ancien député qui résidait à Bruxelles; Károly Peyer¹⁹, ancien président du parti social-démocrate hongrois, provisoirement installé à Paris; Lipót Baranyai, ancien président de la banque nationale hongroise réfugié à Londres²⁰; enfin, Dezső Sulyok, installé aux États-Unis. Le nom de Tibor Eckhardt²¹ a également été mentionné comme homme politique de grande influence, ancien représentant de la Hongrie auprès de la SDN, vivant lui aussi en Amérique depuis 1941.²² Les organisateurs du Congrès craignaient dès le début qu'en raison de sa résidence sur l'autre rive de l'Atlantique, Tibor Eckhardt ne puisse se rendre à la Haye. Si le déplacement, même entre les pays voisins d'Europe occidentale, n'était pas sans poser de difficultés, le voyage des États-Unis aux Pays-Bas était de plus particulièrement long et coûteux. Sur la liste établie à la fin du mois d'avril 1948, suite à un entretien téléphonique entre Rebattet et Joseph-Hieronim Retinger²³, figure donc un point d'interrogation à côté de son nom.²⁴

Les jours précédant le Congrès de la Haye, un document retraçant les noms des participants observateurs probables venant des pays d'Europe centrale et

par les troupes allemandes, et reste en Suisse puis en France après 1944. Il participe activement à la vie des émigrés hongrois, faisant notamment partie du Comité National Hongrois, une sorte d'organisation suprême des émigrés hongrois, fondée grâce à l'aide américaine en novembre 1947. Voir sa biographie notamment : PRITZ, P., (szerk.), *Iratok a magyar külügyi szolgálat történetéhez 1918-1945*, [Documents pour l'histoire du service des affaires étrangères hongrois, 1918-1945], Akadémia, Budapest, 1994. 445.

¹⁸ Le comte György Apponyi (1898-1970), député hongrois, fils du comte Albert Apponyi. Il prône à partir de 1931 pour les changements démocratiques de la société hongroise. Déporté à Mauthausen en 1944. Suite à la Seconde Guerre mondiale, il s'installe à Bruxelles et participe à la vie des émigrés hongrois en occident.

¹⁹ Károly Peyer (1881-1956) est député du Parti social-démocrate hongrois entre 1922-1944 et 1945-1947. Il est président du Conseil des syndicats hongrois entre 1927-1944. Déporté à Mauthausen par les Allemands en mars 1944, il a survécu. En novembre 1947, il est contraint de quitter la Hongrie. En passant par l'Autriche, la Suisse et la France, il se réfugie finalement aux États-Unis au début des années 1950. À l'époque du Congrès de la Haye, il est en rapport étroit avec la SFIO et le syndicat français Force Ouvrière.

²⁰ Lipót Baranyai (1894-1970), expert financier, président de la Banque Nationale Hongroise entre 1938-1943. Il est arrêté par les Allemands en mars 1944 et emprisonné. Au début de 1948, il doit quitter la Hongrie. Il s'installe à Londres où il travaille à la Bank of England. Entre 1951 et 1959, il est conseiller voyageur de la Banque Mondiale, puis conseiller de la Deutsche Bank à Frankfurt am Main.

²¹ Tibor Eckhardt (1888-1972), député et entre 1932 et 1940 président du Parti des petits propriétaires indépendants. En 1941, à la demande du premier ministre Pál Teleki, il s'installe aux États-Unis pour assurer Washington de la sympathie anglo-saxonne du gouvernement hongrois, malgré la pression allemande. À partir de 1940, il devient une personnalité incontournable de l'émigration hongroise en occident. Voir sa biographie après son départ de la Hongrie: KADAR-LYNN K., *Eckhardt Tibor amerikai évei 1941-1972*, l'Harmattan, Budapest, 2006. 255. [Tibor Eckhardt: His american years, 1941-1972, New York, Eastern European Monographie, 2007.]

²² Voir : AHUE, Florence, Villa Il Poggiolo. Dépôts, DEP, Mouvement européen, ME 423.

²³ Joseph-Hieronim Retinger (1888-1960), homme politique polonais qui se réfugie durant la Seconde Guerre mondiale à Londres. Il est notamment le cofondateur de la Ligue Européenne de coopération économique, puis secrétaire général du Comité international de coordination des mouvements pour l'unité européenne.

²⁴ AHUEF, Villa Il Poggiolo. Dépôts, DEP, Mouvement européen, ME 423.

orientale mentionne 9 personnalités hongroises.²⁵ Sur cette liste, on ne trouve ni Pál Auer, ni Ferenc Nagy, ni Béla Varga. Apparemment, tous les trois étaient à cette date aux États-Unis.²⁶ Toutefois, parmi les personnalités invitées à la Haye, sont mentionnés deux nouveaux noms : Dénes Némestóthy, ancien premier conseiller de la légation hongroise à Paris²⁷; et István Bede, un autre diplomate. Ce dernier avait été le chef de la légation hongroise à Londres, avant de démissionner le 9 mars 1948.²⁸ Son nom est barré sur la liste, ce qui montre que même s'il a été évoqué, les organisateurs étaient certains qu'il ne participerait pas au Congrès.²⁹

Entre octobre 1947 et mai 1948, la composition de la délégation hongroise a été modifiée plusieurs fois. Ce sont finalement, sur trente observateurs de la région Europe-Centrale et orientale, seulement quatre Hongrois qui se sont rendus dans la capitale hollandaise, selon le procès-verbal du Congrès de la Haye: le baron Gábor Apor, le comte György Apponyi, le comte Gyula Dessewffy, et Dénes Némestóthy. Tous les quatre étaient à leur aise dans le milieu international et avaient des relations en Europe.³⁰

Le Comité Hongrois du Mouvement Européen

Suite à cette étape importante de la construction européenne, un certain enthousiasme est né chez plusieurs personnalités hongroises en exil, principalement à Paris, où sous l'influence de Paul Ramadier, le gouvernement paraissait très déterminé à agir concrètement sur le terrain. En été 1948, c'est Gyula Dessewffy qui était le plus actif et entretenait une correspondance avec Rebattet, l'adjoint du secrétaire général

²⁵ Voir : Ibid.

²⁶ Le Comte Mihály Károlyi (1875-1955), chef de la légation hongroise à Paris à l'époque du Congrès de la Haye, s'efforce, à la demande du gouvernement de Budapest, d'avoir des informations sur l'activité des émigrés. Il écrit notamment que Auer était de retour en France après son voyage aux États-Unis au début du mois de juillet 1948. Voir : HAJDU T., (éd.), *Károlyi Mihály levelezése V. 1945-1949*, [La correspondance de Mihály Károlyi], Napvilág, Budapest, 2003. document n°500, Paris, le 7 juillet 1948. 551. Ce renseignement confirme qu'il n'était pas au Congrès de la Haye, car le voyage des États-Unis, en bateau, durait longtemps, et il y est resté certainement au moins un mois pour pouvoir s'entretenir avec les chefs de l'émigration hongroise qui habitaient à divers endroits des États-Unis. Auer n'était pas aux Pays-Bas en mai 1948, même si dans ses mémoires il parle du Congrès de la capitale hollandaise. AUER (1971) 358-359.

²⁷ Dénes Némestóthy (1909-1982) entame une carrière diplomatique en 1933. Entre 1933 et 1944 il est en poste à Vienne, à Brasov, Zagreb, Rome, Arad et à Bucarest. À partir de janvier 1946 il est premier conseiller à Paris. En juin 1947 il démissionne, travaille occasionnellement pour Radio Europe Libre, et participe au mouvement européen. À partir de juin 1954 il est employé de l'Office Français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

²⁸ István Bede (1904-1978), diplomate, a démissionné le 9 mars 1948 de son poste à Londres et est entré en exil. Il travaille plus tard, notamment à la Radio Europe Libre. À propos de sa démission voir: Nyugati Hírnök, [Courrier de l'Occident], 1948, n° 2/11. 2.

²⁹ C'est de façon erronée que Károlyi rapporte à propos de cet événement que trois Hongrois assistaient à la réunion dans la capitale hollandaise, dont István Bede. Voir la lettre de Károlyi: HAJDU (2003) document n°470, Paris, le 15 mai 1948. 517.

³⁰ Cf. FEJÉRDY G., *Les participants hongrois au Congrès de la Haye*, IN : GUIEU, J.-M., et LE DREAU, C., (dir.) *Le Congrès de l'Europe à la Haye (1948-2008)*, P.I.E. Peter Lang, Bruxelles, 2009. 233-243.

du CICMUE. Il a même servi d'intermédiaire aux représentants exilés d'autres pays de derrière le rideau de fer. Son nom circulait d'ailleurs pour le poste de secrétaire du CICMUE chargé des affaires est-européennes.³¹

Parallèlement, et en lien avec Dessewffy, Pál Auer suivait également avec beaucoup d'intérêt l'évolution des mouvements pro-européens. Il a vivement soutenu l'idée de la création d'un parlement européen, projet proposé parmi d'autres par Paris le 19 juillet 1948. Le 4 septembre suivant, Auer a adressé un télégramme à Robert Schuman, ministre des affaires étrangères français de cette époque, au nom des fédéralistes hongrois, demandant la possibilité pour les députés hongrois en émigration de se joindre à cette initiative.³² Il souhaitait en effet que la déchirure de l'Europe ne soit pas reconnue comme fait accompli par les initiatives européennes. Son message a contribué à attirer l'attention sur les personnalités des pays de l'autre côté du rideau de fer contraintes à l'exil, et sensibles à la cause de la construction européenne.

Suite à la demande du CICMUE en automne 1948, Auer, Dessewffy, Apponyi, Nemestóthy et l'ancien secrétaire général de la Banque Nationale hongroise, Antal Radvánszky³³, ont créé l'Association des fédéralistes hongrois. L'ancien chef de la légation hongroise à Paris a pris la tête de cet organisme et a informé personnellement Duncan Sandys le 11 octobre 1948 de la formation de ce groupe.³⁴ Auer n'avait en effet pas beaucoup d'illusion concernant le poids politique de ces groupes pro-européens pour le cas des nations ne pouvant être représentées que par des exilés, mais il espérait toutefois avoir une petite influence sur les décideurs occidentaux et renforcer sa place au sein de l'émigration hongroise.

Suite au congrès de la Haye, la décision a en effet été prise au niveau du CICMUE de promouvoir la formation des groupes nationaux pro-européens regroupant des tendances politiques différentes. Le but était notamment de choisir une manière de représenter les délégués dans une assemblée prévoyant d'élaborer une constitution européenne. Lors du meeting à Bruxelles le 25 octobre 1948, le CICMUE s'est transformé en Mouvement Européen (ME) dont le conseil exécutif a été présidé par Duncan Sandys et le secrétaire général était Josef Retinger. Ce dernier a félicité les Hongrois d'être les premiers parmi les pays de l'Est à exécuter le souhait formulé au Congrès de la Haye et de créer un groupe national pro-européen. D'origine polonaise, Retinger était particulièrement

³¹ Magyar Országos Levéltár [Archives Nationales de Hongrie] (ANH), Fond Bakách-Bessenyei, P2066, microfilm n° 1. dossier Auer, lettre datée de Paris, 29 novembre 1948, folios 384-385.

³² Nyugati Hirnök, [Courrier de l'Occident] n°2/36, le 4 septembre 1948. 11.

³³ Baron Antal Radvánszky (1908-1996), avocat, secrétaire général de la Banque Nationale hongroise, journaliste et fédéraliste hongrois. A la fin de la Seconde Guerre mondiale il s'installe à Genève puis à Paris. Il représente l'église luthérienne hongroise auprès de l'Union mondiale des luthériens. Rédacteur du journal de l'émigration Hungaria. Il est l'auteur de nombreux articles et livre sous notamment le pseudonyme: Emile Manzer.

³⁴ Cf.: AHUEF, Villa Il Poggiolo. Dépôts, DEP, Mouvement européen, ME 851, lettre d'Auer datée: Paris, le 18 octobre 1948.

favorable à la présence d'émigrés des États sous joug soviétique dans les actions du Mouvement Européen.³⁵ En octobre 1948, à Paris, il a esquissé devant les représentants émigrés ses projets concernant la formation des comités nationaux. Au congrès de l'Union européenne des fédéralistes (UEF) à Rome, du 7 au 11 novembre 1948, Retinger a donné des précisions concernant le souhait du Mouvement Européen à ce sujet à Dessewffy et Radvánszky, présents à cette réunion. Il a notamment demandé d'établir une liste de 60 à 100 personnes regroupant des personnalités de sphères diverses, notamment politique, religieuse et culturelle. Par ailleurs, Dessewffy a été sollicité par courrier pour mettre en place un comité hongrois du Mouvement Européen et créer un „*Secrétariat Provisoire de la Commission des Pays de l'Est*”.³⁶ Cette tâche s'est révélée très difficile. La formation des comités nationaux se faisait très lentement, et la mise en place d'un secrétariat provisoire commun piétinait. Les membres de l'Association des fédéralistes hongrois ont essayé d'élargir leurs cercles en consultant les membres exécutifs du Comité National Hongrois et en les faisant adhérer à une sorte d'organisation suprême des émigrés magyars, formée sur le souhait américain à partir du 18 novembre 1947. Ce dernier organisme basé à New York possédait une équipe exécutive, quasi pseudo-gouvernementale, dont le responsable de la „*politique étrangère*” était Bakach-Besseney, qui suivait de près les questions concernant ces initiatives européennes.

En novembre 1948, Dessewffy, avec le soutien d'Auer et en informant le Comité National Hongrois, s'est mis à former un Comité Hongrois du Mouvement Européen selon le souhait de Retinger. Tout d'abord une liste de 100 personnalités hongroises a été établie. Elle a été rédigée par Nemestóthy qui l'a fait vérifier par Gábor Apor à Rome. Il était prévu que le Comité (Conseil)³⁷ Hongrois du Mouvement Européen sera représenté par Auer et Dessewffy dans le conseil exécutif international de l'organisation ; mais József Pálffy³⁸, membre des Nouvelles équipes internationales, Gábor Apor et Antal Radvánszky se sont opposés à ce projet. Ils n'étaient pas d'accord avec la candidature de Gyula Dessewffy, dont ils souhaitaient qu'il soit remplacé par Lipót Baranyai qui résidait à cette époque à Londres.³⁹ Les tensions à ce sujet ont trouvé une solution par l'intermédiaire de Bakács-Besseney en décembre 1948⁴⁰, mais la hiérarchie et la

³⁵ Cf. POMIAN, J., (éd.), *Joseph Retinger, Memoirs of an Eminence Grise*, Sussex University Press, London, 1972. 238-241.

³⁶ AHUEF, Villa Il Poggiolo. Dépôts, DEP, Mouvement européen, ME 851, lettre de Rebattet datée: le 12 novembre 1948, CR/MP/n°1813. 12 nov. 1948.

³⁷ Le nom de ce groupement pro-européen varie.

³⁸ Le comte József Pálffy (1908-1988), juriste, entrepreneur, député et résistant. Il a fondé en 1945 le parti démocrate-chrétien hongrois, qui a été interdit par les soviétiques. En 1946 il s'est joint au parti de Dezső Sulyok et a quitté avec lui la Hongrie en août 1947. Il s'est installé en Autriche.

³⁹ ANH, Fond Bakács-Besseney, P2066, microfilm n° 1. dossier Auer, lettre datée de Paris, 29 novembre 1948, folios 384-385.

⁴⁰ ANH, Fond Bakács-Besseney, P2066, microfilm n°2. dossier Dessewffy, lettre datée de New York, 15 décembre 1948, folio 49.

question de la liste des membres du Comité Hongrois du Mouvement Européen sont restées complexes. Il n'était pas très facile de se mettre d'accord sur les personnes proposées afin de préserver la plus large orientation politique possible. Il faut noter que le seul point commun de tous les émigrés concernés était l'anti-communisme, leurs convictions étant sinon très variées.⁴¹ Pour éviter les trop grandes tensions, Auer a proposé d'organiser une rencontre à Paris pour débattre des questions personnelles et élire les responsables de ce groupe.

À l'origine, Retinger souhaitait que les conseils nationaux soient établis avant le 1^{er} novembre, et au plus tard le 10 décembre 1948, mais ce n'est que le 18 janvier 1949 qu'Auer a pu annoncer la formation du Comité Hongrois du Mouvement Européen.⁴² Comme prévu, il a en été élu président. Dans sa lettre envoyée à l'adjoint du Secrétaire général du *Mouvement Européen*, il mentionne quatre personnalités désignées pour représenter les Hongrois au Comité International. Il s'agissait de Pál Auer, Lipót Baranyai, Károly Peyer, György Apponyi. Les rôles étaient bien répartis entre les personnalités principales de l'émigration hongroise anticommuniste. Pour aider au travail de Pál Auer, cinq vice-présidents ont été désignés. Nous trouvons entre eux, en tant que président du groupement fédéraliste hongrois à Bruxelles, le comte Apponyi; comme président de la Nouvelle Équipe Hongroise, le baron Apor; en tant que président du Groupement Unioniste Hongrois, Baranyai; comme président du groupement parlementaire Hongrois, Tibor Eckhardt et en tant que président du groupement fédéraliste socialiste, Károly Peyer. Ont été également choisis deux secrétaires généraux, Dessewffy et Nemestóthy, et trois rapporteurs généraux, József Pálffy, ancien député, Frigyes Pisky-Schmidth⁴³, journaliste social-démocrate, et Radvanszky. Quatre contrôleurs et un secrétaire ont également été désignés. Pour donner un poids plus important au Comité Hongrois du Mouvement Européen, le conseil administratif a été composé de membres plutôt bien connus des différents cercles européens : l'ancien diplomate Bakach-Besseney, l'ancien président de la Banque Nationale de la Hongrie Artúr Kárász⁴⁴, l'ancien secrétaire national de l'Action catholique et député, le père József Közi-Horváth⁴⁵, l'écrivain Sándor Márai⁴⁶, l'ancien président du conseil hongrois Ferenc Nagy, l'ancien ministre de l'intérieur Vince Nagy⁴⁷ et l'ancien député, président du parti Liberté, Dezső Sulyok.

⁴¹ On voit cette tension par exemple entre les ex-membres du Parti sociale-démocrate. Károly Peyer a notamment refusé de se joindre au Comité Hongrois du Mouvement Européen si Imre Szélig, son camarade, faisait partie également de cet organisme. Cf. ANH, Fond Bakách-Besseney, P2066, microfilm n°1. dossier Apor, lettre datée de New York, 13 décembre 1948, folio 81.

⁴² AHUEF, Villa Il Poggiolo. Dépôts, DEP, Mouvement européen, ME 851-CHA/JG/n°120 – 20 janvier 1949

⁴³ Frigyes Pisky-Schmidt, journaliste, résistant. Sociale-démocrate proche de Károly Peyer. Il a quitté la Hongrie en automne 1947 et s'est installé à Paris puis aux États-Unis.

⁴⁴ Artúr Kárász (1907-1992) président de la Banque Nationale hongroise. Il a quitté la Hongrie en été 1948. Il s'est installé aux États-Unis.

⁴⁵ József Közi-Horváth (1903-1988), prêtre catholique, homme politique. Il a quitté la Hongrie en 1948.

⁴⁶ Sándor Márai (1900-1989), écrivain, journaliste. Il rentre en émigration après la Seconde Guerre mondiale en été 1948.

⁴⁷ Vince Nagy (1886-1965), député, ministre, homme politique. Il était notamment membre du parti Liberté de Sulyok et a quitté la Hongrie au mois de juillet 1947. Il s'est installé aux États-Unis. Il

Parmi ces personnalités désignées sur les divers postes créés au sein du Comité Hongrois du Mouvement Européen, beaucoup sont restées actives dans cette initiative jusqu'au milieu des années 1950. À tous les congrès, conférences, réunions internationales du Mouvement Européen, la présence hongroise a ainsi été assurée. En 1949 les Hongrois étaient plutôt enthousiastes, beaucoup espéraient que sur les trois champs de travail ouverts à la Haye – convocation d'une assemblée européenne, engagement dans la voie d'une union économique et création d'une unité profonde sur une culture et civilisation communes – un grand pas en avant serait fait en adhérant aux projets des représentants non officiels. Encore au printemps 1949, des sections spécialisées s'intéressant à ces différents sujets se sont formées au sein du Comité Hongrois du Mouvement Européen. En avril 1949, à la Conférence de Westminster, le groupe économique représentait la Hongrie. On y trouvait trois banquiers - Baranyai, Radvanszky, et Richard Quandt⁴⁸ - ainsi que l'ancien président du parti socialiste hongrois, Peyer et un journaliste Robert Major⁴⁹. En décembre 1949, à la Conférence européenne de la culture à Lausanne, c'est la section culturelle hongroise qui représentait la Hongrie. À la tête de cette délégation se trouvait Géza Teleki⁵⁰, fils de l'ancien premier ministre Pál Teleki et lui-même ancien ministre. Dans son équipe se trouvaient notamment Sándor Márai et Gyula Gesztesi⁵¹, ainsi que Gyula Dessewffy.

L'enthousiasme de 1948 et 1949 s'est toutefois peu à peu mué en déception. Si en mai 1949 la décision a été prise d'établir une structure informelle, la Section d'Europe centrale et orientale du Mouvement Européen, (SECOME) – qui prend en 1951 le nom de Commission de l'Europe centrale et orientale (CECO)⁵² – en août 1949, lors de la première réunion à Strasbourg, les réfugiés politiques n'ont pas pu participer de plein droit au travail de cette assemblée.

Cet événement laisse entendre qu'en tant qu'exilés, les membres du Comité Hongrois du Mouvement Européen n'auraient qu'une influence très limitée sur l'avenir du Vieux Continent, et qu'ils ne pourraient empêcher que la construction européenne se fasse dans le cadre du statu quo international. Par ailleurs, la plupart des réfugiés ont essayé de trouver des occupations rémunérées. Beaucoup se sont ainsi engagés dans des activités financées ouvertement par les

était ministre de l'intérieur pour trois mois au tournant de 1918-1919. Il est faux qu'il était ministre de la justice, même si on trouve mentionné ce titre sur les listes du Comité Hongrois du Mouvement Européen.

⁴⁸ Richard Quandt, (1899-1984) économiste, secrétaire général de la Banque Nationale hongroise. Il a quitté la Hongrie au mois de janvier 1945.

⁴⁹ Róbert Major, (1896-1985), économiste et journaliste, membre du Parti des petits propriétaires. Il a quitté la Hongrie en 1947.

⁵⁰ Comte Géza Teleki, (1911-1983), professeur, homme politique. Fils du premier ministre Pál Teleki. Il était ministre de la culture et de l'éducation. Il a quitté la Hongrie en 1948 et s'est installé aux États-Unis.

⁵¹ Gyula Gesztesi (1887-1956), journaliste, attaché de presse à Paris.

⁵² MACHER, A., *Une institution pour promouvoir l'idée de l'unité européenne, La Commission de l'Europe centrale et orientale du Mouvement Européen (1948-1953)*. IN: GUIEU, J.-M., et LE DREAU, C., (2009) 349-351.

Américains.⁵³ La plupart ont tenté de rejoindre les actions du Comité Free Europe, s'y trouvant souvent bien payés. Ce fut le cas de Gyula Dessewffy, devenu le directeur hongrois de l'émission hongroise de la Radio Free Europe en 1951.

Le Mouvement Européen n'a toutefois pas été abandonné par les Magyars. En 1950 et 1951 la liste du Comité Hongrois du Mouvement Européen a été plusieurs fois complétée. On a même mis en place des sous-groupements par pays de résidence des membres.⁵⁴ Le président Pál Auer qui a été élu membre du Comité exécutif international du Mouvement Européen en 1949 et qui assurait la vice-présidence de la SECOME puis CECO jusqu'à la fin des années 1960, a pu faire passer les conceptions hongroises sur la construction européenne, qui prenaient généralement leurs sources dans les projets fédéralistes de l'entre-deux-guerres. Il a d'ailleurs utilisé le cadre du Mouvement Européen pour rencontrer des hommes politiques influents comme Robert Schuman, Paul-Henri Spaak, Ducan Sandys etc., et également pour faire entendre la voix et les intérêts des peuples opprimés derrière le rideau de fer.

Pour conclure, nous pouvons constater qu'après la Seconde Guerre mondiale, les Hongrois émigrés se sont engagés avec enthousiasme dans les mouvements pro-européens. Parmi eux, nous trouvons cependant peu de personnalités qui s'intéressaient à cette question auparavant. Dans la plupart des cas, les membres adhérents du Mouvement Européen étaient des personnalités, députés, diplomates, banquiers, avocats, journalistes, etc., qui avaient joué un rôle important dans la vie publique et politique de la Hongrie entre les deux guerres ou juste après 1945. En rejoignant cette initiative, ils espéraient promouvoir la chute du régime communiste ou au moins freiner son emprise sur leur patrie, et souhaitaient construire une nouvelle forme de relations internationales en Europe et en particulier dans le bassin du Danube. Si le cadre du Mouvement européen n'a pas permis d'atteindre ces objectifs, on peut toutefois souligner qu'à travers notamment le travail de Pál Auer et d'autres, les idées et les intérêts d'une Hongrie libre ainsi que d'autres pays sous le joug communiste étaient représentés dans les milieux européens occidentaux. C'est notamment grâce à ces groupements que tout au long de la période de la Guerre froide, la déchirure de l'Europe a été considérée comme temporaire par les bâtisseurs de l'unité du Vieux continent.

⁵³ Le Mouvement Européen dès le début reçut le soutien financier des États Unis. Cf. BONIN, H., et DE GOEY, F., (eds.) *American Firms in Europe, 1880-1980, Strategy, Identity, Perception and Performance*, Droz, Genève, 2009. 471-483. Voir également: HEYDE, V., *De l'esprit de la Résistance jusqu'à l'idée de l'Europe, projet européens et américains pour l'Europe de l'après-guerre (1940-1950)*, P.I.E. Peter Lang, Bruxelles, 2010. 422.

⁵⁴ AHUEF, Villa Il Poggiolo. Dépôts, DEP, Mouvement européen, ME 851 - n° 6., Paris, le 5 janvier 1950, signé Nemestóthy.

Bernard Lachaise

La France et la place de la Hongrie dans l'Europe de François Mitterrand à Jacques Chirac, 1990-2004*

Abstract

French policy concerning the expansion of the European Union in the 1990s seems to have alternatively blown hot and cold. Using French sources composed mainly of the presidential archives of Jacques Chirac, we will examine France's policy concerning European integration under Mitterrand and Chirac. Between 1990 and 2004, the question of the integration of Hungary in the European Union was raised. The two major dates are 31st March 1994, the day Hungary presented its EU membership request and 1st May 2004, the day it joined the EU. How important was this expansion for France and in particular its inclusion of Hungary in Europe? What were Hungary's assets according to France? What expectations did France have towards Hungary as a candidate? In this study we try to answer to these questions.

Keywords: foreign policy, France, Hungary, Mitterrand, Chirac, expansion of the European Union, economy, French language, Iraq

Quelques phrases ont pu entrer dans l'Histoire par leur écho médiatique pour définir la politique des présidents français Mitterrand et Chirac concernant la Hongrie et l'Union européenne (UE). A propos de l'intégration des pays d'Europe centrale et orientale dans l'Europe unitaire, François Mitterrand évoque un délai, en juin 1991, à Prague : « *des dizaines et des dizaines d'années* »¹. Jacques Chirac se prononce en septembre 1996 à Varsovie, puis en janvier 1997 à Budapest pour une adhésion dès l'an 2000 en ajoutant : « *un calendrier est avant tout une affaire de volonté politique* »². Il juge sévèrement, en février 2003, le choix que les pays candidats – dont la Hongrie – avaient fait en faveur des Etats-Unis lors de la guerre en Irak en le qualifiant de « *pas très bien élevé* », ajoutant qu'ils avaient « *manqué une occasion de se taire* »³. Ainsi, à l'égard de la Hongrie, comme de la Pologne et de la République tchèque – toujours associés dans la politique française à propos de l'élargissement de l'Union européenne dans les années 1990 -, il semble que la diplomatie française ait soufflé alternativement le froid et le chaud.

* The Project is supported by the European Union and co-financed by the European Social Fund (grant agreement no. TAM OP 4.2.1./B-09/1/KMR-2010-0003).

¹ Cité dans Maurice VAÏSSE, *La puissance ou l'influence ? La France dans le monde depuis 1958*, Fayard, Paris, 2009. 279.

² Jacques CHIRAC, *Mon combat pour la paix*, Odile Jacob, Paris, 2007. 313.

³ Conférence de presse du 17 février 2003. *Le Monde diplomatique*.

Notre but ici est d'éclaircir cette politique, déjà esquissée dans l'historiographie française par les écrits d'Elisabeth du Réau, Samy Cohen, Frédéric Bozo, Maurice Vaïsse ou Jean-François Soulet, à partir de sources françaises constituées principalement par les archives présidentielles de Jacques Chirac, consultables sous dérogation aux Archives nationales. S'ajoutent, à moindre degré, celles de l'Institut François Mitterrand, les discours et mémoires de Jacques Chirac ainsi que *Le Monde*⁴. L'étude n'envisagera pas tous les acteurs des relations franco-hongroises mais portera sur la politique de la France face à l'intégration européenne telle qu'elle est menée au plus haut niveau de l'Etat, à l'Elysée, par Mitterrand et Chirac, en particulier lors des rencontres bilatérales, à travers les entretiens et les discours du chef de l'Etat français. Ces sources permettent d'affiner et surtout de nuancer l'impression un peu rapide donnée par les citations précédentes. En 1990, après les changements politiques de 1989, la Hongrie met en place ses nouvelles institutions démocratiques et la France vient de proposer, le 31 décembre 1989, la création d'une Confédération européenne pour rapprocher la Communauté économique européenne (CEE) et les anciens « *pays de l'Est* ». François Mitterrand effectue en Hongrie sa première visite en Europe centrale après la chute du Mur⁵.

Entre 1990 et 2004, la question de l'intégration de la Hongrie dans l'Union européenne évolue selon un calendrier qui n'est pas celui des relations franco-hongroises et des alternances politiques dans chacun des pays mais le calendrier de « *l'élargissement* » à l'Europe centrale et orientale, selon la terminologie utilisée. Les deux dates majeures sont le 31 mars 1994, jour où la Hongrie présente sa demande d'adhésion à l'UE et le 1^{er} mai 2004, jour d'entrée effective dans l'UE. Auparavant, le rapprochement entre la Hongrie et l'UE a commencé dès 1988 par la préparation des premiers accords d'association à la CEE (accords PHARE), signés en décembre 1991. Le conseil européen de Copenhague (juillet 1993) accepte l'élargissement à l'Est et fixe des conditions strictes. Six mois après la candidature hongroise, le conseil européen d'Essen (décembre 1994) examine la question de l'élargissement. C'est en décembre 1997 que le conseil européen de Luxembourg décide d'ouvrir les négociations. Le traité d'adhésion est signé à Athènes le 16 avril 2003.

⁴ Elisabeth du REAU (dir.), *L'élargissement de l'Union européenne ? Quels enjeux ? Quels défis ?*, Presses de la Sorbonne, Paris, 2001. E. du REAU et alii, *L'Europe en mutation. De la Guerre froide à nos jours*, Hachette, Paris, 2001. Samy COHEN (dir.), *Mitterrand et la sortie de la Guerre froide*, PUF, Paris, 1998. Frédéric BOZO, *Mitterrand, la fin de la guerre froide et l'unification allemande. De Yalta à Maastricht*, Odile Jacob, Paris, 2005. M. VAÏSSE, *op.cit.* Jean-François SOULET, *Histoire de l'Europe de l'Est de la Seconde Guerre mondiale à nos jours*, Armand Colin, Paris, 2011. Pour l'étude de la politique française envers la Hongrie, les archives présidentielles des années Mitterrand (5AG4) et Chirac (5AG/5) sont principalement constituées de notes des conseillers et de comptes-rendus ou des verbatim des entretiens du chef de l'Etat avec ses interlocuteurs hongrois. Elles devront plus tard être comparées et complétées avec les archives du Quai d'Orsay.

⁵ Voir Bernard LACHAISE, « *Le voyage de François Mitterrand en Hongrie en 1990* », Ot Kontinens (Cinq continents. *Les cahiers du Département d'Histoire moderne et contemporaine*), Université Eötvös Loránd, Budapest, 2009. 63-74.

Du côté français, la relation avec la Hongrie est marquée par trois voyages du chef de l'Etat à Budapest, François Mitterrand en janvier 1990, Jacques Chirac en janvier 1997 puis en février 2004 et plusieurs visites de dirigeants hongrois à Paris dont celle du Président de la République, Göncz Árpád (1994, 1996) et du Premier ministre Horn Gyula (1995), Orbán Viktor (1998, 2000, 2001) puis Medgyessy Péter (2003)...⁶ Nous poserons successivement trois questions : quelle place la France accorde-t-elle à l'élargissement et en particulier à la Hongrie en Europe ? Quels sont les atouts de la Hongrie aux yeux de la France ? Quelles sont les attentes de la France envers la Hongrie candidate ?

Quelle place pour la Hongrie dans l'Europe en construction ?

L'étude des propos de François Mitterrand et de Jacques Chirac montre deux réponses opposées.

Dans un premier temps, F.Mitterrand explique : « *laisser le temps au temps* ». ⁷

François Mitterrand, chef de l'Etat en exercice, surpris par les événements de 1989, n'envisage pas l'élargissement : en 1990, il explique que « *la Communauté ne peut s'étendre indéfiniment à tous les pays* ». Il préconise une coopération renforcée entre CEE et l'Europe centrale et orientale en expliquant que « *les autres pays d'Europe ont besoin d'un contact organique avec l'Europe de l'Ouest comme nous avec l'Europe de l'Est* » ⁸. Pour cela, il propose la création d'une Confédération européenne qu'il présente le 31 décembre 1989. Il explicite à la télévision hongroise le 15 janvier 1990 : « *il y aurait d'une part un premier cercle avec des institutions fortes et fermes, des disciplines, c'est la Communauté des Douze ; et un deuxième cercle de démarches en commun, d'échanges de toutes sortes, de sécurité garantie entre les Douze et tous les autres qui sont prêts* » ⁹. Trois jours plus tard, dans une allocution lors du dîner offert par le Président de la République hongroise, Mitterrand affirme : « *vous êtes d'Europe autant que nous, vous appartenez à la Communauté européenne dans son ensemble* » ¹⁰. Mais à aucun moment, il n'envisage une intégration dans la CEE. Et il explique pourquoi à la télévision hongroise le 24 mai 1991 : « *Je ne propose pas une confédération à la place (NB : de la CEE), je dis simplement qu'il est possible qu'un certain nombre de pays doivent attendre longtemps un progrès économique, social, des institutions pluralistes avant d'être en mesure d'entrer dans la Communauté si la Communauté*

⁶ Les biographies des dirigeants hongrois cités sont issues du livre de SZEIBENI András, DESSEWFFY Tibor, LAKNER Zoltán et TÖRÖK Gábor, *Res publica...*, Editions Alexandra, Pecs, 2004, album qui retrace le parcours de « *tous les hauts dignitaires de l'Etat de toutes les tendances politiques qui ont, depuis 1990, travaillé pour l'adhésion à l'Union européenne* ».

⁷ L'expression n'est pas de François Mitterrand mais a été utilisée par lui.

⁸ Cité par BOZO, 346.

⁹ Institut François Mitterrand (IFM). Paris. Interview du Président de la République française à la télévision hongroise (15 janvier 1990).

¹⁰ IFM. Allocution de F.Mitterrand lors du dîner offert au Parlement par le Président de la République de Hongrie par intérim et Mme Matyas Szuros (18 janvier 1990).

y consent et j'espère qu'elle y consentira pour un certain nombre d'entre eux. Alors ces pays là, il faut qu'ils se trouvent tous ensemble quelque part à égalité de dignité et si j'ai parlé de confédération c'est parce que le terme m'a semblé être le plus approprié, il est souple et il suppose quand même un destin commun »¹¹.

Cette position s'explique par la priorité donnée par le chef de l'Etat à l'approfondissement avant un nouvel élargissement et en particulier à la réussite du processus qui conduit au traité de Maastricht (1992) et à la création de l'UE au 1^{er} janvier 1993. Elle n'est en rien une opposition à la Hongrie : toute la politique de Mitterrand envers ce pays depuis son arrivée à l'Elysée en 1981 – et même auparavant en tant que dirigeant du parti socialiste, grâce notamment à ses bonnes relations avec Kadar Janos - a montré, au contraire, une profonde sympathie pour la Hongrie¹². Elle n'est pas définitive et bloquée. La France est d'accord avec ses partenaires européens en 1993 pour envisager l'élargissement. Et il faut rappeler que la Hongrie ne présente sa candidature qu'en mars 1994, que le mandat de Mitterrand s'achève en mai 1995 et que les négociations ne s'ouvrent qu'en décembre 1997.

De son côté, la réponse de Jacques Chirac est la suivante : « *oui au principe de l'élargissement dès 1989..et oui à une adhésion dès 2000* »

Jacques Chirac, ancien Premier ministre, chef du principal parti d'opposition le RPR, se déclare, dès 1989, favorable à un élargissement de la CEE aux pays d'Europe centrale et orientale. Il le rappelle dans ses mémoires en citant son discours de Varsovie en 1996 : « *Si vous me permettez d'évoquer un souvenir personnel, je fus, en 1989, le premier responsable politique d'Europe occidentale à plaider sans réserve pour l'adhésion de votre pays à la Communauté* »¹³. Devenu Président de la République en 1995, il ne cesse de le dire à ses interlocuteurs hongrois « *le processus qui doit conduire à l'élargissement de l'UE est en marche. Cet élargissement pose problème, mais il pour moi une nécessité incontournable. J'avais eu l'occasion de le dire il y a quelques années dans un discours à Budapest à une époque où il y avait peu d'hommes politiques européens qui tenaient ce langage. Je n'ai pas changé d'avis... Votre pays est clairement destiné à la première vague* »¹⁴.

La position de Jacques Chirac s'inscrit, apparemment, dans une continuité gaulliste : le refus de Yalta et « *l'Europe de l'Atlantique à l'Oural* ». En réalité, il ne faut pas sous-estimer le souci du dirigeant néo-gaulliste de privilégier l'élargissement à l'approfondissement qu'il redoute et refuse au nom de la préservation de la souveraineté nationale et du rejet de toute Europe fédérale. La position de Jacques Chirac n'a cependant pas évolué par la suite et il se plaît à le répéter sans cesse pour souligner à la fois la précocité et la continuité de

¹¹ IFM. Interview accordée par F.Mitterrand à la télévision hongroise (24 mai 1991).

¹² LACHAISE, *Ibid...*

¹³ CHIRAC, 316.

¹⁴ Archives nationales (= AN). 5AG5/JL12. Verbatim de l'entretien de Jacques Chirac avec Göncz Arpad à Paris (4 juin 1996).

son engagement en faveur de l'élargissement. Lors de son voyage à Budapest en janvier 1997, il se prononce pour une adhésion dès 2000. Les « *questions européennes* » sont toujours en tête des sujets abordés dans les échanges entre dirigeants hongrois et français au plus haut niveau à compter de 1997, avant même les relations franco-hongroises, mais les deux sont évidemment très liés.

Les atouts de la candidature hongroise aux yeux de la France

Il est possible, à la lecture des échanges entre dirigeants français et hongrois, d'en distinguer quatre de nature et d'importance inégale.

Une Histoire qui n'a jamais laissé la France indifférente

Dans la plupart des entretiens comme dans les notes des conseillers diplomatiques, l'Histoire est convoquée pour montrer les liens anciens entre les deux Etats. Ainsi, sont évoquées les profondes affinités franco-hongroises, notamment culturelles (I 97 ; II 04) : « *tout au long des siècles depuis le règne de Mathias Corvin, y compris dans ce tumultueux XX^e siècle où beaucoup de choses nous ont séparés, les échanges d'écrivains, de peintres, de musiciens n'ont jamais cessé. Jusqu'à l'architecture de fer et de verre qui, avec Gustave Eiffel, nous unit en particulier nos deux capitales* »¹⁵. Parmi les événements les plus cités vient le souvenir de Budapest en 1956 : Jacques Chirac cite la phrase de Milan Kundera (déjà mentionnée par Mitterrand en 1993) : « *nous mourons pour la Hongrie et pour l'Europe* »¹⁶. Enfin, les Français ne manquent pas de signaler qu'en 1989 : « *la Hongrie lance le signal de l'émancipation et déchire le Rideau de fer* »¹⁷. Symboliquement, ce n'est pas un hasard si la Hongrie est le premier pays d'Europe centrale visité par Mitterrand après son élection et le second pour Jacques Chirac.

La Hongrie « bonne élève » parmi les pays candidats

Tous les dossiers convergent pour souligner qu'objectivement, la Hongrie est un des pays d'Europe centrale les mieux préparés pour l'adhésion et sont notamment loués ses efforts pour avoir de bonnes relations avec ses voisins malgré la difficile question des minorités.

¹⁵ AN. 5AG5/LV 17. Visite officielle du Président de la République en Hongrie les 23 et 24 février 2004. Interview de J.Chirac au *Nepszabadsag* (23 février 2004).

¹⁶ AN. 5AG5/01A10/4 (extrait). Voyage officiel en Hongrie les 16 et 17 janvier 1997. Note de J.Chirac à son conseiller technique Pierre Menat.

¹⁷ AN. 5AG5/LV 37. Visite officielle du Président de la République en Hongrie les 23 et 24 février 2004. Allocution de J.Chirac au dîner offert par Madl Ferenc, Président de la République de Hongrie (23 février 2004).

La Hongrie partenaire économique important pour la France en Europe centrale

La Hongrie est présentée comme « *le premier partenaire de la France en Europe Centrale* » et la France demeure durant toutes ces années le troisième ou quatrième investisseur étranger en Hongrie, après l'Allemagne et les États-Unis¹⁸. Ainsi, en 2004, la France est le troisième investisseur étranger au pays magyar (40% des investissements français en Europe centrale) et le cinquième partenaire commercial.¹⁹

Les affinités personnelles entre dirigeants français et hongrois

Elles ne constituent certes pas élément majeur dans les relations entre les deux pays mais elles doivent d'autant moins être négligées qu'elles transcendent parfois les appartenances politiques. Elles ont certainement contribué à faciliter le dialogue. Après l'entente entre Mitterrand et Kádár, le contact est resté bon entre Mitterrand et son homologue hongrois Göncz Árpád²⁰. Quant à Jacques Chirac, il s'entend très bien avec le Premier ministre hongrois Antall József avec lequel il noue un excellent contact dès leur première rencontre en 1991 – Jacques Chirac est alors dans l'opposition et sa principale fonction est celle de maire de Paris – et les relations privées conservées avec sa veuve, après 1993, le confirment²¹. Durant les deux années qui précèdent l'adhésion de la Hongrie à l'UE, le président Chirac rencontre à plusieurs reprises le Premier ministre Medgyessy Péter et les échanges entre les deux hommes sont faciles et facilités par les liens du chef du gouvernement hongrois avec la France. Ancien correspondant hongrois – entre 1994 et 1996 - de l'Association Initiative France-Hongrie née en 1994, Medgyessy Péter est francophone et francophile²². Mais toutes les « *qualités* » de la Hongrie n'excluent pas, du côté français, d'importantes attentes : la France exprime clairement, en particulier au début de la négociation, ce qu'elle espère et parfois ce qu'elle exige pour que la candidature hongroise aboutisse.

Les attentes et « exigences » de la France envers la Hongrie candidate

Elles apparaissent dans les discussions et concernent, d'une part, les relations avec la France et d'autre part, la politique européenne et la vision de l'UE. Elles

¹⁸ AN. 5AG5/JL 12. Lettre de J.Chirac à Horn Gyula, Premier ministre hongrois avec copie à Göncz Árpád, Président de la République de Hongrie (3 novembre 1995).

¹⁹ AN. 5AG5/LV 37. Visite officielle du Président de la République en Hongrie les 23 et 24 février 2004. Discours de J.Chirac devant le Parlement hongrois (24 février 2004).

²⁰ AN. 5AG5/01A10/4. Voyage officiel en Hongrie les 16 et 17 janvier 1997. Echange de correspondances très chaleureuses entre les deux Présidents de la République.

²¹ AN. 5AG5/01A10/4. Voyage officiel en Hongrie les 16 et 17 janvier 1997. Entretien de J.Chirac avec Mme Antall (17 janvier 1997) ; lettre de Mme Chirac à Mme Antall (21 mai 1997) et 5AG5/LV 24. Lettre de Mme Antall à J.Chirac (26 janvier 2006) : elle prépare l'édition des discours de son mari et demande au Président de la République française une préface pour l'édition française.

²² AN. 5AG5/01A10/4. Note sur Medgyessy Peter, Premier ministre hongrois en vue d'un entretien avec J.Chirac (la rencontre a lieu le 7 mars 2003).

s'expriment d'abord en 1996-97 au début de la négociation et s'amplifient au début du XXI^e siècle sur la question de l'Irak.

Une meilleure place pour les entreprises françaises et pour la langue française

Les enjeux économiques figurent au premier plan des sujets abordés par les dirigeants des deux pays quand ils en arrivent aux questions bilatérales. Très tôt, Jacques Chirac expose clairement l'objectif de la France : « *il est rare que nous obtenions en matière commerciale les conditions d'une compétition égale face aux Autrichiens et aux Allemands. Il faut améliorer cette situation et mieux l'équilibrer* »²³. Et quelques mois plus tard : « *je me réjouis des succès enregistrés par les entreprises françaises en matière d'investissement, je regrette le faible nombre de succès d'entreprises françaises dans le cadre de l'attribution de grands contrats* »²⁴.

La seconde attente majeure de la France concerne les questions culturelles et tout particulièrement le sort du français en Hongrie. Le chef de l'Etat ne cache pas son inquiétude face aux réformes hongroises sur l'apprentissage des langues qui pourraient nuire au français :

« *Nous accordons une attention toute particulière à la défense et à la promotion de la diversité linguistique au sein de l'Union européenne. C'est la raison pour laquelle nous sommes préoccupés de voir les autorités hongroises s'orienter vers l'enseignement obligatoire d'une seule langue vivante financée par l'Etat ce qui jouera au détriment du français. Notre langue n'est apprise que par 50000 personnes alors que 500000 Hongrois apprennent l'allemand et autant l'anglais. Cette situation n'autorise pas un pronostic très optimiste sur une éventuelle candidature hongroise au mouvement francophone* »²⁵.

Mais au-delà de ces espoirs concernant la défense ou plutôt la promotion des intérêts français en Hongrie, la France manifeste surtout son désir, plus ou moins impératif, de voir la Hongrie adopter des choix diplomatiques plus proches de ceux de l'Union européenne.

Un rapprochement des politiques étrangères des deux Etats..ou comment la Hongrie doit « européeniser » sa diplomatie

Ainsi, un des sujets abordés concerne la Russie. Le chef de l'Etat français explique, en 1996, à ses interlocuteurs hongrois son souci de ne pas voir l'élargissement de l'Europe compromettre les bonnes relations franco-russes et

²³ AN. 5AG5/JL 12. Verbatim de l'entretien de J.Chirac avec son homologue, Göncz Arpad à Paris (4 juin 1996).

²⁴ AN. 5AG5/01A10/4 (extrait). Voyage officiel en Hongrie les 16 et 17 janvier 1997. Entretien avec le Président de la République de Hongrie, Göncz Arpad (16 janvier 1997).

²⁵ AN. 5AG5/01A10/4 (extrait). Voyage officiel en Hongrie les 16 et 17 janvier 1997. Entretien avec Göncz Arpad (16 janvier 1997).

s'efforce de placer le sujet dans un contexte géopolitique large. Ainsi, face à la volonté de la Hongrie de rejoindre l'OTAN, Jacques Chirac dit son vœu de « *ne pas isoler les Russes* » et de faire preuve de prudence : « *je suis attaché à l'élargissement de l'OTAN mais..cela fait naître chez les dirigeants russes et entretient dans le peuple russe, la menace d'un encerclement. Ce n'est pas notre intérêt que d'isoler les Russes et de leur faire peur et cela peut être dangereux. D'abord parce que nous les pousserions à des réactions qui pourraient être imprévisibles. Et ensuite parce que ça ne pourra que les inciter à se retourner vers l'Est c'est-à-dire la Chine malgré les divergences profondes qui séparent les deux pays. Il faut donc procéder avec prudence et méthode...Boris Nikolaïevitch (Etsine) comprend que nos intentions ne sont pas hostiles mais il y a autour de lui ses conseillers et surtout parmi ses opposants des gens qui peuvent se servir des tensions que peut créer la perspective de l'élargissement de l'OTAN* »²⁶. Et c'est le dirigeant hongrois, à la tête d'une ancienne démocratie populaire, qui rappelle à la France – comme si celle-ci avait oublié les accords d'Helsinki de 1975 – que l'Europe a d'autres bases que militaires ou géopolitiques ! Ainsi, le président Göncz répond : « *je comprends votre souci de ménager la Russie. Mais notre souci de sécurité ne se limite pas au seul domaine militaire. Nous aimerions que la Russie soit aussi insérée dans un réseau d'obligations en matière de Droits de l'Homme, d'environnement, de respect de la constitution* ». Quelques mois plus tard, publiquement, lors de son voyage à Budapest, Jacques Chirac a évolué, nuance ses craintes et propose une solution : « *La France apporte un soutien chaleureux à l'entrée de la Hongrie dans l'OTAN..L'élargissement de l'Alliance contribue, avec celui de l'UE, à la reconstitution de la famille européenne. Il faut veiller à ce qu'elle n'aboutisse pas à l'établissement de nouvelles lignes de fracture sur notre continent. D'où la nécessité d'inscrire l'extension de l'OTAN dans un projet global avec renforcement de l'OSCE et conclusion d'une charte entre l'OTAN et la Russie..soit le renforcement du partenariat sur la paix* »²⁷.

Dès le début des négociations sur la candidature de la Hongrie à l'UE, la diplomatie française souligne auprès des dirigeants hongrois combien les enjeux agricoles sont essentiels : « *nous sommes particulièrement attachées à ce que l'UE demeure une structure forte dotée de politiques communes. En matière agricole, ceci passe par une adaptation de la politique agricole commune (PAC) dans le sens d'un approfondissement de la réforme de 1992 et dans le respect de ses principes fondateurs. La France considère que l'élargissement de l'UE à la Hongrie du point de vue agricole n'est pas une menace mais une chance comme l'a montré en son temps le précédent espagnol. Nous sommes favorables à l'entrée de la Hongrie agricole dans l'UE, cette intégration suppose une adaptation de l'agriculture hongroise et une période transitoire* »²⁸.

²⁶ AN. 5AG5/JL12. Entretien J.Chirac-Horn Gyula, Premier ministre de Hongrie (4 juin 1996).

²⁷ AN. 5AG5/01A10/4 (extrait). Voyage officiel en Hongrie les 16 et 17 janvier 1997. Entretien avec Göncz Arpad (16 janvier 1997).

²⁸ AN. 5AG5/01A10/4 (extrait). Voyage officiel en Hongrie les 16 et 17 janvier 1997. Entretien avec

La question du positionnement militaire de la Hongrie est réglée avec l'entrée de ce pays dans l'OTAN en 1999 mais apparaît quelques années plus tard, en 2003-2004, une divergence profonde entre la France et la Hongrie au sujet de l'Irak. Alors que Paris condamne la guerre menée par les Américains et une grande partie de leurs alliés – dont la Grande-Bretagne -, la Hongrie l'approuve. Lors d'une rencontre à Paris, les points de vue s'opposent. Quand le Premier ministre hongrois, Peter Medgyessy souligne, « *en français sur un ton confiant et amical* », à Jacques Chirac que « *pour avoir une politique coordonnée en matière de politique étrangère, il fallait plus de dialogue* », il est interrompu par le Président français qui indique « *qu'il ne contestait à personne d'avoir une position propre mais qu'il critiquait la précipitation. La question de la lettre des Huit était sans conséquence. Il avait réagi peut-être trop fort mais il avait voulu signifier la nécessité d'une concertation préalable* ». Et le chef de l'Etat de se montrer ferme et de « donner une leçon » d'europhisme à son interlocuteur : « *Le succès de l'élargissement ne se réduit ni à la réussite de négociations agricoles et budgétaires, ni à la réalisation d'un grand marché unique. Intégrer l'Union européenne, c'est d'abord adhérer à un projet politique. Il est essentiel que les Européens privilégient la concertation et le dialogue entre eux afin de ne pas porter atteinte à l'image et à la crédibilité de l'UE sur la scène internationale* »²⁹. Bien sûr, une telle affirmation peut apparaître surprenante quand on regarde ce qu'a été la politique française depuis le général de Gaulle, dominée par le souci d'indépendance nationale et n'hésitant pas à affirmer haut et fort des positions qui n'étaient pas le fruit d'une concertation européenne. Et sur la question irakienne, les Etats membres de l'UE ont été incapables d'adopter une position commune...

Enfin, un des sujets auquel la France est attentive concerne la question des minorités en Europe centrale. A la veille d'un entretien entre le chef de l'Etat français et le Premier ministre hongrois, en 2000, une note exprime une inquiétude : « *Orban gouverne avec autorité..Son gouvernement cède à une certaine dérive nationaliste, notamment illustrée par une attitude tolérante à l'égard de la coalition autrichienne OVP-FPO et une politique excessive de soutien aux minorités hongroises dans les pays* »³⁰. La question fait encore l'objet d'un échange de correspondance entre Jacques Chirac et le successeur d'Orban Viktor à la tête du cabinet hongrois, Medgyessy Péter qui rappelle et justifie les raisons de

Göncz Arpad (16 janvier 1997).

²⁹ AN. 5AG5/LV 17. Entretien J.Chirac-Medgyessy Peter. Premier ministre de Hongrie (7 mars 2003). Dans la note préparatoire à l'entretien, un conseiller a écrit : « il est probable que le Premier ministre ne reviendra pas sur la « *Lettre des Huit* » qu'il a signée mais qu'il a qualifiée de « *piège* » dans une interview au journal *Libération*. La « *Lettre des Huit* » est le texte publié le 30 janvier 2003 par huit dirigeants européens appelant à un front uni avec les Etats-Unis sur la crise irakienne. Trois sont des pays candidats (Hongrie, Pologne, Tchéquie) et cinq des Etats membres de l'UE (Royaume-Uni, Italie, Espagne, Portugal, Danemark).

³⁰ AN. 5AG5/01A10/4 (extrait). Voyage officiel en Hongrie les 16 et 17 janvier 1997. Note de cadrage préparatoire à l'entretien entre J.Chirac et Orban Viktor (6 octobre 2000).

la sensibilité des Hongrois à ce sujet : « *au cours des siècles passés, l'un des problèmes majeurs de l'Europe qui a mené à de nombreux conflits a été le sort réservé aux minorités nationales. Les péripéties de l'histoire ont voulu que la Hongrie ressente d'une manière particulière la charge et la gravité de ce problème...Il est d'une grande signification que la communauté des nations européennes prête une attention accrue à ce problème de l'Europe et donc à celui de l'Europe centrale et Orientale ainsi qu'aux possibilités de sa solution...* ». Et le Premier ministre fait part de deux propositions hongroises concernant la codification des droits des minorités nationales dans le traité constitutionnel de l'UE. Jacques Chirac répond : « *la position française sur cette question demeure constante : elle est fondée sur le respect du principe, inscrit dans la constitution française, d'égalité des droits des citoyens qui impose un traitement non discriminatoire. La France soutient donc la lutte contre les discriminations (...) et elle est naturellement attentive au traitement qui leur est réservé* »³¹.

Au total, seul le désaccord sur l'Irak en 2003 a suscité une véritable crispation entre la France et la Hongrie, quoique moins brutale dans la réalité diplomatique que dans les médias. Les très bonnes relations politiques franco-hongroises ainsi que le bon niveau des relations culturelles et économiques entre les deux pays ont contribué fortement à la politique française face à la candidature hongroise. A travers l'exemple de la Hongrie, il faut sans doute nuancer l'affirmation un peu sévère de Maurice Vaïsse selon laquelle : « *La France a donc une politique russe et non une politique à l'égard de ces pays, dans lesquels son président ne se rend pas ou peu. La diplomatie française a – dans une large mesure – raté le rendez-vous de l'élargissement car non seulement sur le plan de la sécurité on note un alignement sur Washington mais dans une région où la francophonie existait, la pénétration allemande est sensible à la fois sur le plan économique et sur le plan culturel* »³². A partir des archives présidentielles françaises, il apparaît qu'avec la Hongrie, la France a eu une politique marquée par l'engagement et le soutien affirmés lors des nombreux entretiens au plus haut niveau et les trois voyages à Budapest de François Mitterrand et de Jacques Chirac. La seule véritable « *tension* » se situe en 2003, sur l'Irak, mais les deux pays ont su tempérer leurs positions. La France aurait-elle pu faire plus pour sa présence économique et culturelle en Hongrie ? Certainement mais l'implantation française en Hongrie ne dépend pas que de la politique extérieure nationale et si le bilan est mitigé en ce domaine, les explications tiennent à des raisons historiques qui dépassent les maladroites de la politique chiraquienne envers l'Est.

³¹ AN. 5AG5/LV 17. Lettre de Medgyessy Peter à J.Chirac sur les minorités et réponse de J.Chirac (11 septembre 2003).

³² VAÏSSE, 286.

Études en allemand

Lothar Höbelt

***Der „Ausgleich“ mit Ungarn und mit Böhmen(1861–1871)
Determinanten seines Erfolgs und seines Scheiterns****

Abstract

The study analyses the Austro-Hungarian compromise (1867). The author presents the situation of Hungary and of Bohemia in the empire and he compares them. He examines first of all the national characteristics of the two parts of the empire, the situation of the minorities and the political, strategical conditions in Hungary and in Bohemia. He tries to answer the question: how to explain that the compromise didn't occur between Bohemia and Vienna.

Keywords: compromise, Hungary, Bohemia, minorities, national characteristics.

Nirgendwo versteht man in unserem Königreich, warum in den Augen Ihrer Majestät und der österreichischen Staatsmänner die reiche und berühmte böhmische Krone weniger Anspruch auf Anerkennung und Schutz ihrer Unversehrtheit und ihrer Selbstbestimmung haben soll als die ungarische Krone.

Denkschrift Riegers, 11. Juli 1865¹

Fatale Beispiele: Die Deutschen blicken auf Posen, die Tschechen auf Ungarn.

Heinrich Jaques zu Josef Helfert,
21. September 1870²

Die Ausgangsposition: Historische Voraussetzungen

Die Parallele zwischen den politischen Bestrebungen in den Ländern der Wenzelskrone und in den Ländern der Stephanskrone spielte in den politischen Debatten in der Habsburgermonarchie eine große Rolle. Die Frage, warum dem staatsrechtlichen Programm der einen Seite so viel mehr Entgegenkommen gezeigt wurde als dem der anderen, wurde immer wieder gestellt. Umgekehrt spukte die Vorstellung, daß eine Egalisierung der Verhältnisse, wie sie mit den schillernden großösterreichischen Plänen z. B. des Thronfolgers Erzherzog

* The project is supported by the European Union and co-financed by the European Social Fund (grant agreement no. TAMOP 4.2.1/B-09/1/KMR-2010-0003)

¹ Zitiert bei URBAN, Otto: *Die tschechische Gesellschaft 1848 bis 1918*. (Anton Gindely Reihe 2) Wien u.a. 1994, 281.

² Helfert-Tagebuch, 21. September 1870. Das Tagebuch von Josef Freiherr von Helfert befindet sich im Privatbesitz, soll aber demnächst von der Kommission für Neuere Geschichte Österreichs ediert werden.

Franz Ferdinand einhergeht, eine der großen versäumten Chancen der Habsburgermonarchie darstellt, nach wie vor durch die Literatur – wobei im einzelnen freilich nicht immer klar ist, ob diese großösterreichischen Pläne eine Besserstellung der Slawen oder nicht in erster Linie bloß eine Schlechterstellung der Magyaren implizierten.³

Auch der historischen Parallelen sind dabei nicht wenige: Beide Königreiche blickten auf eine spätmittelalterliche Tradition als Wahlkönigreiche zurück, die im Verlaufe des 17. Jahrhunderts endete; mit dem Paradox allenfalls, daß sich in dem dreigeteilten Ungarn mehr davon erhalten hat, insbesondere in Siebenbürgen, dem nach 1541 – anachronistisch ausgedrückt – nahezu die Funktion eines ungarischen Piemont zukam. Beide Königreiche umfaßten Nebenländer (Siebenbürgen und Kroatien bzw. Mähren und Schlesien), deren Haltung zum staatsrechtlichen Programm zumindest ambivalent war. In beiden Fällen wurde von seiten der Habsburger nach einer militärischen Unterwerfung des Landes die sogenannte „*Verwirkungstheorie*“ strapaziert und die alte Verfassung für erloschen erklärt. Allerdings lagen zwischen diesen beiden Ereignissen, den Jahren 1620 bis 1827 bzw. 1849 bis 1851, mehr als zwei Jahrhunderte – zwei Jahrhunderte, die insbesondere die Epoche des aufgeklärten Absolutismus umfaßten.⁴

Der große Unterschied, der daraus resultierte, kann vielleicht am besten mit dem Slogan: „*Verfassung vergeht – Verwaltung besteht*“ charakterisiert werden. In Ungarn blieb die autonome Komitatsverwaltung bestehen, während in den Reichsländern die maria-theresianischen Reformen die öffentlich-rechtlichen Funktionen des Adels auf den Aussterbeetat setzten. Diese kaum zu unterschätzende Differenz machte sich schon in der unterschiedlichen Intensität des Widerstandes gegen das josephinische Steuerpatent bemerkbar und trat ein weiteres Mal selbst noch in der Zeit des Vormärz zutage, als Steuerstreiks weite Teile Ungarns erfaßten. Wenn es den böhmischen Magnaten dafür gelang, die Bearbeitung des neuen franziszeischen Katasters lange Zeit hintanzuhalten oder zumindest hinauszuzögern, so war das zwar zweifelsohne ebenfalls ein Indiz für ihren Einfluß, doch handelte es sich dabei um eine Machtstellung, die der Wiener Zentrale sehr wohl Respekt abnötigte, aber doch nicht ohne und gegen sie ausgeübt werden konnte.⁵

Die Vorgänge des Jahres 1848 nahmen nicht bloß mit der De-facto-Zusammensetzung beider Reichstage die Konfigurationen von 1867 vorweg, sondern unterstrichen ein weiteres Mal den unterschiedlichen Grad der Resistenzfähigkeit. Die Prager Unruhen, der sogenannte Pfingstaufstand, hielt keinen Vergleich mit dem Krieg in und um Ungarn aus. Das erschien nicht bloß als Ausfluß von Loyalität, sondern – wie Palacký später bitter bemerkte: „*Die Ungarn haben es besser verstanden; die haben*

³Vgl. KANN, Robert A.: *Erzherzog Franz Ferdinand Studien*, Wien, 1976.

⁴Zum Ausgangspunkt am Beginn der Neuzeit vgl. die im Abschnitt „*Mitteleuropa an der Schwelle der Neuzeit*“ publizierten Aufsätze von András KUBINYI, János BAK, Stanisław *Russocki* und Josef MACEK, *Bohemia* 31 (1990) 312-359.

⁵HASELSTEINER, Horst: *Joseph II. und die Komitate Ungarns*, Wien, 1983. — CSAKY, Moritz: *Von der Aufklärung zum Liberalismus. Studien zum Frühliberalismus in Ungarn*, Wien, 1981. 114 ff. — Tagebuch des Carl Friedrich Freiherrn Kübeck. Hrsg. von Max VON KÜBECK. Bd. 1. Wien, 1909. 334.

*Revolution gemacht, und jetzt fürchtet man sich in Wien vor ihnen, und damit sie nur ruhig bleiben, bewilligt man ihnen, was sie wollen.*⁶ Besonderes Augenmerk verdienen dabei die überraschenden militärischen Erfolge der Ungarn um die Jahreswende 1848/49. Die Niederlage des Fürsten Windischgraetz bei Isaszeg machte eine durchgehende ständisch-föderalistische Lösung, wie sie mit dem Programm der Altkonservativen verbunden war, aus mehreren Gründen unwahrscheinlich: Erstens, weil mit Windischgraetz der hervorragendste Vertreter der Altkonservativen seinen Nimbus einbüßte und in weiterer Folge auch jeglichen Einfluß auf die Regierungspolitik; zweitens, weil gerade die erwiesene Gefährlichkeit und Radikalisierung der ungarischen Revolution einen ebenso radikalen Ausschlag des Pendels auf seiten der Sieger provozierte – und nicht bloß eine Rückkehr zum Status quo ante von 1847; drittens, weil sie als Auslöser der russischen Intervention unübersehbar den Anstoß zu einer „*Internationalisierung*“ der ungarischen Frage lieferte, was einen weiteren Unterschied zur böhmischen Problematik darstellte.⁷

Es soll nicht argumentiert werden, diese hier nur kurz skizzierten unterschiedlichen Voraussetzungen hätten das Ergebnis der Verfassungskämpfe der sechziger Jahre vorausbestimmt. Dennoch läßt sich aus ihnen ein gewisser, nicht zu leugnender Vorsprung der Ungarn ablesen, die zwar formal nicht weniger absolutistisch regiert wurden, deren administrative Unterstellung unter Wien jedoch immer noch im Zeichen des Ausnahmezustandes und eines militärischen Besatzungsregimes stand. Selbst wenn man das Maß des Erreichbaren auf der böhmischen Seite infolgedessen entsprechend geringer veranschlagt, war damit freilich immer noch kein Urteil gesprochen, bis zu welchem Grad es gelingen würde, dieses Potential nach dem Ende des Neoabsolutismus auch tatsächlich zu realisieren. Entscheidend für die weitere Entwicklung mußte werden, wie weit die Aspirationen der Böhmen bzw. der Ungarn zur zumindest teilweisen Übereinstimmung mit den Interessen der Krone und der deutschen Eliten Österreichs gebracht werden konnte. Politisch standen diese Deutschösterreicher von Besitz und Bildung ganz überwiegend im Lager der deutschliberalen Partei in ihren verschiedenen Schattierungen. Eine Scharnierfunktion zwischen der Krone und den von ihr ungeliebten Liberalen aber kam der Bürokratie zu, die in wesentlichen Teilen von sogenannten „*bsephinern*“, Exponenten und Sympathisanten der Deutschliberalen bzw. ihres rechten Flügels, geführt wurde und durchgesetzt war.

Ethnisch-soziale Strukturen und strategische Optionen

Für die Deutschen der Habsburgermonarchie waren die Bedenken, die einem Eingehen auf das staatsrechtliche Programm der Ungarn und Böhmen entgegen-

⁶ MORAVA, Georg J.: *Franz Palacký. Eine frühe Vision von Mitteleuropa*, Wien, 1990. 217.

⁷ Vgl. DEAK, Istvan: *Lajos Kossuth and the Lawful Revolution*, New York, 1979. — MÜLLER, Paul: *Feldmarschall Fürst Windischgraetz*, Wien, 1934. — HANAK, Peter: *The First Attempt at the Austro-Hungarian Compromise 1860*, Etudes Historiques Hongroises 1975. Bd. 1. Budapest, 1975. 567-599. — Dazu auch MELVILLE, Ralph: *Adel und Revolution in Böhmen. Strukturwandel von Herrschaft und Gesellschaft in Österreich um die Mitte des 19. Jahrhunderts*. (Veröffentlichung des Instituts für Europäische Geschichte Mainz 95) Mainz, 1998.

standen, offensichtlich: Millionen von Deutschen gerieten im Fall seiner Verwirklichung in Gefahr, von Tschechen und Magyaren majorisiert zu werden. Diese Befürchtung traf selbstverständlich auf beide Königreiche zu: Denn den Sudetendeutschen (um hier wiederum anachronistisch den später entstandenen Kollektivbegriff für die Deutschen aus den böhmischen Ländern zu verwenden) standen jenseits der Leitha die gut zwei Millionen „Schwabens“ gegenüber; selbst die Hauptstädte Ofen-Pest bzw. Prag wiesen um die Mitte des Jahrhunderts beide noch, wenn auch prekäre, deutsche Mehrheiten auf.

Damit waren die Gemeinsamkeiten allerdings auch schon erschöpft: In ihrem sozialen Status unterschieden sich diese deutschen Minderheiten beträchtlich voneinander. Und davon hing nun einmal auch ihre politische Potenz ab. Kein Maß an Wahlgeometrie – und auch hier waren der Willkür Grenzen gesetzt – würde die Ungarndeutschen je zu einer Mehrheit machen. Das war nicht allein eine Frage des Zahlenverhältnisses (obwohl auch das eine Rolle spielte), sondern eine der Sozialstruktur. Die „Schwabens“ waren nicht nur keine parlamentarische Größe (das waren allenfalls die privilegierten Siebenbürger Sachsen), sie rangierten auch gesellschaftlich unter ferner liefen. Konkret hieß das: Wenn man die „erste Gesellschaft“ der „altkonservativen“ Magnaten um- oder übergehen wollte, um sich auf eine Gegenelite der „zweiten Gesellschaft“ zu stützen, und darin lag zweifellos die politische Logik des Februarpatents, so stieß man in Böhmen – und mehr noch in Mähren – auf eine deutsche Bourgeoisie. In keinem Teil der Monarchie – von Vorarlberg vielleicht einmal abgesehen – war das Wirtschaftsbürgertum in einer derart unübersehbaren Weise präsent. Diese klassische „Bourgeoisie“ stellte das unerläßliche Schwungrad für die politische Umgestaltung der Habsburgermonarchie dar. Selbst in den Alpenländern, die nicht direkt betroffen waren und über kurz oder lang auch ihre eigenen Ressentiments gegen die Führungsrolle der Deutschböhmen entwickelten, konnte man auf ihre Unterstützung nicht leichten Herzens verzichten.

In Ungarn stieß man auf der sozialen Stufenleiter unterhalb der Hofaristokratie stattdessen auf den Komitatsadel (bzw. später dann auch zunehmend auf seine verstädterten Verwandten, die Gentry), der noch weniger leicht lenkbar oder für zentralistische Pläne zu instrumentalisieren war. Dessen Äquivalent in den Erbländern war schon Jahrhunderte vorher zerrieben worden bzw. wäre von der politisch-ökonomischen Entwicklung seither ohnehin marginalisiert worden. Die ungarischen „Altkonservativen“ konnten daher mit Recht darauf verweisen, daß hinter ihnen nur noch radikalere Kräfte stünden. Um aber mit Hilfe der Nationalitäten die ungarische „Oligarchie“ auszuhebeln, bedurfte es nicht bloß einiger Manipulationen im Steuerregister, sondern einer veritablen Agrarrevolution. Das war damals und später ein As im Ärmel, mit dem man zu bluffen versuchte, das man aber nicht wirklich auszuspielen wagte. Stabile Verhältnisse waren davon nicht zu erwarten.

In Böhmen hingegen waren nicht bloß die Magnaten in sich gespalten (auch wenn sich die Mehrheit der böhmisch-staatsrechtlichen Fraktion zuneigte); es stand auch auf der Ebene darunter eine Alternative für einen Kurswechsel jederzeit bereit. Der politische Spielraum der Wiener Zentrale war ein dementsprechend größerer.

Neben der Frage nach den strategischen Allianzen (und den Regungen der nationalen Solidarität) dürfte freilich noch ein zweites Moment im Detail sehr unterschiedliche Reaktionen hervorgerufen haben, nämlich die Aussicht auf den – zumindest partiellen bzw. potentiellen – Verlust der Kontrolle über ein ökonomisches Hinterland. Gerade in diesem Punkt berührten sich einander die Interessen der deutschen Elite und der Krone. Das reichte von der Sorge um die Honorierung von Gläubigerforderungen und offene Absatzmärkte bis zu Aufstiegschancen in der Hochbürokratie und den Fluß der Steuerüberweisungen. Jeder Ausgleich, der seinen Namen wert war, mußte zwangsläufig größere Finanzhoheit bedeuten: Das aber bedeutete, wie nicht zuletzt das anlässlich rezenter Separationserwägungen angestellte Kalkül zeigt, in der Regel einen Vorteil für die wohlhabenderen Regionen.

Auf das Beispiel der Habsburgermonarchie bezogen, ergeben sich daraus im ungarischen und im böhmischen Fall jeweils ganz andere Perspektiven. Was die „*östliche Reichshälfte*“ betrifft, konnten die Österreicher dabei auf lange Sicht gar nicht so unfroh sein, den gemeinsamen Lastenverband auf ein Minimum zu beschränken. Man hat den Lastenausgleich, wie er in der Dezemberverfassung des Jahres 1867 seinen Niederschlag fand, bisweilen heftig mit dem Argument kritisiert, daß Ungarn für 30 Prozent der Kosten 50 Prozent der Rechte eingehandelt habe. Abgesehen davon, daß die 50 Prozent vom Standpunkt kaiserlicher Prerogative den Vorteil mit sich brachten, bei Pattsituationen die Rolle des Souveräns als Ultima arbiter hervorzuheben, darf man darüber hinaus nicht übersehen, daß auch die 30 Prozent vermutlich immer noch mehr waren, als es dem Anteil Ungarns am Volkseinkommen entsprach (man vgl. z. B. nur den Aufteilungsschlüssel, den man noch Jahrzehnte später bei den indirekten Steuern zugrunde legte) – und sie waren zweifelsohne mehr, als Ungarn im langjährigen Schnitt bisher zu den „*gemeinsamen Angelegenheiten*“ beigetragen hatte.⁸

Wenn in Österreich dennoch das Gefühl vorherrschte, bei den Verhandlungen übervorteilt worden zu sein, so wegen der Aufteilung der Staatsschuld, nicht wegen der laufenden Ausgaben. Und wenn der führende tschechische Politiker Karel Kramář später einmal davon sprach – als Adept der „*historischen Schule*“ der Nationalökonomie übrigens unter Verweis auf eigene Studien –, wieviel Böhmen schon in der Vergangenheit zu den habsburgischen Erfolgen beigetragen hatte, so hatte er in der Sache Recht, behielt aber gerade deshalb politisch unrecht.⁹ „*Dankbarkeit*“, so zitierte ein noch unter der Monarchie geborener österreichischer Staatsmann gerne, „*ist keine politische Kategorie*“: Gerade weil Böhmen so wohlhabend war, war es unverzichtbar bzw. war man viel weniger bereit, ihm ein größeres Maß an Eigenständigkeit einzuräumen. Bei den Schwierigkeiten, die sich der Umsetzung der Fundamentalartikel 1871 in letzter Minute entgegenstellten, spielte die Frage der Steuerhoheit und der Finanzen denn auch in meritorischer Hinsicht eine wichtige Rolle.¹⁰

⁸ Vgl. die Tabellen bei BRANDT, Harm-Hinrich: *Der österreichische Neoabsolutismus. Staatsfinanzen und Politik 1848-1860*, Göttingen, 1978. 1094 f.

⁹ Stenographische Protokolle der Delegationen des Reichsrates, 43. Session, 137 (28. Oktober 1908).

¹⁰ SCHÄFFLE, Albert: *Aus meinem Leben*. Bd. 2. Berlin, 1905. 25. — ZEITHAMMER, Anton Ottokar:

Wenn Graf Leo Thun seitens der böhmischen Konservativen argumentierte: „Wird dem Delegiertenkongreß der übrigen Königreiche und Länder das direkte Besteuerungsrecht eingeräumt, so ist der zisleithanische Staat, den wir ja eben verhüten wollen, fertig“, so entgegnete ihm nicht bloß der gemeinsame Finanzminister Melchior Graf Lónyay: „Ein Schuldner, welcher Gläubiger von siebzehn anderen Schuldnern ist, hätte im allgemeinen Verkehrsleben keinen Kredit“, sondern er fand dabei auch die Unterstützung der Föderalisten aus den anderen Ländern, die befürchten mußten, bei einer solchen Konstruktion den kürzeren zu ziehen.¹¹

Auf einen einfachen Nenner gebracht, war es nicht zuletzt die relative Rückständigkeit der ungarischen „Reichshälfte“, die ihren Bestrebungen entgegen kam: Die relative Homogenität ihrer agrarischen Oberschicht erschwerte der kaiserlichen Politik – ungeachtet der darunter schwelenden nationalen Konflikte – den Rückgriff auf das „Divide et Impera“, wie es in Böhmen an der Tagesordnung war. Das niedrigere Wirtschaftsniveau und das wenig entwickelte Finanz- und Steuersystem ließen die Kosten einer forcierten Integration der ungarischen Länder in den Reichsverband als Fehlinvestition erscheinen. Nicht bloß ihre geopolitische Lage, auch ihre komplexere Sozial- und Wirtschaftsstruktur ließ die böhmischen Länder als viel lohnendere Herrschaftsobjekte erscheinen.

Politisch-taktische Faktoren

Neben den großen Linien, die den Spielraum der Akteure einengten, hing das Endergebnis freilich auch von der politischen Feinsteuerung ab, von situationsgebundenen Erwägungen, Elementen der Kontingenz. Nicht bloß die Zentrale bedurfte der Verbündeten, wenn sie den föderalistischen Tendenzen das Wasser abgraben wollte, auch die staatsrechtliche Opposition mußte Anknüpfungspunkte im Zentrum und bei den Deutschen suchen, wenn sie der Verwirklichung ihres Programmes näherkommen wollte.

Nun gab es ein Element, nämlich das alte politische Zentrum des Jahres 1848, die „schwarz-gelben“ Verfassungstreuen und zentralistischen Großösterreicher, konservative Liberale oder doch zumindest Konstitutionelle, die Partei Schmerlings, für die Konzessionen in der einen (ungarischen) wie in der anderen (böhmischen) Richtung Anathema waren. Hinter dieser Fraktion versammelte sich – nolens, volens – auch das Gros der Deutschböhmern, die – solange die Reichsratsabgeordneten noch von den Landtagen entsandt wurden – schon einmal auf Grund des für sie unerläßlichen Votums der Großgrundbesitzerkurie eine latent gouvernementale Färbung aufwiesen. Sie stellten die letzten Getreuen Schmerlings 1864/65, und auch Beust fiel es nicht schwer, sie 1867 im „Club der Libera-

Zur Geschichte der böhmischen Ausgleichsversuche (1865-1871), Bd. 2. Prag, 1913. 55 ff.

¹¹ Státní oblastí archiv v Litoměřicích (Staatliches Gebietsarchiv Leitmeritz = SObA Litoměřice), pobočka Děčín (Abteilung Tetschen). Familienarchiv (= FA) Thun-Hohenstein, A3 XXI / E 473, Leo Thun an Costa, 19. Oktober 1871. — Allgemeines Verwaltungsarchiv (= AVA) Wien. Ministerratsprotokolle (= MRP) 41, Nr. 112, 20. Oktober 1871.

len” wiederum hinter seiner Regierung zu sammeln. Der geborene Oppositionelle Eduard Herbst, dessen triumphaler Empfang in Prag als Mitglied des „*Bürgerministeriums*” den Grafen Heinrich Clam-Martinić 1868 zur spöttischen Bemerkung über „*König Eduard von Deutschböhmen*” veranlaßte, war in diesem Sinne lange Zeit alles andere als typisch.¹²

Im Grunde gab es für die Tschechen zwei Wege, dieses Bollwerk zu umgehen, um links oder rechts den archimedischen Punkt zu finden, der es ihnen erlauben könnte, die Dezemberverfassung aus den Angeln zu heben. Im Zentrum der politischen Landschaft gab es zwar vereinzelt „*ehrliche Makler*”, wie z. B. die Grafen Friedrich Dürckheim und Christoph Spiegel, ursprünglich von der Linken her kommend, die sich in den Dienst des Ausgleichs stellten. Das war nicht uninteressant, wenn sie wie Dürckheim zugleich Flügeladjutanten des Kaisers gewesen waren. Doch sie blieben isoliert: Eine kleine erlesene Mittelpartei mochte in Mähren und in Oberösterreich ausreichen, die Wahlen im Großgrundbesitz zu kippen, und das war für die Mehrheitsbildung nicht unwichtig, aber zu eigenständiger politischer Potenz vermochte sie sich nicht aufzuschwingen.¹³

Die Ungarn, Julius Andrassy mehr noch als Franz Deák, hatten auf die Verständigung mit der (radikal-) liberalen Linken gesetzt, auf die sogenannten „*Autonomen*” mit ihrem Rückhalt in den Alpenländern, vor allem in Oberösterreich und in der Steiermark. Diese äußerste Linke verfügte zumindest in einzelnen ihrer Repräsentanten auch noch 1870/71 über ein gewisses, freilich nicht allzu strapazierfähiges Sensorium für gewisse Gemeinsamkeiten nicht bloß mit den ungarischen, sondern auch mit den tschechischen Liberalen. Taktisch mochte sich dahinter dann auch die Hoffnung verbergen, durch ein Eingehen auf manche tschechische Forderungen František L. Rieger und die Seinen aus den Fängen der Reaktion – sprich: aus dem Bündnis mit den Feudalen Clams und Thuns – zu befreien und einen Keil in die Reihen der Gegenpartei zu treiben.

Das Problem lag im Adjektiv – die „*äußerste*” Linke. Mag das Streben nach einem Ausgleich von „*Volk zu Volk*” auch ernsthaft gewesen sein, so war es dennoch verknüpft mit gesellschaftspolitischen Vorstellungen, die unter Franz Joseph I. schwer durchzusetzen waren, angefangen von einer rigorosen antiklerikalen Gesetzgebung bis hin zur Wahl der Richter (zwecks Hintanhaltung der Protektion, wie es in einem der einschlägigen Programmwürfe hieß).¹⁴ Die einzige

¹² Dazu URBAN: *Gesellschaft* 1994. 334. — Zu den parlamentarischen Kombinationen vgl.: *Die Habsburgermonarchie 1848-1918*. Hrsg. von Adam WANDRUSZKA und Peter URBANITSCH. Bd. 7. Wien, 2001. — KOLMER, Gustav: *Parlament und Verfassung in Österreich*, 8 Bde. Wien, 1902-1914.

¹³ Zu den mährischen Verhältnissen LUFT, Robert: *Die Mittelpartei des mährischen Großgrundbesitzes 1879 bis 1918. Zur Problematik des Ausgleichs in Mähren und Böhmen*, IN: *Die Chance der Verständigung*. Hrsg. von Ferdinand SEIBT. (BWT [14]) München, 1987. 187-243.

¹⁴ Oberösterreichisches Landesarchiv, Nachlaß Carl Wiser, Museal-Archiv 228, fol. 130 ff. (bzw. in Museal-Archiv 226 auch Briefe über Kontakte mit den slawischen Föderalisten im September 1867). — SOMOGYI, Eva: *Vom Zentralismus zum Dualismus. Der Weg der deutsch-österreichischen Liberalen zum Ausgleich von 1867*, Wiesbaden, 1983. — An älteren Werken vgl. REDLICH, Josef: *Das österreichische Staats- und Reichsproblem*, Bd. 1. Leipzig, 1920. — WERTHEIMER, Eduard von: *Graf Julius Andrassy*, Bd. 1. Stuttgart, 1910. — ROGGE, Walter: *Österreich von Vilagos bis zur Gegenwart*, Bd. 2. Leipzig, 1873.

Chance für das Ministerium Potocki, das im Frühjahr 1870 nach dem Zerfall des Bürgerministeriums auf einen solchen Ausgleich zusteuerte, auf der Linken jenseits der Zentralisten Unterstützung zu mobilisieren und mit dem Grazer Karl Rechbauer eine Kapazität ersten Ranges ins Ministerium zu locken, zerschlug sich dann dem Vernehmen nach auch an der Forderung nach der Einführung der Zivilehe in Österreich.¹⁵ Einen solchen Preis zu zahlen, war der Kaiser nicht bereit. Schon 1867 hatte er den Versuch, die Ratifizierung des Ausgleichs mit Ungarn für einen ähnlichen Erpressungsversuch zu nutzen, mit massiven Drohgebärden seinerseits abgewehrt. Ohne entsprechende politische Mitgift verblieb von den „fortgeschritteneren“ Liberalen somit nur Johann Nepomuk Berger als Bundesgenosse Potockis, ein Wortführer der Frankfurter Linken von 1848 und ein brillanter Kopf, aber eine umstrittene Figur und überdies ein todkranker Mann.¹⁶

Wenn es auf der Linken, bei der herrschenden parlamentarischen Mehrheit, keinen festen Anhaltspunkt gab, dann mußte man eben „oben“ anknüpfen, bei der Krone und ihren Prärogativen. Damit sind wir beim Kaiser angelangt. Dessen letzte Motive sind quellenmäßig freilich schwieriger zu fassen. Sobald es über bürokratische Rationalität hinausging, die bei Franz Joseph I. allerdings keinen geringen Platz einnahm, sind wir hier nahezu auf Vermutungen aus Analogieschlüssen angewiesen. Mit all der gebotenen Vorsicht, die sich aus diesen methodischen Problemen ergibt, erscheinen mir die Schlußfolgerungen, die sich aus einer Analyse der Interessenlage der Krone ergeben, doch ziemlich eindeutig: Die Krone betrieb den Ausgleich mit Böhmen, um ihre Manövrierfähigkeit – angesichts des böhmischen Reichsratsboykotts und der daraus resultierenden Monopolstellung der Deutschliberalen im politischen Leben – wiederzugewinnen, jedoch keinesfalls um die eigene Handlungsfreiheit weiter einzuschränken.¹⁷ Das hieß: Die Integration einer potentiellen Fundamentalopposition geschah wohl auch, aber doch nur zu einem Teil aus den meist in den Vordergrund gerückten staatspolitischen Erwägungen, daneben aber unzweifelhaft auch, um sich von der deutschliberalen Mehrheit zu emanzipieren. Thun sah das prinzipiell ganz richtig, wenn er den Kaiser von dem „Parteiengetriebe des modernen Konstitutionalismus“ befreien wollte, „der mit Steuer- und Budgetverweigerung dem Monarchen den Daumen aufs Auge setzt, um ihn zu allem anderen, was ihm beliebt, zu zwingen“, doch er zog die falschen Schlußfolgerungen aus diesem Befund.¹⁸ Sich auf eine wirkliche Parlamentarisierung in dezentralem Rahmen einzulassen, wie es sich in Ungarn herauskristallisierte, konnte gerade deshalb kaum im Interesse der Krone liegen.

¹⁵ Helfert-Tagebuch, 9. April 1870. — [POLLAK, Heinrich:] *Dreißig Jahre aus dem Leben eines Journalisten. Erinnerungen und Aufzeichnungen*, Bd. 2. Wien, 1895. 177. — Neue Freie Presse vom 5. April 1870 (Abend) und vom 21. April 1870.

¹⁶ Vgl. BERGER, Alfred Frhr. von / BERGER, Wilhelm Frhr. von: *Im Vaterhaus*. Wien, 1901.

¹⁷ Erzherzog Albrecht soll das so ausgedrückt haben: „Es müssen erst die verschiedenen Richtungen, die nacheinander aufkommen, ad absurdum geführt werden.“ (Helfert-Tagebuch, 5. April 1870).

¹⁸ SObA Litoměřice, pobočka Děčín. FA Thun-Hohenstein, A3 XXI / E 473, Leo Thun an Costa, 19. Oktober 1871.

Man geht wohl nicht fehl, wenn man annimmt, daß man bei Hofe eine Situation schaffen wollte ähnlich der, wie sie zehn Jahre später unter dem Ministerpräsidenten Taaffe auch tatsächlich zustande kam. Vom Interessenskalkül der Krone her hätte ein Schritt in Richtung Föderalisierung freilich dann willkommen sein müssen, wenn er im Gegenzug ein diffuseres Maß an parlamentarischer Kontrolle im Zentrum mit sich gebracht hätte, so wie das bei den Delegationen der Fall war. Aber selbst diese Spekulation geht bereits zu weit: Denn von ihrer Zusammensetzung her bestand zwischen dem Abgeordnetenhaus des Reichsrates, wie es bisher konstituiert war, und dem „*Delegiertenkongreß*“ der Fundamentalartikel lediglich ein semantischer Unterschied. Geändert hätte sich nur etwas für das Herrenhaus, das Franz Joseph aber in der bestehenden Form unbedingt erhalten wollte! Insofern ist das Experiment der Fundamentalartikel in seiner Tragweite als Weichenstellung aus dem Blickwinkel der Krone zumeist überschätzt worden.

Darüber hinaus mußte für die Exekutive ein Faktor ins Gewicht fallen: Wenn der Boykott der Tschechen durch einen Boykott der Deutschen ersetzt wurde, wie er im Januar 1867 schon einmal erwogen und im Herbst 1871 erneut angekündigt wurde, war nichts gewonnen. Dann nämlich ergab sich dieselbe Situation wie ein Vierteljahrhundert später während der Badeni-Krise, als ein „*Elder Statesman*“ die verfahrenere Situation und den einzigen Ausweg – oder doch zumindest das kleinere Übel – auf den Punkt brachte: „*Offen gestanden, der Belagerungszustand in Wien ist auf die Dauer unmöglich, in Böhmen nicht.*“¹⁹

Die Summe dieser Bedenken läßt sich folgendermaßen zusammenfassen: Als Franz Joseph I. sich im Sommer 1871 auf die Fundamentalartikel einließ, bedeutete das soviel, wie wenn er im Dezember 1865 die Rechtskontinuität der alten ungarischen Verfassung prinzipiell anerkannte, ohne daraus zunächst irgendwelche allzu konkreten Folgerungen abzuleiten. Es war eine Geste, die einen Prozeß ins Rollen bringen, nicht aber seinen Abschluß bilden sollte. Durch „*sympathetic noises*“ sollten die Führer der tschechischen Opposition aus ihrer Ecke herausgelockt werden; von einer Konversion zu ihrem Standpunkt konnte keine Rede sein. Auch Albert Schäffle betont in seinen Erinnerungen – bei aller Hochachtung vor der Person des Grafen Heinrich Clam-Martinic, des Anführers der intransigenten Staatsrechtler – ausdrücklich, die Vereinbarungen seien als Verhandlungsgrundlage gedacht gewesen, die im Zuge ihrer parlamentarischen Behandlung mannigfachen Anfechtungen ausgesetzt sein würde. Der Kaiser wurde noch deutlicher, wenn er Thun auseinandersetzte: „*Die Konservativen hätten Ihre unausführbaren Anträge herabgemindert, denn – außer vielleicht die Tiroler – waren sie alle mit den Fundamentalartikeln nicht einverstanden.*“²⁰

Sicherlich, um auf unseren Vergleich zurückzukommen, auch die Ungarn waren zur Ratifizierung ihres Ausgleichs nicht genötigt worden, den Canossagang in das „*Schmerlingtheater*“ am Schottenring anzutreten. Das war 1867 nicht nötig gewe-

¹⁹ Haus-, Hof- und Staatsarchiv (= HHStA) Wien, Nachlaß Baernreither 4, Tagebuch Bd. V, fol. 23.

²⁰ SCHÄFFLE: *Aus meinem Leben* II 1905. 13. — SOBA Litoměřice, pobočka Děčín. FA Thun-Hohenstein, A3 XXI / E 473, Tagebuch Leo Thun, 21. April 1872.

sen, und zwar in zweierlei Hinsicht. Erstens, weil der „*engere Reichsrat*“ (ohne die Abgeordneten aus den Ländern der Stephanskrone) auch schon vor 1867 nicht bloß de facto, sondern auch de iure existiert hatte – und für sein verhindertes Gegenstück eingesprungen war. Zweitens aber auch, weil der ungarische Ausgleich auch so die notwendige Mehrheit fand. Die Beteiligung an den Abstimmungen im Abgeordnetenhaus war der Preis, den die böhmisch-staatsrechtliche Partei für ihre mangelnde Bündnisfähigkeit zu zahlen hatte. Clam-Martinić war unrealistisch, wenn er auf seiner Scheinkonstruktion bestand und apodiktisch daran festhielt, man habe ihm die Zweidrittelmehrheit für die bestrichgenaue Verabschiedung der Fundamentalartikel versprochen. Die dafür notwendigen Stimmen mußte lizitiert werden, das lag in der Logik des parlamentarischen Systems. Worin Clam-Martinić recht hatte, war, daß es mit der Zweidrittelmehrheit – die nach den Ergebnissen der Landtagswahlen des Sommers 1871 im Bereich des Möglichen lag – allein nicht getan sein würde. Das Quorum für eine Verfassungsänderung betrug drei Viertel, und die deutsche Linke konnte folglich mit ihrem Exodus eine Beschlußfassung in jedem Fall verhindern. Der Optimismus Schäffles, die entstehenden Lücken mit dem von den Liberalen noch selbst durchgedrückten Notwahlgesetz hinreichend schließen zu können, erscheint mir nicht hinreichend begründet.

Der Kaiser würde um ein Oktroi letzten Endes also doch nicht herumkommen. Doch gerade wenn dieser Bruch letzten Endes unvermeidlich schien, wäre es dann nicht um so notwendiger gewesen, die Schuld für diesen Schritt auf andere Schultern abzuwälzen, ganz so, wie es, um wiederum das Beispiel der Badeni-Krise zu bemühen, Oswald Graf Thun-Salm als Anführer der böhmischen Verfassungstreuen um die Jahrhundertwende ausdrücken sollte: „*Wir arbeiten seit Jahren auf nichts anderes, als daß im Moment der staatlichen Katastrophe die Verantwortung nicht auf das deutsche Konto gebucht wird.*“²¹

Recht hatte Clam-Martinić auch mit folgendem: Der Vertrauensbruch lag technisch auf seiten der Regierung oder besser des Ministerpräsidenten, der sich außerstande sah, alle der schon akkordierten Vereinbarungen vollinhaltlich einzuhalten. Das erklärt die Bitterkeit auf seiten der Tschechen und die hinterlistigen Zwecke, zu denen die Fundamentalartikel neuaufgelegt wurden. Dennoch erhebt sich die Frage, ob der Abbruch der Verhandlungen von böhmischer Seite klug – und sachlich gerechtfertigt war. Man muß ihnen dabei aber zugute halten, daß „*die Unterhändler die Reichweite ihres aktuellen Handelns nicht abzuschätzen wußten*“,²² ihre Weigerung daher vielleicht nicht als endgültig gedacht war, sondern als Zug in einer Partie, die noch nicht zu Ende war – so wie sie auch 1870 noch nicht zu Ende gewesen war.

²¹ *Ebenda* 34. — ZEITHAMMER: Ausgleichsversuche 2, 77 (Clam und Rieger an Hohenwart, 27. September 1871). — Briefe und Dokumente zur Geschichte der österreichisch-ungarischen Monarchie. Hrsg. von Ernst RUTKOWSKI. Bd. 2. (VCC 51/II) München 1991, 640 (Thun-Salm an Fürstenberg, 13. Dezember 1902).

²² URBAN: *Gesellschaft* 1994. 374; zur tschechischen Sicht vgl. außerdem KLETEČKA, Thomas: *Der Ausgleichsversuch des Ministeriums Hohenwart-Schäffle mit Böhmen im Jahre 1871*, Masch. Diss. Wien, 1984.

Die Rolle des historischen Adels in den Kombinationen der Jahre um 1870 war keine glückliche. Dies war nicht etwa aus dem banalen Grunde so, weil seine Paladine bei fortschrittlichen Publizisten die Erinnerung an die Gaugrafen und das „*ius primae noctis*“ wachriefen. Mehr schon deshalb, weil sie in der entscheidenden Frage der Reichsratsbeschickung mit ihren Reminiszenzen an die böhmische Charta vom April 1848 und den Ständelandtag am unnachgiebigsten den Justament-Standpunkt vertraten. Vor allem aber, weil diese unbeugsame Geste von ihrer Seite unglaublich war. Ignaz von Plener geiferte in seinem zentralistischen Eifer einmal angesichts der staatsrechtlichen Adresse des böhmischen Landtags: „*Wenn aber die Adresse [...] ein Ferdinand II. zu entscheiden gehabt – so lägen ein Dutzend Köpfe böhmischer Adliger vor seinen Füßen.*“²³ Hier lag Plener falsch; das Gegenteil war zutreffen, die Führer des historischen Adels waren äußerst gehorsame Rebellen. Sie mochten dogmatisch in der Sache sein, waren aber zugleich in der Form am skrupulösesten. Um noch einmal auf das „*Fürchten*“ zurückzukommen, Thun hatte nicht ganz so unrecht, wenn er klagte: „*Den Liberalen gibt eine Majorität ihrer Partei eine Macht, weil sie dadurch in der Lage sind, durch Steuerverweigerung den Monarchien das Messer auf die Kehle zu setzen und weil hinter ihnen eine revolutionäre Presse und nötigenfalls die Gassenrevolution steht und vor all dem die Monarchen sich fürchten. Mit solchen Mitteln dürfen wir nicht manövrieren. Das weiß man und deshalb fürchtet man sich vor uns nicht.*“²⁴

Die tschechischen Wahlkreise wählten das eine um das andere Mal „*Deklaranten*“; der Großgrundbesitz aber hatte sich bisher immer noch als Wachs in den Händen des Monarchen erwiesen. Ein einziges Mal, 1872 bei den „*Chabrus*“-Wahlen nach dem Scheitern der Fundamentalartikel, sollte das anders sein. Die großen Herren vermochten nicht über ihren Schatten zu springen und wider ihr Gewissen den Eid auf die Dezemberverfassung zu leisten; aber sie blieben auf allerhöchsten Befehl schon einmal am Wahltag pflichtschuldigst zuhause, wie die Wählerlisten zeigen. Das war keine erfolgsversprechende Kombination. Der Zugang zum Hof war zur Geschäftsanbahnung Goldes wert, nicht aber für eine Endabrechnung. Rieger berichtete nach einer Audienz deprimiert an Josef Freiherr von Helfert: „*Er hat uns korporalsmäßig abgefertigt und doch waren ehemals Reichsunmittelbare unter uns!*“²⁵

Auch sachlich ist es äußerst fraglich, ob die Strategie des Alles oder Nichts, wie sie Clam-Martinić und die Seinen einschlugen, gerechtfertigt war. Zwischen dem Ergebnis, das auf dem Weg der kleinen Schritte ohne kontroversielle staatsrechtliche Verpa-

²³ HHStA Wien, Nachlaß Plener 6, Ignaz an Ernst von Plener, 1. Oktober 1870. Zur Person vgl. WOLF, Mechtild: *Ignaz von Plener*, München, 1975.

²⁴ SObA Litoměřice, pobočka Děčín. FA Thun-Hohenstein, A3 XXI / E 473, Leo Thun an Costa, 1. Jan. 1872.

²⁵ Helfert-Tagebuch, 19. September 1870. — HÖBELT, Lothar: *The Great Landowners Curia and the Reichsrat Elections during the Formative Years of Austrian Constitutionalism 1867-1873*, IN: *Parliaments, Estates & Representation* 5 (1985) 175-183. — DERS.: *Die Konservativen Alt-Österreichs 1848 bis 1918: Parteien und Politik*, IN: *Konservatismus in Österreich*. Hrsg. von Robert RILL und Ulrich ZELLENBERG. Graz, 1999. 109-151.

ckung zu erreichen war, und dem Inhalt der Fundamentalartikel lagen keineswegs Welten. Es ging allem Anschein zum Trotz schon nicht mehr um einen Ausgleich wie mit Ungarn; es ging um „*Subdualismus*“ oder erweiterte Autonomie. Die Umwandlung des Abgeordnetenhauses in einen Delegiertenkongreß war rein semantischer Natur, das Schicksal des Herrenhauses noch offen. Als wesentlicher verfassungsmäßiger Angelpunkt blieb somit die Einrichtung des böhmischen Hofkanzlers. Das Beispiel Galiziens legt hier einen Ausweg nahe, der ohne jede Verfassungsnovelle auskam: Der „*Landsmannminister*“ in Verbindung mit dem Statthalter, der nicht ohne die Zustimmung des Polenklubs ernannt wurde. Auch in Galizien übten sich die „*Resolutionisten*“ nicht in falscher Bescheidenheit; aber sie zeigten sich nicht abgeneigt, in der Zwischenzeit wenigstens Abschlagszahlungen zu konsumieren.²⁶ Höhere Schulen und Richterstellen, wie sie den Kern der angepeilten Kompetenzverlagerungen vom Reichsrat in den böhmischen Landtag ausmachten, ließen sich auf diesem Wege ebenfalls erreichen; die „*Postulatenpolitik*“ sollte es beweisen.

Eine kluge Politik hätte den Bruch zumindest solange hinausgezögert, bis die von Ministerpräsident Graf Hohenwart angekündigte Wahlrechtsänderung in Böhmen unter Dach und Fach gebracht worden war. So aber lief die tschechische Politik Gefahr, nach dem Scheitern der Fundamentalartikel nicht bloß auf den Status quo ante zurück zu fallen, sondern für ihre Intransigenz den Preis der Wahlrechtsänderung in der „*falschen*“ Richtung zu zahlen, nämlich die Einführung der Direktwahlen ins Abgeordnetenhaus, die für alle Zukunft die Verschleifung zwischen zisleithanischem Reichsrat und Delegiertenkongreß aufhob und hinter die zurückzugehen tatsächlich äußerst schwierig sein würde. Vielleicht hätte man sich einen Kommentar aus der „*eigenen*“ Zeitung zu Herzen nehmen sollen. Die Prager „*Politik*“, das zentrale tschechische, in deutscher Sprache erscheinende Blatt, hatte nämlich anlässlich der Thronrede des Kaisers (und Königs) in Pest, mit ihrer Absage an die „*Verwirkungstheorie*“, geschrieben: „*Die Gegner der Freiheit, die Gegner der Septemberpolitik, welche sich von den geheimen Mächten abgewendet und an das Vertrauen der Völker appelliert hat, rechnen auf den Übermut der Ungarn, sie hoffen, Ungarn werde durch ein starres Festhalten an den 1848er Gesetzen den Monarchen von dieser Politik abwenden.*“²⁷

Auswärtige Faktoren

Ein Faktorenbündel haben wir bisher ausgeklammert: den Einfluß der europäischen Großwetterlage, genauer gesagt: die Wechselwirkungen zwischen der tur-

²⁶ HÖBELT, Lothar: *Das Verhältnis von polnischen und deutschen Liberalen im Rahmen der Habsburgermonarchie in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts*, IN: *Liberale Traditionen in Polen*, Hrsg. von Hans-Georg FLECK und Ryszard KOŁODZIEJCZYK. Warszawa, 1994. 159-178. — MARSCHALL VON BIEBERSTEIN, Christoph: *Freiheit in der Unfreiheit. Die nationale Autonomie der Polen in Galizien nach dem österreichisch-ungarischen Ausgleich von 1867.*, Wiesbaden, 1993. — FRAS, Zbigniew: *Florian Ziemiatkowski (1817-1900)*. Biografia polityczna [Florian Ziemiatkowski (1817-1900). Eine politische Biographie]. Wrocław, 1991.

²⁷ Politik vom 15. Dezember 1865.

bulenten außenpolitischen Szenerie und den Ausgleichsbemühungen im Inneren der Monarchie. Die Formel, daß in Österreich innere Reformen auf auswärtige Niederlagen folgen, ist eine eingängige und mnemotechnisch wertvolle. Folgt man diesem Muster, so könnte man zu der Ansicht gelangen, das Unglück für die Tschechen habe darin bestanden, daß die dritte Niederlage, welche die bestehende Ordnung diskreditiert und den Weg für eine tiefgreifende Reform freigeschossen hätte, 1870/71 ausgeblieben sei. Zur Untermauerung dieser These könnte man selbstverständlich auch noch anführen, daß die nächste militärische Niederlage der Habsburgermonarchie 1918 allerdings mit einem faktischen Sieg des böhmischen Staatsrechts endete, wenn auch in abgewandelter Form.

Der Zusammenhang von Niederlage und inneren Reformen bestand allerdings vor 1918 nicht im Kollaps des Regimes, sondern war vermittelt über den Nervus rerum, die finanzielle Misere – eine Misere, die selbst im Falle eines siegreichen Krieges gewisse Probleme aufgeworfen hätte. Die öffentliche Meinung, die es nach Solferino und Königgrätz (Hradec Králové) in erster Linie zu besänftigen galt, war daher eine sehr spezifische, ganz im Sinne der Definition, wie sie ein hoher Beamter des englischen Schatzamts einmal klassisch formuliert hat: „*By public opinion, of course, I mean the people who are going to lend us money!*” Investoren waren an öffentlicher Kontrolle des Staatshaushaltes interessiert, und an Stabilität. Der Grad ihrer Sympathie hing damit auch von voraussichtlichen Widerständen ab, und die waren im Falle einer „*anti-tschechischen*” Weichenstellung nun einmal geringer als im Falle einer „*anti-deutschen*”; ganz davon abgesehen, daß die slawisch-föderalistische Rechte ohnedies nicht im Rufe stand, sich auf dem Kapitalmarkt weltanschaulicher Sympathien zu erfreuen.

Darüber hinaus aber: Die Chance, vom Debakel ihrer Gegner zu profitieren, hätte für die böhmisch-staatsrechtliche Partei vielleicht dann bestanden, wenn 1870/71 ein großdeutsch-liberales Ministerium mit einem Revanchekrieg gegen Preußen zur Wiedererrichtung der österreichischen Stellung in Deutschland angetreten wäre. Für eine solche Stimmung gab es damals zwar noch Indizien: Kriegsmminister Kuhn und Marinekommandant Tegetthoff, der Sieger von Lissa, sind zwei prominente Beispiele dafür; insgesamt waren diese Ressentiments aber schon zu sehr ausgedünnt und zunehmend überlagert von einer nationalen Hochstimmung, die Preußens Siege (zumindest jene über die Franzosen) zu den eigenen machte.²⁸ Auch Friedrich Beust war keineswegs der Revanchepolitiker, als den ihn Bismarck gerne hinstellte. Neben Beust, der innenpolitisch eine schillernde Rolle spielte, wäre das Odium einer Niederlage (bzw. allein schon eines erneuten deutschen Bruderkriegs) in der Situation des Sommers 1870 allerdings auf das Konto des „*Ausgleichsministeriums*” Potocki gebucht worden, nicht auf das der alten großdeutschen Liberalen!

Es steht außer Zweifel, daß viele in den Führungszirkeln der Habsburgermonarchie Sedan dennoch als Niederlage, als endgültiges Abschiednehmen von der

²⁸ HÖBELT, Lothar: *Kuhn und Tegetthoff – zwei liberale Militärs*, Etudes Danubiennes 8 (1992) 169-176.

Hoffnung auf eine Rückkehr nach Deutschland empfanden. Nun hätte gerade diese Abkehr von der deutschen Mission zur Schlußfolgerung führen können, in Zukunft mehr Wert und Gewicht (auch) auf den slawischen Charakter Österreichs zu legen. Ein optimistischer Tscheche hatte nach Königgrätz eben darin ein „*weithin strahlendes Leuchtfeuer schönster Hoffnungen*“ gesehen.²⁹ Und ein k. u. k. Außenminister hat später einmal ärgerlich darauf verwiesen, eben das sei die unausweichliche Folge der Entscheidung von 1866 gewesen, die 1870/71 ratifiziert wurde.³⁰

Über die Dynamik dieser Entwicklung ließe sich lange rechten. Im Zusammenhang mit unserem Thema ist hingegen als wesentlich festzuhalten: Der Eindruck war 1870 ein ganz anderer. Gerade die Kombination eines als deutschfeindlich betrachteten Ministeriums mit dem (infolge der preußischen Siege) gestiegenen Selbstbewußtsein der Deutschen schien eine brisante Mischung zu ergeben: Das Gespenst eines deutschen Irredentismus geisterte durch die Lande. Zum ersten Mal hatte ein böhmischer Landtagsabgeordneter diesen Zusammenhang in einer Mischung aus Befürchtung, Drohung und Hoffnung schon im Frühjahr 1866 offen ausgesprochen: „*Die dicht gedrängte deutsche Bevölkerung wohnt an den Grenzen des Reiches. Wenn dieselbe Zurücksetzung und Bedrückung auf eigenem Boden fände, würde sie bald diese dahin führen, ihre Blicke sehnd nach dem deutschen Vaterlande zu richten.*“³¹

Dieser Eindruck scheint unter den Zeitgenossen ein weitverbreiteter gewesen zu sein. Um nur drei aus völlig verschiedenen Lagern kommende Stimmen zu zitieren: So lehnte Alexander Freiherr Petrino, zweifelsohne ein Mann der Rechten, im August 1870 ein Ministerium Hohenwart mit den Worten ab: „*Ja, wenn die Franzosen im Segen wären ...!*“ Der alte Tiroler „1848^{er}“ Norbert Pfretschner wiederum kommentierte die Eventualität eines „*slawischen Ministeriums*“ nach dem Sturz des Bürgerministeriums Anfang 1870: „*Ein kurzer, schlechter, aber für uns sehr teurer Versuch, der letzte vor der allgemeinen österreichischen Sündflut, nach der wir auf unserem deutschen Snaï die erhnte Ruhe finden werden.*“³² Der politisch zwischen den beiden Vorgenannten angesiedelte Ignaz von Plener – langjähriger Finanz- bzw. Handelsminister und auch vom Ministerium Potocki heftig umworben – aber sah bei den Alternativen Föderalismus oder „*nackter Absolutismus*“ für die Verfassungstreuen seinerseits ebenfalls nur die Alternativen der Revolution oder des Abfalls nach Deutschlands (und er sorgte dafür, daß diese Befürchtungen auch der Umgebung des Kaisers nicht verborgen blieben). In einer langen Epistel an seinen Sohn wiederholte er unter Hohenwart seine Befürchtungen:

Die größte Gefahr ist die Degustierung der Deutschböhmern. [...] Verstimmt oder drückt man die Deutschen an die Wand, so ist deren Loslösung von Öster-

²⁹ URBAN: *Gesellschaft* 1994. 307.

³⁰ Aus dem Nachlaß Aehrenthal. Briefe und Dokumente zur österreichisch-ungarischen Außenpolitik 1885-1912. Hrsg. von Solomon Wank. Bd. 1. Graz 1994, 215 (Friedjung an Aehrenthal über eine Unterredung Bülow's mit Kalnoky, 21. April 1900).

³¹ Bohemia vom 20. März 1866 (Abgeordneter Josef Schrott). — URBAN: *Gesellschaft* 1994. 289.

³² Helfert-Tagebuch, 8. August 1870. — Tiroler Landesmuseum Ferdinandeum, Nachlaß Tobias von Wildauer 1, Brief Pfretschners, 31. Januar 1870.

reich vollzogene Tatsache und der Schwerpunkt Österreichs (wie Bismarck sagte) in Ofen. [...] Man könnte ganz gut Galizien bzw. der Polen Wünsche erfüllen und ihnen die Ruthenen opfern, man konnte den Ungarn die dortigen Slawen und Rumänen opfern, nie kann man aber Deutsche tschechisieren. Eine Bedrückung derselben wäre gleichbedeutend mit der Preisgabe der deutschen Bevölkerung Österreichs an das benachbarte Deutsche Reich.³³

Bei Plener schwang dabei selbstverständlich der Standpunkt des Abgeordneten der Handelskammer in Eger (Cheb) mit, aber auch noch ein zweites: Wie viele andere Angehörigen der österreichischen Eliten, welche die Niederlage von 1866 nicht zu verwinden vermochten, war Plener von einem geradezu paranoiden Mißtrauen gegen Preußen beherrscht, dem er sehr wohl weitere Expansionsabsichten in Richtung Österreich unterstellte. Gerade diese Dämonisierung Preußens, die gewisse Elemente der Autosuggestion enthält, erwies sich jedoch als kontraproduktiv, weil sie mit half, den ohnehin schon geringen Spielraum der österreichischen Politik gegenüber Berlin im Bewußtsein der Zeitgenossen weiter einzuengen.

Der Blickwinkel der Nachgeborenen berechtigt uns zu dem Urteil, die irredentistische Gefahr sei von den Zeitgenossen wohl überschätzt worden (zum Unterschied z. B. von 1859/60, wo das Zusammenwirken von ungarischer Emigration, italienischer Irredenta und sogar rumänischen Aspirationen tatsächlich belegbar ist). Auch hat Beust den unmittelbaren Einfluß der Gestalt der inneren Verhältnisse Österreichs auf die auswärtigen Beziehungen in seinem Memorandum vom Oktober 1871 wahrscheinlich bewußt über Gebühr dramatisiert.³⁴ Bismarck scheint mit dem Gedanken einer Zertrümmerung Österreichs nie ernsthaft gespielt zu haben (und wenn, dann allenfalls als Ultima ratio im Falle einer Kaunitzschen Koalition). Mehr noch: im Unterschied zu seinem Souverän und den meisten seiner Diplomaten, die Postulaten nationaler Solidarität in bezug auf Österreich allerdings abgeschlossen waren, zeigte er durchaus Verständnis für föderalistische Standpunkte und hielt die zentralistische Struktur Zisleithaniens auf lange Sicht für unhaltbar. Von Schmerling bis Herbst mißtraute Bismarck den Galionsfiguren der Deutschliberalen – mit Ausnahme Giskras – auch persönlich.³⁵ Die Insinuationen deutschnationaler Pilger wehrte er mit kühler Freundlichkeit ab, ähnlich wie der Zar die tschechischen Politiker während ihrer Rußland-Reise 1869. In beiden Fällen herrschte offenbar eine gewisse Kluft zwischen den Anschauungen der leitenden Minister und der öffentlichen Meinung, die in Moskau die slawischen Brüder bestaute, „*als ob man sie gerade auf einer Inselgruppe in Polynesien entdeckt hätte*“, wie es der österreichische Gesandte boshaft formulierte.³⁶

³³ HHStA Wien, NI. Plener 6, Ignaz an Ernst von Plener, 28. November 1870, 6. April 1871.

³⁴ Zur Politik Beusts vgl. insbesondere LUTZ, Heinrich: *Österreich-Ungarn und die Gründung des Deutschen Reiches. Europäische Entscheidungen 1867-1871*, Frankfurt/Main, 1979.

³⁵ FLÖTER, Jonas: *Die deutsche Politik der Habsburger Monarchie und die innenpolitische Krise in Cisleithanien aus der Sicht der preußischen Gesandtschaft in Wien in der Ära Beust (1867-1871)*. Masch. Diplomarbeit. Wien, 1995.

³⁶ MORAVA: *Palacký* 1990. 207. — URBAN: *Gesellschaft* 1994. 330.

Wenn der Hinweis auf *force majeure*, auf die unberufenen Einflüsse von außen, auch zuweilen nicht eines gewissen apologetischen Elements ermangelt, um eigenes Versagen, mangelnde Courage oder taktische Fehler zu kaschieren oder sich darüber hinwegzutrusten, so bleibt doch wahr, daß sich die Tschechen, was die Rückwirkungen der internationalen Lage auf ihre Bestrebungen betraf, 1870/71 in einer „*no win-situation*“ befanden: Ein Österreich, das nach einer preußischen Niederlage wieder nach Deutschland zurückstrebte, mußte sich erst recht als deutscher Musterstaat gerieren. Das war der Grund, warum manche Konservative einen solchen Sieg schon 1866 nicht wünschten.³⁷ Ein siegreiches Preußen-Deutschland aber wurde – auch ohne sein Zutun, und kluge Politiker hielten sich da ohnehin alle Optionen offen – in die Rolle einer Phantom-Schutzmacht der österreichischen Deutschen gedrängt.³⁸ Das war zumindest die Situation, wie sie Beust im entscheidenden Ministerrat vom 20. Oktober 1871 geschickt skizzierte. Es sei sehr fraglich, wenn es so weit käme, ob „*die deutsche Regierung ruhig werde zusehen können, während der czechische Widerstand auf materielle Hilfe von außen nicht rechnen könne.*“ Es seien zwar alle Garantien gegeben worden, „*daß die preußische Regierung sich von einer Einmischung in innere Fragen fernhalten werde, allein es könnten Umstände eintreten, deren Macht stärker wäre als der beste Wille.*“³⁹

Wenn dem so war und dem böhmischen Staatsrecht auch aus der außenpolitischen Konstellation nur schwer überwindbare Hindernisse erwachsen, dann führte der Weg zur Verwirklichung des tschechischen Programms nur mehr über eine – noch stärkere – Schutzmacht oder über einen Ausgleich mit den Deutschen im Lande. Die eine Linie führt über manche Irrungen zum Jahre 1918, die andere Linie zum böhmischen Ausgleich, wie er ein ganzes Vierteljahrhundert lang vor dem Weltkrieg verhandelt wurde. Selbst wenn man das eine als Eventualität nicht aus den Augen verlor, sprach doch nichts dagegen, inzwischen auch die Alternative auszuloten. Zwar genießt das Prinzip der nationalen Autonomie im Zeichen des Diskurses um die Meriten der multikulturellen Gesellschaft nicht mehr denselben Ruf als Panazee wie noch vor einigen Jahrzehnten. Die realistische Chance auf eine Ausdünnung und Diffusion der nationalen Spannungen war darin jedoch zweifelsohne enthalten.

³⁷ SOBA Litoměřice, pobočka Děčín. FA Thun-Hohenstein, A3 XXI / E 247, Karl Wolkenstein an Leo Thun, 22. August 1866. Ein Sieg „*hätte die Suprematie des deutschliberalen Elements in Österreich [...] wieder befestigt und uns wahrscheinlich einen potenzierten Schmerlingianismus – etwa einen Giskraismus – gebracht.*“

³⁸ Rieger behauptete angeblich, sogar Schmerling habe zu ihm nach dem Sturz des Bürgerministeriums gesagt: „*Kommt Ihr einmal zur Macht, könnt Ihr doch nichts tun. Preußen würde unsere Schmerzenschreie nicht überhören.*“ (Helfert-Tagebuch, 5. Juli 1870) Das klingt immer noch nach einem Zitat, das durch mehrmaliges Wiederholen ein wenig zurechtgeschliffen wurde; daß es in dieser Form kolportiert und geglaubt wurde, ist dennoch kennzeichnend.

³⁹ AVA Wien. MRP 41, Nr. 112.

Gábor Faragó

*Dolchstossprozess im Völkischer Beobachter**

Abstract

As a tiny local party in early 1920s Munich, the NSDAP was primarily concerned with defining its own identity as well as core electorate. Central to this identity was playing the nationalist card. A major contribution to stir up nationalist sentiment was the *Dolchstoßprozess* of Munich coupled with a magnificent media campaign. Covering these events in the *Völkischer Beobachter* made the targeted political information widespread beyond the regional level. Tricks of hidden communication, the range of circulation, and vitriolic reports were all organic parts of a logically constructed system – the unravelling of which is to be done in the present study.

Keywords: NSDAP, Press, Völkischer Beobachter, Dagger-shock process, Munich, Hidden communication

Nach dem 1. Weltkrieg befand sich Deutschland in einer kritischen Situation, da es den Krieg auf der Seite der Verlierer beendet hatte und aufgrund dieser Tatsache durch die späteren Friedensverträge neben Ungarn¹ die größten Gebietsverluste erleiden musste. Außerdem musste die Bevölkerung zusätzlich zu diesen Geschehnissen das Trauma eines viereinhalbjährigen Krieges aufarbeiten, ohne sich – wie die Bevölkerung der Entente – auf die kohäsive Kraft eines Sieges stützen zu können. Daraus resultierte, dass sich immer breitere Schichten der Gesellschaft gegeneinander wandten und die Söhne der Nation die wirklichen und mutmaßlichen Verursacher der Niederlage der Nation zu suchen begannen². Bei dieser Suche fanden sie eine alternative, dazu auch noch eine für die Mehrheit bequeme, Lösung: Demnach war der Verursacher der Tragödie das im Hinterland lebende deutsche Volk³. In praktisch jedem größeren kriegerischen Ereignis der Weltgeschichte stellt sich die Frage, in welchem Maße der Ausgang des bewaffneten Konflikts von der

* "Das Projekt wird von der EU gefördert und mit Teilfinanzierung durch den Europäischen Sozialfond verwirklicht. (Fördernummer. TÁMOP4.2.1./B-09/1/KMR-2010-0003)."

¹ Es überrascht nicht, dass auch in ungarischen militaristischen Kreisen, welche die Kapitulation der Monarchie sowie die Entwaffnung der kompletten Armee nicht ertragen konnten und darin nur die Antikriegs- und Antimilitärhaltung der Bürokraten sahen, denen in Deutschland aufgetauchten ähnliche Theorien kursieren. TURBUCZ, Dávid: *Horthy Miklós*, Napvilág Kiadó, Budapest, 2011, 60.; vergleiche: MAJOR, Róbert: *25 év ellenforradalmi sajtó 1919-1944*, Cserépfalvi kiadó, Budapest, 1945. 8-11.

² VON ZWEHL, Johann: *Der Dolchstoß in den Rücken des siegreiches Heeres*, Verlag Karl Curtius, Berlin, 1921, 5.

³ HITLER, Adolf: *Harcom (Mein Kampf)*, Interseas Editions, Hódmezővásárhely, 1996. 249.

militärischen Stärke beziehungsweise von dem Durchhalten der Gesellschaft der gegebenen Staaten abhängig war. All dies ist deshalb wesentlich, da selbst der militärisch am besten vorbereitete Staat von einem den Krieg ablehnenden Verhalten⁴ seiner Bürger in die Knie gezwungen werden kann. Wenn sich dazu noch eine radikale revolutionäre Atmosphäre gesellt, geraten die an der Front Kämpfenden unter einen nicht zu bewältigenden Druck, wodurch der Feind, vielleicht sogar ohne es zu wissen, einen großen psychologischen Vorteil erhalten kann. Zwar fanden auf deutschem Boden kaum Kampfhandlungen statt und die Bevölkerung erlebte deshalb keine wirklichen Zerstörungen, doch erzeugten die viereinhalb Jahre dauernden Entbehrungen – hervorgerufen durch die auf eine Zeit hoher Produktivität in den Vorkriegszeiten folgende Kriegswirtschaft während des Großen Krieges – solch eine große Unzufriedenheit im Hinterland, dass selbst der stärkste Staat der Mittelmächte dadurch erschüttert wurde. Diese Meinung begann sich nicht nur in den auf deutsches Gebiet zurückmarschierenden Kolonnen⁵ zu verbreiten, sondern auch die Führer der siegreichen Ententemächte kamen zu dieser Erkenntnis. Darauf lässt zumindest schließen, dass in einem wenige Tage nach Kriegsende in der Daily News erschienenen, von der Neue Züricher Zeitung übernommenem, Interview der britische General Sir Frederick Maurice seine Ausführungen so beendete: „*Was die deutsche Armee betrifft, so kann die allgemeine Ansicht in das Wort zusammenfaßt werden: Sie wurde von Zivilbevölkerung von hinten erdolcht.*“⁶. Zwar stellte sich später heraus⁷, dass General Maurice diese Worte nie ausgesprochen⁸ hatte, trotzdem wirkte der Artikel auf die öffentliche Meinung wie eine Bombe, schließlich hörte sie hier zum Ersten Mal von der Dolchstoßtheorie.

Da die deutschen Zeitungen diesen Artikel schon am nächsten Tag übernahmen, wurden auch das deutsche Volk und die politischen Parteien mit diesem Ausspruch konfrontiert, auf den sie ohne Zweifel recht scharf reagierten. Diese Reaktion ist mit „*Verblüffung*“ und „*Aufregung*“ noch am mildesten beschrieben. Die Vertreter der in den letzten Tagen des Krieges an der Macht befindlichen Zentrumsparterie, der Demokraten und der Christlichen Partei sowie die an der Regierung nicht beteiligten Sozialdemokraten behielten in vollstem Maße ihren Standpunkt bei, dem zufolge sie vor Ausbruch des Krieges eine bewaffnete Aggression nicht unterstützt hätten. Sie hätten aber ihre staatsbürgerlichen Pflichten nach Kriegsausbruch erfüllt und über

⁴ VON ZWEHL: 6.

⁵ KEIL, Lars Border - KELLERHOFF, Sven Felix: *Deutsche Legenden*, Ch. Links Verlag, Berlin, 2002. 36.; vgl.: BRACHER, Karl Dietrich: *Die Auflösung der Weimarer Republik, Eine Studie zum Problem des Machtverfalls in der Demokratie*, Zweite Auflage, Ring Verlag, Stuttgart-Düsseldorf, 1957. 14.; vgl.: BRACHER, Karl Dietrich: *Adolf Hitler*, Scherz Verlag, Bern-München-Wien, 1964. 14.

⁶ KEIL – KELLERHOFF: 36.

⁷ PETZOLD, Joachim: *Die Dolchstoßlegende. Eine Geschichtsfälschung im Dienst des deutschen Imperialismus und Militarismus*, Akademie Verlag, Berlin 1963. 32.

⁸ In Wahrheit fiel diese ominöse Formulierung das erste Mal im November bei einem Privatgespräch zwischen Neill Malcolm, dem Führer der britischen Waffenstillstandsdelegation und Erich Ludendorff, dem ehemaligen deutschen Oberbefehlshaber. KEIL – KELLERHOFF: 37.

eine schmachvolle Kapitulation nicht einmal gesprochen, sondern mehrmals die Front besucht und alles in ihrer Macht stehende für den Sieg getan⁹. Darüber hinaus bemühten sie sich, solche logische, zurückverfolgbare Argumente vorzubringen, dass ausgebliebene militärtechnische Entwicklungen, die durch den französischen Durchbruch hervorgerufene allgemeine negative Stimmung der Soldaten und die falschen strategischen Maßnahmen der höchsten deutschen Militärführung zum Misserfolg geführt hätten¹⁰. Aber dadurch sank die Empörung nicht etwa, im Gegenteil, in den Reihen der Militaristen und der eben erwachenden nationalistischen Kreise wuchs der Hass auf die Liberalen und Zentrumsparteien. In den Augen der Öffentlichkeit verloren die Vertreter dieser Parteien sehr schnell an Glaubwürdigkeit, nachdem ihre in verschiedenen Zeitungen früher erschienenen Aussprüche hervorgesucht wurden, und diese in völligem Gegensatz zu den von ihnen nach dem Krieg ausgesprochenen Behauptungen standen. Unter anderem erklärte der Redakteur Heinrich Ströbel am 23. Februar 1915 im Fraktionshaus der SPD: „*Ich bin mir sicher, dass ein vollständiger Seg des Deutschen Reiches nicht im Interesse der Sozialdemokratie ist.*“, und am 6. November 1917 erschien in der offiziellen Parteizeitung „*Vorwärts*“ folgender Satz: „*Warum brauchen wir noch Krieg? – Heute ist sicher, dass der Frieden wegen den vielen deutschen Segen so schwer zu erreichen ist.*“¹¹

Währenddessen konnten die radikalen (in diesem Fall sowohl rechte als auch linke) Gruppen aktiv die Regierung kritisieren. Sie konnten dies auch deswegen tun, da die Theorie immer mehr Raum gewann und auch von solch prominenten Persönlichkeiten wie Generalfeldmarschall Paul von Hindenburg¹², der bei Kriegsende Oberbefehlshaber des deutschen Heeres war, verbreitet wurde. Zudem äußerten sich verschiedene Würdenträger der Sozialdemokraten auf unterschiedliche Weise, sie äußerten sich in dieser Zeit öfters in einer Form, welche die Theorie nährte: Abgeordneten kandidat Gampich gestand vor den preußischen Wahlen ein, dass es tatsächlich Anzeichen dafür gegeben habe, die militärische Moral über das Hinterland zu brechen¹³.

Wenn aber diese Legende so schnell zum Leben erwachte, wieso dauerte es dennoch so lange, bis der Staat gegenüber seinen inneren Feinden auftrat? Die Frage ist berechtigt, aber die Antwort ist die denkbar einfachste: Der Kampf um das tägliche Brot, die Aufstände, die alltäglichen bewaffneten Zusammenstöße ließen diese Nachricht schnell die Runde machen, doch ebenso schnell wurde sie von den Ereignissen wieder begraben. Die durchschnittlichen deutschen Bürger mussten sich auf das Überleben konzentrieren, alles andere rückte in den

⁹ VON ZWEHL: 7-8.

¹⁰ VON ZWEHL: 6.

¹¹ VON ZWEHL: 10.

¹² MICHAELIS Herbert - SCHAEPLER Ernst (Hg.): *Ursachen und Folgen. Vom deutschen Zusammenbruch 1918 und 1945 bis zur staatlichen Neuordnung Deutschlands in der Gegenwart*, Dokumenten Verlag, Berlin, 1858-1980. Band 4. 7.

¹³ VON ZWEHL: 10.

Hintergrund. Die Politiker aber waren sich im Klaren darüber, dass mit dem Hervorholen dieses Themas vor zukünftigen Wahlen ein ernsthafter Kreis von Unterstützern gewonnen werden könnte. Wie wir das erwarten konnten, startete die rechtsgerichtete DNVP vor den Wahlen im Juni 1920 eine recht große Flugblattkampagne, in der die Dolchstoßlegende wiederbelebt wurde¹⁴. Die Verantwortung wurde den Demokraten und Sozialdemokraten zugeschrieben, die Legende wurde von der Allgemeinheit wieder wahrgenommen und die Partei gewann ein paar Stimmen.

Der Prozess

Aber wie wir wissen, wiederholt sich die Geschichte selbst, und so veröffentlichte der konservative Herausgeber der „*Süddeutschen Monatshefte*“ Paul Nikolas Cossmann mit materieller Unterstützung rechtsgerichteter Parteien im Dezember 1924, der Wahlkampfzeit vor den anstehenden Wahlen, seine „*Dolchstoßhefte*“, in denen er die Parteiführung der SPD mit revolutionären Tätigkeiten und geradeheraus mit dem „*Dolchstoß*“ beschuldigte. Das konnte selbstverständlich nicht ungesühnt bleiben, aber es wäre nicht sehr elegant gewesen, wenn die Partei in diesem Fall rechtliche Schritte eingeleitet hätte. Deshalb klagte Martin Gruber, der Chefredakteur der sozialdemokratischen Zeitung „*Münchener Post*“, Cossmann wegen Geschichtsverfälschung und Verunglimpfung an¹⁵.

Der Prozess fand im Oktober und November 1925 vor dem Gericht in München statt; es dauerte genau einen Monat, die in großer Zahl geladenen Zeugen zu hören.

In den Zeugenstand traten nicht nur die 1918 im Amt stehenden Funktionäre der SPD, auch mehrere zu dieser Zeit aktive Politiker¹⁶ waren geladen. Ebenso konnten die interessierten Zuschauer auch Militärs verschiedenen Ranges in München begegnen, unter ihnen der ehemalige Vizeadmiral Adolf von Trotha. Gerade wegen des großen Publikumsandrangs richtete sich die Aufmerksamkeit des ganzen Landes auf die bayerische Landeshauptstadt, sodass manch einer dachte, von dem herausragenden Medieninteresse profitieren und es zur Steigerung seiner Bekanntheit verwenden zu können. Eine dieser Organisationen war die ihre gesetzliche Verbotung nach dem Münchener „*Bierputsch*“ überlebende und am Anfang des Jahres wieder zugelassene NSDAP, die so auf einen Schlag eine die breite Volksmasse berührende, auch nationalistische Saiten anschlagende Auseinandersetzung bekamen, auf die sie praktisch ihre gesamte Parteiideologie aufbauen konnten. Dazu mussten sie nur noch eine gründlich konstruierte, gut strukturierte Medienkampagne aufbauen, welche in der Lage war, außer den täglichen Prozessberichten auch die ideologische Meinung der Partei zu verbreiten.

¹⁴ KEIL – KELLERHOF: 33.

¹⁵ Völkischer Beobachter, XXXIX Jahrgang, 20. Oktober 1925.

¹⁶ Völkischer Beobachter, XXXIX Jahrgang, 24. Oktober 1925.

Der „Völkische Beobachter“ und die Vorbereitungen

Ihre Möglichkeiten waren allerdings recht beschränkt, da das Fernsehen damals noch in den Kinderschuhen steckte und die Mehrheit der Bevölkerung nicht einmal ein Radio besaß. Deshalb konnte die Kommunikationsmaschinerie nur auf drei Arten in Aktion treten: durch die auf eine lange Tradition zurückblickenden Versammlungen, durch Verbreitung von Flugblättern und durch Ausnutzung des in den Zeitungen schlummernden Potenzials.

Dafür bot die Parteizeitung „*Völkischer Beobachter*“¹⁷ ein hervorragendes Forum, welche zwar auch eine Zeit lang verboten war, aber als sie mit der Nazibewegung zusammen erneut zugelassen wurde, fand sie relativ schnell auf den alten Weg zurück und erreichte bald wieder ihre 20-22.000 Leser. Die Redaktion bereitete sich gründlich auf den Prozess vor, offensichtlich war die Präsentation der ganzen Verhandlung präzise geplant. Zwei Wochen vor dem ersten Verhandlungstag begann man mit der Einstimmung¹⁸ auf den Prozess. Täglich wurde sich auf einer halben bis einer Seite mit der Entstehung der Legende beschäftigt und die sich in der Zeit nach dem Krieg zu der Legende äussernden Personen vorgestellt. Selbstverständlich wurden die Pro- und Contra-Argumente nicht auf die Goldwaage gelegt, und die der Theorie zustimmenden Stimmen erhielten wesentlich mehr Platz in der Zeitung als die Gegenstimmen. Eine Woche vor Prozessbeginn wurde diese Einstimmung intensiviert, in der Zeitung fanden sich zum Thema passende Karikaturen, es wurden immer mehr Interviews auch mit Frontsoldaten veröffentlicht, sodass zum Prozessbeginn einer militaristischen Stimmung das Feld bereitet war.

Bemerkenswert war auch, dass sich an die Verhandlungstage angepasst die Struktur der Zeitung veränderte, obwohl man diese in den vergangenen Jahren als in Stein gemeißelt ansehen konnte. Jetzt verschwanden die kleinen bunt bebilderten Berichte, die Sportmeldungen, die ganzseitigen Aufrufe und in einigen Fällen sogar die Anzeigen aus der Zeitung, damit sich die, übrigens recht begabten, Schreiberlinge¹⁹ mit ihren von der Naziideologie durchtränkten Berichten auf möglichst viele Seiten ergießen konnten. Die süddeutsche Ausgabe in Bayern, die früher zwischen 8 und 12 Seiten umfasste, wurde nun immer mit 12 Seiten

¹⁷ Die Zeitung wurde 1887 als „*Münchener Beobachter*“ gegründet und erschien wöchentlich. Nach dem Tod des Herausgebers Franz Eher 1918 geriet sein Presseorgan in die Hände von Rudolf von Sebottendorf, dem Gründer der Thule-Gesellschaft, welcher die Zeitung 1919 in „*Völkischer Beobachter*“ umbenannt. 1920 wird sie von der Nazipartei übernommen. Erster Chefredakteur bis zur Verbietung war Dietrich Eckart, danach übernahm Alfred Rosenberg seinen Platz, während Max Amman die Wirtschaftlichkeit des Verlages stabilisierte und die Herausgabe der Zeitung rentabel machte. KERSHAW, Ian: *Hitler 1889-1936*, Szukits könyvkiadó, 2003, 149.

¹⁸ *Völkischer Beobachter*, XXXIX Jahrgang, 24. Oktober 1925.

¹⁹ Unter ihnen sticht ein junger, schlanker Journalist hervor, der aus Passion schreibt und nebenher in der Parteizentrale als Hilfsredakteur und Sekretär von Georg Strasser arbeitet, Paul Joseph Goebbels. FRANKEL, Heinrich - MANVELL Roger: *Goebbels, Eine Biographie*, Kiepenheuer - Witsch, Köln-Berlin, 1960. 73.

herausgegeben, um den gesamten Bedarf decken zu können. In den nördlichen Gebieten erhielt die Bevölkerung eine kürzere, viel kompaktere Berichterstattung über die Münchener Geschehnisse im Umfang von 8 Seiten.

Auf der Spur der „Wahrheit“

Die gesamte Zeitung wurde in die Dienste des in der Zeit vom 19. Oktober bis 20. November 1925 stattfindenden Prozesses gestellt. Es gab praktisch keinen Tag, an dem nicht die Berichte über die Verhandlungen den Großteil der Zeitung beherrschten. Mit Ausnahme der Montagsausgaben²⁰ war es allgemein üblich, dass die Leser auf der ersten Seite einen vom Chefredakteur Alfred Rosenberg in literarischem Stil verfassten Leitartikel vorfanden. In diesen Artikeln versuchte er regelmäßig, eine Verbindung zwischen dem Profitstreben der Kreise der jüdischen Hochfinanz und dem Zusammenbruch zu suchen. Außerdem versuchte er in diesen Artikeln zu beweisen, dass die Sozialdemokraten, die in der Hand dieser Interessengruppen waren, den Krieg nur so lange unterstützten, wie für die genannten Kreise ein materieller Gewinn zu erzielen war.²¹ Auf den inneren Seiten versuchte man entsprechend dem Fortschreiten der Verhandlung dem Leser die wichtigeren Zeugen und das Wesentliche ihrer Aussagen in einer zwar nicht im vollständigen Wortlaut wiedergegeben, doch in einer listenähnlichen Aufzählung zusammengefassten Form, zugänglich zu machen. Außerdem wurden kleine Ankündigungen über die zu erwartenden Ereignisse des Tages veröffentlicht. Dazu gab es neben den unausbleiblichen Karikaturen interessante Anekdoten über die Teilnehmer des Prozesses in kurzen, bunten Artikeln.

Natürlich war das zweierlei Maß auch hier zu spüren, denn in den ersten Tagen, als die ehemaligen Offiziere der Heeresführung und der Flotte auftraten, wurden ihre Aussagen fast wortwörtlich abgedruckt, selbst solchen Theorien freie Bahn lassend, die voll des Lobes für das französische Volk waren – freilich alles nur im eigenen, wohlkalkulierten Interesse. Den Zeugenaussagen nach wurde nämlich 1917 auch dort von Agitatoren versucht, die Verbindung zwischen Front und Hinterland zu zerrütten. Aber da dort der nötige Wille und die Kraft vorhanden waren die Agitatoren zu beseitigen, konnten diese das Hinterland nicht zersetzen. Cossmann meinte, dass die französische politische Elite nicht so schamhaft war wie ihre deutschen Kollegen. Weiter schrieb er, dass in Berlin das Chaos so groß war, das sogar der vom Ausland finanzierte Liebknecht und seine vor ihm eingekerkerten Genossen in den letzten Oktobertagen freigelassen wurden und Verantwortung der Regierungsparteien damit nicht zu bestreiten sei. Danach setzte er seine Eröffnungsrede fort und analysierte dabei, von Lassalle bis Platon

²⁰ Da es am Montag nichts von den Ereignissen des Vortages zu berichten gab, wurden Zusammenfassungen der Ereignisse der letzten Woche gebracht, die wichtigsten Zeugen hervorgehoben, aus den pikantesten Rededuellen zitiert und versucht, Verbindungen zwischen der jüdischen Minderheit und den Sozialdemokraten zu konstruieren. Außerdem erschienen montags die schärfsten Karikaturen.

²¹ Völkischer Beobachter, XXXIX Jahrgang, 20. Oktober 1925.

gelangend, die Aufteilung in Rassen, das heißt die Isolierung der Nationen voneinander, die auch innerhalb einer Volksgruppe während einer gefährlich kurzen Zeitspanne geschehen könne. So konnte es geschehen, behauptete er, dass 1918 der Pazifismus des Hinterlandes der Gesinnung der Heeresführung²² gegenüberstand.

Von den hochrangigen Offizieren des Heeres wurde größtenteils dieselbe Version der Ereignisse vorgebracht, nach der sich ab Herbst 1917 die Disziplin innerhalb der Truppe aufzulösen begann, weil die aus dem Heimaturlaub zurückkehrenden Soldaten Flugblätter an der Front verbreiteten, die sie im Hinterland von hauptsächlich sozialistischen und sozialdemokratischen Agitatoren erhaltenen hatten. Dies wurde unter anderen von Graf Luxemburg, Oberst Röber, Generalleutnant Hildebrand sowie General Ludendorff untermauert²³. Admiral Trotha formulierte am salbungsvollsten, als er in seiner Aussage bekräftigte, dass er und auch seine Männer im Dienste der Heimat gestanden haben und allen Gefahren ins Auge sahen, denen sie bei Verteidigung der Heimat begegneten. Doch trotz des ihnen anerzogenen Pflichtbewusstseins erfüllte die Matrosen eine große Leere, als sie zu spüren begannen, dass die Heimat nicht mehr auf sie vertraute. Die so entstandene Unsicherheit zerrüttete die Moral, was schließlich zur Kapitulation²⁴ geführt habe. Diese Formulierungen wurden vom General von Kuhl sogar noch übertroffen, als er die schädliche Wirkung der Agitation mit dem Argument bekräftigte, dass es vor 1918 kaum deutsche Kriegsgefangene gegeben habe, da Jeder bis zur letzten Patrone kämpfte. Als aber die eine revolutionäre Stimmung verbreitenden Flugblätter und Zeitungen in die Schützengräben gelangten, ergaben sich immer öfter ganze Gruppen von Soldaten. Sie würden lieber das Kriegsgefangenenendasein ertragen, als dass man sie am Ende für Kriegsverbrecher hielte, wenn sie durch Weiterkämpfen die Kriegsleiden verlängerten²⁵. Mit der rohen Formulierung von Oberst Theodor Joachim könnte man die Meinung der im Prozess auf der Seite der Dolchstoßtheorie Stehenden am besten zusammenfassen: *„Die Herren Sozialdemokraten und Journalisten haben sich im Hinterland nur beklagt, anstatt mit der Waffe in der Hand ihre Pflicht zu tun. Die Streiks, die Artikel der Journalisten, die irreführenden ausländischen Meldungen haben die Moral des deutschen Volkes untergraben und die Revolution vom 9. November hat das Heer überrollt.“*²⁶ In den ersten Tagen der Verhandlung hörten das Gericht, die Journalisten und die zahlreichen Zuschauer ausschließlich Aussagen dieser Art, so ist es nicht verwunderlich, dass den ab dem Ende der zweiten Verhandlungswoche eintreffenden SPD-Führer im Saal eine recht negative Stimmung entgegenschlug.

²² Völkischer Beobachter, XXXIX Jahrgang, 20. Oktober 1925.

²³ Völkischer Beobachter, XXXIX Jahrgang, 21. Oktober 1925.; bzw. Völkischer Beobachter, XXXIX Jahrgang, 14. November 1925.

²⁴ Völkischer Beobachter, XXXIX Jahrgang, 21-22. Oktober 1925.

²⁵ Völkischer Beobachter, XXXIX Jahrgang, 27. Oktober 1925.

²⁶ Völkischer Beobachter, XXXIX Jahrgang, 7. November 1925.

Die andere Seite der Wahrheit

Zu alledem wurden, als die Vertreter der SPD und der ehemaligen Regierung das Wort erhielten, wesentlich kürzere Berichte veröffentlicht und in diesen selbstverständlich nur nichtssagende Inhalte²⁷ hervorgehoben. Der übrig gebliebene Platz wurde mit durch emotionale Zutaten reichlich²⁸ gewürzten Erinnerungen ehemaliger Frontsoldaten aufgefüllt. Der volkstümlichste Teil dieser Erinnerungen beschrieb die bei den Soldaten nach so vielen Jahren noch immer vorhandene Verbitterung darüber, dass nach vierjährigem angespannten Ringen der Kampf so plötzlich und ohne Vorzeichen zu Ende ging. Selbstverständlich war auch davon die Rede, dass Agitatoren aus dem Ausland, vor allem aus dem in revolutionären Wirren versunkenen Russland, versuchten mit dem Versprechen der Weltrevolution Verwirrung unter den auf Urlaub befindlichen Soldaten zu stiften. Diese Theorie wurde unter anderem vom unabhängigen Abgeordneten Bater im Gerichtssaal bekräftigt²⁹.

Natürlich achteten die Journalisten besonders darauf, die Aussagen von hochrangigen SPD-Vertretern wie Otto Wels, dem ehemaligen Parteivorsitzenden oder Erhard Auer, dem Führer der bayrischen SPD, buchstäblich wortwörtlich mitzuschreiben. Der Grund dafür war sehr einfach. Sie waren danach bestrebt, die unter Umständen zweideutig auslegbaren Aussagen aus dem Kontext zu reißen und probierten daraus eine Sensation zu fabrizieren. Damit konnte man dem ideologischen Gegner die Glaubwürdigkeit rauben, was auch ein Ziel der Nazibewegung war. So gelangten mehrere Behauptungen solcher Art auf das Titelblatt der Zeitung, dass die Sozialdemokraten den Krieg nicht unterstützt hätten³⁰, sie das Vermögen der Familie Eisner gestohlen und zu eigenen Zwecken missbraucht hätten³¹, ihre Organisation von ausländischem Geld finanziert wäre³²,

²⁷ VON ZWEHL: 12-16.

²⁸ KEIL – KELLERHOFF: 43.

²⁹ VON ZWEHL: 7-11. vgl.: Völkischer Beobachter, XXXIX Jahrgang 23. Oktober 1925.

³⁰ Völkischer Beobachter, XXXIX Jahrgang 29. Oktober 1925. In Wirklichkeit war in der Aussage von Erhard Auer davon die Rede, dass sie mit einem Angriffskrieg nicht einverstanden waren, aber bis zu dem Punkt, an dem es um die Verteidigung des Staates ging, sie selbstverständlich mit breiter Brust an der Seite der Soldaten standen, obwohl sie sich dafür ihren französischen Brüdern entgegenstellen mussten. Die schwere innenpolitische Krise, die erbärmliche Situation der Frontsoldaten, die Versorgungslage mit Nahrungsmitteln im Hinterland und der völlige Abbau einzelner Industriezweige in Folge der Kriegswirtschaft aber motivierten sie, solch eine Lösung zu suchen, welche die Nation aus diesen unglücksschwangeren Zeiten führt. So war statt eines Waffenstillstandes die Möglichkeit des Friedensschlusses ihr hauptsächliches Ziel, aber trotz dem sie in der Schlüsselposition waren, konnten sie einen eventuellen Ausstieg aus dem Krieg und die damit verbundenen möglichen Gebietsverluste (München in italienischer, Nürnberg in tschechischer Hand) nicht riskieren. Außerdem wurden auch sie von den Revolutionen überrascht, sodass sie selbst nur Zuschauer und zu gleich Leidtragende der Ereignisse waren.

³¹ Völkischer Beobachter, XXXIX Jahrgang 29. Oktober 1925. Über die, das Vermögen der schweizerischen Magnatenfamilie Eisner bedeutenden, 164 Millionen Goldmark verfügte die SPD nur ein paar Tage, da sie die Summe der Familie dann wieder übereignete, trotzdem hielt sich lange die

ausländische Agenten die politischen Berater der Sozialdemokraten gewesen wären³³, die Parteimitglieder alles getan hätten, um den Dienst an der Waffe zu umgehen³⁴, sie schon ab 1915 über eine Beendigung des Krieges verhandelt hätten³⁵ oder eben, dass der Kaiser das Reich ausbluten ließ und es wohl in den letzten Tagen von 1918 seine nützlichste Tat gewesen wäre, wenn er an die Front geht und sich eine Kugel abholt. Das war die wohl größte Behauptung, die in der Zeitung in den Tagen des Prozesses veröffentlicht wurde³⁶. Selbstverständlich war neben dem Abdruck der Berichte auch das Ausschlachten solcher als sensationell geltender Aussprüche auf dem Titelblatt ein vorrangiges Ziel. Da die Menschen schon damals von so etwas bewegt wurden, suchten an den Zeitungsständen immer mehr Menschen die jeden Tag irgendwelche neuen pikanten Details veröffentliche Zeitung der Nazi-Partei. Zu alledem stieg die Nachfrage nicht nur in München schwunghaft an, sondern auch in den restlichen Gebieten der Republik. Die Zeitung, die Sonderausgaben und andere Veröffentlichungen wurden von immer mehr Menschen in Sachsen, Rhein-Westfalen und Brandenburg in die Hand genommen, damit erhöhte sich die verkaufte Auflage exponentiell.

Meinung, dass die SPD von diesem Geld eine größere Summe für sich behalten und für eine Zeit lang damit ihre Parteipropaganda finanziert hätte.

³² Völkischer Beobachter, XXXIX Jahrgang 30. Oktober 1925. Otto Wels legte in seiner Aussage dar, dass eben jenes Geld von Eisner das Beispiel dafür ist, dass die SPD nicht immer ausländisches Geld angenommen hat (damit hat er natürlich quasi eingestanden, dass es durchaus Fälle gab, in denen die Partei nicht so verschämt war und die ausländischen Unterstützungsgelder in der Parteikasse landeten, worüber es auch keine Belege gab.) Im Nachhinein, nach so vielen Jahren könne er nicht mehr sagen, wofür dieses Geld verwendet wurde, aber selbstverständlich nicht für revolutionäre Vorbereitungen, sondern eher für die Aufrechterhaltung der Parteiorganisation.

³³ Völkischer Beobachter, XXXIX Jahrgang 12. November 1925. Joseph Seeder sagte aus, dass schweizerische Parteigenossen ab 1916 begannen, Druck auf die Sozialdemokraten auszuüben, indem Informationen oft verzerrt wurden, Presseorganen, unter anderem auch der Führung der Zeitung „Vorwärts“, Ratschläge zur Durchführung von Hetzkampagnen gegeben wurden, sowie Ratschläge zur Durchführung von Streiks gegeben wurden, um aus diesen Sachen politischen Nutzen ziehen zu können.

³⁴ Völkischer Beobachter, XXXIX Jahrgang 30. Oktober 1925. Ebenfalls in Wels' Aussage war eine Klausel zu finden, nach der in England alle Sozialdemokraten zum Dienst in der Armee verpflichtet wurden, wogegen die deutschen Sozialdemokraten versuchten, sich durch verschiedene Ausflüchte dem Dienst zu entziehen.

³⁵ Völkischer Beobachter, XXXIX Jahrgang 29. Oktober - 1. November 1925. In den Aussagen von Gustav Roste, Philipp Schneidemann und Otto Wels gab es auch Andeutungen darauf, dass sie spätestens ab 1916 versuchten, über rein informelle Kanäle und unter Zuhilfenahme von Botschaften neutraler Staaten, die Schritte der Entente auszuloten. Das wurde von Cossmanns Anwalt und den Mitgliedern der nationalen Fraktion so verstanden, dass sie sich über die Chancen, Möglichkeiten und Bedingungen für einen eventuellen Sonderfrieden zu erkundigen begannen.

³⁶ Völkischer Beobachter, XXXIX Jahrgang 30. Oktober 1925. Wilhelm Gröner, ehemaliger kaiserlicher General und Reichsminister, beklagte sich darüber, dass auch auf höchster Ebene ein Durcheinander ausgebrochen war. Zwar sah die politische Elite schon 1918, dass der Krieg verloren sei und weiteres Durchhalten das Reich nur an den Abgrund einer Revolution bringen würde, was er persönlich nie unterstützte, doch die Unbeugsamkeit der Militärs hat letztendlich die Tragödie verursacht. Dabei sah er die größte Verantwortung bei Kaiser Wilhelm, und so gebrauchte er nach wiederholten aufbrausenden Fragen seitens der Anwälte den Ausspruch, dass der Kaiser das Beste für die Monarchie getan hätte, wenn er an die Front gegangen wäre, um sich eine Kugel abzuholen.

Selbst die Tatsache, dass der Prozess nicht nach ihren Vorstellungen verlief, konnte die Hurra-Stimmung in den Reihen der NSDAP und der Redaktion des „*Völkischen Beobachters*“ nicht trüben. Das Gericht, das mit seiner Entscheidung versuchte, die Allgegenwärtigkeit der schmerzlichen Vergangenheit abzuschließen, entschied, dass Cossmann einen Fehler gemacht hat als er die Legende vom Dolchstoß verbreitete. Dadurch widerlegte das Gericht praktisch auch die Legende selbst, doch sogar diese Tatsache verwendeten sie zu ihren Gunsten! An diesem Punkt nämlich konnten sie die Phrase verbreiten, dass nach dem Hinterland nun auch noch die Gerichtsbarkeit in die Hände von Vaterlandsverrätern gefallen sei. Deshalb könnten sie nun auch vor solchen Institutionen die rein deutsch fühlenden Menschen unterdrücken, nur damit die Welt das deutsche Volk an dem ihm gebührenden Platz, nämlich auf dem Boden kniend, sehen könne!

Fazit

Ein halbes Jahr nach Zulassung und Wiederbelebung der NSDAP schaffte es die Partei unter Benutzung ihres Presseorgans, des „*Völkischen Beobachters*“, in extrem kurzer Zeit ihre in der Vergangenheit stark geschrumpfte Unterstützerbasis zu reaktivieren. Zusätzlich gelang es ihnen, sich einem erweiterten Kreis vorzustellen und ihm die ideologischen Vorstellungen der NSDAP bekannt zu machen. Daraus konnten sie später jene sichere Basis in den bürgerlichen³⁷ Schichten aufbauen, aus deren Reihen am Ende der Zwanziger³⁸ ihre Hauptunterstützer hervortraten, wodurch die schon damals nicht geringe Mitgliederzahl vervielfacht wurde.³⁹ Die ganze Aktion ging nicht von ihrer Initiative aus, doch schlossen sie sich schnell mit einer sehr provokativen Medienkampagne an, wodurch ihre Zeitung praktisch zum bekanntesten und wichtigsten Presseprodukt in den süddeutschen Städten wurde. Außerdem wurde die Tageszeitung dadurch auch in den anderen Großstädten der Weimarer Republik bekannt. Der Schlüssel zum schnellen Erfolg war, wie auch beim zweimaligen Aufbau der Partei, die sensationsheischende Kommunikation, welche den Menschen dieser Zeit völlig unbekannt war. Und gerade deswegen hatten wohl viele das Gefühl, dass diese Zeitung, diese Partei eine viel aktivere Arbeit leistet als die Anderen, so dass die Mehrheit die Arbeit der NSDAP mit größerem Interesse verfolgte. Danach begann die NSDAP ihre positivistische Kampagne, welche auch schnell zum Erfolg führte.

³⁷ BRACHER: 1957, 117.

³⁸ BRACHER, Karl Dietrich: *Die Deutsche Diktatur, Entstehung, Struktur, Folgen des Nationalsozialismus*, Studien Bibliothek, Kiepenheuer & Witsch, Köln, 1972. 145.

³⁹ BRACHER: 1957. 120.

***Les textes du colloque „Show trials,
concentration and labour camps and the fate
of political refugees before and after World
War II”
tenu les 2-5 mars 2011 à l’Université Eötvös
Loránd de Budapest***

Marianne Brasseur

***The Polish immigration to Aquitaine from the 1930s to 1945:
From discrimination to persecution***

Abstract

Relations between France and Poland are old and complex. For a long time, France was the favourite destination of Polish immigration. Attracted by the possibility of a better life, Poles including many Jews fleeing from persecution travel to the land of freedom. However, early on, the French state regulates this new wave of workers by controls and quotas until the Second World War. The controls are increasing in 1939, particularly against the Polish Jewish population. Deportations according to an agreement between the Government of Marshal Petain and Germany accelerate from 1942 to 1944. Many internment camps are emerging as camp Gurs in Aquitaine. The Polish population was severely affected by these raids: at the end of the war, there is no more Jew in the Gironde and Bordeaux.

Keywords: France, Polish immigration, horror of xenophobic laws, demonstrations against hiring foreigners, laws against foreigners, Vichy government, French internment camps.

Relationships between France and Poland are old. Thus, after the World War I, France becomes ally and defender of the young state. From then, the two countries will never cease to be closer by concluding a series of treaties, such as the formal treaty of alliance in 1921. Poland occupies a central place in the French system of alliance during the interwar years. Thus, during his visit to Bordeaux in January 1939, the Polish Ambassador Julius Lukaszewicz defined the European role of the Franco-Polish alliance, saying: „*Our alliance, concluded in 1921, continued through a period of deep political changes, which we have witnessed over the past sixteen years. It is therefore certain that it will, in such form or another, become part of any system designed to guarantee peace in Europe ...*”¹

The commercial and military alliance between the two countries leads to a wave of Polish immigration unprecedented in France. Indeed, many Poles in search of a better life, settled in various French regions and particularly in Aquitaine, among them many Polish Jewish families attempting to flee the first anti-Semitic persecution in Poland. In France, these families will experience the

¹ Archive municipale de Bordeaux, Série 4539 K 1, *Visite de l'ambassadeur de Pologne à Bordeaux en janvier 1939.*

horror of xenophobic laws right from the beginning of the 1930s, and then the internment in camps from 1940.

Therefore we can wonder under what conditions and why these families immigrated to France? How the first xenophobic laws and their repercussions were introduced? And finally what the fate of these families under the Vichy government?

First of all, we will study the Polish immigration in Aquitaine in the 1930s and the introduction of the first racial laws, and then we will analyze an example of an internment camp in South-West: Camp Gurs.

The Polish immigration in Aquitaine: a temporary destination?

It is difficult to quantify the Polish immigration in France. From 1921, the Polish immigrant became a category of its own. Previously they were included in the category „*other nationalities*”. Censuses show a steady growth of this motion from 1921 to 1946 with a peak in 1931 of 508.000 Poles. This population is mainly heading to the Nord-Pas-de-Calais, to mining towns.

The Polish immigration is present in Aquitaine and in particular in Bordeaux. Bordeaux is an original place for the Poles because it is far from their favourite destination which is the Pas-de-Calais. The Polish population is difficult to quantify. However, it should be noted that this population is sparse and scattered. It is rather an individual immigration: a man, a woman or a young couple. Indeed, in Aquitaine there is no immigration group as in the North of France².

The largest wave of Polish immigration in Bordeaux takes place mainly in the early 1920s as in the rest of France. The reasons for leaving Poland are many: The country suffers great poverty with precarious living conditions. Often they are modest people, young people without families or recently married, who decide to leave the country. In France, the country needs foreign workforce to fill the demographic deficit. In 1919, an agreement was concluded between the authorities of Paris and Warsaw to recruit workers in the sector of agriculture and coal mining. Quite often, this departure is seen as temporary, a way to earn money and then return to Poland, but this was rarely the case. This is the case for Mr. Walas, young baker, he decided to leave his country to earn enough money to open his bakery in Poland. He first worked in mines in the North before moving to Bordeaux. He never returned to his country.

The Aquitaine's Polish population works mainly in agricultural regions of Dordogne, Gironde and Landes. Among the Polish arriving in France, many were Jews fleeing from the first anti-Semitic persecution in Poland. Persecutions in Poland are present in the early 1920s, with theft, humiliation and especially massacres such as Vilna, Krakow... These anti-Semitic excesses are maintained by

² Janine PONTY, *Des polonais en France de 1830 à nos jours*, Cité Nationale de l'histoire de l'immigration, Paris 2011.

intense propaganda by the right-wing press accusing Jews of treasons, speculations... These persecutions will lead to the departure of many Polish Jews towards the whole of Europe. But integration is difficult for Poles, they are considered by locals as foreigners, named „*Polacks*”...

The 1930s marked the beginning of the first xenophobic laws, in the context of the rise of xenophobia and anti-Semitism in France.

The 1930s: the danger is rising³

From 1931, the public authorities halt immigration and encourage foreigners to go back to their original countries. With these measures, the number of foreigners is falling. The public eye does not perceive this decrease, demonstrations occur against hiring foreigners. In 1939, all tensions are focused on strangers, especially Poles. The idea that the reason for all problems is the excessive presence of foreigners on the French ground is spreading. On the eve of WWII, wild rumours are circulating: in the East station of Paris, some Polish would have insulted reservists, Poland would push for war because „*most are of German descent*”... The records of Bordeaux show the measures taken against foreigners on the eve of war. Thus, since 1939 foreigners are identified and are under surveillance. The decree of the 20th July 1939 ordered the counting „*of foreigners without nationality or having the right of asylum*”. An advertising campaign is launched in the city to encourage foreigners to report spontaneously. After a period of 20 days, official notices are sent. In September 1939 a decree stipulates that foreigners must carry special identity cards to move around in towns near to their residences. Apart from these districts, they must carry identity cards and safe-conducts. These measures are intended to give a greater knowledge, but also a greater surveillance of foreigners. On November 21, 1939, a „*secret*” circular from the prefect is sent to the sub-prefects, mayors and the police superintendent. The Interior Department wants to quietly count the Polish who entered France since August 20, 1939. Indeed, the Polish community of Bordeaux is closely monitored. On October 31, 1939, a circular from the Interior Department to the prefect, asking to perform a survey of Ukrainian and Polish communities. The Interior Department is concerned that some Ukrainians of Polish nationality encourage Polish not to join the Polish Legion. The report of the Chief Inspector Cloutrier to the Security Chief did not identify any pressure on the Polish community. For that, the inspector investigated among the Polish community of Bordeaux. Mention is made of the Consulate of Poland, the „*Friends of Poland*” and the Assistance Centre for Poles in Bordeaux. So we can see that the Polish community is not negligible and is structured with these organisms. In his report, the inspector explains that the majority of Poles chosen to enlist in the Foreign Legion and not

³ Archive municipale de Bordeaux, Série 6020 H1, Les étrangers bénéficiaires du droit d'asile en 1939-1940.

the Polish Legion, to obtain benefits such as the French nationality. There is thus a real desire to be integrated and to settle permanently in the region. Laws against foreigners are present from the beginning of the 1930s. It is about monitoring the population through surveillance and counting. These laws show the fear and the suspicion aroused by foreigners among French. Throughout the 1930s, France lives among rising xenophobia and anti-Semitism. The tensions' rising, reaches its peak with the arrival in power of the Vichy government⁴.

Indeed, the defeat of 1940 increases even further xenophobia and anti-Semitism in particular. The image of France, a major power collapses. There is a need to find responsible to this: foreigners and especially Jews. On the introduction of the Vichy government, measures are taken to prevent any further arrival of foreigners. On 5th July 1940, Adrien Marquet, then Interior Minister and Mayor of Bordeaux, close the borders „so that foreigners can not disturb public order”. With the coming to power of Marshal Petain, the first French internment camps appear. Actions against French and foreign Jewish populations are taken. In October 1940, the „Jewish status” is established with the obligation to wear the yellow star, and the exclusion of all Jews working in Public Services. Bordeaux and the Gironde experienced several raids from July 1942 to May 1944, arranged by the French authorities, for the Germans. Finally, over 1.600 Jews were deported to death camps. For Vichy, it was about „cleaning up France” by separating the Nomads from the citizens. After the War, the Jewish population has disappeared from Gironde and Bordeaux. Indeed, in France, including Aquitaine, internment camps were built to intern all foreigners, Jews but also political opponents as well.

An example of a French internment camp: Camp Gurs⁵

Gurs camp is one example of an internment camp on French territory, symbolizing the cooperation of the French government with the Nazi regime. The camp is located in the Southwest, near Pau. Built between March and April 1939, the camp has a capacity of „hosting” up to 18,500 people, which makes it one of the largest in France.

From 1939 to 1940, the camp was built to intern the Spanish Republicans who fled Franco's regime and the Internationals (Poles, Hungarians ...) who fought in Spain on their side. In spring 1939 about 950 Poles were interned at Camp Gurs. The presence of Poles fighting in Spain is not surprising. Since 1926, the dictatorship is in power in Poland. There is a connection between the Polish dictatorship and the struggle against Franco. Internationals arriving in Spain to fight, are mainly from non-democratic countries, such as Eastern Europe, or Latin America... For them, it is about fighting against all forms of non-democratic governments in Europe. The large number of Poles is due to the fact that from

⁴ Archive municipale de Bordeaux, Série 6020 H2 : Situation des étrangers en 1939-1940.

⁵ Claude LAHARIE, *Le camp de Gurs 1939-1945, un aspect méconnu de l'Histoire de Vichy*, J&D Editions, Paris 1993.

1936 they are called together, with the French, to swell the ranks of the Brigades fighting in Spain. In 1940, the group of Internationals is moved to camp le Vernet. It leaves space for „*undesirables*” of the Vichy government which are foreign populations, like Poles, or Czechs living on French territory... There are men but also women and children, mostly Jews.

From 1940 to 1943, the camp hosts mainly French and foreign Jews. On 4th October 1940, a decree says that „*foreign citizens of Jewish race may, at the date of enactment of this Law, be interned in special camps, by the decision of the prefect of the department*”. During three years, the camp contains 18,185 internees, 2,470 of whom were Poles. The Polish population is the second biggest in the camp. The majority of the internees are Jewish, 11,255 for 11,825 internees on 1st January 1941. Polish population consists mostly of agricultural workers or traders, so it is a low-income population. Internees are living in harsh conditions, fighting against misery. The wooden barracks provided for a temporary period, are deteriorating rapidly. The Gursians are living overcrowded, in damp, dirt, splashing in the mud, suffering from hunger ... Many will die of hunger, but also of diseases caused by the lack of hygiene, the graveyard testifies these losses⁶.

The deportations from the camp began in August 1942 and continued until March 1943. Six convoys went to Auschwitz, to have a total of 3,907 Gursians. National groups most affected are the German and Polish Jews. Few survived the horrors of the extermination camps.

The Polish population in Aquitaine is difficult to quantify, in spite of the fact that it is present in Bordeaux in a structured community. Coming to France to seek better living conditions, and for some refuge from persecution in their country, they will experience discrimination. Indeed, the 1930s is a period when xenophobia and antisemitism are rising. Thus, laws restricting the freedom of foreigners will be applied by 1931. These xenophobic measures accelerate in 1939 at the beginning of WWII, with the counting and monitoring of all foreigners. The arrival in power of the Vichy government marks a turn. Racial laws are enacted, internment camps are emerging and raids are increasing in 1942, as in Bordeaux. The Polish population of Aquitaine is severely affected by the raids, because they are mostly of Jewish origin. After the war, the Polish population is decimated; there are no more Jews in Gironde.

⁶ Eric MALO, Monique Lise COHEN (dir), *Les camps du Sud-Ouest de la France, exclusion, internement et déportation (1939-1944)*, Privat, Toulouse 1994.

Jean-Baptiste Chort

The military prison of Mauzac: an internment camp in Dordogne during the second World War

Abstract

In June 1940, after her defeat against Germany and the signature of the armistice, France is separated in two zones. One called *«occupied zone»* and the other called *«free zone»*. Following the occupation of the territory by the Germans forces, the prisoners of the Parisian jails of the Cherche-Midi and La Santé are transferred to Périgueux, in Dordogne. They are then interned in the military camp of Mauzac. On the eve of the war, in Mauzac a gunpowder factory was built, that was part of an armament campaign decided by the French government. However, as France had been defeated, the gunpowder factory huts (which were used by the foreign workers who were building the gunpowder factory) became an internment camp. In this camp a lot of people considered as dangerous for national security were interned. That is to say communists, resistance fighters, foreigners, and even Jews waiting for a transfer to a concentration camp. So, the military camp of Mauzac was, during the period of the Second World War, a means of pressure and fight against the Resistance by the Government of Maréchal Pétain. Nevertheless the camp was liberated at the end of the war by the Resistance group *«Cérisier»* (cherry tree).

Keywords: „occupied zone”, „free zone”, internment camps, Pétain, Dordogne, French Resistance, strategic aspect, gunpowder factory, Parisian prisoners, communists, Gaullists, radical measures

When, in June 22, 1940 the Armistice was signed between France and Germany, the French territory was split in two parts. One part was called *„occupied zone”* and the other one *„free zone”*. The French government was then seated in the city of Vichy and ruled by Maréchal Pétain.

However, in that part of the country free from German occupation, the French government policy was in support of the Nazis. Therefore, even if there were only a few concentration camps in the free zone, numerous internment camps existed. Indeed, These camps were not only for the French Jews waiting for their transfer into more important camps but also for French people critical of the new administration put in place by Maréchal Pétain. That is to say for all of those who were thought to be opponents to the political regime imposed by Vichy and thus threatening national security. They were communists, *„Gaullistes”* and on a larger extent, every person who could be suspected to participate in the activities of the French Resistance. There were also foreigners, especially Spanish republicans,

political refugees into South- West of France after fleeing from Spain following the Civil War (1936-1939) and Franco regime.

Among those camps in the South- West of France some were important because of their size and the number of prisoners interned and also because of the strategic role in the government collaboration policy.

However, we have noticed that on maps and in specialized bibliography, Dordogne doesn't appear among the „*free territory zones*” containing major internment camps, except maybe the Sabloux camp, developed into the Sabloux castle, near the Fanlac village in Dordogne.

A quick reminder about Dordogne: This is a territory at the far west of the Free Zone, and crossed by the demarcation line. During the Occupation, it was under the administration of Limoges (in Region R5). Its „*prefecture*” is Périgueux. Even if the researches that have been done into French concentration camps and internment camps during the Occupation were almost never about Dordogne, the territory did then possess several military prisons and other places used for incarceration or to silence the more virulent, communists, Gaullists, Jews, foreigners, etc...

The purpose of this research is to do a study case on the Mauzac internment camp. Once placed in a broader context, it is interesting to see if the Mauzac military prison in Dordogne can be considered as an important French internment camp, like the Gurs camps.

We will, at first, study the strategic stake presented by the Mauzac camp and the internees profile, then we will concentrate on camp organization and living conditions. To finish with, we will see how important this camp was for the French Resistance through the study of and escape and the liberation of the camp at the end of the war.

From a gunpowder factory project to the interment camp

Dordogne: a refuge land and administrative withdrawal

Dordogne can be regarded as a land of refuge as well as place for administration and prison services withdrawn from other regions. Indeed, in 1943, there were about 16,000 refugees from Alsace-Lorraine in Dordogne, including a lot of Jewish people (we will come back to that later). Moreover, Spanish Republicans were taken in after their flight from Spain. The latter were part of the hundreds of foreign workers who took part in the building of what was going to be the Mauzac huts and then the internment camp.

However, Dordogne quickly became, after signing of the 22th June 1940 Armistice, the place to which the prisoners from Paris were transferred, after stopping at the Gurs camp.

The study of the Mauzac camp can only be understood, if we think about its strategic aspect for the country.

In order to do so, here is a brief presentation of the Paris prisoners journey, in order to understand how this village of Mauzac (itself part of the Lalinde district which only had about 6000 inhabitants) became of national interest.

On 10th June 1940, because of the German offensive operation in Paris, Georges Mandel, Home Secretary, had no choice but order the evacuation of 1865 prisoners from Parisian prisons „*Cherche-Midi*” and „*la Santé*”. After a long and troubled journey (hundreds of escapes and about 15 summary executions), 1.020 prisoners reached the Gurs camp.

It was decided at first that the military tribunals of Paris were translocated to Bordeaux. But, in an official statement from 29th June 1940 to the person in charge of the 12th military Region, followed by a decree on 5th July 1940, the Minister of War decided that the pending procedures of the four Parisian military tribunals were transferred to the court of the 12th military Region. While the headquarters were in Limoges, chief of the 12th military Region, the military tribunals are finally relocated in Périgueux. From September 1940, groups of accused were taken, under military escort, from the Gurs camp to the „*Perlerie*” prison of Périgueux, in order to be tried.

In a telegram from 6th November 1940, the commandant of the Gurs Camp gave an account of the prisoners leaving for Mauzac, that is to say „*a total number of 420 supervisors, including escort, 5 officers, 120 guards*”. Lieutenant Gros then became in charge of the „*Paris military prison withdrawn in Mauzac*”. He controlled 17 non-commissioned officers, including 4 accountants and 13 supervisors. There were 407 prisoners, including 60 condemned ones.

From that moment, the military prison of Mauzac became the main detention centre in Dordogne during the Occupation. We thus understand its importance on the national level since the prisoners were coming straight from Paris and from the two most important internment centres of the country before the German invasion. However, the prison of Mauzac was at first supposed to be a gunpowder factory. Thus, the space had to be rethought and transformed to become a prison.

From the gunpowder factory to the military prison

So it is during this period of tension of the international relations towards the end of the 1930s when it was decided to build in Dordogne, and more exactly in the municipality of Mauzac, a gunpowder factory. Indeed, at the beginning of 1939, the government decides to launch a vast campaign of armament. So, approximately one hundred hectares of the plains of Mauzac are requisitioned by the Ministry of the Armament, and is confided to the Central Service of Constructions of Powders. Actually, hundreds of workers (in particular immigrant workers), participate in the construction of this gunpowder factory during the journey and the night. But the armistice of 22nd June, 1940 came to stop the construction of this factory. The project of the gunpowder factory to the end of the war against Germany is abandoned. Then on the plains of Mauzac there are two

camps and each of them owns a dozen of huts. The camps are called „North camp” and „South camp”, distant from approximately two kilometers from each other. On 28th September, Mauzac appears on a list of „hosting camps”. Finally, 16th October 1940, by telegram, the Head Office of the National Security asks the Prefect to take very urgently measures with the aim of the „*immediate creation of a camp of unwanted French near Bergerac. (...) Number of internees to plan two thousand*”. By „unwanted”, we understand the „*dangerous individuals for the national defense and the law and order “(decree of 187 in November 1939) as well as those known for” communist, terrorist or subversive activities*” (decree of 26th September 1939).

This arises the question to know if the camp of Mauzac can be considered as a « *concentration camp* ». We can look at this experience to try to explain why this internment camp left memories of camp of concentration, why it frightened so much the population of Dordogne.

The difficult life conditions of the internees

The internees of the Mauzac camp

The prisoners of the Mauzac camp were above all ordinary prisoners, those who came from the Parisian prisons but there were also communists, Gaullists and other active members of the Resistance. There are many who testify that the Resistance fighters who did not have any political preferences, had to suffer treatments generally rougher than the political prisoners. While the political prisoners seemed to be a little better treated. Indeed, the physical condition of the political prisoners was generally a little better. „*If they undergo the same regime as the other prisoners, generally, they received from their families more parcels and the agreement existing between them, every parcel is shared between companions, what supplies them a supplement of food really precious*”, we can read in a report. Actually the political, communist and Gaullist prisoners, showed a big solidarity. Jean Pierre-Bloch, delegated SFIO of Aisne, charged with offence against national security, is transferred to Mauzac with some members of the SOE (British Secret Service of Action in France). They came from Périgueux (Beleyme prison). Bloch delivers his first impressions, after his arrival to Mauzac: „*The regime is not identical for all. It is very hard for the ordinary prisoners. The communists, also, are badly treated, quite as the officers condemned for Gaullism. [...] Our group benefits almost of a political regime. [...] we can sleep normally, we have enough water, and finally, incredible luxury, we have the right to speak, to receive parcels, letters, visits. On the other hand, the show which offers the conditions of detention of the „common law” is horrifying. Some of them, starved, go as far as eating the grass of the camp and stuffing themselves with dirty waters of the kitchen. When the truck of provisioning, loaded with swedes or beets, arrives in the camp, prisoners fight to seize some garbage fallen on the ground.*”

The prison of Mauzac also allows the authorities to possess a centre detention to intern the members of the Resistance in Dordogne. Indeed, the active Resistance operated in Périgord against the regime of Vichy through the groups armed in particular with those of the AS (Secret Army) and the FTP (Francs Tireurs Partisans). The prison, situated in the middle of the South sector of the Secret Army is thus a strategic point to fight against the Resistance.

In addition to the above described prisoners we have to mention foreigners, mainly Spanish people and German Jews, who came in large numbers waiting for transit to other camps. In spite of the heterogeneousness of the prisoners, the camp of Mauzac could show itself hostile for everybody.

The camp organization

In 1945, the prefect Maxime Roux described the camp of Mauzac this way: *„It is a central prison organized in the countryside in the huts of a former camp of Vichy, surrounded by barbed wires and conceived on the model of a stalag”*.

As we have already said, the prison of Mauzac was built as a matter of urgency to be ready to receive Parisian prisoners recently transferred to the camp of Gurs. Thus, because it was a question to build a gunpowder factory in Mauzac, the camp needed some *„improvements”* to reach the *„stalag”* at this model as Maxime Roux evokes. Indeed, on 10th February 1942, Captain Chevalier, leader of the appendix of the military buildings of Bergerac, addressed commander of the military prison of Mauzac in these terms: *„I have the honor to send you in communication a sketch of construction of mirador, not requiring the employment of bolts, which are at present impossible to find in sufficiency in the business. Posts are tree trunks from 0,16 to 0,25 of diameter. An intermediate “enture” can be made if the length of trunks are insufficient ...”*.

Thanks to a report of the General Information of 15th February 1943, it is possible to make an idea of the question: *„the huts of the camp are built on structures of cement and slightly heightened. They constitute perfectly installed, enlightened, and airy premises in a satisfactory way. However, heating is restricted, every rather vast shed receiving only 8 kilos of wood a day for the supply of a unique stove. On the other hand, a briefly installed infirmary exists in the camp, as well as a steam room of disinfection. All the prisoners are forced to the following regime: awakening at 7 am, work till 10:45 am, first soup at 11 am. Work from 12:30 am till 4:30 pm, new soup at 5 pm the prisoners. The various works to which are forced consist mainly the clearing and the stake of culture of about fifteen hectares attributed to the military prison.”* From this report of the General Information having taken place in February 15th, we can already note that the main breach noticed by an authority to the service nevertheless of the Vichy government, is the lack of heating for prisoners, even in winter. But, more than the cold and the season, it is the hunger which got the internees. Indeed, another report of the General Information dating 4th March, 1943 testifies it: *« all the*

prisoners complain about the incapacity of food and almost totality concerns the face the stigmas of the hunger: excessive thinness, eyes pushed in the orbit, the high cheekbones, the big paleness of the face. [...] the case was me quoted of a man of 1m80, who at the moment of his liberation did not weigh more than 45kilos and was in such a state of weakness which he was not able to take only in the car. » If this testimony is the one of an „official” member of the General Information, thus the French authorities, it is even more striking as it is given by a man outside the camp not having to undergo the treatment in the „camp” which imposes him(it) on prisoners.

However, the winter 1942-1943 came to mark a positive change in the life of the camp. From February 1943, the commanders of the military prison of Mauzac made the prisoners cultivate 15 hectares for the kitchen. So, from the summer 1943, the situation of the prisoners is appreciably and gradually improved, thanks to kitchen gardens on one hand and on the other hand, thanks to parcels that prisoners receive from their families and friends.

However, it is not this „improvement” which urges the prisoners to settle in „South camp”. Indeed, Pierre Bloch, former deputy SFIO, together with some of his companions, prepared an escape attempt with the help of his wife, eventually makes a success and allows eleven prisoners to escape.

The escape of the Mauzac camp

A prepared escape

The protagonists of this escape are, for the greater part, important characters of the Resistance. We find: Georges Bégué, Pierre Bloch, Jean Bouguennec, John Hayes, Marc Jumeau, George Langelaan, Jean Le Harivel Philippe Liewer, Robert Lyon, Raimond Roche and Michel Trotobas. As we have already evoked it, the political prisoners often enjoy the possibility of having contacts with their families outside. This allows them to observe the rounds and the functioning of the camp better. Inside the camp, the principle is simple: on one hand, the „eleven” take advantage of their outings and various outdoor activities to analyze the situation. It is necessary for them to calculate spaces between buildings, the shadows, the passages of rounds and the movements of the lights of miradors. On the other hand, the action which can not apparently be made without internal complicity of the camp, is a question of „corrupting” certain guards. It is at this moment that the outside help comes into play. Indeed, Gaby Bloch, the wife of the prisoner played a determining role for the implementation of the operation. Installed in the small inn of Mauzac „*Chez Desmartin*”, she brings food to prisoners very regularly, and so frequents the guards of the prison. Finally, she succeeds in convincing two guards to close eyes on the escape. The operation was finally a success and the escapees were able to join London.

If this escape which took place in the small village of Mauzac made a lot of

people of the region speak (a movie entitled „*Adieu Mauzac*” was even shot and was on Channel 1 on 25th April 1970), it is an excellent tool of analysis of behaviour and mentalities during the war. Indeed, if we evoked the ill-treatment that prisoners had to undergo, we especially saw the distress which resulted from it. Now, if the general testimonies on the prison of Mauzac present it as a cruel place of dehumanization, it is maybe interesting to note that it is possible, towards these events, to have a less Manichean vision of things. That is, in this case, guards of the prison risked their lives to allow the escape of these eleven prisoners. Pierre Bloch writes about the guard Velten: „*He was odiously beaten up. Under the torture, he continued to assert that he ignored everything of our escape. (...) I doubtless owe him the life*”. We thus touch here a sensitive point of the study about the Occupation, namely the fact that during this period the population was not cut in two between collaborators and Resistance fighters.

The answer of the French authorities

The escape of the Mauzac North camp in this night of July 1942 gave rise to a chain reaction of the authorities.

Two weeks later, on 30th July 1942, the major ordering temporarily the district of Bergerac writes to the sub-prefect of Bergerac. In his report he says he has suspicion about characters out of the prison who would have played a role in the escape. Indeed, at the night of 24 – 25th July, in a café of Mauzac of which the manager „*would be of Spanish origin*”, wives of prisoners were gathered in the presence of certain prison guards, as well as the mayor of Mauzac. Actually, the rumour circulating that the woman of Pierre Bloch would have participated actively in the organization of the escape, the Commander states several propositions of new measures to be set up: 1th: Prisoners' women cannot stay any more in the district of Lalinde in a permanent or semi-permanent way. Then, „*the relatives of the prisoners are authorized to stay no more than 48 hours*”. *After the investigation, the Lachapelle woman (wife of a former guard of the prison) is invited to live somewhere else*”. And finally, an investigation is made on the opening and the closure of the café. But from August 22nd, 1942, and the return of Lieutenant-colonel Olle-Laprune, while commanding the Military District of Bergerac, we begin to speak about the „*purge*” of the region of „*all the shady persons who live permanently in the district*”, and „*proceed to massive checks of identity*”. Three days later, 25th August, Colonel Plasselle, who commands the military region of the Dordogne, passes on the request of an implementation of purge of the region of Mauzac for the Prefect.

It is finally from September 1942 when the project called „*about purge*” is set up. Indeed, in a note sent to the estate management of Dordogne police and emanating from the Regional Prefect of Limoges (administrative Region R5 of which was a part the Dordogne under the Occupation) on 7th September 1942, the implementation of measures is stated in the region of Mauzac. The penalty is

immediate for four shady persons: Huger Pauline, Masclaux Jeanne, Hildebrand Adrienne and Charles Barthe. Each of them is suspected of having contacts with the Mauzac prisoners and are thus asked to leave the district of Bergerac.

We notice here not only the interests, the speed of decision-making of the authorities and the implementation of the project, but also the term „*purge*” which returns ceaselessly in police reports and prefectorial reports. So, even in Dordogne, and even without approaching the Jewish question or the other foreigners, we have to mention the radical measures of purge near the Camp of Mauzac. However it is necessary to put into perspective the extent of this measure, in the sense that it does not directly give rise to executions, nor even confinements.

Conclusion

Finally, the prison of Mauzac was released by the Resistance at night from 7 to 8 June 1944. In a report of 2nd July 1944, Captain Blanchet, leader of the guards of Mauzac, tells the events. During all the journey preceding the attack, the rumour was spreading in the prison. Considering these rumours seriously without getting into a panic however, the Captain takes the measures which are imperative and passes on the orders to his men. But when, at about 12 pm, the leader of the Resistance movement „*Cerisier*” (cherry tree) comes to park close to the prison, Captain Blanchet was the only person who wanted to react. His men do not obey him any more and help even at the liberation of the camp.

Finally, on 26th October 1944, the Provisional Government of the French Republic states political prisoners (and not of common law) in Dordogne. It counts 188 in the Camp of Mauzac. The prison of Mauzac, internment camp under the Occupation, took a quite great importance during this period for the French Government, but also for the German power in their fight against the Resistance and all the forms of opposition to the regime. The camp was an instrument of pressure and Vichy government intensification of the administration in Dordogne.

After it has been released, the camp of Mauzac becomes a prison until today.

Nikola Kitanov

Peculiarities in the Ideology of Communism. Predetermining the Outcome of the Cold War Conflict between Communism and Capitalism

Abstract

Nikola Kitanov is attending the doctoral school at the University „*Neofit Rilski*” in Blagoevgrad (Bulgaria). In spring 2011 he took part in a conference titled „*Cold War and Society II – Inventing a Common Past*” in the framework of an ERASMUS Intensive Program in Budapest. This event gave an impulse to his thoughts concerning some lectures dealing with the comparison of communism and capitalism, the demonstration of the competition between the two ideologies, which finally ended with the victory of the capitalism over the communism.

Keywords: Communist ideology, Cold War, international conflict, nuclear war, Fulton, capitalist propaganda and ideology, centralized economy

In this essay I would like to express some thoughts about the ability of communist ideology to attract the population's support. Although I have only marked some semantic core areas and have not delivered a comprehensive, thorough and complete research of this complex and crucial historical topic, I hope that the following essay will be of some use to those who are looking for the underlying reasons for the outcome of the conflict between the major political ideologies during the Cold War.

I am immensely grateful to the institution, where I am conducting my PhD research in Law, namely - the South-West University „*Neofit Rilski*”, City of Blagoevgrad, Republic of Bulgaria, the institution hosting the ERASMUS Intensive Program „*Cold War and Society II – Inventing a Common Past*”, namely - the Department of History of ELTE University, Budapest, Hungary and the institution organizing the program, namely – the University of Vienna, for giving me the possibility to participate in the IP (the above mentioned Intensive Program), held at Budapest, Hungary during the period 28 February 2011 - 5 March 2011. I would like as well to thank to all the lecturers and participants in the IP for their speeches, statements and discussions, which I greatly benefited from. They were of really great help to me, allowing me to develop and enrich the ideas presented in these writings.

One of the outlining features of the Cold War is the fact that it was an international conflict, where the main players did not undertake military actions against each other. This was most likely due to the deterrent effect of nuclear

weapons, which were in arms on both sides. As Andras Balogh stated in his lecture it was during the Cold War that the theses that nuclear war cannot be won and nuclear war cannot be waged evolved.¹ It seems that the latter thesis was an effect of the first one. It is a kind of a paradox, because the most terrifying weapon of mass destruction was the one, which stopped what eventually would have been the most horrible massacre in world history. The threat of full annihilation was also a factor, which restrained the further development of the military conflicts that occurred in the satellites of the USA and the Soviet Union. For example although the propaganda was quite different, even in the Korean conflict 1950-1953, when the US army stepped on the Korean peninsula, no single Soviet soldier participated in the military actions. In the 1960s-1970s this statement could also be supported by the conflicts in Vietnam, in Afghanistan between 1979-1989, in the Cuban Missile Crisis in 1962 and so on.² The possibility of the other party to go „mad” and use its nuclear arsenal if you push it „too far” created an environment which was the catalyst of the adoption of a cautious and ready for mutual concessions politics on both sides.

Considering the above I could draw the conclusion that during the Cold War the policy makers on both sides of the „iron curtain” knew that this conflict would not be won by military weapons. Support for my view could also be derived from some statements of leading politicians during the Cold War era. In his famous speech at Fulton, Missouri, dated 5th March 1946, Sir Winston Churchill shared his anticipation that he really doubted that Soviet Russia wanted a war and he believed what communist Russia desired was „the fruits of war and the indefinite expansion of their power and doctrines”.³ Instead the emphasis gradually transferred to economic competition, evidence of which was provided by the experience from the so called „Kitchen debate” (1959) and other documents. On the 2nd of December 1956 Janos Kadar stated that „our policy in economic questions, and especially in relations to redistribution is that the primary aspect should be the gradual rise in living standards.”⁴

My propositions above could be supported by some facts concerning the creation and the use of the term „Cold War”. It was originally used at the end of the Second World War when the English journalist George Orwell used it in his essay „You and the Atomic Bomb” published on the 19th of October, 1945, in the British newspaper „Tribune”. Contemplating a world living in the shadow of the threat of nuclear warfare, he warned of a „peace that is no peace”, which he called a permanent „cold war”. Orwell referred to that war as the ideological

¹ BALOGH, Andras, *How Cold was Cold War?* ERASMUS Intensive Program „Cold War and Society – Inventing a Common Past”. ELTE University, Budapest, 28 February 2011.

² Ibid.

³ Winston CHURCHILL, *The Snews of Peace*, Quoted: Mark A. KISHLANSKY (ed.), *Sources of World History*, Harper Collins, New York, 1995, 298-302.

⁴ VARGA, Zsuzsanna, *Lessons from the West during the Cold War period. The case of Hungarian agriculture*, ERASMUS Intensive Program „Cold War and Society – Inventing a Common Past”. ELTE University, Budapest, 28 February 2011.

confrontation between the Soviet Union and the Western powers. For example, in the „*Observer*”, published on the 10th of March, 1946, Orwell wrote that „*after the Moscow conference last December, Russia began to make a „cold war” on Britain and the British Empire*”.

The first adoption of the term „*Cold War*” by a government official relates to Bernard Baruch, an American financier and presidential advisor. In South Carolina, on the 16th of April, 1947, he delivered a speech, in which he said „*Let us not be deceived: we are today in the midst of a cold war*”. Newspaper reporter-columnist Walter Lippman gave the term wide circulation, with the book „*Cold War*” (1947).⁵

I believe that some useful implications could be drawn up from the etymology of the term „*cold war*”. This term could bring us to the very essence of the instruments, which were designed to deliver the victory in this confrontation and in my opinion they in fact did so. Thinking of warfare as one of the instruments for furthering diplomacy, politics (The idea was originally delivered by General Carl von Clausewitz, a Prussian war theorist and strategist) I think that it is more appropriate in the case of the Cold War to stress on diplomacy and politics itself. One of the means of utilizing government policy – the propaganda in its variety of appearances – mostly economical, ideological and cultural, proved to be a key weapon for delivering the victory in this conflict. Propaganda as an instrument of achieving political goals was really successful because it aimed at the most important element of the opposing parties – their population.

Nonetheless we should not underestimate the importance of military weapons in the Cold War confrontation. But in general the stress was on the „*arms race*”, which I classify as a kind of propaganda of military power and mightiness.

Support of my view that propaganda is a powerful weapon in political and military conflicts could also be drawn from other historical facts. Prof. Mikolaj Iwanow explains the collaboration of approximately 1,000,000 Soviet soldiers to the Nazis at the beginning of the German invasion in the Soviet Union during the Second World War with the fact that half of the Soviet soldiers at that time hated Stalin and believed that Hitler would liberate them from their domestic oppressor. But soon after they understood that Hitler would kill them instead of the enslavement imposed by Stalin, they turned to support the „*less evil*” Joseph Vissarionovich. Taking account of the power of propaganda when Stalin started retrieving the Soviet territories, he left the churches operating and so gained support among the local people for the conflict with the Nazis.⁶

So, all of the above said helps me discover a kind of an answer to one of the crucial questions in the Cold War and namely „*Why Capitalism won the battle with Communism?*” I believe it was because the capitalist propaganda and ideology

⁵ Wikipedia, Cold War, Origins of the term, http://en.wikipedia.org/wiki/Cold_War

⁶ IWANOW, Mikolaj, *The price of victory. Human losses of the USSR during the World War II*, ERASMUS Intensive Program „*Cold War and Society – Inventing a Common Past*”. ELTE University, Budapest, 2 March 2011.

were much more attractive, even seductive and natural to the common people. It is human nature to desire a better life, full of commodities and characterized with greater respect of privacy, freedom, interests and the rights of the individual. This is an important issue, which the communist regimes proved incapable of satisfying. Another catalyst of the discontent of the population against the communist regimes was the fact that in the times when there was shortage of food to the mass population, the party leaders who proclaimed equality and parity among the people did not experience anything like this. This of course was a source of righteous anger among the population.

In communist countries⁷ the freedom of speech, movement and assembly, the political views, economic activities and profit, even the exchange of ideas on some occasions, were more restricted compared with the capitalist countries. In general the respect for the human rights of the individual, his privacy and freedom of opinion were not really popular in communist societies. Many social organizations and societies were banned, in fact there was only one party in political life – the communist, which deprived the people of the democratic political system, where any individual is able to express his view for governing the country he lives in.⁸ The judicial system in Hungary abandoned the principle of the presumption of innocence, the principle against the increase of punishment was not valid before the „*people's courts*”, the judge discussed the matter with a so-called coordinating committee, comprising the local Party Secretary, Police Commissioner, the President of the Court and the Chief Public Prosecutor.⁹ The communist system was also against religion, it pretended to substitute it, which was in utmost contradiction to the perception, beliefs and moral system of the common people. In highly religious societies, such as the Hungarian for example, this provided an insurmountable gap between the population and the political class. The dividing gap was also increased by the methods of the communist party, undertaken in order to exert their political superiority – for example at the communist party meetings „*anyone, who did not applaud loud enough, came under suspicion*”; „*the brave ones, who defied the atrocious terror regime, were wiped out and buried in unmarked graves, because even in death they represented a threat.*”¹⁰

I doubt that everything was perfect regarding the human rights sphere in the

⁷ In my essay I intentionally do not use the terms „*western*” and „*eastern*” to indicate the countries involved in the Cold War conflict. My considerations for that are at least two – firstly the planet Earth is spherical and secondly in my opinion this lexis establishes a division between the European countries, which hints that there are substantial cultural, economical, social and political discrepancies in the European countries resulting from their geographical location. As a result of the fact that the geographical location cannot be changed, it seems that the stated division is unable to be overcome and provides a gap in cultural, economical, social and political aspect between the different countries.

⁸ „*Life under Communism*”, House of Terror Museum, (2011), [Brochure].

⁹ „*Justice*”, House of Terror Museum, Budapest, 2011, [Brochure].

¹⁰ „*Resistance*”, House of Terror Museum, Budapest, 2011, [Brochure] .

capitalist societies. For example notable cases involving violations of human rights in the capitalist countries involve wiretapping of suspects in the absence of any legal regulation (Malone, 1984); sentencing a juvenile young offender to be „birched” (Tyrer, 1978); granting an injunction against the Sunday Times for publishing an article on the effects of thalidomide (Sunday Times, 1979); injunction against the Sunday Times for publishing extracts from the Spycatcher novel (Sunday Times (no. 2), 1991); an agreement obliging employees to join a certain trade union in order to keep their jobs (Young, 1981).¹¹

I agree with Jean Henri Dunant, the founder of the International Red Cross and Red Crescent Movement, who stated that pure, true and complete justice exists only in people’s mind. But Churchill’s idea that democracy (and, as I can add, the legal system characteristic of the democratic societies) are considered to be the best (and, as I can add, fairest and most equitable) invented till present by humanity, is supported by most of the people in modern societies. This reminds me of one often quoted aphorism in English Law which I believe is quite relevant to this particular topic, notwithstanding that it originates from and relates to slightly different circumstances.

In a leading English case on the impartiality and recusal of judges, namely „*R v. Sussex Justices Ex Parte McCarthy*” it was stated that „*Not only must Justice be done; it must also be seen to be done*”.¹² This principle of the Common Law system I believe closely corresponds to the impression which invokes the democratic system of government and the state in which the Rule of Law governs.

The general impression was that the people in the capitalist states felt that they were treated equitably and fairly, and were free and able to achieve their dreams. They felt that they were ruling their own lives, navigating their own destinies. On the contrary the people in the communist countries were taught that they must work and concentrate all their efforts on achieving a society where private property does not exist. There was a time when the situation in the communist countries was so bad that „*at that time people could measure the living standards with the food supply*”.¹³

The successful and richer people – either peasants – the so called „*kulaks*”, or citizens – the so called „*bourgeois*” were oppressed by the communist regime. This also contributed to the wide-spread apathy, stagnation and sluggishness among the population, at least because of two factors – the more competitive and ambitious people were wiped out and the others were discouraged to undertake any activities to improve their economic status, because they saw in their

¹¹ Wikipedia, Human rights in the United Kingdom, The UK before the European Court of Human Rights, http://en.wikipedia.org/wiki/Human_rights_in_the_United_Kingdom

¹² Wikipedia, *R v. Sussex Justices, Ex Parte McCarthy*, http://en.wikipedia.org/wiki/R_v_Sussex_Justices_ex_parte_McCarthy

¹³ VARGA, Zsuzsanna, *Lessons from the West during the Cold War period. The case of Hungarian agriculture*, ERASMUS Intensive Program „*Cold War and Society – Inventing a Common Past*”. ELTE University, Budapest, 28 February 2011

everyday life what happened to the successful ones.

In the democratic societies it is well recognized that all the people are equal and have an equal legal basis of rights and duties, but how they will develop in that society, what they will do with their lives is up to them. And I think that this is correct, because otherwise there would not be any stimulus for development of the particular people. It is well-known that competition brings a more efficient and better product. Competitiveness stimulates creativity, which is one of the most prominent features of the human being as a species. It actually is the one, which distinguishes the human from the animals. It is artificial, against the order of nature that all people be equal and have the same standard of living, not taking account of what particularly they have done on their own to improve their lives.

The players in the communist so called „*planned*” or centralized economy were deprived of its most valuable incentive for progress – the private initiative, the chance for making a profit. This is completely opposing economic principles. In my opinion this is also against human nature. In addition, „*party soldiers were put into leading economic positions who, although „ideologically developed”, had not an inkling of economic matters*”.¹⁴ Subsequently all this led to the decline and breaking down of the communist economies. When Gorbachev started to reform the economic structure of the Soviet Union, it proved to be too late to correct this mistake.

Taking account of all written above I conclude that precisely because the communist regimes failed to deliver to its citizens a decent living standard, respect of their traditional perceptions of good, fair and equitable, respect of their way of life, religion, respect and upholding of their human rights and freedom, to provide the particular person with the true opportunity of free development in society, the communist regimes collapsed. So considering all of the above I am inclined to accept the conclusion that Communism collapsed, because in its nature it has crucial flaws in the ideology and propaganda to the hearts and minds of the most valuable elements of the state – namely, the people.

¹⁴ „*Life under Communism*”, House of Terror Museum, Budapest, (2011), [Brochure]

Les auteurs

BENE, Krisztián, maître assistant, Université de Pécs
BENKŐ, Melinda, maître de conférence, Université des Sciences Techniques et
Économiques de Budapest
BRASSEUR, Marianne, étudiante, Université Michel de Montaigne Bordeaux3
CHORT, Jean Baptiste, étudiant, Université Michel de Montaigne Bordeaux3
DUBASQUE, François, maître de conférence, Université de Poitiers
FARAGÓ, Gábor, doctorant, Université Eötvös Loránd de Budapest
FEJÉRDY, Gergely, maître assistant, Université Catholique Pázmány Péter
GARADNAI, Zoltán, historien, Archives nationales de Hongrie
HÖBELT, Lothar, professeur, Université de Vienne
KELEMEN, Éva, maître de conférence, Université des Sciences Techniques et
Économiques de Budapest
KITANOV, Nikola, doctorant, Université Neofit Rilski, Blagoevgrad
LACHAISE, Bernard, professeur, Université Michel de Montaigne Bordeaux3
MAJOROS, István, professeur, Université Eötvös Loránd de Budapest
PALÁGYI, Tivadar, maître de conférence, Université Eötvös Loránd de
Budapest
RÉAU, Élisabeth du, professeur, Université Paris III - Sorbonne Nouvelle
SIMON, Péter, Conseil de l'Union européenne
SZABÓ, Dávid, maître de conférence, Université Eötvös Loránd de Budapest,
directeur du CIEF
TRESCHNEVSKI, Boris, historien (Ph.D.), Université Paris III - Sorbonne
Nouvelle

